Nouvelle offensive de la guérilla au Salvador

LIRE PAGE 5

décourageante

Une fois de plus, des militaires africains ont décidé de

retirer à des civils qu'ils jugent

incompétents et corrompus

Pexercice du pouvoir. Dans le cas du Nigéria, leurs critiques

ne sout pas saus fondement.

Depuis leur retour au pouvoir.

voilà quatre ans, les autorités

élues de cette grande Fédéra-

tion n'avaient su ni enrayer une

grave crise économique ni as-

sainir des mœurs politiques as-

sez dépravées. Le général Bu-

hari, qui, jusqu'à nouvel ordre,

semble être le principal instiga-

teur du coup d'Etat, peut donc,

sans risque de déplaire, prôner

davantage de prudence et de ri-

gneur dans la gestion de cette

mosaïque de peuples que

constitue le géant de l'Afrique

Mais la lecon ainsi donnée

par les généraux migérians n'en

est pas moins décourageante.

Tout d'abord parce que, en

1979, les militaires avaient

remis le ponvoir aux civils en

prenant assez de précautions

pour éviter toute effusion de

sang, réussissant ainsi une opération qui avait considérablement contribué à rehausser le

prestige de leur pays. Ensuite parce que le gouvernement de

M. Shagari n'avait pas que des

torts. Il était parvenu à mainte-

nir la paix civile et à organiser de nouvelles élections, l'été dernier, même si la régularité de

Surtout, rien ne dit que les

militaires nigériaas, qui en sont

à leur quatrième putsch réussi, sont de meilleurs gestionnaires

que les civils. Leur treize an-

nées passées au pouvoir ne

l'ont pas prouvé. Il est vrai que

les plans d'austérité de

M. Shagari n'ont pas, non plus,

produit les résultats escomptés.

Les dernières mesures prises

par le pouvoir civil, tout en

étant très impopulaires,

n'avaient cependant pas été ju-

gées suffisantes, faute d'une

dévaluation, par le Fonds mo-

nétaire international, qui avait

refusé à Lagos un nouveau

plication de ce dernier coup

d'Etat par la corruption et l'in-

compétence est peut-être un

peu courte. Il est vrai que la

population, en ne réagissant

pas au changement de pouvoir,

paraît ainsi manifester sa dé-

saffectation à l'égard du ré-

gime déchu. Mais, d'un autre

côté, il est difficile d'imaginer

que d'autres intérêts ne soient

pas en jeu, tant le putsch sem-

ble avoir été préparé avec mi-

nutie. Apparemment, le général

Buhari et ses acolytes n'ont

pas agi sur un simple coup de

tête. Il se pourrait même qu'ils

aient tablé sur une réaction fa-

vorable des milieux financiers

occidentaux afin d'asseoir leur

powodr. Entre-temps, qu'ils

soient militaires on civils, les

gérants de la puissance pétro-

lière d'Afrique noire n'out tou-

jours pas démontré leur capa-

cité à sortir le pays de

l'ornière.

En tout état de cause, l'ex-

ces scrutins a été contestée.

occidentale.



C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél. : 248-72-23

Les auteurs du putsch au Nigéria Le gouvernement envisage une négociation entendent lutter Une leçon

Lá crise économique a eu raison du régime civil

contre la corruption

instauré il y a quatre ans Lagos après l'instauration d'un gouvernement militaire qui a dénoncé « l'incompétence et la corruption » de l'administration Shagari. Toutes les communications demeurent cependant coupées avec la capitale fédé-L'image mythique de la plus

grande « démocratie » du continent africain vient de s'effondrer, brutalement, à la suite d'un communiqué lu sur les ondes de la radio nationale, par un général de brigade.

En Afrique, où la quasi-totalité des pays sont gouvernés par des régimes militaires ou des autocraties civiles, l'expérience » nigériane était exemplaire depuis le 1º octobre 1979, date à laquelle M. Shehu Shagari avait été élu premier président de la seconde République fédérale, à l'occasion d'un scrutin met-

tant fin, avec leur accord, à la présence, pendant treize ans, des militaires au pouvoir.

Pendant un peu plus de quatre ans, ce pays d'environ 90 millions d'habitants - soit le cinquième de la population du continent - aura fait figure de modèle, tant par un multipartisme authentique que par nature de ses institutions ou la Une vraie démocratie en effet, «à l'africaine », sans doute, mais la plus proche à bien des égards de la forme que donnent généralement à ce concept les Occidentaux.

Elu de justesse en 1979 - il ne disposait que de 700 000 voix d'avance sur son rival, le chef Awolowo, - le président Shagari, para-doxalement, était plus fort au moment où il est tombé.

LAURENT ZECCHINI (Lire la suite page 3.)

sur l'ensemble de l'industrie automobile

Les discussions porteraient sur les mutations technologiques et leurs répercussions sur l'emploi

mais ne remettraient pas en cause les licenciements chez Talbot

En faisant évacuer l'usine Talbot de Poissy, le gouvernement a «respecté » l'accord passé le 17 décembre avec la direction de Pengeot. Mais le premier ministre, qui a reçu une délégation de la C.F.D.T., le samedi 31 décembre, s'est engagé à préparer une discussion sur la situation de l'ensemble de l'industrie automobile entre les constructeurs. les syndicats et les pouvoirs publics. Tons les grands groupes industriels du secteur se trouvent en effet concernés par le problème des sureffectifs et la nécessité d'une moderni-

Les discussions porteraient sur l'avenir de la branche, les mutations technologiques et leurs répercussions sur l'emploi. Au cours de ces discussions, pourraient être exami-nées les possibilités de réduction du temps de travail pour préparer la mutation de cette industrie. C'est ce que réclament en tout cas les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. pour Talbot Poissy. Mais les licenciements décidés dans cette usine ne seraient

pas remis en cause.

gouvernementales ont en relativement peu d'écho. La C.F.D.T. a exprimé sa « très nette déception », malgré le chiffrage de l'aide au retour aux immigrés qui le souhaitent à un minimum de 40 000 francs. Elle a continué à réclamer « l'annulation des licenciements par la réduction massive du temps de travail », les départs volontaires et une formation « sans rupture du contrat de travail ...

La C.F.D.T. a demandé aux ouvriers de venir dans l'usine lundi 2 et mardi 3 janvier « pour continuer la lutte ». « Les interventions de la police n'ont jamais résolu les conflits du travail », a souligné la fédération C.F.D.T. de la métallurgie, e les revendications, les licen-

Il est difficile de prévoir la réaction des ouvriers de Talbot, notamment des immigrés, lors de la réouverture de l'usine, annoncée pour mardi. Les syndicats, en général, ont très vivement protesté contre l'expulsion des grévistes mais n'ont

Ces indications sur les intentions pris, jusqu'à présent, que des décisions d'action très modérées. La C.G.T. a condamné « ferme-

ment » l'intervention de la police « acte inadmissible » et « faute politique » lors d'une conférence de presse samedi 31 décembre, et demandé an gouvernement d' « agir avec tous les moyens dont il dispose pour s'employer à substituer des négociations au comportement de droit divin - de Peugeot et du patronat en général. Mais elle a simplement appelé les ouvriers de Talbot à participer mardi 3 janvier à des assemblées générales d'information dans l'usine de Poissy, et organise une manifestation en ville en début d'après-midi.

La confédération Force ouvrière, de son côté, avait réaffirmé que seule une négociation sans exclusive avec les parties concernées peut permettre d'envisager une solu-

(Lire la suite page 26 ainsi que l'article de MICHEL NOBLE-COURT : «Talbot, ce n'est pas

Les attentats de la Saint-Sylvestre viseraient la politique française au Proche-Orient

Les pouvoirs publics renforcent les mesures de sécurité et tentent d'enrayer l'engrenage de la peur

Les auteurs des deux attentats meartriers, qui ont eu lieu samedi 31 décembre aux envirous de 20 heures, à la gare Saint-Charles de Marseille, et dans le T.G.V. Marseille-Paris, n'étaient toujours pas identifiés lundi en fin de matinée. Dans l'entourage du ministre de l'intérieur, on laisse entendre que ces actes visent la France pour sa politique au Proche-

Le double attentat aveugle du 31 décembre n'est pas une surprise et, cependant, il était imparable. Cette affirmation paradoxale résume, à elle seule, le trouble qu'inocule, dans nos sociétés démocratiques relativement stables, cette guerre sans nom.

Le piège est tendu : s'attachant à ce que l'attentat n'ait plus de sens. d'autre signification que le seul crime, ses auteurs ou commanditaires ne laissent plus qu'un bouc 6missaire: l'Etat. C'est alors la litanie des questions en forme d'accusation : que fait la police? Pourquoi n'a-t-on rien pu empêcher? Or il faut savoir que l'«impuissance» de la France face au terrorisme n'est que relative et reconnaître que des résultats notables ont été obtenus par les services de police.

Que faire, donc? La lutte antiterroriste ignore le flagrant délit, sauf à compter sur la chance. Tout se joue en amont, dans un travail lent et patient, rien moins que spectaculaire. Après la vagne de l'été 1982, la priorité politique en la matière, symbolisée par une intervention télé-

visée du président de la République en août, s'est manifestée à trois

Le premier mêle la diplomatie au contre-espionnage. Puisque le terrorisme dans l'Hexagone est, en grande part, une extension du théatre proche-oriental, il faut essayer de peser sur les pays et les organisations, qui, peu ou prou, l'alimentent ou le tolèrent. Ce fut la tâche, discrète, de M. François de Grossouvre, chargé de mission auprès de M. Mitterrand. Il y cut ainsi des contacts avec l'Irak et la Syrie, deux pays dans lesquels s'abrita alternativement Abou Nidal, dissident palestinien et prestataire de services en terrorisme international. Il y ent aussi des rencontres, notamment en décembre 1982 et à Paris, avec Abou Iyad, numéro deux du Fath,

sidèle de Yasser Arafat. Le second niveau est purement policier. Caches d'armes découvertes, longues filatures de Toulouse Paris, trente arrestations : en janvier 1982, les services de police peuvent, à juste titre, estimer avoir neutralisé la mouvance Action directe qu'ils disent alors avoir • pratique-

(Lire la suite page 7.)

ment démantelée ». EDWY PLENEL

Guerre

AU JOUR LE JOUR

Le terrorisme moderne, on l'a dit, est une forme de guerre non déclarée. Les combats qu'il livre ne peuvent l'être que dans l'ombre de l'anonymat.

Quand un peuple est, de la sorte, attaqué, il doit se défier même de ses émotions. Rien ne saurait plus satisfaire l'ennemi qu'une nation affolée, terrorisée : c'est son but. Dans cette guerre, pour le peuple attaqué, la dignité, cela peut donc aller jusqu'à encaisser l'horreur.

Le champ de bataille, c'est celui de la psychologie des Français. La peur serait une trahison.

BRUNO FRAPPAT.

Annulation et dissuasion : deux méthodes du Conseil constitutionnel pour défendre les libertés

Lire page 6 le point de vue d'OLIVIER DUHAMEL

Une loi va réglementer l'expérimentation des médicaments sur l'homme

Lire page 8 l'article de JEAN-YVES NAU

Les marchés financiers en 1983

Lire pages 15 à 18 le dossier établi par François renard, andré dessot et serge marti

RÉTROSPECTIVE A LA CINÉMATHÈQUE

Le Japon en cinq cents films

Sans fanfares ni même l'accueil d'une délécation officielle, la Cinémethèque française s'apprête à inaugurer la plus importante rétrospective jamais consacrée à un seul pays : cinq cents films japonais seront pro-Centre Georges-Pompidou, à partir du mercredi 4 janvier 1984 et jusqu'à fin juin 1985. Hiroko Govaers, délégués parmanente du cinéma japonais à Paris, en assure la coordination.

Tout a commencé vraiment avec la visite à Tokyo, en mars 1982, de M. François Mitterrand, qu'accompagneit M. Jack Lang, ministre de la culture. Puisqu'il est convenu de développer les échanges culturels entre les deux pays, le cinéma doit figurer en bonne pisce.

Après le Festival de Cannes, la même année, Costa-Gavras, président de la Cinémathèque française, Mrs Kashiko Kawakita (directrice.du Japan Film Council Library, qui, en trente ans d'une activité prodigieuse, a fait connaître le cinéma japonais au monde entier), plus des représentants du ministère des relations extérieures et d'Unifrance Film, ainsi qu'Hiroko Govaers, se réunissent à Paris pour définir les grandes lignes

de cet échange cinématographique

La France présente d'abord à Tokyo un choix de films francais des années 30-40, en deux tranches. La première a été montrée en septembre et en octobre 1983, la seconde es prévue pour février-mars 1984. Un catalogue illustré de 168 pages est publié à l'occasion, avec le générique complet de chaque film dans notre

La rétrospective japonaise à Paris va prendre, elle, des dimensions inuitées. Dès le départ, Hiroko Govaers suggère deux cents titres. Il faut voir grand : « En charchant en Europe, aux Etats-Unis, au Japon surtout, dit-elle, nous constatons qu'en fait cinq cants titres sont disponibles e devraient être retenus pour une rétrospective digne de ce nom. Pour les films réalisés avant 1945, nous programmons tous caux dont il existe encore des copies, ils ne sont

pas tellement nombreux. » Ce panorama s'étalera donc sur dix-huit mois et sera réparti sous trois rubriques qui parfois se chevaucheront en fonction de la disponibilité des copies, mais respectaront en principe un plan précis.

LOUIS MARCORELLES. (Lire la suite page 19.)

AU TCHAD

M. Hissène Habré s'attend

à une attaque de ses adversaires

LIRE PAGE 30

L'AGE D'OR DU JAPON L'époque Heian 794-1192.

Par Rose Hempel

L'époque Heian (794-1192) retracée dans cet ouvrage est considérée comme la plus japonaise de toute l'histoire de l'Empire du soleil levant. Une étude magistrale, abondamment illustrée. 200 illustrations dont 40 en couleurs.

Collection "L'âge d'or des civilisations". 254 pages - 450 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Les richesses de la société

par ANDRÉ DANZIN (*)

'HOMME, riche de ses aux activités de caractère esthétisondes spatiales et marchant sur la Lune, maître du feu nucléaire, doué d'ubiquité par l'aviation à réaction et les télécommunications, l'homme lecteur et rédacteur des messages ques qui conditionnent la vie, retrouve la méditation de Pascal sur sa petitesse. Ce constat d'humilité pourrait nous amener au désespoir et au nihilisme, à moins que nous ayons choisi de renouveler le célèbre pari de Pascal sur l'existence d'une force de création qui serait la main invisible derrière toutes ces transformations, animée de la volonté de conduire l'évolution vers l'émergence de l'esprit.

Sans aborder ce versant métaphysique de la réflexion - auquel, cependant, nul ne peut échapper il est permis de rester dans le droit fil de la pensée scientisique moderne pour dire que nous pouvons aujourd'hui enrichir l'idée d'évolution par plusieurs observations du domaine expérimental. Elles contiennent beaucoup d'espérance.

Tout se passe, en effet, comme si l'évolution du monde minéral, du monde vivant, et, depuis l'apparition de l'homme, de la société, était le produit d'un jeu entre le hasard et la nécessité, comme disait Jacque Monod. Mais, selon nos concepts nouveaux, ce jeu aurait un sens, une direction et une signification (1). Contrairement à ce que croyait Einstein, il se confirme bien que . Dieu joue aux dés » mais « il connoît la règle et sait qu'il va gagner » (2). La règle, c'est l'accumulation constante de l'information, c'est la croissance de la néguentropie. A partir d'un certain état d'information de la nature minérale, vivante et sociale, le temps s'écoule en augmentant la quantité d'informations sixée sur la matière grâce à l'apport d'énergie (3).

Le phénomène s'accomplit lentement, à notre échelle de temps. mais combien puissamment, dans la formation des galaxies et des planètes, et il s'accélère lorsque apparaît la vie ; il atteint sa pleine puissance avec l'accumulation du savoir par l'homme grâce aux inventions successives du langage articulé, de l'écriture, de l'imprimerie, et, tout récemment, de l'électronique, des télécommunications et de l'informatique.

Un immense espoir

La crise que connaît aujourd'hui l'humanité se décrypte alors comme une poussée nouvelle de complexification (4), et comme un appel vers plus de conscience, plus de responsabilité, plus de solida-

Cette crise doit être comprise comme les douleurs de l'enfantement d'une nouvelle civilisation, la « société de la communication » dans laquelle la matière principale sera - est déjà dans les pays les plus avancés - l'information, la connaissance, le savoir. Une société où prédomineront les consommations de nature immatérielles qui sont le propre de l'homme et qui débouchent sur l'annonce d'une nouvelle croissance, car il n'y a pas de borne

(1) Prigogine (prix Nobel).

(2) M. Eigen.

(3) Brilloin. (4) Teilhard de Chardin, J. Ruffié.

de communication

que, intellectuel et spirituel. Il y a là un immense espoir pour les pays en voie de développement, car les caractéristiques de certe - civilisation de la communication », qui renouvelera notre culture, recoupent et amplifient les modèles de représentation et les valeurs qui font partie de l'héritage spirituel de l'humanité la plus ancienne. - L'age de l'information » est culturellement plus proche de - l'age agraire et artisanal » que de « l'age industriel » si traumatisant pour les traditions et les mentalités des pays du Sud.

Il faut donc souhaiter que les pays du Nord aillent jusqu'au bout de leur conversion, qu'ils franchissent vite et complètement la frontière qui sépare les aspirations portées essentiellement vers les consommations matérielles des besoins préférentiels en consommations de nature immatérielles. Mais ces considérations d'ordre philosophique ont aussi beaucoup d'applications pratiques pour les pays qui aspirent au développement, y compris pour la couverture de leurs besoins matériels élé-

nentaires. Puisque nous reconnaissons la prépondérance des facteurs culturels, il faut procéder par des greffes nombreuses et diffuses dont le rejet n'a pas de gravité et dont la réussite peut se propager. beaucoup plus que par de grandes opérations spectaculaires dont les effets pervers peuvent être desastreux. Cette remarque donne toute son importance à la politique des microréalisations. La propagation des succès et la connaissance précoce des échecs appellent la mise en œuvre d'une politique de réseaux régionaux et sousrégionaux. Dans beaucoup de régions d'Afrique ou d'Amérique latine, la dimension des Etats est trop réduite pour donner aux expériences leurs chances d'amplification. En effet, le développement humain n'échappe pas au mécanisme d'essai-sélection, mais ce mécanisme ne fonctionne pas lorsque le nombre des acteurs est insuffisant.

En conclusion, sortir du sousdéveloppement exige certes un plan Marshall du financement ». un e plan Marshall du partage de la connaissance » mais aussi - un plan général de microréalisations appuyé sur des réseaux d'échanges et sur des organisations régionales ou sub-régionales pour la catalyse des initiatives et la généralisation des réussites. Bien entendu, les regroupements d'Etats qui sont nécessaires à cette politique d'organisations régionales n'impliquent pas d'abandon des identités nationales, mais ils nécessitent des mises en commun de moyens et de jugements sur les mesures à prendre, et ces collaborations doivent être cimentées par l'homogénéité culturelle des associés.

Mais faire sortir les trois quarts de l'humanité du sousdéveloppement implique aussi une conversion des pays riches, cette conversion à laquelle semblent nous obliger les nouvelles technologies de l'information dont l'explosion des applications est le grand phénomène de notre temps. Saurons-nous le comprendre? Ou bien, nous séparant de l'espérance, absorberons-nous toutes nos forces dans des antagonismes militaires qui ne résolvent aucun problème?

(*) Vice-président de la Commis-sion de la République française pour l'UNESCO, membre du comité exécutif du Club de Rome.

LETTRES AU Monde

Les maronites et l'islam

Dans l'article consacré à Mgr Georges Khodr, archevêque grec-catholique du Mont-Liban (le Monde du 21 décembre 1983). une phrase me paraît de nature à faire passer les maronites pour ennemis de la coexistence islamochrétienne : - les maronites respectent Mgr Khodr mais ne l'aiment guère car il entretient de bons rapports avec les musulmans ». Interrogé par nos soins à l'UNESCO le 21 décembre, Mgr Khodr a répondu : • J'ai de très nombreux amis maronites. - Il faut savoir aussi qu'au Liban, de tout temps seuls les chrétiens, et notamment les maronites, ont partagé leurs villages avec les musulmans. En revanche, les trois principales communautés mahométanes (chiites, sunnites et druzes) n'ont jamais cohabité entre elles dans les villages. De même, nombre d'écoles chrétiennes notamment maronites - accueillent une majorité d'élèves musulmans, comme le rappelait à Beyrouth le curé de la paroisse Saint-Ephrem après le plasticage de son église le 3 décembre.

YVETTE GABRIEL (Paris.)

Diplômes et chômage

An lendemain de l'échec du sommet européen d'Athènes, le Monde publié (14 décembre 1983) le courrier d'un professeur d'histoiregéographie faisant part de la résetion de ses élèves face à cet événement, réaction fort saine au demeurant semble-t-il. Ce qui l'est moins, c'est le commentaire que M= Lucy Dumas-Soula a cru devoir ajouter pour expliquer la « logique » de ses élèves : « ... Elle n'est pas gaie leur Jeunesse. Elle est même triste d'un bac pour être chômeur ».

Tristes les jeunes aujourd'hui? Allons donc. Ont-ils des raisons plus graves d'être tristes que les jeunes des années 50 face à la guerre d'Algérie ou que ceux des années 30 face à l'état du monde de l'époque ? A-t-on jamais connu un monde idyllique qui puisse justifier que, par comparaison, la jeunesse actuelle soit « triste » ?

Oui, mais aujourd'hui, il y a le chômage! Comment une enseignante peut-elle reprendre à son compte le discours démoralisateur et honteux - d'un bac pour être chômeur » ? Il suffit de regarder les statistiques pour constater que les risques de chômage pour les jeunes sont d'autant plus élevés qu'ils sortent tôt ou (et) sans diplôme du système éducatif.

Quant au baccalauréat d'enseignement général, il n'a jamais été un diplôme préparant à l'entrée directe dans la vie active (premier diplôme d'enseignement supérieur) mais il permet des formations supérieures qui sont encore les meilleures assurances contre le chômage : 90 % des jeunes sortant du système éducatif avec une formation supérieure

courte ont un emploi. Alors, un «bac pour être chômeur - ? Non, surtout pas sous la plume d'une enseignante, mais un hac pour réussir car ce discours démoralisateur, chez qui trouve-t-il le plus d'écho? Chez les élèves issus des catégories les plus modestes où l'on ne voit déjà pas tonjours l'intérèt des études pour les enfants alors que, pour réussir, il ne suffit pas d'être intelligent, il faut aussi être motivé par son milieu familial et par ceux qui ont en charge la jeunesse!

J.-C. GAUDIN, professeur, Saint-Brieuc.

Polygamie et assurances sociales

Il y a opposition entre la loi civile (française) et la loi islamique dans plusieurs domaines : testaments, héritage, mariage, divorce, congés, enterrements, etc. En fait, cette loi civile n'est adaptée qu'au christianisme - et imposer la première est tout simplement enfreindre la Constitution qui stipule la liberté religieuse. Il serait donc souhaitable que nos responsables prennent conscience de cette persécution légale et accordent enfin l'autonomie à la deuxième communauté religieuse de France (citoyens français convertis inclus), à l'exemple de l'autonomie dont jouissent les chrétiens (et les Français en général)

on toute liberté sont illusoires sans les moyens financiers de l'exercer on d'en jouir, ce pouvoir devrait rapidement et logiquement verser les allocations familiales à ces familles (musulmanes) élargies et les faire bénéficier de la Sécurité sociale, ainsi que d'allocations logement clargies, elles aussi, aux besoins nonveaux.

> MOUBARAK LABARRIERE. (Pantin.)

INDLR - Si les étrangers résidant en pays islamique ne sont pas soumis en général au statut personne musukman, ils y sout en revanche temus de respector certaines dispositions matrimoniales, alimentaires ou autres (en Arabie les femmes ne condainent pas), contraires à leurs propres asages ment sure chrétiens locaux, seuf en Liben, ils sout généralement soumis à la loi coranique sauf en matière de mariage et de répudiation. Or cette loi,

- Qu'il n'y aura pas de politi-

que commune efficace des retours

qui ne tienne d'abord compte de

la situation délicate et des ambi-

appris le secrétariat de cette com-

mission à l'occasion de diverses

initiatives lancées au cours des

dernières années, en direction

notamment de l'Algérie et du

Maroc, et qui, si elles n'ont pas

été sans rancontrer un écho plus

que bienveillismt, n'ont pu jusqu'ici

entraîner ce pour quoi elles étaient

actuellement engagés dans une

étrange aventure, dont relèvent

également la développement éco-

nomique, la croissance des popu-

lations, les migrations et

aujourd'hui les crises de reconver-

sion. Le difficile développement

des zones de départ des migrants

est la clé qui doit permettre

d'enrayer un processus explosif et

fermer ainsi le cercle emorcé par

les premières transformations de

Les peuples du monde sont

C'est en particulier de qu'a

tions des anciens migrants.

lités que le lecteur moyen est le plus mal servi, y compris à Lyon, y compris dans les organismes desservis par Cedex. Personne ne me fera croire qu'il

s'agit seulement d'use carence technique occasionnelle et d'une juste revendication syndicale. Je le dis comme je le pense : nous sommes trahis par le progrès, et plus encore par la convoitise non maîtrisée d'un rogrès illusoire et menteur. l'ai passé neuf années de ma vie de prêtre en Afrique noire : j'ai pu voir de mes yeux le sous-développement et f'ai pu lui donner l'interprétation personnelle que voici : le sousdéveloppement est en premier lien moral : en second lien, il est intellecruel. Et ce n'est qu'en troisième fieu qu'il est économique.

Rien jusqu'à ce jour n'a démenti pour moi cette interprétation. Je ne compte plus les témoignages de désenchantement sur une programmation uniquement technique du développement, et je constate que, en France, nous sommes arrivés au sous-développement moral, celui que manifeste la décadence de la conscience professionnelle. Cette maladie est très grave : elle casse les services, elle casse la société et tout le monde est perdant.

. .

. . . .

. 24 7 4 8

The same of the sa

safe was

The state of the state of

The second of the second

A SHOP THE PARTY OF MANY

STATE OF STA

The same of the same for the same of the s

The same of the same of

The same of the same of

de la liverina de manga

The same of the sa

The same of the same of the same of

The same of the sa The same of the sa

The second of th

The Paris of the Paris Strate of the Land

Le manvais fonctionnement des P.T.T. prend son origine au-delà des surcharges des agents on de quelques anomalies de service. Ce n'est pas faire un sermon à la guimauve grincheux que de dire hant et clair : il y a un mal qui mine le cœur de l'homme et qui viole les règles du jeu de la société. En ne renouvelant pas mon abonnement personnel, je veux dire que je me refuse à un dérèglement.

Abbé CHARLES CHOSSONERY. Rédocteur en chef

de Lumière du mondo [Lyon.]

« Je me bats depuis vingt aus...»

Je viens de recevoir une lettre de l'attaché financier auprès de l'ambassade de France à Tunis. J'ai, en Tunisie, en compte capital la somme de 9 440 dinars et en compte d'attente la somme de 2 004,110 dinars.

Malgré les accords francounisiens d'octobre 1980, je n'arrive pas, avec quitus fiscal et tous justificatifs d'origine des fonds, à transférer les malheureux 2 000 dinars auxquels j'ai droit, et je me demande quand le pontrai récupérer la totalité des fonds. Fai soixante-deux ans, je pointe à l'ASSEDIC depuis le 15 avril dernier et l'ai à ma charge trois étudiants nés en 1961. en 1962 et en 1963. L'attaché financier m'avait réclamé, si possible, un certificat de non-imposition; je lui ai adressé photocopies de mon inscription à l'A.N.P.E. et à l'ASSE-DIC. Nous vivous sur le salaire de ma femme (qui, heureusement, est fonctionnaire) : dois-je divorcer pour obtenir à mon nom un certificat de non-imposition?

Comment parler de construire Favenir - fraternellement - quand on est en butte à des mesures de rétorsion, que la situation n'évolue pas, et qu'un minimum de réciprocité ne joue pas ?

Je ne suis pas un indigent, mais il est urgent que je rentre dans mes fonds; depuis vingt ans, je ne fais

PAUL HOVELACQUE.

Retour au pays et structures d'accueil cieuses venant lier l'un et l'autre

aspect;

La demende (qui a paru surprendre) de travailleurs étrangers de l'usine Taibot menacés de perdre leur emploi d'une indemnité leur permettant un retour chez eux va aboutir à un élargissement des avantages susceptibles de leur être offerts. Il est urgent que l'octroi d'une telle indemnité soit complété par des accords avec les pays d'émigration, visant à mettre sur pied des structures, à la fois techniques et financières, d'aide aux projets de ces migrants, à titre expérimental d'abord (il se trouve que beaucoup de ces travailleurs sont des Marocains de la même région), puis en les généralisant peu à peu.

Au cours des demières années, on a appnis :

 Que la plupart des migrents. même de longue date, souhaitent en fait rentrer chez eux: Que la plupart des retours

sont des échacs du point de vue

d'une réinsertion productive; Que le milieu d'origine n'est pas nécessairement accueiliant aux initiatives des migrants rentrant chez eux, pour des reisons

économiques, mais aussi parfois ulturelles et politiques: - Que, dans les pays d'immigration comme la France, où l'on parle volontiers à la fois de coopération pour le développement et de dettes et de devoirs vis-à-vis des migrants, on répugnait jusqu'à

présent, pour des raisons variées,

nos pays. Saura-t-on, dans un véritable estrit de coopération. faire l'effort nécessaire pour mettre en place les seules véritables solutions? PHILIPPE J. BERNARD. secrétaire général

de la commission nationale

pour les études

à proposer des politiques audaet les recherches interethniques. dans les pays d'islam. Malvenue est l'insistance de l'Eglise pour que les chrétiennes, épouses ou concubines de musulmans, élèvent les enfants dans leur religion à elles, au mépris

quer leurs enfants dans l'islam. Concernant la polygamie, elle est autorisée par la loi islamique (quatre épouses simultanées au maximum), avec la condition pour le mari de subvenir aux besoins de ses épouses. Il est incroyable qu'un Etat laIc, et surtout en cette époque de dénatalité et de surnombre des femmes, continue à discriminer les familles polygames, tenant celles-là pour nulles quand elles existent de fait, et refusant leur légalisation civile. Le pouvoir devrait donc se résoudre à entériner les lois et actes de l'islam (il entérine bien le concu-

binage); de plus, comme tout droit

de la loi islamique qui interdit cela,

et fait obligation aux époux d'édu-

potamment dans le domaine judiciaire et testamentaire, va à l'encoutre des traditions chrétiennes (J.-P. P.-HL)-I

« Nous sommes trahis par le progrès » Qui, c'est à cause du très manyais

acheminement du journal « le Monde », que je n'ai pas renouveie mon abonnement. Payer pour être lésé est contre nature ; recevoir un quotidien à retardement est une anomalie qui justifie une protestation. Nous sommes an siècle du T.G.V., des satellites, de l'électronique. Toutes les familles spirituelles proclament les droits de l'homme et volonté de ne perdre aucun des avantages_iacquis.

Or, paradoxalement, c'est dans la convergence de toutes les possibique me battre... sans résultat.

(Lorient.)

DEUX LIVRES DE JEAN-LOUIS QUERMONNE, PIERRE AVRIL ET JEAN GICQUEL

La V° République à la loupe

OUR le professeur Jean-Louis Quermonne, il n'y a évidemment pas eu en 1981 changement de régime institutionnel en France, Tout simplement changement de majorité politique. Le professeur à l'institut d'études politiques de Paris, président honoraire de l'université des sciences sociales de Grenoble, estime, dans son ouvrage sur le Gouvernement de la France sous la Vª République, que l'alternance survenue il y a deux ans a même permis d'élargir l'assise de la V• République.

La démonstration est en tout cas faite pour le moment de la capacité des institutions fondées en 1958 à fonctionner « au service de deux tendances différentes ». La Constitution élaborée par de Gaulle a ainsi démontré sa souplesse et sa faculté d'adaptation. Aussi, selon M. Quermonne, dans un régime démocratique où les institutions sont communément acceptées, l'élaboration par

le pouvoir d'une nouvelle Constitution serait « une perte de temps pour qui veut réellement améliorer et transformer la société ».

Ce livre constitue une étude exhaustive du fonctionnement des divers pouvoirs, y compris depuis l'accession de la gauche aux responsabilités. Il intègre chaque fois à côté de la description juridique des fonctions le contexte politique dans lequel elles se sont exercées. Cet ouvrage sera d'autant plus utile qu'il comporte en annexe les textes constitutionnels qui nous régissent et les extraits des principaux discours prononcés par les responsables nationaux sur le fonctionnement des institutions.

Deux autres professeurs de droit, MM. Pierre Avril et Jean Gicquel viennent, avec leurs « Chroniques constitutionnelles francaises », d'établir un véritable dictionnaire précis, complet, maniable et tout à fait précieux. Il s'agit d'une façon objective de montrer quelle fut la pratique des institutions de 1976 à l'été 1982, c'està-dire pendant une période qui couvre trois législatures, cinq gouvernements et deux présidences de la République.

A l'intérieur de chaque rubrique

(il y en a quatre-vingts), les décisions prises sont classées par ordre chronologique, permettant ainsi de mesurer les évolutions ou de constater la continuité. Pour chaque rubrique,-les auteurs sa réfèrent non seulement aux décisions du pouvoir exécutif mais aux lois votées, aux réponses des ministres aux questions des parlementaires et également aux discours des responsables, aux articles de doctrine iuridique ainsi qu'aux prises de position politiques des partis et aux commentaires de presse, sans oublier les arrêts des juridictions administratives.

C'est dire combien, sous une forme relativement concise, cet ouvrage est un bon instrument qui permet de se reporter aisément aux documents originaux. On redécouvre par exemple qu'en 1977 M. Mitterrand envisageait un référendum sur l'ammement nucléaire, qu'en 1976 les communistes et les socialistes souhaitaient la levée du secret fiscal et du secret bancaire pour enquêter sur les affaires aéronautiques de M. Marcel Dassault. 11 est vrai qu'ils étaient alors dans l'opposition.

Ces deux ouvrages passent en quelque sorte la Ve République à la loupe.

ANDRÉ PASSERONL

* Le Gouvernement de la France sous la V. République, de Jean-Louis Quermonne. Dalloz, 699 pages, 182 F. * Chroniques constitutionnelles francaises, de Pierre Avril et Jean Gicquel, PUF, 489 pages, 250 F.

LE GRAND ESPACE DE L'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE A MONTPARNASSE. GRANDES ENTREPRISES, PME, PMI, ADMINISTRATIONS, PROFESSIONS LIBÉRALES, TOUS CEUX QUE L'INFORMATIQUE Personnelle concerne L'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE ÇA S'ECOUTE D'ABORD. RYO VOUS ECOUTE ET

VOUS TROUVE LA MEILLEURE SOLUTION.

MYO. 94, 8d du Montpernatue 78014 Paris. Tél.: 320.48.35 (42, rue de Paris 59000 Little, 741 : (20) 30,6111

etranger

LE COUP D'ÉTAT AU NIGÉRIA

PRÉSIDÉ PAR LE GÉNÉRAL BUHARI

Le « Conseil suprême militaire » a suspendu la Constitution et interdit les partis politiques

coup d'Etat militaire qui a renversé, dent Shehu Shagari, la situation paraissait calme dans l'ensemble du Nigéria, notamment à Lagos où après la lecture à la radio nationale, par le général Sana Abacha, d'un communiqué annoncant le renversement du régime civil, les nouvelles autorités ont rendu publique la constitution d'un « gouvernement fédéral militaire » présidé par le général de division Mohammed Buhari, nouveau chef de l'Etat et commandant en chef des forces armées. Le général Abacha a d'autre part anponce l'instauration d'un couvre-feu nocturne, la fermeture des ports, des aéroports et de toutes les frontières terrestres. Ces mesures étaient toujours observées lundi matin 2 janvier, l'aéroport de Lagos demeurant interdit à tout trafic, et les communications avec l'extérieur étant toujours coupées. Le « Conseil suprême militaire », instance dirigeante du nouveau gouvernement, a également annoncé la suspension de la Constitution de 1979 et l'interdiction des partis politiques.

Le général Abacha a ordonné à tous les responsables de l'ancien réministres, gouverneurs et fonctionnaires. • de libérer leurs résidences officielles, de rendre tous les biens du gouvernement en leur possession et de se présenter dans les sept jours au poste de police le plus proche ».

Oneiques heures après le coup d'Etat. Radio-Lagos a précisé que les commandants de brigade seront responsables de l'administration des Etats de la fédération sous leur contrôle opérationnel, en attendant la nomination de gouverneurs militaires. On ignorait toujours avec precision, lundi matin, le sort du president Shagari mais, selon des informations concordantes, l'aucien chef de l'Etat, qui se trouvait à Abuja, où doit être édifiée la nouvelle capitale fédérale, aurait été arrêté, ainsi que le vice-président et les présidents de la Chambre des représentants et du Sénat. Ces trois dernières personnalités seraient internées dans un camp militaire de la

Dans un message à la nation, diffusé samedi à minuit sur Radio-

Quarante-huit heures après le Lagos, ainsi que sur les radios lo- des responsabilités ». Le change-sup d'Etat militaire qui a renversé, cales de quatre Etats, le général ment, a-t-il précisé, était devenu amedi matin 31 décembre, le prési- Buhari a déclaré que le coup d'Etat nécessaire pour remédier à une crise avait « pour objectif principal de sauver le Nigéria de l'effondrement ». Il a ajonté que les fonctions de chef de l'Etat et de commandant en chef des forces armées lui avaient été transmises après consultation de celles-ci, et qu'il les avait acceptées « avec humilité et un profond sens

LE CONSEIL MILITAIRE SUPRÈME

La composition du nouveau Conseil militaire suprême. dirigé par le général Mohammed Buhari, chef du « gouvernement fédéral militaire » et chef des forces armées, a été rendue publique dimanche la janvier dans la soirée par Radio-Lagos : - Ministre de la désense

général D.Y. Bali. - Chef d'état-major général des forces armées nigérianes général Sintia Isiako.

- Chef d'état-major de l'armée de terre : général Ibrahim Babangida.

- Chef d'état-major de l'armée de l'air : maréchal Ibrahim

- Chef d'état-major de la marine: commodore Augustin Aykomo. Les généraux Maman Vatsa.

Mohamed Magoro, Sami Abacha. Ola Oni, M.G. Nasko, Y.Y. Kue, le colonel Salihu Ibrahim et M. S.N. Iyang figurent également au sein de ce conseil.

Le chef de l'Etat, le général Buhari, a, d'autre part, approuvé la nomination de M. G.A.E. Longe au poste de secrétaire du « gouvernement fédéral militaire » et celle de M. Alhaji Mohammed à celui d'inspecteur général adjoint de la volice.

économique et à une sérieuse crise de confiance ». Le Nigéria, a-t-il ajouté. . maintiendra et renforcera les relations diplomatiques existantes avec les autres Etats et avec les organisations internationales tels l'Organisation de l'unité africaine, les Nations unies et ses organismes, la communauté économique des Etats ouest-africains, l'OPEP et le Commonwealth .. La radio a, par ailleurs, lancé plusieurs appels au calme, invitant la population à . respecter la loi ». « Quiconque sera pris en train de troubler l'ordre public se verra traiter sommairement et le gouvernement militaire n'hési-

tera pas à proclamer la loi martiale dans les Etats ou régions où des troubles se produiraient. Tous les militaires out, d'autre part, été invités à rejoindre leurs casernes. Il semble bien que ce putsch se soit déroulé sans effusion de sang Seuls, quelques coups de feu ont été entendus aux abords de la radio. proche de la présidence, ainsi qu'au siège de la télévision. Samedi, avant l'aube, des camions militaires avaient pris position autour des rési-

dences officielles du vice-président et du président de la Chambre des représentants. Les étrangers résidant à Lagos n'ont pas été inquiétés, le gouvernement précisant d'ailleurs que leur sécurité sera assurée et qu'ils seront - protégés de manière

Les capitales étrangères n'avaient pas encore réagi officiellement ce lundi matin 2 janvier, bien que dans diverses capitales ouest-africaines la surprise et la consternation semblent dominer dans les milieux gouvernementaux. La presse britannique, notamment le Times et le Guardian, estime, dans ses éditions de lundi, que les accusations de corruption portées par le nouveau régime contre l'administration civile renversée sont fondées. Aux Etats-Unis, le Washington Post déplore le coup d'Etat, estimant que l'expérience nigériane aurait pu « inciter d'autres pays d'Afrique de l'Ouest à relâcher les rênes dans leurs Etats à parti unique et leurs dictatures militaires ». - (A.F.P., Reuter, A.P.)

Les putschistes entendent lutter contre la corruption Cette violence et la corraption gé-

(Suite de la première page.)

Réélu pour un nouveau mandat de quatre ans, le 10 août 1983, il distançait cette fois son même challenger de plus de quatre millions de voix, réussissant même à faire progresser son score de 12% à 38% dans le bastion de son rival, l'Etat de

Politiquement, il avait les coudées plus franches, puisque le parti présidentiel, le N.P.N. (National Party of Nigeria) contrôlait, à l'issue des élections des gouverneurs, douze des dix-neuf Etats que compte la fédération, contre sept précédemment.

Cette structure fédérale, inspirée de celle des Etats-Unis (tout comme la Constitution de type présidentiel seion laquelle le chef de l'Etat, assisté d'un vice-président, doit, pour certaines de ses décisions politiques, obtenir l'avai d'un Parlement composé de la Chambre des représentants et du Sénat), est féconde de pratiques démocratiques, dans la mesure où une certaine dosc d'autonomie et de décentralisation ne permet pas au président et au parti majoritaire de bafouer les aspirations ethniques et politiques régionales. Mais elle est aussi terriblement pesante pour le pouvoir central, car elle encourage les féodalités et les potentats locaux. Ce n'est pas sacrifier au paradoxe que de dire que le président Shagari a gouverné un pays sans doute ingouvernable.

La nation nigériane est en effet une réalité fragile. Les rivalités régionales, nées des différences ethniques et économiques, sont toujours vivaces, en dépit et à cause sans doute de la tentative sécessionniste de la région Sud-Est, le Biafra, dans les années 1967 à 1970, qui fut durement réprimée.

C'est pour écarter les menaces d'éclatement qui pesaient sur l'entité nigériane que le général Gowon, qui gouverna le pays de 1966 à 1975, découps les quatre régions en une structure sédérale de douze

LE GÉNÉRAL BUHARI **UN ANCIEN MINISTRE DU PÉTROLE**

Le nouvel homme fort du Nigéria, le général de division Mohammed Buhari, qui est âgé de quarante et un ans, est un officier de l'armée de terre formé en Grande-Bretagne. Il est diplômé de l'école militaire d'Aldershot (Angleterre) et de l'Académie militaire nigériane. Sous le gouvernement militaire du général Gowon (1966-1975), il avait été nommé gouverneur militaire de l'Etat de Borno, dans le nordest du pays, limitrophe du

En 1976 et 1977, alors lieutenant-colonel, il sit partie du conseil militaire suprême qui renversa le général Gowon, et en devint l'un des membres les plus influents. Il exerça ensuite les responsabilités de ministre du pétrole et de l'énergie. De 1976 à 1978, le général Buhari exerça les fonctions de commissaire fédéral aux ressources pétrolières avant d'être nommé président de la Société nationale des hydrocarbures (N.P.C.). Le général Buhari, qui commençait la quatrième division de l'armée sous le gouvernement Shagari, passe pour un homme intègre et un gestionnaire expérimenté.

Etats. C'est pour les mêmes raisons que le général Obasanjo (chef de l'Etat de 1976 à 1979) créa sept Etats nouveaux, et c'est toujours avec le même souci de « casser » les monopoles régionaux que le prési-dent Shagari, sensible aussi aux revendications locales, avait promis la création de vingt-et-un nouveaux Etats. Cette promesse, électorale, n'a pas été tenue. Il est vrai que ses plus chauds partisans avaient sou-vent pour objectif de constituer de nouvelles féodalités.

Violence et corruption

Pourtant, malgré les crises multiples qui ont secoué le pays, la structure fédérale perdure, faisant la preuve de son efficacité. Cette organisation politique et administrative a peut-être permis de forger, peu à peu, un sentiment national nigerian, ce qui n'est pas contradictoire avec des explosions sporadiques de vioience, qui ont ou non ieur source dans des problèmes ethniques.

La vague d'élections, d'août à octobre derniers, s'est soldée par plus de cent morts (surtout dans les Etats de l'Oyo et de l'Ondo), ce qui n'est pas, pour le Nigéria, anormal. Cette violence - ordinaire - permet sans doute de décerner à Lagos, la capitale, le titre de ville la plus dangereuse du monde, tant le banditisme et la criminalité y sont monnaie courante. C'est parce que Lagos est devenue à proprement parler invivable qu'une nouvelle capitale s'édifie près d'Abuja.

néralisée, devenue un mode de fonctionnement de la vie publique, ne sont pas près de disparaître. Elles n'ont, en tout cas, pas détourné les investisseurs étrangers. Il n'empêche : l'image de marque du Nigéria à l'extérieur s'est, depuis un an, considérablement dégradée, notamment aux veux des autres pays africains. En décidant d'expulser brutalement, en février 1983, près de deux millions de travailleurs étrangers, les autorités n'ont sans doute pas pris la mesure de la perte de prestige subie en Afrique. Les condi-

tions dans lesquelles s'est déroule ce gigantesque exode ont montré de manière éloquente que la . démocratie » nigériane n'était plus une terre hospitalière, ce qu'elle avait été auparavant.

Le «géant » du continent noir. puissant par sa population, par ses ressources, son économie et son armée (moderne), protecteur de certains Etats, craint par d'autres, n'était pas si exemplaire. Le coup d'Etat militaire qui vient de mettre fin au régime civil de M. Shagari est en réalité un coup de grâce qui fait retomber le Nigéria dans le lot commun des Etats ballottés au gré des changements autoritaires de régime. Dans une certaine mesure, ce qui arrive au Nigéria est grave non seulement pour lui-même, mais aussi

pour l'Afrique dans son ensemble. Cet aboutissement était, sinon prévisible, du moins précédé de signes de dégradation interne. L'économie du Nigéria traverse, en effet, une grave crise. Le pétrole est la principale richesse du pays, représentant près de 90 % des rentrées de devises et 80 % des recettes de l'Etat. La baisse de la production et celle du prix de référence du * brut * imposées par l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) en raison des fluctuations à la baisse du marché pétrolier mondial, ont atteint le Nigéria de plein

Un chômage croissant

fouet.

Dès lors, incapable de faire face à des créances internationales, le Nigéria, dont la dette extérieure à court terme est d'environ 5 milliards de dollars, voit son économie dépendre peu à peu du bon vouloir du Fonds monétaire international pour obtenir le rééchelonnement de sa dette et contracter de nouveaux emprunts, comme tant d'autres pays du continent africain. Les revenus de l'Etat devraient s'élever à 14,5 milliards de dollars en 1984, contre 11,3 milliards en 1983.

Endetté auprès des organismes internationaux, le Nigéria l'est aussi à

l'égard de compagnies privées étrangères, et le gouvernement doit des sommes importantes aux industriels du pays. L'inflation, qui pourrait se situer, selon les estimations, à un taux de 25 à 40 %, croit à un te rythme que l'on voit mal comment une dévaluation de la monnaie nationale, le naîra, pourrait être évitée. Cette dégradation de la situation économique, explicable par la chute des cours mondiaux du pétrole, est aussi le résultat d'une gestion malsaine, reconnue comme telle par

tous les experts. Les autorités nigérianes peuvent juste raison, estimer que les prodigieuses richesses en gaz naturel du pays (les réserves sont estimées à environ 6 000 milliards de mètres cubes) prendront le relais du pétrole. Mais, outre le fait que cet objectif ne sera pas atteint avant plusieurs années, il ne constitue qu'un

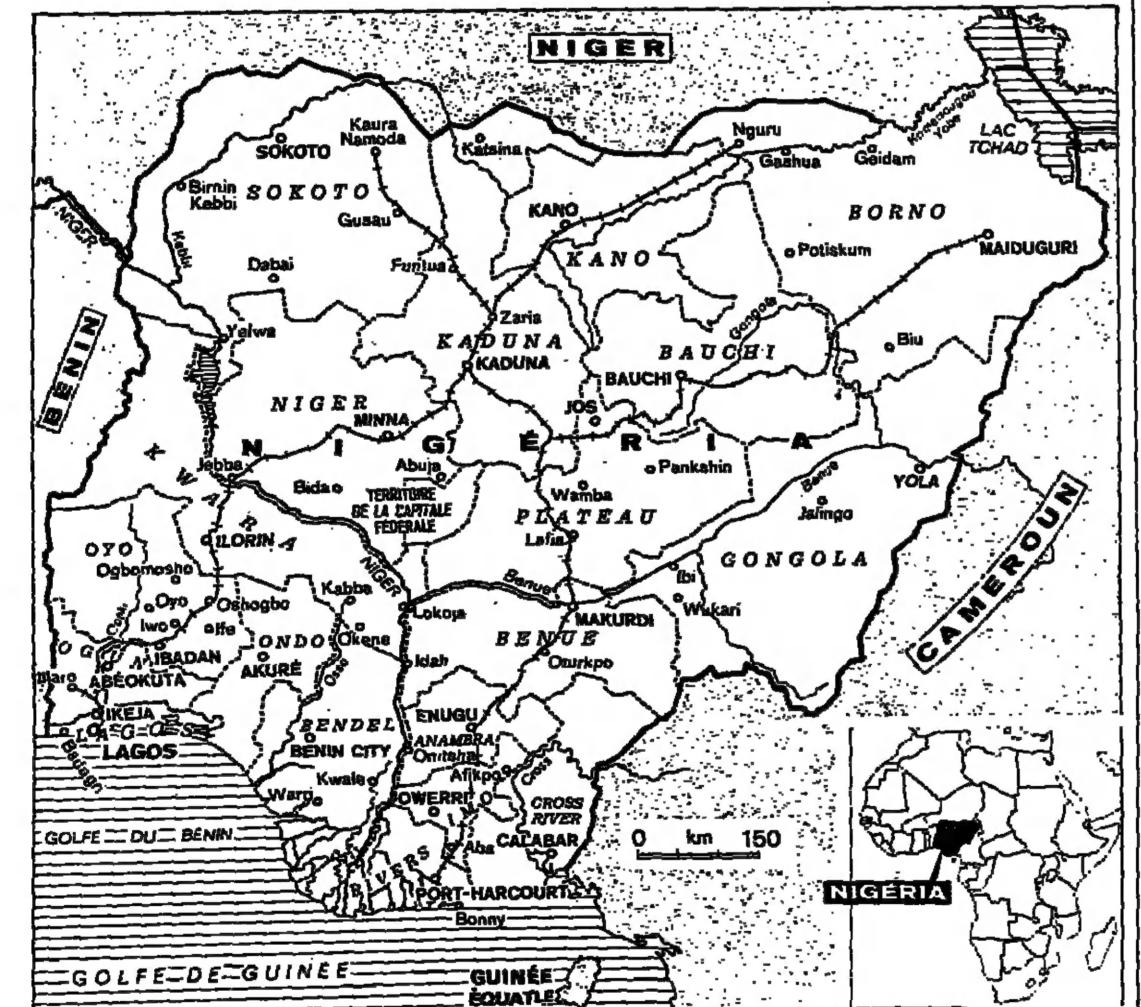
palliatif. Comme le Gabon, autre Etat pétrolier du continent, le Nigéria a misé pour l'essentiel de son développement sur l'exploitation de l' • or noir », au détriment de ses ressources traditionnelles. L'agriculture, largement délaissée depuis le boom » pétrolier des années 70, n'occupe plus aujourd'hui que 35 % de la population, contre le double en

Important de plus en plus de denrées alimentaires, le Nigéria connaît un chômage croissant que la vague d'expulsions de sévrier, contrairement aux espoirs des autorités, n'a pas permis de réduire, bien au contraire. Bon nombre d'emplois occupés par les étrangers qui ont dû quitter le territoire n'ont pu être pourvus par les nationaux, soit parce que ceux-ci manquaient de qualification, soit parce que les emplois aissés vacants présentaient des contraintes jugés insupportables.

Outre qu'elle a engendré un gonflement démesuré des villes par un prolétariat attiré par un argent réputé « facile », et donc une augmeniation de la criminalité, la manne pétrolière a provoqué une évolution des mentalités, peu tournées vers l'effort. A cela s'ajoute un autre phénomène : l'expatriation des di-

Si le rétablissement d'une gestion économique saine est la justification de ce coup d'Etat militaire, comme semble l'indiquer la déclaration radiodiffusée du général Sana Abacha, il est à craindre que les militaires aujourd'hui au pouvoir seront tentés, dans la mesure où ils pourront contrôler la situation, de prendre des mesures autoritaires pour mettre d'abord fin à l'anarchie d'une société civile victime du « mirage pétrolier ».

LAURENT ZECCHINI.



La Fédération du Nigéria est un des Etats les plus étendus de tout le continent africain. Elle couvre 923 768 kilomètres carrés, soit une superficie à pen près égale à deux fois celle de la France.

Sa population, qui comptait 55 600 000 habitants en 1963, est actuellement estimée à 90 millions. Ce pays possède deux villes de plus de un million d'habitants : Lagos, la capitale fédérale, et Ibadan, longtemps considérée comme la plus grande ville noire du globe. La population nigériane comprend une mosaique de groupes ethniques extrêmement divers, les trois groupes dominants étant les Haoussas dans le Nord, les Yoroubas dans le Sud-Ouest et les Ibos dans le Sud-Est.

D'après le recensement de 1963, le pays comptait 26 millions de musulmans et 19 millions de chrétiens. L'islam est surtout implanté dans le Nord, alors que le Sud est fortement christianisé, le partie occidentale étant en majorité anglicane et protestante, la

partie orientale, en majorité catholique. Le Nigéria dispose de l'un des réseaux de transports routiers, ferrovinires et fluviaux les plus impor-

200

tants du continent. Les voies navigables s'étendent sur plus de 6 000 kilomètres.

Le potentiel économique nigérian, malgré la grave crise économique qui l'atteint, reste considérable, surtout à l'échelle du continent africain. Ses ressources sont très diversifiées. Situé dans le peloton de tête des pays africains producteurs de pétrole (ses réserves s'élèvent à 2251 millions de tonnes), le Nigéria détient également 1,5% des réserves prouvées de gaz naturel. Il produit 80% du minerai de colombite extrait dans le monde, de l'étain (huitième producteur mondial) et du charbon. L'agriculture nigériane s'est peu à peu dégradée, la Fédération important, par exemple, 700 000 tonnes de riz en 1981, contre 1 700 tonnes en 1970. La production de

cacao, dont le Nigéria était le deuxième producteur mondial il y a une dizaine d'années, a considérablement régressé (200 000 tonnes en 1976, 16500 tonnes en 1977), tout comme la production d'huile de paime (55 000 tonnes en 1976, 47 000 tounes en 1977). Le Nigéria dispose néanmoires d'une bonne industrie textile et sidérorgique.

HUMIDITÉ GRIMPANTE: LE REMEDE DÉFINITIF EXISTE.

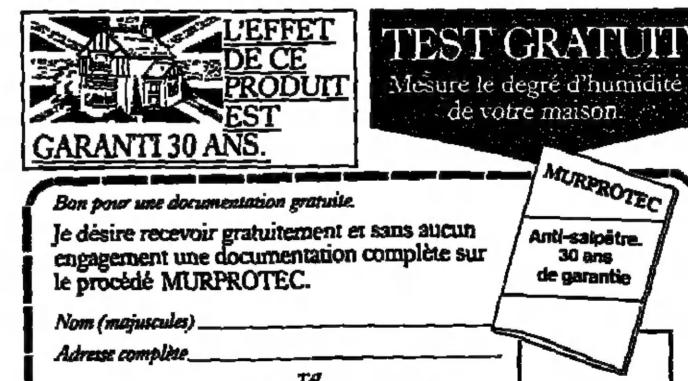
Finie l'humidité grimpante. Fini le salpêtre. Après 30 ans de résultats en Angleterre, Murprotec vient au secours de vos murs.

- Simple: Des tubes de céramique introduits dans vos murs boivent intégralement l'humidité grimpante qui monte du sol et vous préservent du salpêtre pendant 30 ans au moins.

Indispensable: Cet équipement vous aide à garantir la valeur de votre maison.

- Pratique: C'est une installation qui ne nécessite pas de travaux importants. - Efficace: C'est LA solution d'assainissement DÉFINITIVE.

 Sans surprise: Murprotec vous propose un diagnostic et un devis gratuits sur simple demande.



No du département de la maison concernée par le problème d'humidité. Renvoyez ce bon à : Murprotec, 75-77, rue Dr Vaillant 78210 St-Cyr-l'Ecole

Brochure explicative gratuite.

MON Q4

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

Le centre culturel français de Tripoli a été détruit par une charge explosive

un tir de lance-requettes R.P.-6-7 a Dimanche 1st janvier, une charge explosive de 7 kg avait détruit, peu avant 3 heures, le centre culturel français de Tripoli, au nord du Liban, sans faire de victimes. Le centre, situé dans la zone du port, non loin de la Croix-Rouge, se trouvait au premier étage d'un immeuble qui a été légèrement endommagé. Le directeur du centre, M. Courant, s'est rendu dimanche matin chez M. Rachid Karamé, ancien président du conseil et principal notable de la ville, qui a dénoncé l'attentat, lequel n'a été revendiqué par aucune orga-

Le général René Imbot, chef d'état-major de l'armée de terre, et le général Jean Brette, commandant de la II division parachutiste, ont passé la nuit de la Saint-Sylvestre au Q.G. du contingent français à Beyrouth, en compagnie du général François Cann, son commandant. Ils ont accueilli samedi soir le président Amine Gemayel, qui a rendu visite aux différents contingents de la force multinationale stationnée à Beyrouth.

Malgré quelques obus qui sont tombés dans la banlieue est de Beyrouth, la journée du nouvel an a été calme dans la capitale libanaise, contrairement à ce qui s'était produit à Noël. En revanche, la tension a été grande au sud du Liban, qui

Les Français ont encore une sois est resté coupé du reste du pays pour la troisième journée consécutive. ristes au Liban. Ce lundi 2 janvier. Les forces israéliennes avaient maintenu fermés les points de passage eu lieu contre la résidence des Pins à, qui se trouvent à quelque 40 km au Beyrouth, siège de l'état-major fran- sud de Beyrouth, à la suite d'exploçais, sans toutefois faire de víctimes. sions qui se sont produites aux abords de Saida, à proximité d'une position de l'armée. En outre, une charge explosive de 20 kg munie d'un système de mise à feu automatique a été désamorcée dimanche au sud de Tyr. Les forces israéliennes ont toutefois rouvert les ponts Awali et Bisri ce lundi matin.

> Quelque quatre cents Libanaises ont organisé dimanche une nouvelle manifestation assise dans la mosquée Zaatari, où les forces israéliennes étaient intervenues vendredi durant la prière hebdomadaire, pour protester contre - les exactions israéliennes . Une charge qui a explosé dimanche matin à Nabatiyeh au passage d'un véhicule militaire israélien a blessé trois civils libanais. Selon un bilan publié à Jérusalem, plus de cinq cents attentats ont été commis en 1983 contre l'armée israélienne au Liban, faisant soixantetreize morts et deux cent soixante blessés parmi les militaires.

Enfin, le camp de détention israélien d'Ansar, au sud du Liban, fermé il v a un mois et demi à la suite de la libération des cinq mille personnes qui y étaient détenues, a été rouvert, a annoncé l'agence de presse libanaise. Le camp abriterait actuellement huit cents nouveaux détenus libanais et palestiniens, dont certains originaires de Saida. - (A.F.P.)

Le président Pertini se prononce à nouveau pour un retrait du contingent italien

De notre correspondant

Rome. - Le message de fin d'année du président Pertini, et en particulier les passages attendus sur l'engagement italien au Liban, suscitait depuis plusieurs jours bien des polémiques. Avec le souci de clarté et la sincérité qui font sa popularité, le président italien y a mis un terme samedi 31 décembre. Rappelant que vent pas être impliquées dans une guerre, même locale, qui ne les concerne pas. M. Pertini a déclaré : - Si s'installent des conditions telles qu'un conslit devient inévitable, l'Italie devra retirer son contingent et ne laisser à Beyrouth que son hopital militaire. > Le président de la République a toutefois ajouté : · Ceci est mon opinion personnelle et je n'entends pas exercer une influence quelconque sur le gouverne-

C'est une opinion analogue que M. Spadolini, ministre de la défense, qui a passé le 31 décembre en compagnie des soldats italiens à Beyrouth, a fait valoir lors de ses entretiens avec le président Gemayel. M. Spadolini a notamment parlé d'une - redéfinition - et d'une « restructuration » de la force de paix italienne au Liban, sans toutefois indiquer quels en seront le calendrier et les modalités. - Notre engagement pour la paix a une

limite, précisément la paix », devait préciser plus tard M. Spadolini, qui a en outre critiqué l'absence de coordination entre les commandements composant la force multinationale.

Le président Pertini a également consacré une grande partie de son message à la paix, se prononçant pous un « désarmement total et contrôlé .. tout en se disant conscient de ce qu'il peut avoir d'a absurde » pour les hommes politiques, et défendant les pacifistes contre ceux qui voudraient ne voir en eux que des protestataires - maripulés ».

Les menaces qui pèsent sur la paix ont également été au centre du message de Jean-Paul II, le le janvier, place Saint-Pierre. D'une manière inhabituelle, le pape a d'aillears tenu à exprimer publiquement son estime au président de la République italienne pour les paroles qu'il avait prononcées la veille. Jean-Paul II a appelé à une reprise dans les plus brefs délais des négociations de Genève. Il a également souligné l'écart qui se creuse entre le Nord et le Sud, c'est-à-dire entre riches et pauvres, soulignant que, selon la F.A.O., chaque jour quinze mille personnes meurent de faim ou de malnutrition (un thème qu'avait

également développé M. Pertini). PHILIPPE PONS.

Libye

Le colonel Kadhafi invite les jeunes chrétiens à lire le Coran

Tripoli (Jana). - - Je ne peux vous inciter à la paix en 1984, car c'est vous qui la menacez. Je ne voudrais pas vous inciter à l'amitié, car c'est vous qui incarnez la haine pour les autres au point d'avoir inventé les méthodes les plus ignobles de massacres collectifs et d'extermination contrairement aux enseignements de Jésus-Christ. • Tel est le message de Nouvel An que le colonel Kadhafi a formulé à l'intention des chefs d'Etat chrétiens membre du pacte atlantique », selon l'agence de presse libyenne

Soulignant que « le monde chrétien régresse et commence à se dissoudre ., il a invité . les nouvelles générations du monde chrétien à lire le Coran et à engendrer une révolution culturelle - pour modifier sa saçon de phète Mohammed -

penser. Le Guide de la révolution affirme aussi que . l'Ancien et le Nouveau Testament que I'on trouve actuellement sont falsifiés, déformés et amputés sciemment du nom de Mohammed et de plusieurs autres

Le colonel Kadhafi retrace la

vie de Jésus, son message prophétique et ses miracles et déclare: « Tout cela, nous l'avons su par le Coran, le Coran que vous n'avez pas lu et auguel vous ne croyez pas du fait de votre chauvinisme aveugle et de votre fangtisme national à l'égard de la nation arabe, du fait de la propagande israélienne mystificatrice et du fait de l'ignorance qui vous empêchait de vous rendre compte de la réalité de l'histoire du pro-

PARFUMERIE, COSMÉTIQUE, SAVONNERIE, PLASTIQUES matériel de fabrication et de conditionnement (neuf - occasion revisée - installations)

Sté STUDEX 52, rue Saint-Germain 27000 EVREUX

Tél., Evreux : (32) 38-17-56 ou Paris : 585-85-86 Télex 770-581 F

M. Walter Mondale et trois anciens directeurs de la C.I.A. demandent le rapatriement des « marines »

de l'U.R.S.S.

A.P., U.P.I.). - Dans son allocution de nouvel an, le président Reagan a affirmé, samedi 31 décembre, que des « progrès avaient été accomplis au Liban et que « ces progrès auraient été impossibles sans la présence des « marines » et des autres contingents de la force multinationale de paix . M. Reagan s'est félicité que des conversations se soient engagées en vue d'élargir la base du gouvernement Gemayel. « La tache n'est pas facile, a-1-il ajouté, les progrès sont douloureusement lents, mais ils sont en cours. -

Cependant, après la publication du rapport du Pentagone sur les circonstances de l'attentat du 23 octobre contre les « marines » à Beyrouth, constituant une dénonciation par l'armée elle-même des conditions de l'engagement américain, les pressions sont de plus en plus fortes en faveur du retrait du contingent des Etats-Unis. La semaine dernière, deux membres influents du Congrès avaient pris position dans ce sens. Samedi et dimanche, ce fut le tour de M. Walter Mondale, ancien viceprésident et candidat à l'investiture démocrate dans la course à la Maison-Blanche, et de trois anciens directeurs de la C.I.A.

M. Mondale a invité le président Reagan à rapatrier les « marines » dans un délai de quarante-cinq jours en consultation avec les trois autres pays de la force multinationale (France, Grande-Bretagne, Italie). Il s'est cependant prononcé pour le maintien, au large des côtes libanaises, de la force navale américaine, qui - a montré son efficacité ». Il propose de transférer la responsabilité de la désense de l'aéroport de Beyrouth des « marines » à l'armée libanaise. d'accroître les « pressions diplomatiques » sur la Syrie pour obtenir le retrait de ses troupes du Liban et de « raffermir [les] relations politiques et stratégiques avec Israël .. L'ancien vice-président de M. Carter a accusé M. Reagan de

LE PASTEUR JACKSON RENDU VISITE AU PILOTE américain prisonnier en

Damas, (A.F.P.-A.P.). - Le pasteur Jesse Jackson, candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle américaine, espérait rencontrer, ce lundi 2 janvier, le président syrien Hafez el Assad. M. Jackson se trouve à Damas pour essayer d'obtenir la libération de Robert Goodman, pilote américain fait prisonnier par les Syriens, le 4 décembre dernier, après la destruction de son appareil au-dessus du Liban.

Après un entretien avec M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, le pasteur a déclaré que Damas liait la libération de M. Goodman à l'arrêt des vois de reconnaissance américains au-dessus des positions syriennes. Dans un premier temps, les Syriens avaient posé comme condition le retrait du centingent américain du Liban.

M. Jackson a ensuite rendu visite au pilote prisonnier dans un bâtiment de l'armée. Il lui a remis trois messages adressés par sa mère, sa filie et le commandant des forces aéronavales américaines. Selon lui M. Goodman a qualifié - d'excellentes - les conditions de sa détention - il peut lire des livres anglais et écouter les émissions en anglais de Radio-Damas, - mais il a déclaré qu'il avait besoin d'une seule chose : « un billet de retour ».

 Attentat contre les bureaux d'El Al à Rome. - Une bombe, de petite puissance, a explosé samedi soir 31 décembre, vers 23 heures, devant les bureaux romains de la compagnie aérienne israélienne El Al, brisant la vitrine et endommageant la porte d'entrée. L'attentat n'a pas été revendiqué. - (A.F.P.)

MM. Nimr Saleh et Ahmad Jibril en Libye. - M. Nimr Saleh (Abou Saleh), l'un des principaux chefs des dissidents du Fath, et M. Ahmad Jibril, secrétaire général du F.P.L.P.-commandement générai, également opposé à M. Arafat. sont arrivés samedi 31 décembre à Tripoli. Ils ont été reçus par le commandant Jalloud (numéro deux libyen) et par le lieutenant-colonel Abou Bakr Younes Jaber, commandant général des forces armées libyennes. - (A.F.P.)

Washington (A.F.P., Reuter, mener au Proche-Orient une politique - de flottement et d'illusion - et il a estimé que le gouvernement américain avait perdu l'initiative au profit de la Syrie et

> Trois anciens directeurs de la C.LA ont pris - séparément une position analogue : « Les · marines » ne sont pas une force de maintien de la paix, a déclaré M. William Colby. Si le but est de soutenir le gouvernement Gemayel, il faut un système d'aide militaire et de conseillers, non des - marines ». - Il n'est pas sage de laisser les « marines » là-bas alors que leur position est devenue de plus en plus vulnérable à mesure que la situation politique se détériorait . a dit l'amiral Turner. Enfin, M. James Shlesinger estimé que la plus mauvaise politique était de permettre à la Syrie de « jouer au chat et à la souris » avec les forces américaines.

LA REUNION DU COMITE CENTRAL DU FATH A TUNIS

M. Arafat annonce une intensification de la résistance dans les territoires occupés

De notre correspondant

s'impose à l'O.L.P. après l'expulsion de ses forces du Liban du Nord, est examinée par le comité central du Fath réuni à Tunis sous la présidence de M. Arafat depuis le samedi 31 dé-cembre, avant de l'être ensuite par le

Au cours de cette session, les dirigeants du Fath, tous présents à l'unis, doivent aussi entendre les explications de M. Arafat sur les raisons qui l'ont amené à effectuer une visite au Caire après son évacuation de Tripoli, et être informé de la teneur de son entretien avec le président egyptien Hosni Monbarak. Cette initiative, qui a suscité de très vives réactions de la part de plusieurs mouvements palestiniens, fera également l'objet d'un débat au sein du comité exécutif de l'O.L.P. En marge des délibérations de la direction du Fath, depuis son retour à Tunis (le Monde daté 1º et 2 janvier), M. Arafat n'a pratiquement pas cessé de recevoir des cadres civils et militaires de l'O.L.P. et des représentants des organismes socionrofessionnels palestimens.

Dans un message au peuple palestinien diffusé dimanche à partir de

Tonis. - La nouvelle stratégie qui Tunis, à l'occasion du dix-neuvième anniversaire du déclenchement de la lutte armée, le président de l'O.L.P. a réaffirmé son rejet du plan de paix américain, et du plan d'autonomie qui en découle. - Ce plan, a-t-il dé-claré, supprime les droits du peuple palestinien et ignore ses aspirations nationales - M. Arafat s'est référé ana décisions du conseil national palestinien tenu en février 1983 à Alser pour évoquer une éventuelle confédération avec la Jordanie, qui ne peut voir le jour, a-t-il rappelé. qu'une fois créé un Erat palestimen indépendant. Il s'est aussi livré à une sévère critique de la politique américaine au Proche-Orient, dénonçant - le complot américano-israélien », qui, selon lui, a pa se développer « à la faveur des hésitations, de la faiblesse et du silence arabes 🔩

> L'année 1984, a proclamé encore M. Arafat, sera celle - de la volonté révolutionnaire et de la décision indépendante » de l'O.L.P. Elle verra, a-t-il dit. l'intensification de la résistance dans les territoires occupés a par tous les moyens, y compris la uste armée ».

MICHEL DEURÉ.

Israël

M. Shamir s'engage à ne pas « geler » les implantations juives en Cisjordanie

Jérusalem. - « Chacun sait que je ne serai jamais le chef d'un gouvernement préconisant un coup d'arret aux implantations. - Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a balayé en ces termes, dimanche I janvier, les spéculations faisant état d'un éventuel projet de gel temporaire de la colonisation juive dans les territoires occupés (le Monde du 30 décembre).

On prêtait au ministre des finances, M. Cohen Orgad, l'intention de proner une telle mesure dans le cadre du prochain budget (avril 1984 - mars 1985). M. Shamir a mis fin à ces spéculations en apaisant les craintes de la droite favorable à l'annexion des territoires, . Je ne resterais pas au gouvernerifiées sur ce point ., lança M. Nocman, ministre des sciences et chef du parti Tehya (Renaissance); et M. Shamir de le rassurer : « Moi non plus. >

rien? Tout est une question de nuances, mais dans un domaine aussi sensible, ces muances ont évidemment leur importance. Selon le porte-parole du gouvernement, M. Dan Meridor, les compressions budgétaires approuvées dimanche par le conseil des ministres - ralentiront » la colonisation mais ne la - gèleront pas ». M. Meridor évalue ces restrictions à 1 milliard de dollars, alors que la presse cite le chiffre plus modeste de 600 millions.

Alors, beaucoup de bruit pour

La marge de manœuvre de M. Cohen Orgad semble plus étroite De notre correspondant

que jamais. Son plan d'austérité n'a pas fait l'unanimité au sein du gouvernement. Le ministre des affaires sociales, M. Uzan, s'y est opposé, tandis que trois de ses collègues ont refusé de participer au vote, dont le vice-premier ministre, M. David Lévy, et le ministre de l'énergie, M. Itzhak Modal. Leurs objections portent sérieusement atteinte à l'autorité du grand argentier. Celui-ci souhaitait, par exemple, pouvoir examiner avec les hauts fonctionnaires de chaque ministère les sacrifices qu'il attend d'eux, mais les ministres ont exigé d'être directement et collectivement associés aux marchandages, et le gouvernement lui a, en outre, demandé de présenter un

Une émigration sans précédent

M. Lévy, qui se veut le porteparole de l'électorat populaire du Likoud, a obtenu de M. Cohen Orgad qu'il s'engage à entamer des discussions globales sur les prix et les salaires avec la centrale Histadrout et le patronat, ce qu'il n'envisageait pas de faire avant le printemps, c'est-à-dire une fois le budget voté par la Knesset. La Histadrout a rejeté dimanche le principe d'un tel contrat global qui permettrait de fixer les nouvelles règles du jeu social. Elle a rappelé son hostilité au blocage des salaires.

Finalement, le budget 1984-1985 sera égal, en termes réels, à celui de cette année, et l'austérité n'affectera que des projets et non des opérations en cours. Les chiffres publiés dimanche par le bureau des statistiques devraient pourtant inciter le gouvernement à une rigueur accrue. Le P.N.B. n'a augmenté en 1983 que de 1 %, le déficit de la balance commerciale a représenté 5,1 milliards de dollars, l'inflation a atteint 194 %. Les importations ont cril de 16 % et les exportations de 1 % seulement. Denz sculs chiffres sont encourageants : l'essor du tourisme (1,2 million de visiteurs) et la vente des diamants, en nette progression. Les prédictions ne sont pas plus

favorables. Ainsi, le vice-ministre de immigration, M. Dov Smilansky, a annoncé dimanche que 1984 serait une année record pour l'émigration : le chomage et l'inflation inciteront près de cinquante mille Israéliens à aller vivre à l'étranger, soit trois fois plus qu'actuellement. Ce phénomène est idéologiquement intolérable pour un gouvernement qui ne cesse d'exhorter les juifs de la Diaspora à venir s'installer en Israël.

花を受しま

· 1994

4.7.24

" SIXBUR

20.00

the a neglection

The things of the

transfer from M

المنتشد المدار والمدارا

· Lu nã 😘

· working a

20 18

en eggis Seressister s

British Livens M

100

14

41.7-14

不可怕地说 藏。

stocket E-31

7. M. 4.35 (m.)

心 经有值

De viculanties manus file

新加州 建产兴产的企业发展的

William The Committee of the Committee o

-

SCHE ME

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là notamment dans la fonction publique. An point que le journal Haaretz public lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ..

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

 TRENTE-NEUF PERSONNES TUÉES EN 1983 DANS DES CONFLITS POUR LA TERRE EN AMAZONIE. - Trente-neui personnes sont mortes en 1983 en Amazonie lors d'affrontements entre des paysans et des hommes de main de propriétaires terriens. a affirmé samedi 31 décembre à Brasilia la commission pastorale de la terre (C.P.T.), 632 personnes ont en outre été menacées de mort et 148 ont été détenues durant la même période dans cette région où les conflits pour la possession de la terre sont très durs. Les heurts ont été particulièrement violents dans le secteur de Conceição-do-Araguay, où 23 personnes out été assassinées. Dans cette même région, 361 familles ont été expulsées. La C.P.T. rend le pouvoir central et les gouvernements provinciaux responsables de la montée de cette violence et les accuse de ne rien faire pour trouver une solution au problème de la terre.

Chine

• PEKIN ET LA REUNIFICA-TION DE LA CHINE. - Une haute personnalité de Pékin a invité, dimanche la janvier, les autorités de Taiwan à faire des suggestions sur les moyens de réunifier la Chine. Mme Deng Yingchao, veuve de l'ancien premier ministre Chou Enlai et membre du bureau politique du P.C., a invité les Taiwanais à venir travailler ou étudier sur le

continent et a ajouté : - Nous sommes toujours prêts à écouter l'opinion des autorités et de la population de Taiwan sur la manière de réaliser une réunification pacifique du pays, sur celle d'améliorer nos suggestions et de les mettre en pratique petit à petit, et sur des consultations et les discussions qu'il faudrait avoir ainsi que sur les mesures qu'il faudrait prendre. » Elle a réitéré. selon Chine norvelle, l'assurance que Taiwan pourrait garder son système actuel et jouir d'une demi-autonomie en tant que « région administrative spéciale »,

Comores

 REMANIEMENT MINISTE-RIEL - Le président Ahmed Abadallah a annonce, dimanche lw janvier, un remaniement du gouvernement dont M. Ali Mroudige conserve in direction. M. Said Hassan Said Hachim est nommé ministre d'Etat délégué à la présidence de la République et chargé des relations avec l'Assemblée fédérale. M. Abou Moustakim, ancien ministre de la santé publique et de la population, devient ministre de la instice. -(A.F.P.)

Guatemala

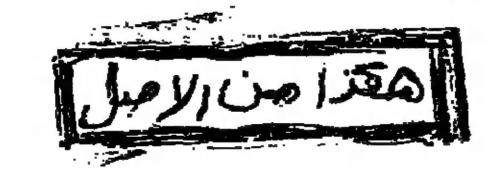
• ATTAQUE CONTRE L'AM-BASSADE DU MEXIQUE AU GUATEMALA. - Un groupe d'inconnus a attaqué l'ambassade du Mexique à Guatemala le 31 décembre à l'aube. Il n'y a pas eu de blessés, malgré l'utilisation

de grenades par les assaillants. .Une semaine plus tôt, un groupe d'extrême droite se dénommant Solidarité avec la contrerevolution avait attaque l'ambassade du Nicaragua dans la même capitale. - (U.P.L.)

LE CONFLIT DANS LES PRI-SONS. - Six détenus de la prison de Bad'e Carros, en grève de la faim depuis le 7 décembre, ont cessé leur mouvement samedi 12 décembre, peu après avoir été hospitalisés dans un état de grande faiblesse. Une trentaine d'autres prisonniers des quartiers de haute sécurité poursuivent la même action, en acceptant toutefois de boire du lait. Les prisonniers, anciens membres des Brigades rouges, réciament l'abrogation du statut spécial qui leur est imposé. Ce statut a été prorogé vendredi 30 décembre par le ministre de la justice, muis pour trois mois seulement et avec certains assouplissements concernant notamment l'isolement carceral (A.F.P.)

Pérou

 SENTIER LUMINEUX PLONGE LIMA DANS LE NOIR - La capitale péruvienne a été plongée dans une obscurité totale pendant la muit du samedi 31 décembre su dimanche le janvier à la suite du dynamitage de pylones à haute tension, un attentat sans doute provoque par un commando du Sentier lumineux.



Neuf membres d'une organisation

clandestine Solidarité-Instituteurs

ont été arrêtés, vendredi 30 décem-

bre, à Czestochowa, dans le sud de

la Pologne, par la police politique, a annoncé, samedi, la télévision polo-

naise. D'autre part, plusieurs prison-

niers politiques, militants du syndi-

cat dissous Solidarité poursuivraient

une grève de la faim commencée dé-

but décembre dans le pénitencier de

Strzelin, petite localité située à une

trentaine de kilomètres de Wroclaw.

pour exiger de meilleures conditions

personnes se sont rassemblées dans

la nuit de samedi à dimanche sous

les fenêrres de M. Lech Walesa, à

Gdansk, pour souhaiter au président

de Solidarité une année « victo-

rieuse ». M. Walcsa est apparu trois

fois à la fenêtre pour saluer la foule

et hij sonhaiter en retour une année

1984 - meilleure que la précé-

Un millier de militants clandes-

tins de Solidarité ont profité de

l'amnistie promise par les autorités à

ceux qui se rendraient avant le

31 décembre. Toutefois aucun diri-

geant important n'a répondu à cet

appel. Dans une lettre datée du

10 décembre et envoyée au ministre

de l'intérieur, le général Kiszczak,

M. Adam Michnik, en prison depuis

deux ans, refuse la « liberté » dans

l'exil. Des extraits de cette lettre ont

été publiés, ce lundi, par Libération.

Après avoir décrit les brimades

auxquelles il est soumis de la part

Cependant, quelque deux mille

de détention.

dente >.

Pologne

M. Adam Michnik refuse de s'exiler

pour échapper à la prison

des autorités de la prison et avoir dé-

ploré que le ministre de l'intérieur se

dise impuissant à y mettre fin,

M. Michnik écrit : . En revanche,

vous avez été assez (compétent)

pour me faire une proposition assez

particulière : aller passer les sêtes

sur la Côte d'Azur, sinon un procès

et de nombreuses années d'empri-

sonnement m'attendaient (...) Vous

reconnaissez ainsi que je n'al rien

fait qui puisse permettre au parquet

de formuler les accusations selon

lesquelles je - prépare le renverse-

ment du régime par la force - (...)

Vous reconnaissez que le jugeme-

ment est fixé blen avant le procès

est de débarrasser l'élite du pouvoir

Kuron du KOR (Comité de défense

des ouvriers), qui attend d'être jugé

en même temps que M. Kuron et

deux dirigeants de Solidarité, ré-

pond à la proposition du général

Kiszczak: • Je ne vous ferai pas ce

plaisir (...) La valeur de notre com-

bat se trouve non dans ses chances

de victoire mais dans la cause au

nom de laquelle nous avons entre-

M. Michnik ne se fait aucune illu-

sion sur le résultat de sa lettre : « Je

sais que vos subordonnés vont es-

sayer de me faire prendre pleine-

ment conscience de toutes les possi-

bilités qu'offre le régime des prisons

dans un pays qui construit le com-

d'opposants génants ».

pris ce combat. .

...) Vous reconnaissez que le but

Le co-fondateur avec M. Jacek

Un nombre indéterminé de guérilleros du F.M.L.N. s'étaient infiltrés durant la nuit de la Saint-Sylvestre dans la zone proche du pont et du barrage de San-Lorenzo, l'un et l'autre inaugurés il y a un peu plus de trois mois. Un fort détachement de gouvernementanx gardaient les installations. Des rebelles ont déclenché des tirs de mortier, tandis que d'autres dynamitaient les piles du pont. L'ouvrage d'art a été rendu totalement inutilisable.

En octobre 1982 déjà, un autre pont sur le rio Lempa, le puente de Oro, avait été détruit par la guérilla. La capitale et l'est du pays ne sont plus désormais en communication que par un pont de chemin de fer et une route empruntant la crête du barrage de San-Lorenzo.

Le vendredi 30 décembre, ce sont environ huit cents guérilleros qui avaient attaqué au mortier de 81 mm la caserne d'El-Paraiso, dans le département septentrionnal de Chalatenango. Cette installation avait été récemment construite selon des plans américains et était considérée par certains experts militaires comme une forteresse à peu près imprenable. Cinq autres casernes de ce type existent dans le reste du pays.

Le F.M.L.N. a donc remporté là un succès impressionnant, surtout s'il se confirme que les quelque trois cent cinquante gouvernementaux qui défendaient El-Paraiso ont presque tous été mis hors de combat. Se-Ion une source militaire salvadorienne, il y aurait eu quarante et un més, dont deux colonels. En outre, des rumeurs font état de cent trentecinq soldats prisonniers et de nombreux blessés. Les rebelles se sont aussi emparés d'un petit arsenal et ont totalement détruit le matériel roulant et les installations avant de repartir. Un officiel américain a

qualifié l'affaire de « très grave ». Cette recrudescence d'activités de la part du F.M.L.N. pourrait confirmer certaines indications de

guérilla entendrait intensifier sa pression en vue de saboter les élections générales de mars 1984. En outre, les observateurs sont sensibles au fait que l'attaque contre El-Paraiso ait été menée par trois groupes de guérilla différents mais démontrerait, en particulier, que les Forces populaires de libération (F.P.L.), qui ont récemment connu une scission, ont, en partie au moins, surmonté leur grave crise interne.

Argentine

L'ÉVÊQUE DE LA RIOJA **AURAIT BIEN ÉTÉ ASSASSINÉ EN 1976** PAR DES MILITAIRES

Buenos-Aires (A.F.P.). - L'ancien chef de la police de la province de Buenos-Aires, le général Ramon Camps, a été cité à comparaître ce lundi 2 janvier devant le juge chargé de l'enquête sur la disparition d'un chercheur de l'Institut argentin de technologie industrielle, M. Alfredo Giorgi. D'autres responsables, en particulier l'ancien président Reynaldo Bignone, ont également été convoqué pour la même affaire.

Le général Camps est accusé par des organisations de défense des droits de l'homme d'être responsable de plusieurs milliers de « dispari-

tions - de 1976 à 1979. L'accident de voiture dans lequel est mort, en 1976, Mgr Enrique Angelelli, évêque de la province de Rioja, était - intentionnel -, a déclaré, d'autre part, le gouverneur de cette province, M. Carlos Menem, qui a porté l'affaire devant la justice, en demandant qu'elle soit rapidement traitée. Plusieurs membres de l'armée et de la police seraient impliqués dans cet - accident -. Selon la version officielle de l'époque, Mgr Angelelli avait péri dans un accident de la route alors qu'il regagnait son diocèse. L'évêché de la province avait toutefois affirmé en 1983 que le prélat avait été assassiné par-des inconnus qui l'avaient tiré hors de sa voiture pour l'achever à coups de poing. L'évêque était en possession, lors de l' accident » d'un dossier avec des preuves irréfutables sur des assassinats politiques et comprenant notamment une liste de personnes à liquider sur laquelle il figurait.

Enfin, la police a démenti la déconverte, annoncée vendredi 30 décembre, du corps d'Hector Hidalgo Sola, ancien ambassadeur d'Argentine au Venezuela, « disparu » en

EUROPE

Grande-Bretagne

« Big Sister » ou l'erreur de George Orwell

De notre correspondant

Nouvel An, adressé au parti conservateur, Mas Margaret Thatcher a porté ce jugement ironique pour prédire que 1984 seberté ». Elle a, bien sûr, voulu souligner ainsi que la situation en Grande-Bretzone ne ressemble en rien à la sinistre description qu'en fit George Orwell, voici trente cinq ans, dans 1984.

A l'évidence, le Royaume-Uni. n'a pas sombré dans le totalitarisme, sous l'empire toutpuissant de Big Brother. Si cette fiction est devenue réalité et si Orwell a eu raison, c'est allleurs ... Comme Mas Thatcher, les Britanniques, dans leur ensemble, s'en félicitent, quand bien même ils ne partagent pas les vues et l'optimisme du premier ministre. Dans leurs échanges de vœux: lors des réveillons familiaux ou dans la joyeuse et traditionnalle bousculade de Trafelgar Square, beaucoup n'ont pas manqué de se congratuler en répétant, à l'envi, la condamnation du tacitume romancier, oubliant - comme Ma Thatcher - que 1984 n'était pas une prophétie mais une « mise en garde ».

Cette vegue d'autosatisfaction n'a-pas été perturbée par l'impressionnant déploiement de police dans les rues de Londres. Il est vrai que cela ne pouvait en rien rappeler le système de haute surveillance imaginé par Orwell. La mobilisation exceptionnelle de milliers de policiers et les multiples contrôles de la circulation n'avaient pour but que de tenter d'empêcher de nouveaux attentats de l'IRA et... la conduita en état d'ivressa.

. . .

Depuis des semaines, l'Angleterre redécouvre George Orwell, ce qui se traduit, dans les médias, par un véritable « matraquage a auguel il est impossible de se soustraire. Orwell doit se retourner dans sa tombe. Le voilà devenu presque aussi amniprésent que son-terrible tiéros. Big Brother. La presse, la radio et la télévision ne cassant d'évotoutes les formes. Pour un homme qui avait voulu se retirer du monde, au point de s'exiler s'étale partout, en poster et sur les T-shirts. On s'arrache le droit de mettre Orwell et 1984: i toutes les sauces. Le légataire de l'écrivain doit se montrer vigilant. Il a déjà refusé l'idée d'un film. facon « Guerre des étoiles », et celle d'une comédie musicale d'un goût douteux. Mais il devrait accepter d'autres proiets pour le grand écran ou la scène. notamment ceux du National Theatre et de la très respectable Royal Shakespeare Company.

€ Un cadeau familial »

Orwell se vend très bien. Ses éditeurs se frottent les mains et semblent n'avoir pas pris le temos de reire ce qu'ils publient... Penguin, en effet, vient de tancer une campagne publicitaire sur le thème : c 1984, le cadeau familial de l'année ». Or. dans l'un des principaux passages du roman, un porte-parole de la dictature annonce la destruction du couple et de la famille en expliquent qu'il ne peut y avoir d'autre amour que celui de Big Brother. If n'est pas certain que les agents de Panquin aientvoulu se livrer ainsi à une plaisanterie au second degré.

D'autres Anglais n'en consetvent pas moins leur sens de l'humour. Una preuve savoureuse vient d'en être donnée par les rédacteurs d'un faux exemplaire du vénérable Times, qui relate l'actualité comme si Orwell, dans 1984, avait réellement prédit l'avenir. En gros titre : l'abolition de la monarchie. L'article qui suit nous apprend que cette incroyable décision a été prise par la « dame de fer » qui, désormais, doit obligatoirement être appelée Big Sister...

FRANCIS CORNU.

Brunei

LE SULTAN BOLKIAH ET LES MEMBRES DE SA FAMILLE CUMULENT LES PRINCIPAUX POSTES GOUVERNEMENTAUX.

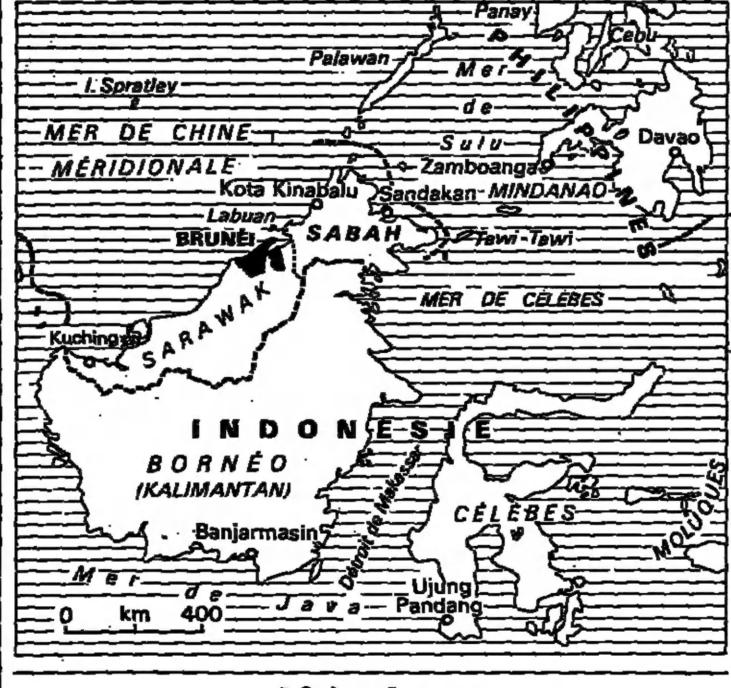
Kuala-Lumpur (A.F.P.). - Le sultan de Brunéi, Sir Muda Hassanal Bolkiah, a annoncé, dimanche 1º janvier, qu'il exercerait les fonctions de premier ministre, ministre des finances et de l'intérieur, dans le premier gouvernement du Brunét indépendant. Selon l'agence malaisienne Bernama, trente mille personnes ont assisté dans la mit de samedi 31 décembre à dimanche 1st janvier, dans la capitale Bandar-Seri-Begawan, à la cérémonie officielle de proclamation d'indépendance (le Monde daté 1 = 2 janvier).

Dans un discours diffusé à la radio et à la télévision nationales. le splian a annoncé que son père, Omar Ali Saifuddin, prenait le porteseuille de la désense, son frère, Mohamad Bolkiah, celui des affaires étrangères, son autre frère, Jefri Bolkiah, celui de la culture, de la jeunesse et des sports.

Par ailleurs, l'ancien attorney général de Brunéi devient ministre de la loi et ministre de la communication, tandis que l'ancien chef intérimaire du gouvernement local, Datuk Abdul Aziz Par Omar, prend le porteseuille de l'éducation et de la

Dans son discours, le sultan a affirmé que Brunéi resterait « un Etat monarchique islamique malais souvergin, démocratique et indépen-

L'indépendance du Brunéi (5765 kilomètres carrés), enclave dans le Sarawak, en territoire malaisien, sur la côte nord-ouest de l'île de Bornéo, comptant environ deux cent vingt mille habitants, met fin à près de cent ans de protectorat britannique. L'économie prospère du nouvel Etat tient essentiellement à ses ressources pétrolières.



Afghanistan

LE SERVICE MILITAIRE DEVIENT OBLIGATOIRE A PARTIR DE DIX-HUIT ANS

Islamabad, (A.F.P.). - Le gou- sursis. Tous ceux qui ont échoué aux vernement afghan a décrété, dimanche la janvier, le service militaire obligatoire pour tous les jeunes gens, à partir de dix-huit ans, et leur a ordonné de se faire recenser dans les plus brefs délais, a rapporté Radio-Kaboul captée à Islamabad. Ceux qui ne répondraient pas à l'appel risquent de sévères sanctions, a précisé un communiqué du ministère de la défense cité par la radio.

L'age du service militaire obligatoire - d'une durée actuelle de trente mois qui peut éventuellement être prolongée - était jusqu'à présent de vingt et un ans.

La nouvelle loi de conscription touche également les étudiants, qui bénéficiaient jusqu'à présent de

concours d'entrée dans diverses institutions gouvernementales ainsi que ceux qui ont terminé leurs études doivent se faire recenser. Les jeunes Afghans ayant déjà effectué leur service militaire doivent pouvoir présenter un certificat attestant de leur passage sous les drapeaux. Une enquête sera menée dans tout le pays pour recenser tous les jeunes

mobilisables. Le nombre des désertions a considérablement augmenté depuis la mise en place, en 1979, du régime pro-soviétique de Kaboul. Selon des sources officielles alghanes, les effectifs de l'armée seraient tombés. depuis lors, de 90 000 à moins de 30 000.

UN SUPPLÉMENT DE LA REVUE « ESPRIT »

source américaine selon lesquelles la | 1977 à Buenos-Aires.

« Amériques latines à la une »

Le très riche supplément de la revue Esprit (1) consacré à l'Amérique latine est dédié à la mémoire de Louis Mercier Vega. syndicaliste et auteur méconnu. trop tåt et tragiquement disparu. Un e éclaireur hors pair », ainsi que le qualifie Gilles Bataillon, et qui a effectivement été l'un des premiers à dénoncer, et avec quelle vigueur, tous les totalitarismes, de droits et de gauche. Ses réflexions, ses jugaments, par exemple, sur le péronisme ou sur les guérilles, ont aujourd'hui

encore une singulière résonance. C'est dire que l'esprit, au sens propre, qui anime ce supplément est celui d'une volonté de démystification, d'une remise en cause des simplifications abusives, des aveuglements passignnels ou volontaires. Avec le souci. louable mais difficile, de faire place « à une Amérique letine existant dans toutes ses dimensions, culturelles, économiques, politiques et sociales ». S'il est vrai que les médias, d'une fecon générale, sont, par principe et par nécessité, limités dans leur approche et ont naturellement tendance à privilégier l'« événement », les réflexions d'ensemble, spatiales ou historiques, des universitaires n'échappent pas toujours à une globalisation discutable.

Beaucoup d'analyses très fouillées, de remises en ordre et à jour de thèmes actuels ou permanents dans un sommaire dont les têtes de rubrique principales sont : le voyage au bout de l'Amérique centrale, la tiersmondisme et ses religions, les parenthèses militaires (Chili, Argentine et Uruguay), du populisme à l'autoritarisme, le développement à parte. Certains textes souffrent sans doute d'avoir été rédigés il y a plusieurs mois, et des méditations de haut niveau, comme le texte du Mexicain Octavio Paz sur « l'Amérique latine et la démocratie » voisinent avec de petits règlements de comptes ou des coups de patte à certains romanciers latino-américalns, trop « en-

gagés » dans un seul sens. Mais l'ensemble est de qualité et force la réflexion, ce qui est bien l'objectif premier des auteurs. « La brutalité imbécile de Washington ne peut servir de prétexte à une justification du caractère aviourd'hui totalitaire du régime castriste », écrivait Louis Mercier Vega en 1976. Olivier Mongin souligne une difficulté actuelle : « Au nom de la critique du totalitarisme qui modifie la perception du conflit Est-Ouest ll'opposition capitalismesocialisme a leissé la place à celle de la démocratie et du totalitarisme), les conflits de type Nord-Sud (rapport développementsous-développement) ne sont plus que des projections du rapport Est-Quest. >

A propos de l'Amérique centrale, Gilles Bataillon, qui analyse d'autre part l'évolution du régime sandiniste depuis 1979, dénonce iustement les doubles simplifications. • C'ast sans doute cette incapacité à preindre en compt la diversité des situations locales qui rend si explosifs recherches et débats sur la situation centreaméricaine. » On peut en dire autant de toute l'Amérique latine. complexe, multiple et riche à tous les niveaux.

M. N.

(1) Amériques latines à la une. un supplément à la revue Esprit. avec des textes de Leonardo Boff. Gérard Chaliand, Cabrera Infante, Luciano Martins, Jean-Claude Masson, Jean Mayer, Philippe Burin des Roziers, Olivier Mongin Daniel Pecaud, etc. 320 pages, 64 francs.

De violentes manifestations ont suivi la nomination officielle du bourgmestre francophone des Fourons

De notre correspondant

Bruxelles. - M. José Happert. vainqueur incontesté à l'automne 1982 des élections municipales dans la circonscription des Fourons, où une majorité francophone se trouve enclavée dans le territoire flamand,

Espagne

LE PRÉSIDENT DU GOUVER-NEMENT AUTONOME BAS-QUE RENONCE A BRIGUER UN NOUVEAU MANDAT.

(De notre correspondant.)

Madrid. - Le président du gouvernement autonome basque. M. Carlos Garaikoetxea, membre de parti nationaliste basque (P.N.V., démocrate-chrétien), a provoqué une énorme surprise en refusant, le vendredi 30 décembre, la nomination de son parti pour briguer un nouveau mandat lors des élections régionales qui doivent avoir lieu à la fin du mois de février ou en

Cette décision, annoncée au cours d'une assemblée nationale du P.N.V. à Zarauz (près de Saint-Sébastien), s'explique par les divergences politiques de plus plus sérieuses qui l'opposent à la direction de son parti.

Le candidat du P.N.V. au poste de président du gouvernement autonome basque ne devant être désigné que le samedi 7 janvier au cours d'une nouvelle assemblée nationale, on ne peut pas totalement écarter l'hypothèse d'une manœuvre de M. Garzikoetxea pour obtenir une plus grande liberté vis-à-vis de l'ap-

pareil de son parti. Son retrait, s'il se consirmant, pourrait modifier les données des prochaines élections régionales et la stratégie du P.N.V., M. Garakoietxea, président depuis 1980, jouissant d'un prestige considérable. Le P.N.V. dispose actuellement de vingt-cinq des soixante sièces dans le Parlement issu des élections de mars 1980, contre neuf à son principal rival, le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E. au pouvoir à Madrid). Scion certaines enquêtes, il pourrait remporter la majorité absolue des sièges aux élections, malgré la poussée des socialistes. (Intérint)

a été officiellement nommé bourgmestre le vendredi 30 décembre.

C'est la conclusion normale et démocratique, mais, depuis bien des années, cette enclave a été l'objet d'affrontements très violents et parfois même sanglants entre la population francophone et des manifestants venus de Flandre dans le but d'imposer la «loi du sol» sur un territoire irrédentiste qui préférerait être rattaché à la province de Liège.

Au début de l'année, le gouvernement a failli éclater lorsqu'il s'est agi de nommer M. Happart. Un compromis intervint in extremis pour gagner du temps : il fut convenu que le vainqueur des élections fouronnaises ne serait officiellement nommé au poste de bourgmestre qu'à la fin de l'année, ce qui devait, en principe, lui permettre d'apprendre la langue néerlandaise.

C'est donc dans une atmosphère très tendue que l'on voyait venir les derniers jours de 1983. Les réjouissances de fin d'année ont permis aux autorités d'organiser à la sauvette la prestation de serment de M. Happart. La cérémonie a eu lieu sans avoir été annoncée et à lmis clos à Hasselt, qui est le chef-lieu de la province flamande du Limboure Respectant la législation linguistique en vigueur, le bourgmestre a prononcé son serment en langue flamande. Conformément à cette même législation, le conseil municipal de la région fouronnaise devra promulguer toutes ses décisions en flamand même si personne ne peut empêcher les édiles de se concerter

préalablement en français. M. Happart a déclaré que sa nomination ne devait pas être considérée comme une « défaite de la Flandre », mais comme une victoire de la démocratie. Il a cependant ajouté qu'il n'abendonnerait pes son combat pour le rattachement des Fourons à la province voisine - et fran-

cophone - de Liège. Aussi les réactions n'ont-elles pas tardé. Des manifestants flamands ont envahi la bourgade des Fourons des dimanche matin. Des bagarres violentes ont eu lieu entre francophones et flamingants maigré la présence d'importantes forces de police.

Les organisations flamandes ont d'antre part demandé au Conseil d'Etat l'annulation de la nomination de bourgmestre.

JEAN WETZ

Le prix de l'effort

« La politique de rigueur n'est qu'une épreuve de vérité », disait M. François Mitterrand, le 31 décembre 1982, en présentent ses vosux aux Français pour l'année nouvelle. La vérité, en l'occurrence, s'appelle réalisme et le réalisme, en temps de crise, appelle la douleur.

Une année s'est écoulée. Le 31 décembre 1983, le président de la République n'a promis c rien d'autre à personne que la poursuite, sans faiblesse, de l'effort de redressement national où nous sommes engagés ».

Voilà deux rudes années, l'une passée, l'autre à venir, auxquelles il faut ajouter les premiers mois d'application, en 1982, du premier plan de rigueur. L'exercice traditionnel des vœux aux Français est souvent cruel, dans sa vérité pour demain comme dans les espoirs décus d'hier. Le 31 décembre 1981, qui a ponctué «l'année du changement», paraît și lointain que l'on a oublié la promesse d'un monde toujours meilleur. «En tout ces, la reprise est là, déclarait ce jour-là le chef de l'Etat; c'est la première réponse à nos efforts communs. >

Pourtant, les «deux obstacles» majeurs au redressement du pays - inflation et vieillissement de l'appareil industriel étaient déjà considérés comme tels dans le discours présidentiel. Il y a deux ans, le chef de l'Etat estimait que 1982 ne répondrait pas aux espoirs de la gauche si ses représentants au pouvoir ne parvenaient pas à faire reculer l'inflation et le chômage. Il parlait aussi de la nécessaire réforme des structures industrielles de la

Ces deux thèmes sont devenus des constantes de son discours, des obsessions même. A la fin de 1982 - « produire plus, produire mieux », -M. Mitterrand placait l'entreprise parmi les quatre objectifs prioritaires (jeunesse, famille, soliciarité en étaient aussi) de l'année 1983 et constatait que la France avait réduit son inflation, mais « plus tard que les autres », et e pas assez s. Quant aux résultats du commerce extérieur, ils étajent reconnus comme fran-

chement mauvais. A la fin de 1983, le chef de l'État se félicite que la France ait battu, ces derniers mois, le record absolu » de ses ventes à l'étranger. Mais les deux obstacles majeurs sont toujours là: inflation et vieillissement de l'appareil industriel. Il faut en passer par la réduction accrue de l'une, la cure de jouvence de l'autre et par la réalisation d'une ancienne promesse - réduction en 1985 des prélèvements obligatoires, sociaux et fiscaux pour relancer l'activité économi-

La perspective tracée par le président de la République création d'emplois durables. revalorisation du pouvoir d'achat des salaires, construction d'une France moderne - est lointaine. La gauche n'est pas assurée de recueillir les bénéfices d'une réussite, tant le prix à payer est jourd à court et moven terme. La revalorisation du pouvoir d'achat passe, pour l'instant, par sa réduction ou, au mieux, sa stagnation. La création d'emplois durables passe, pour l'instant, par des suppressions d'emplois dans les secteurs industriels atteints par le vieillissement.

Il y a un prix à payer pour tout. C'est aussi vrai de la politique extérieure de la France. Si l'on veut aider à la recherche de la paix, c'est que d'autres veulent la guerre et, puisqu'ils la veulent, s'efforcent d'anéentir ceux qui cherchent à l'écarter. On I'a vu au Liban. C'est peutêtre aussi le cas à Marseille.

« Il n'est pas question de laisser la violence parler à la place de la raison », a dit M. Mitterrand en adressant ses vœux aux habitants des départements et territoires d'outre-mer. Cela vaut pour tous, sans doute. Mais les attentats du 31 décembre ont montré que ce n'est pas la France qui fixe le prix de la

JEAN-YVES LHOMEAU.

 Les Jeunes giscardiens et le pacifisme. - Le Mouvement des jeunes giscardiens, que préside M. Patrick Gérard, a décidé de lancer une campagne d'information pour dénoncer le pacifisme. Cette campagne commencera par le lancement, dans toute la France, d'une affiche tirée à cent mille exemplaires, portant le slogan suivant : * A l'Est, les SS-20 protègent les goulags ; à l'Ouest, les pacifistes protègent les SS-20 -.

« Je ne promets rien d'autre que la poursuite de l'effort de redressement national »

M. François Mitterrand a adressé ses væux aux Français. samedi soir 31 décembre, à la télévision. Voici le texte de son inter-

Mes chers compatriotes,

- A vous qui êtes réunis en famille, et avec vos amis, et à qui, ce soir. êtes seuls on malades. j'adresse mes vœux de bonne année. . Celle qui s'achève a été rude, cruelle même pour beaucoup. Ma pensée va vers les parents et les proches de nos soldats tombés au Liban. vers ceux qui ont, comme eux, perdu un être cher, vers ceux qui souffrent d'une séparation, vers ceux qui connaissent le drame du chômage. A tous, je souhaite que l'an nouvean donne des raisons d'espérer.

> 1984. Bien qu'à de nombreux signes on voit notre pays sortir peu à peu de la crise, je ne promets rien d'autre à personne que la poursuite, sans faiblesse, de l'effort de redressement national où nous sommes engagés.

 Ce qui a été fait dans ce sens l'a été grâce à vous qui croyez en la France. C'est encore grâce à vous que nous venons de battre ces derniers mois le record absolu de nos ventes à l'étranger. Quel succès pour nos producteurs et nos exportateurs et quel exemple pour nous tous!

. Mais, ne nous y trompons pas, nous avons devant nous deux obstacles majeurs: le premier s'appelle l'inflation qu'il faut encore réduire, et ce n'est pas facile, pour affronter victorieusement la concurrence : le deuxième, c'est le vieillissement d'une partie de notre appareil industriel qu'il faut adapter au changement prodigieux et acceléré des techniques en formant femmes et hommes aux emplois qu'exigent ces techniques.

» Et comme l'État entend réaliser en 1985 le nécessaire allègement des impôts et des charges, c'est ainsi et pas autrement que nous relancerous l'activité économique, que nous créerons des emplois durables, que nous revaloriserons le pouvoir d'achat des salaires et que nous ferons de la France un grand pays moderne.

» A condition. évidemment, qu'une politique sociale de solidarité et de dialogue inspire et accompa-

gne la politique économique. Elles sont, pour moi, inséparables.

» A l'extérieur, la France est parfois combattue mais toujours respec-

» Au Liban où nous faisons notre devoir, c'est de nous que l'on attend, de part et d'autre, la sauvegarde des vice humaines, sauvegarde rendue possible en plusieurs circonstances - départ des Palestiniens, échanges des prisonniers, aide à la population de Beyrouth - par la présence de pos soldats auxquels j'adresse ici mes vieux.

» Au Tchad, c'est de nous que l'on attend les chances de la paix et de l'indépendance dans une Afrique rassurée. Il appartient maintenant, et dans ces deux pays, anx nationanx eux-mêmes de s'entendre et aux instances internationales d'assurer le relais. Alors, mission remplie, nos soldats rentreront chez nous.

. Vous avez suivi cette année, souvent avec anxiété, le débat sur les euromissiles, ces armes nucléaires installées en Europe et qui ne visent que l'Europe. J'ai, en votre nom, soutenu et je soutiendrai demain qu'il devait y avoir équilibre des forces et au plus bas niveau possible, si l'on voulait servir la paix. Puissent les Russes et les Américains se décider à négocier utilement.

- Enfin, 1984 sera l'année de l'Europe, pour le meilleur ou pour le pire, Deux rendez-vous sont déià pris. En juin, on élira les députés européens et la France présidera, dès ce la janvier, aux destinées de la Communauté.

» Première dans le monde sur le plan commercial, il manque à l'Europe une volonté politique, c'està-dire la conscience de ce qu'elle vant, de ce qu'elle peut. La France, qui est européenne, ne veut pas rater cette chance.

» Mes chers compatriotes, voilà pour nous de grandes tâches. Sans oublier les autres : plus de sécurité. des banlieues rénovées et plus d'enfants dans nos familles.

» En dépit de leurs divergences, je ne me lasserai jamais d'espérer ni de vouloir - que les Français s'unissent quand il s'agit de l'essentiel. Bonne année à tous. Vive la République. Vive la France. >

AUX DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

« Il n'est pas guestion de laisser la violence parler à la place de la raison »

Voici le texte des vœux adressés par le président de la République aux habitants des départements et territoires d'outre-mer :

Mes chers compatriotes des

départements et territoires d'outre-• Comme nous le faisons en famille, entre amis, je vous sou-

haite une bonne année.

» Celle qui vient de s'achever a été difficile, difficile pour nous tous, difficile pour le monde. encore traversé par une crise dramatique, mais pour vous plus encore, pour des raisons multiples que vous connaissez comme moi. A la fois parce que votre économie n'a pas été préparée à supporter ce choc. Elle devrait vivre, comme on dit sur l'autosuffisance, ce qui n'est pas le cas. Elle a supporté bien des calamités naturelles. Je pense à la sécheresse, je pense aux cyclones, et, en dépit de l'aide rapide et forte apportée par la métropole, j'imagine aisément les souffrances et les inquiétudes que vous avez dû supporter. Aussi une année nouvelle est-elle l'occasion de marquer solennellement la volouté de solidarité qui doit aujourd'hui occuper nos esprits, ou que nous soyons et qui que nous

» Pendant l'année 1983 bien des réformes out été proposées. Certaines vont bientôt entrer dans les faits. Des réformes qui, à la fois, permettent à chacun des départements et à chacun des territoires de mieux s'adapter à son environnement, de mieux affirmer son identité tout en demeurant dans l'ensemble français qui est le nôtre.

» Je pense au statut de la Polynésie, je pense au statut, sur lequel nous travaillons, de la Nouvelle-Calédonie ou de Saint-Pierre-et-Miquelon, sans oublier bien entendu la réforme régionale, la mise en place des institutions qui vous permettront, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, de vous adapter, de vous insérer mieux encore dans votre environnement régional.

» Oh, je sais que les difficultés accumulées pendant des décennies provoquent, surtout dans la jeu-

nesse, des colères et parfois des violences. Il faut que chacun sache que nous avons tous intérêt à dementer ensemble, liés, à affronter ensemble les difficultés. à dominer ensemble les périls, et puis, c'est la loi commune, c'est la loi de la nation française dans sa

» Il n'est donc pas question de laisser la violence parler à la place de la raison. Simplement, il faut que vous sachiez qu'à Paris, dans notre capitale, les pouvoirs publics. et particulièrement le président de la République, pensent à leurs concitoyens lointains.

- Mes chers competriotes, 1984. c'est demain, et nous allons vivre une action continue pour le redressement national rendu si nécessaire par la crise mondiale qui nous frappe depuis dix ans.

» Mais revenous à nous, revenons à vos familles et à vos soucis personnels, à vos enfants, à vos espoirs.

» Oui, je le répète du fond du cœur : bonne année à vous tous. >

• Un sondage défavorable à M. Pierre Mauroy. - Selon un sondage, réalisé par l'IPSOS et publié par le Journal du dimanche du le janvier, 42 % des personnes interrogées ont une opinion défavorable de M. Pierre Mauroy. 43 % s'estiment éloignées des idées politiques du premier ministre, alors que 29 % s'en sentent plutôt proches, 50 % des personnes interrogées ne font pas confiance à M. Mauroy pour sortir la France de la crise économique, et | des 61 % qu'il a obtenus en réalité. 68 % ne souhaitent pas que M. Mauroy soit élu président de la République. Enfin, 28 % des personnes interrogées pensent que M. Mauroy restera premier ministre jusqu'aux élections européennes de jain 1984. 24 % estiment qu'il conservera ses fonctions au-delà de cette date. Ce sondage a été réalisé du 8 au 10 décembre 1983, sur un échantillon de neuf cent vingt personnes.

Lisez dossiers et documents IMAGE, IMAGE

M. Marti, miroir du président

La cote du président descend. La cote du président remonte. D'une élection à l'autre l'évolution du pourcentage fatidique ponctue desormais la vie politique. Son origine : les sondages, évidents et... insondables ; aujourd'hui solidement installés dans leur rôle de mesure de l'opinion publique. L'enjeu : l'image du président.

Les sondages fluctuants dessinent l'image. L'image nourrit les sondages. L'image est aussi le miroir. Les photographies succassives - à moins que ce ne soient des portreits-robots sont indissociables du cadre où elles viennent de superposer.

N'importe. L'image, il faut donc la soigner pour que l'étiage du yoyo-fétiche aspire toujours aux hauteurs, quelles que scient ses fluctuations. Gare aux miroirs brisés, aux cadres désarticulés. Una idée s'est progressivement imposée : pas de bonne image sens communication efficace. Ce dernier maître-mot a ses industries. Il a aussi, précisément, ses maîtres, ses spécialistes. M. Mitterrand devre-t-il de « remonter », de « tenir », grāce au sien, M. Claude Marti ?

Absence

Les cartes de cette nouvelle donne de la communication présidentielle ont été distribuées en mai 1983. La Vaudois Claude Marti s'y est pris avec la ruse de ce diable que son compatriote Ramuz mit en scène pour son ami Stravinski dans l'Histoire du soldat. Une main (bien intentionnée ?) met sous les yeux du président, en voyage à Pékin, un article fort critique rédigé, entre autres, par Claude Marti et paru dans le quotidien

parisien le Matin. La communication du président, y est-il expliqué en substanca, ca ne marche pas. Parasi-

tée et brouillée par trop de voix discordantes (les ministres et autres responsables politiques) ou inutiles (le porte-parole gouvernemental), elle révèle une énorme absence : celle de M. Mitterrend lui-même. Le changement s'impose.

Le président ne se le fere pas dire deux fois. Ou plutôt, de retour à Paris, il appellera le 10 mai (ō symbole) M. Claude Marti pour se l'entendre dire et expliquer de vive voix.

Convaincu et peut-être ravi d'avoir entendu ce qu'il voulait entendre. M. Mitterrand accepts d'être guidé dans le labyrinthe de la bonne communication par M. Marti. Foin de toute mesquinerie : l'homme qui a fait l'image de M. Michel Rocard depuis près de dix ans et lui reste ficièle sere aussi l'homme de la nouvelle image présiden-

Père et patron

Le travail - dejà plus de sept heures d'entretiens en tête à tête et une attention aux mille détails qui « colorent » la « bonne » image et la rendent efficace, aux milie et une occasions qui la « fabriquent » - a délà porté ses fruits. Deux fois le président à cravé l'écran : le 15 septembre à TF 1 lors de l'émission e l'Enjeu >, puis le 16 novembre à Antenne 2 pour « l'Heure de vérité ».

Deux prestations, deux affirmations simples et bien démontrées « en situation » : l'entreprise-France a un patron moderne, réaliste, tourné vers l'avenir ; la famille - France a un père bienveillant, vigitant et ferme, qui seit châtier, à l'occa-

De bonnes et saines généralités, dira-t-on, mais faut-il vraiment sujourd'hui aux hommes politiques des spécialistes pour les traduire, les « faire passer > ? L'image, en un mot, peut-ella être proposée, apportée sur un plateau, par un homme de l'art ? N'est-ce pas à l'homme politique de se la proposer à Le même puis de l'imposer eux autres ?

La réponsa, qui est à la fois oui et non, fait toucher du doiet l'ambivalence du rôle de l'homme de communication. Qu'il apporte une conneissance rechnique des médies et de feur bon usage est indubitable. Mais. pour le reste, fait-il autre chose que proposer et mettre en forme de plan, de stratégie, pour le responsable politique de que ce dernier a déjà dans la tête ?

... 19 - 20-

marine Same

..... A 1988

.

. . . .

---- · e4

- -

And the second

Agency Control

Artist Control of the Control

AND PROPERTY OF THE PERSON OF

F1 :-

THE TANK OF THE ST.

42

سام ده د موادا ه

1948 . W. A.

4 . . .

Une resistan

** - **

THE ME

dans Sign

a peaucond q

. Ft ...

A STATE OF THE SE

The state of the

Typical Alexander

Le miroir du politique, pour le coup, c'est l'homme de la communication. Vérité aussi importente que les bonnes performancas télévisées, que les signes - voulus - de présence présidentielle « sur le terrain » en diverses occasions. Si de plus l'homme de métier a, comme M. Marti. le cour vraiment à gauche, une admiration sage borne et, à sa manière, « une certaine idée de la France »; si, per surcroit, le tout est courooné d'un bon sens forgé au contact de la réalité des affaires et trempé dans toutes les demandes explicites ou muettes de ceux qui l'ont sollicité pour faire ou accompagner leur chance, alors, an plus d'un sens, il s'imposs.

Il faut croire que M. Merti est crédible dans ce rôle de moderne banquier du charisme. Le P.S. s'intéresse à lui pour sa campagne des prochaines élections européennes. M. Bacinter l'a récemment écouté avec attention. O'ki à ce qu'il soit consulté par une manière de super-confrère nominé Georges Fillioud...

MICHEL KAJMANL

POINT DE VUE

LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL SUR LES PERQUISITIONS FISCALES

Annulation et dissuasion : deux méthodes complémentaires pour les libertés

E 29 décembre 1983, le Conseil constitutionnel a suivi l'opposition en considérant que l'article 89 de la loi de finances pour 1984 n'était pas conforme à la Constitution : l'administration des impôts ne pourra effectuer des perquisitions à domicile pour opérer des contrôles fiscaux.

Ceux qui pensent que les droits de l'homme sont inséparables de la démocratie se réjouiront de catte « sauvegarde de la liberté individuelle sous tous ses aspects et notamment celui de l'inviolabilité du domicile» (5º considérant de la décision).

Déclarer contraire à la Constitution un article de la loi dangereux pour les libertés est assurément la méthode la plus directement efficace. Le Conseil constitutionnel n'existe que parce qu'il est capable d'annuler un texte indépendamment des affinités variées entre ses membres et ceux qui nous gouvernent.

La contribution du Conseil au perfectionnement de notre Etat de droit ne saurait pourtant être mesurée à la seule aune de ses annulations. On peut certes calculer les pourcentages des décisions de non-conformité. constater que le Conseil a contredit le législateur dans 30 % de ses décisions entre 1974 et 1980, mais

• RECTIFICATIF. - Dans le bilan de l'évolution de l'opinion, dressé par M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES, public dans le Monde Dimanche daté 1 2 janvier, une erreur s'est glissée dans le tableau retraçant la popularité des dirigeants de la gauche et le souhait de leur voir jouet un rôle dans l'avenir. M. Rocard était crédité de 68 % en millet 1983 dans ce tableau au lieu Le ministre de l'agriculture a donc perdu six points (il est aujourd'hui à 55 %) depuis cette date et non treize points.

• ERRATUM. - Une erreur de composition s'est glissée dans le portrait de M. Chalandon (le Monde daté 1=-2 janvier). Au liou de : - M. Chalandon (...) a présidé d'août 1977 à juin 1983 la société ELF-Aquitaine, réussissant (...) à maintenir son pouvoir en dépit du changement de majorité et justifiant sa réputation de conseiller des primes -, il fallait lire : - conseiller des princes ».

par OLIVIER DUHAMEL (*)

50 % entre mai 1981 et janvier 1983. Le socialiste jacobin en conclut que cette institution freine l'alternance par conservatisme, le Ebéral démocrate objecte qu'il est des droits dont la conservation mérita de tempérer le changement, et le juriste politologue suggère que, s'il v a augmentation de l'importance, du nombre et du rythme des réformes, il s'en déduit nécessairement un accroissement des motifs d'annulation. Mais, au-delà de ce débat, le temps est peut-être venu de tenter une appréciation plus précise du rôle du Conseil constitutionnel; en clair, de repérer en quoi sa seule présence produit des effets en amont cui rendent parfois l'annula-

tion inutile. Ainsi, dans l'exemple des perquisitions fiscales: même si le Conzeil n'avait pas annulé l'article 89, le simple risque de l'annulation avait déià provoqué des améliorations protectrices des libertés. Dans la première version du projet de loi, l'administration fiscale pouvait choisir le juge auquel elle demandait l'autorisation de perquisitionner (président du tribunal de grande instançe ou juge d'instruction ou juge du tribunal d'instance). Autrement dit. la garantie de l'intervention du juge paraissait des plus réduites.

Mais, redoutant probablement une. ennulation du Conseil constitutionnel, l'Assemblée nationale, en accord avec le gouvernement, a supprimé, au cours de la discussion au Parlement, ce libre choix du juge et ajouté l'obligation pour le contrôleur fiscal de perquisitionner en présence d'un officier de police judiciaire et de témoins. Si le Conseil avait accepté cette ultime version du texte, elle etit en toute hypothèse offert deventage - Conseil d'Etat. Néanmoins, les trade garanties au citoyen que le texte. initial et, a fortioni, que les pratiques entérieures (1). La dissussion a bien-

Pourquoi, alors, avoir annulé? Parce que les garanties sont apparues insuffisantes au Conseil constitutionnel à un triple titre. La notion d'infraction susceptible d'autoriser cas perquisitions n'était pas assez précisée, la loi n'assignait pas clairement au juge de « vérifier de façon concrète le bien-fondé de la demande qui lui est soumise è et

(*) Professeur à l'université de Franche-Comté, directeur de la revue-

enfin elle ne précisait pas le contrôle du juge sur la déroulement de cas opérations (6° considérant). Mais peut-être, plus profondément, a-t-à annulé parce que la dissussion constitutionnelle a pour être effi-

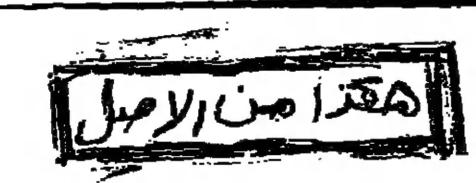
cace, besoin parfois que la menace

soit exécutée.

Reste alors la question des consécuences. Les fraudeurs se frotteront ies mains ? Quelques fraudes peuvent être le prix à payer pour la préservation de l'Etat de droit et, par example, du respect du domicile. Mais, en l'espèce, les fraudeurs ne devraient pas s'enthousigamer trop vita. La décision du 29 décembre 1983 énonce que «l'exercice des libertés et droits individuels ne saurait en rien excuser la traude fiscale ni en entraver la légitime répression ; qu'ainsi dans leur principe les dispositions de l'article 89 ne peuvent être critiquées s. Seuls les mécanismes prévus par ce texte ont été estimés dangereus: Ries n'exterdit donc la mise au point d'une nouvelle loi qui permettrait de poursuivre la fraude fiscale. Elle devrait simplement respecter la décision du 29 décembre. en multipliant et précisant les garanties qu'offre l'intervention du juge sous peine d'une nouvelle annulation. Où l'on retrouve la dissussion.

L'affaire des perquisitions illustre bien la complexité des effets du contrôle de constitutionnalité des lois. Nos traditions juridiques et politiques l'ont refusé de 1789 à 1958. étroitement limité jusque vers 1971-.1974. Nous en découvrons lentement les aventages et les subtilités. Il faut maintenant apprendre à apprécier son influence en amont, au cours de l'élaboration des lois. Ces recherches sont difficiles, ne serait-ce que car le secret qui entoure les délibérations gouvernementales et avis du vaux parlementaires peuvent y aider - que l'on songe à l'exemple des discussions en cours sur la presse. dans lesquelles M. Jean-Pierre Michel, député, socialista, et même CERES, mais repporteur de la commission des lois, n'hésite pas à invoquer évidemment la menace de l'inconstitutionnalité pour améliorer le texte. Ainsi chaque pouvoir est conduit à mieux remalir ses fonctions. Et à la limite, un gouvernement perfeit tiendrait tellement compte du Conseil constitutionnel que ce demier n'aurait plus jamais à annuler....

(1) Voir le Monde du 31 décembre



Sécurité renforcée après les attentats du week-end

société

L'attentat commit, samedi 31 décembre, dens la salle des consignes manuelles, à la gare Saint-Charles de Marseille, a ceusé la mort de deux personnes et en a blessé trente-quatre dont neuf

Soul l'un des deux morts a pu-être identifié : Il . s'agit de M. Mausche Malouf. La plupart des blessés sont des Nord-Africains résident à Merseille. L'attentat du T.G.V. a causé, lui aussi, la mort de deux personnes, des jeunes filles, dont l'identité n'avait pas été communiquée lundi en fin

de metinée. Parmi les nombreux blessés, quatre sont grièvement touchés.

Les mesures de sécurité immédiatement prises per le gouvernement s'ajoutent à celles qui avaient été adoptées aux mois d'octobre et de novembre après le double attentat de Beyrouth. On souligne au ministère de l'intérieur qu'un dispositif renforcé a été mis en place sur l'ensemble

ll s'agit essentiellement de rondes effectuées aussi blen par des policiers que par des gendarmes autour des gares S.N.C.F. et des établissements publics. D'autres mesures, qui n'ont pas été rendues publiques, ont été ordonnées par le ministère de l'intérieur. Les forces de l'ordre ont à nouveau reçu des consignes de vigilance toutes particulières. A Paris, les différents ministères ainsi que les lieux publics sont l'objet de précautions spéciales.

Les deux attentats commis samedi ont d'autre part provoqué des inquiétudes parmi la popula-

eu lieu. Ainsi, la gare de Nice a-t-elle dû être entièrement évacuée dimanche en début de soirée. Ses responsables ont fait appel aux artificiers qui ont fouillé en vain les locaux. La gare de Grenoble a dû être évacuée, elle aussi, et fouillée dimanche, vers vingt-trois heures, ainsi que le car-ferry qui a transporté les concurrents du ral-

Des actions de « professionnels » selon les enquêteurs

glâche et cruel». Dimanche matin.

transports, s'est rendu à Tain-l'Her-

tritage et a fait part de son «dé-

goût » à propos d'attentats dont il in-

dique qu'ils n'Intimideront pas la

ciaire de Lyon et de Marseille ne dis-

posent, pour l'instant, d'aucune piste

solide. Ils se sont efforcés, dans un

premier temps, d'enregistrer le plus

grand nombre de témoignages et de

recueilfir des débris des explosions.

autour de la voie ferrée et dans la

salle des consignes. De Paris, des

spécialistes en explosifs les ont re-

Dans l'attente des anaivses de la-

boratoire, les policiers se contentent

d'indiquer que les deux bombes utili-

sées par les terroristes étaient de

forte puissance - environ dix kilos

d'explosif brisant - et « vraisamble-

blement munies d'un système de

mise à feu à retardement ».Les en-

quêteurs précisent aussi; que la

bombe du T.G.V. a probablement été

placés dans la soute à bagages en

L'ensemble des indices dont dis-

pose la police lui fait envisager une

action concertée. « assez sophisti-

quée », qui exclut l'action d'un

groupe sans appui, enon profession-

nel», nous indique notre correspon-

dant à Marseille. Dans ces condi-

tions, la police considère que les

différentes revendications (groupe

Occident, Révolution arabe, Djihad

islamique, etc.) parvenues aux jour-

naux régionaux sont fantaisistes. Au-

cone, apparamment, n'apporte d'élé-

ments susceptibles de leur accorder

(Suite de la première page.)

blene du F.L.N.C. sur le continent,

en mai 1983 : les quarante-huit

heures de garde à vue légale suffi-

sent à en arrêter les auteurs. Grande

rafle dans les milieux arméniens, au

petit jour, mobilisant le ban et

l'arrière-ban de la police judiciaire.

l'aéroport d'Orly en juillet 1983:

arsenal saisi, avenx - rétractés par

la suite - de l'auteur, puis, après de

longues filatures, interpellation, le

8 octobre, de Soner Nayir, suspecté

Signe prémonitoire : l'arrestation

a lieu un samedi matin, gare Saint-

d'avoir fabriqué l'engin explosif.

après l'attentat de l'ASALA à

Succès très rapides après la muit

gare de Marseille.

du crédit.

Les enquêteurs de la police judi-

Le premier des deux attentats qui M. Gaston Defferre, ministre de ont été commis dans la soirée du sa- l'intérieur et maire de Marseille, s'est medi 31 décembre 1983 a eu tieu randu dans la soirée sur les lieux de dans le T.G.V. Marseille-Paris. Le l'attentat pour marquer son émotion train à grande vitesse, qui avait à propos d'un acte qu'il qualifie de quitté la gare de Marsaille-Saint-Charles à 17 h 29, traversait la M. Charles Fiterman, ministre des commune de Tain-l'Hermitage, dans la Drôme, à une quinzaine de kilomètres au nord de Valence. L'engin explosif, placé selon les premières constatations dans une soute à bagages, a éventré les deuxième et troisième wagons à 19 h 42. « Nous avons eu l'impression, brusquement, que le train venait de franchir une marche », à déclaré un passager qui voyageait en tête du train. « Le conducteur, a indiqué M. Jean Mingasson, commissaire de la République de la Drôma, a eu une excellente résction qui a évité le pire. Sa décélération a été progressive pour éviter une catestrophe. »

. . . .

- 10

響的。學是

Les secours se sont très rapidement organisés autour du train. Plusieurs personnes prisonnières de l'arnas de tôles brûlées et de fauteuils arrachés ont pu être rapidement dégagées. Les sauveteurs découvraient néanmoins les corps de deux jeunes filles tuées par l'explosion et une vingtaine de blessés, dont quatre grièvement.

Aucune piste

Selon M. René Rouveure, maire de Tain-l'Hermitage, certains éléments ont contribué à atténuer les conséquences qu'aurait pu avoir cet attentat : « L'explosion, a-t-il précisé, s'est produite dans la longue ligne · droite qui précède l'entrée de la gara. De ce fait, le train, majoré sa vitesse élevée (120-140 km/h) n'a pas déraillé. De plus, il n'y avait que trois ou quatre passagers dans la D'autre part, le T.G.V. vensit heureusement de croiser, depuis 45 secondes, un convoi en provenance de Paris.

Moins d'une vingtaine de minutes plus terd, à 20 h 09, une violente explosion avait lieu dans la salle des consignes manuelles de la gare Saint-Charles, à Marseille. De nombreux voyageurs attendaient, à proximité, l'arrivée de perents ou d'amis, La force de l'explosion a provoqué la formation d'un cratère d'un mètre de profondeur. Des gravats ont été projetés sur une centaine de mètres. Une quarantaine de personnes se trouvaient alors dans la salle. Deux d'entre elles seront déchiquetées par la bombe, plus de trente autres blessées. A Marseille comme à Tainl'Hermitage, les secours (infirmiers, médecins et pompiers) s'organisent

DE TERRORISME

cules révolutionnaires, etc.)

• LE 26 FÉVRIER. - Un engin explosif est désemorcé à Marseille dans les locaux d'un établissement où devalt avoir lieu une fête de la

• LE 28 PÉVRIER. - Un attentat revendiqué par l'ASALA (Armée secrète arménieume pour la libération de l'Arméale) détruit le sienne spécialisée dans le tourisme en Turquie, cansant la mort d'une

plosif dans le quartier de la Cayolle, à Marseille.

• LE 7 AOUT. - Un gendarme est toé dans les Landes au cours d'use fusillade avec des militants

général du département de la Haute-Corse, est assassiné près de • Le 30 SEPTEMBRE. - Une

bombe explose au Palais des congrès de Marseille, provoquant la mort d'un homme de trente et an

trente-trois personnes. dont deux grièvement, dans l'attentat par explosif dirigé contre le restaurant le Grand Véfour, à

Enrayer l'engrenage de la peur

Outre les nombreux attentais lles à la politique intérieure (moaremants autonomistes, groupuscompris en Corse, an Pays basque et dans les départements d'outremer, des actions terroristes direrses aut été perpétrées en 1983, sags toujours être revendiquées.

communanté israélite.

siège d'une agence de voyages pariieme secrétaire française. • LE 13 MARS. - Un enfant d'une famille d'immigrés, âgé de

• LE 15 JUILLET. - Un attentat revendiqué par l'ASALA provoque, à l'aéroport d'Orly, la mort de juit personnes.

• LE 13 SEPTEMBRE. -Pierre-Jean Massimi, secrétaire

LE 19 NOVEMBRE - Une explosion criminelle an restaurant parisien l'Orée du bois blesse • LE 23 DÉCEMBRE. ~ Douge personnes sont blessées.

tion. De fausses alertes à la bombe ont également

lye Paris-Alger-Dakar.

La piste islamique

Ce 31 décembre marque peut-être le début d'une époque nouvelle: celle d'un terrorisme plus efficace parce que plus masqué, inquiétant parce que moins lié aux modèles de référence comms. Davantage caractérisé, surtout, par ce que redoutaient les spécialistes occidentaux ces derniers mois : un maximalisme froidement recherché, une obsession à privilégier les cibles à fort effet psychologique, à atteindre les démocraties en des points où l'écho des menrtrissures se répercute loin. Un terrorisme, aussi, qui systématise sa fréquentation de la France, reconnue comme une victime d'excellente tenue du point de vue des auteurs

d'attentats. La prudence des enquêteurs à ne pas accuser sans preuves ni éléments de conviction les honore. Mais l'expérience prouve que la main armant les engins de mort est, la plupart du temps, celle à laquelle on avait spontanément songé. Les erreurs d'interprétation dans l'histoire récente du terrorisme ont été finalement peu nombreuses. Deux hypothèses évidentes peuvent donc être avancées sans trop de risques :

1) L'ASALA L'armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie a de bonnes raisons d'en vouloir à la France. Plusieurs des membres de son réseau européen ont été arrêtés après l'attentat d'Orly commis le 15 juillet. Et si l'on accorde une vertu aux symboles, rappelons que l'un des responsables de l'ASALA pour la France, Sonir Nayer, spécialiste de la fabrication des bombes, avait été appréhendé en octobre, alors qu'il descendait, en pare de Saint-Charles, du train Paris-Marseille. L'ASALA, d'autre part, réclame toujours la mise en liberté de quatre de ses militants arrêtés après la prise d'otages, en 1981, au consulat de Turquie à Paris. Leur procès devrait s'ouvrir à la fin du mois de janvier.

brugghe. Le nom de M. François

Le Mouël, « grand flic »; un temps

en disgrace, circula sans suite.

Constitué en 1982, un bureau de

liaison antiterroriste (BLAT) conti-

me cependant de ce réunir place

Telle est la machinerie qui est

déjà en branle, sans que l'on veuille

au ministère de l'intérieur confirmer

rente avec les avertissements précé-

dents, d'une offensive chite de

- Djihad islamique ». On y a en

effet d'autres priorités : rassurer,

enrayer l'engrenage de la peur quoti-

dienne et du terrorisme exception-

nel, cette machine à produire de

l'insécurité. Mesures classiques

qu'une «logique» folle et criminelle

pourra toujours contourner : rondes

accrues, contrôles renforcés dans les

gares et les aéroports, gardes stati-

ques bien visibles, etc. Cette guerre

officiellement l'hypothèse, cohé-

Beauvau.

Enfin, autre argument en faveur d'une piste arménienne : le rôle des services de renseignements français dans la scission intervenue, en 1983, dans l'organisation clandestine arménienne. La tendance - dure - de l'ASALA reproche à la France d'avoir, même de manière fort indirecte, poussé l'aile « européenne » du mouvement à un certain repli-

Toutefois, cette première hypothèse reste la plus invraisemblable, 'ASALA ayant toujours, jusqu'à présent, mis un soin jaloux à revendiquer rapidement ses opérations.

2) L'intégrisme islamique. Une hypothèse évoquée sans cesse, celle de l'organisation composite, à dominante chiite, Djihad islamique, qui s'est fait connaître en revendiquant les attentats du 23 octobre à Beyrouth contre les troupes américaines et françaises du contingent international; du 4 novembre à Tyr contre l'armée israélienne, et du 12 décembre contre plusieurs installations notamment américaines et françaises.

Cette piste islamique - qui peut comprendre plus largement une intervention iranienne - s'impose à double titre. Le 31 décembre marquait en effet la fin d'un ultimatum de dix jours adressé le 21 décembre à la France après l'attentat, revendiqué par Djihad islamique, commis le jour même contre un poste militaire français. « Les forces françaises et américaines doivent auitter Beyrouth dans un délai de dix jours. faute de quoi nous provoquerons un véritable tremblement de terre sous leurs pieds. . Les auteurs du communiqué ne présisaient pas, toutefois, où la terre, au Liban ou dans les pays d'origine des armées désignées. allait trembler.

La peur des kamikazes

Cet attentat répond aussi à une crainte forgée ces dernières semaines et largement répandue par les autorités, les opinions publiques française et américaine. Celle des camions fous des kamikazes chiites qu'on craignait de voir lancés contre des installations militaires ou civiles.

Celles qui entraînera un brusque sursaut de protection de la Maison Blanche et de l'Elysée, des casernes et des bases aériennes et de certains objectifs considérés comme névral-

La France et les Etats-Unis ont affiché plus qu'une peur sérieuse, attestée par des rapports de police ou des indices concrets. Les fantasmes de mort ont peut-être constitué davantage encore le lit de ces deux attentats. Diihad islamique, appellation générique aux contours encore imprécis, peut avoir simplement précipité ses noirs desseins en choisissant un moment fort de la vie occidentale, et en particulier française, pour justifier la réputation qui avait précédé cette démonstration de

Qui, en définitive, peut-être responsable du double attentat de la Saint-Sylvestre? Les enquêteurs, à la différence des années précédentes, redoutent de ne pas l'apprendre par voie de communiqués de revendication. L'ASALA, Djibad islamique, en fait toute autre organisation terroriste née ou à naître, ont assimilé quelques vérités expérimentées par leurs aînées, qu'il s'agisse de la génération européenne des poseurs de bombes ou de la violence des extrémistes palestiniens. Quiconque signe un attentat se désigne, s'affaiblit donc, en permettant aux sociétés européennes de ne pas souffrir d'une meurtrissure plus grave encore que celle du sang : l'ignorance. L'incapacité de jauger l'adversaire, de savoir de quels côtés viennent les cours et de mettre en mouvement leur processus - lourd et lent - d'autodéfense.

Le groupe Abou Nidal, par exemple, a beaucoup perdu de son pouvoir de faire peur, donc de sa force, lorsque, après plusieurs attentats, en 1981 et 1982, certains des mystères concernant ses objectifs et ses méthodes ont été percés et certains de ces membres, si prompts a avouer leurs crimes, arrêtés. Il fallait s'attendre qu'une nouvelle génération trouve plus d'efficacité à s'imposer la discrétion et à s'auréoler du poids du silence.

PHILIPPE BOGGIO.

DANS LA PRESSE PARISIENNE :

«Bons baisers de l'ayatollah»...

Des khomeinystes? des Arméniens? ou des extrémistes? Roger Pourteau, qui, dans l'Humanité, dénonce • les tueurs de l'ombre •, fait preuve d'une grande prudence sur l'origine des attentats... - La situation actuelle, remarque-t-il pourtant, incite à s'interroger sur la nature d'un certain nombre d'attentats et sur l'identité de leurs véritables instigateurs qui, dans un passé récent se recrutaient encore parmi les filières de l'extrême droite. L'éditorialiste de l'Humanité est le seul à évoquer cette piste. Avec plus ou moins de formes, les autres commentateurs voient dans ces attentats la main de l'organisation de Djihad islamique. - En tête du hit parade des malades capables d'envoyer leurs vœux à coup de T.N.T., berit Vincent Lalu dans le Matin, il y a certes les Iraniens et les autres chiites du Djihad islamique. - Revendication a priori puisque « ceuxlà au moins avaient annoncé la couleur. Le Quotidien de Paris est plus catégorique : il ne voit, dans les déclarations gouvernementales, que de pitoyables et vains exorcismes

nous connaissons parfaitement (...) Dominique Jamet, a nommé Khomeiny. - Ce sont, estime-t-il, les bons vœux de Téhéran avec les bons baisers de l'ayatollah ».

Le Figaro titre sur «l'Etat impuissant -. Tout en admettant l'absence de - protection-miracle en matière de terrorisme ». Gérard Nirascou voit dans le téléscopage entre ces attentats et le message du président de la République « le symbole d'un Etat affaibli, incapable de faire face. -

- Mitterrand, estime en revanche Serge July dans Libération, est parvenu à prendre les tueurs à contrepied. Le président de la République, s'exprimant à la télévision sept minutes après le premier attentat. - n'a pas eu, d'après Serge July, à changer un mot de son intervention ». « Même la réponse à l'ultimatum du Djihad était prévue : Nos soldats rentreront chez nous, mission remplie - (...), un comble pour des terroristes; cette fois-ci, ils n'artiveront même pas à provoquer un discours de Mitterrand qui leur soit spécialement consacré. .. Écrit le directeur de Libération.

LES RAMES DU T.G.V.

Une résistance à beaucoup d'épreuves

C'est la deuxième fois en moins de trois ans qu'un T.G.V. fait l'objet d'un attentat. Et c'est la deuxième fois qu'il fait, en ces circonstances, montre de sa solidité - et de sa sécurité. A Tainl'Hermitage, pas plus qu'à Montereau, l'explosion n'a fait dérailler la rame. Même si, dans les deux cas, les charges n'avaient pas été disposées sur un organe vital du train - un bogie par exemple, - l'effet mécanique de l'explosion n'a pas entraîné de grave déséquilibre de la

trajectoire. Il faut dire que les essais auxquels se livre la S.N.C.F. présiablement à la mise en service de tout matériel - et ce fut encore plus vrai dans le cas du T.G.V. permettent en général de repousser très loin son point de rupture en cas d'accident. Les constructeurs s'en préoccupent de teur côté, mais la S.N.C.F., aurtout, dispose à Vitty-sur-Seine d'un centre d'essais très spécial dans lequel on a torture a non seulement les prototypes, mais aussi des matériels en service prélevés au hasard sur les lignes, afin de s'assurer qu'its vieillissent bien.

De la sorte, peuvent être calculés avec une grande précision - et le cas échéant, améliorés,. - la résistance au déraillement d'un bogie, d'une voiture, d'un wagon, ou d'une motrice, les ca-

pacités extrêmes de freinage, ou les aptitudes à absorber, à des vitesses données, les chocs frontaux ou latéraux. Ainsi le plancher de tout le matériel roulant de la S.N.C.F est-il capable de résister à un effort de comression de 200 tonnes. Quant aux vitres frontales des motrices du T.G.V. elles sont conques pour tenir jusqu'à mạch 2...

Le degré de fiabilité des essais réalisés par la S.N.C.F. est tel que leurs conclusions ont une veleur internationale. La qualité de ses matérials explique leur longévité et le succès des équipements français à l'étranger - encore que certains réseaux les trouvent, précisément, trop résistants, trop sophistiques, et donc trop coûteux.

Tous ces tests ne portent cependant que sur des incidents ou accidents afférents aux condi-. tions a normales > d'exploitation. Les ingénieurs de la S.N.C.F. conviennent que le cas de figure de l'attentat n'est pas reterru à ce niveau, la nombre de situations possibles étant alors à peu pres infini, puisqu'il dépend de la nature et de la position de la charge. Une simpasse » que compense donc en partie la qualité d'ensemble du matériel.

J. SNL

Charles, à Marseille, quelques Christian Prouteau, le gouverneheures avant une cérémonie en ment est revenu à une répartition l'honneur du T.G.V. Paris-Marseille, des rôles plus classique. dont la marraine est l'épouse de Les résultats des services de M. Gaston Defferre. Enfin, à la mipolice « traditionnels » comme les nombreuses « affaires Barril » n'y novembre 1983, après la mort, en octobre, d'un militant extrémiste itasont évidemment pas étrangers. lien lors d'un hold-up de banque à Cette réorientation en faveur de la Paris, les policiers parisiens s'apprêpolice nationale faillit même être taient à interpeller en flagrant délit symbolisée par la nomination d'un quelques rescapés de la mouvance coordonnateur de la lutte antiterroction directe et du terrorisme itariste auprès du directeur général de la police nationale, M. Pierre Ver-

lien, reconvertis dans le droit commun alimentaire. Des révélations inexactes et inopportunes, assuret-on, auraient empêchê l'opération. Ces résultats tangibles associent la brigade criminelle de Paris, qui avec sa section antiterroriste (SAT) dirigée par le commissaire Jean Dikran Tchividjian, regroupe des

spécialistes incontestés; les renseignements généraux, dont on 2 pu noter la collaboration étroite, en ce domaine du moins, avec la police judiciaire ; et la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), quand il s'agit de militants étrangers. Seul service actif à avoir bénéficier de créations de postes et d'une augmentation de moyens au budget de 1984 du ministère de l'intérieur, la D.S.T., dont la mission traditionnelle est théoriquement la lutte contre les menées de puissances étrangères sur le territoire national, voit son rôle accru. Tout simplement parce que le terrorisme international est une continuation de la guerre et de la diplomatie par d'autres

moyens, bref un terrorisme d'Erat. S'intéressant de près aux activités islamiques intégristes en France, la D.S.T. est à l'origine de l'expulsion, la semaine dernière, de trois diplomates, puis de cinq étudiants iraniens, suspectés de faire partie d'un réseau terroriste, constitué autour d'associations culturelles ou religieuses. De même, ses rapports ontil conforté l'inquiétude des responsables politiques - notamment de M. Defferre, qui ne la cachait pas à ses visiteurs - depuis les attentats de Beyrouth, fin octobre, contre les contingents américain et français. Leur religion était saite : début 1984, serait, comme l'été 1982, une période difficile.

Le troisième niveau concerne la coordination de cette action diversifiée. Après avoir priviligié, par choix de la présidence de la République, une mission placée directement à l'Élysée, sous la responsabilité du chef d'escadron de gendarmerie

se gagne aussi par l'apparence. EDWY PLENEL.

Un triple défi

face à la puissance maléfique que

L'image des cinquante-huit cercueils alignés dans la cour d'honneur des Invalides commençait à s'estomper, mais pas souvenir de ces militaires morts à Beyrouth, le 23 octobre, après qu'un camion-suicidebourré d'explosifs eut percuté contre leur cantonnement.

Menacante, l'organisation Diihad islamique, en accordant, le 22 décembre. « un délai de dix jours aux forces françaises et américaines pour qu'elles évacuent le territoire libenais, faute de quoi un véritable tremblement de terre aura lieu sous leurs pieds », n'avait sans doute pas assez retenu l'attention.

M. François Mitterrand, pour sa part, présentait sur le petit écran ses vœux aux Français. Le président de la République rappelait : « Au Liban, où nous faisons notre devoir, c'est de nous que t'on attend, de part et d'autre, la sauvegarde des vies humaines. (...) Mission remplie, nos soldats rentreront chez eux. >

Voilà pour le contexte. Le gouvernement redoutait assurément un « passage à l'acte ». Témoin les précautions prises pour assurer le protection de l'Elysée et d'autres bâtiments. Un triple défi a répondu, samedi soir, à ces craintes. .

Défi au chef de l'Etat, dont l'allocution, comme on allait l'ap-

prendre, à eu lieu entre les deux explosions meurtrières. Défi au ministre de l'intérieur, maire de de l'attentat de la gare Saint-Charles, est visée, ainsi que luimême. Défi à la France, aussi, touchée par la mort de quatre personnes, le soir du réveillon. Ce triple défi, par les symboles visés. allait assurer aux terroristes un maximum de publicité.

Une publicité sans autre vocation que de diffuser de la peur. puisque les auteurs de ces attentats he se soucient apparemment pas de signer leur forfait. Comme s'il se suffisait, pour l'instant, à lui-même.

LAURENT GREILSAMER.

MÉDECINE

UNE LOI POUR RÉGLEMENTER L'EXPÉRIMENTATION DES MÉDICAMENTS SUR L'HOMME

La France souhaite mettre de l'ordre dans les rapports entre l'industrie pharmaceutique, le corps médical et les patients volontaires

Un avant-projet de loi relatif à toute expérimentation du médicament sur l'hommme, sain ou malade, est actuellement à l'étude au secrétariat d'État à la santé. Il fera prochainement l'objet de réunions interministérielles et pourrait être présenté à la session de printemps de l'Assemblée nationale.

Codifiant les rapports entre l'industrie pharmaceutique, le corps médical et les patients volontaires, il aligne la France sur la plupart des pays industrialisés, comble un vide juridique dénoncé depuis quelques années et apporte plusieurs correctifs au système actuel. En garantissant la sécurité minimale des personnes sur lesquelles sont pratiqués les essais des médicaments, le texte, tel qu'il se présente, bouleversera bon nombre d'habitudes.

Les questions relatives à l'étude du médicament font, depuis plusieurs années, l'objet d'une attention croissante de la part des pouvoirs publics. En octobre 1981, M. Jack Ralite, alors ministre de la santé. charge le professeur Dangoumeau (Bordeaux) d'une mission sur les essais médicamenteux et la pharmacovigilance. M. Dangoumeau remet un rapport, à bien des égards accablant, en février 1982. Il est ensuite nommé directeur de la pharmacie et du médicament, en remplacement de M. Jean Weber. Un an plus tard, il indique qu'une réflexion est engagée au sein du gouvernement, sur la nécessité de légiférer à propos de l'expérimentation des médicaments sur l'homme, qu'il soit sain ou malade (le Monde daté 6-7 février 1983). Pourquoi?

Pour être mis en vente dans les pharmacies, un médicament doit obtenir, en France, une autorisation de mise sur le marché (A.M.M.). En d'autres termes, il lui faut passer à travers les mailles très ténnes d'un filet scientifique et réglementaire. Objectif; ne mettre sur le marché (et ne laisser rembourser par la Sécurité sociale) que des substances dont l'innocuité d'abord. l'efficacité ensuite, ont été parsaitement établies. Les études physico chimiques, toxicologiques et pharmaceutiques. d'abord réalisées sur l'animal, le sont toujours ensuite sur l'homme. C'est ici que le bât blesse.

Sans évoquer les objections philosophiques (certains moralistes n'admettent, en toute rigueur, que l'expérimentation sur soi-même), tous les observateurs notent en France de graves lacunes. «La plupart des spécialistes, peut-on lire dans le rapport du professeur Dangonmeau, estiment que l'expérimentation sur les volontaires est actuellement illégale en France. (...) La réalité est que certaines expérimentations sont quand même effectuées, mais celleslà le sont de manière quasi clandestine, et avec un sentiment d'irrégularité. Ni leur intérêt, ni leur qualité, ni leur nécessité ne sont assurés ou contrôlés. Tous les spécialistes savent au'en cas d'accident (...) les assurances pourraient ne pas jouer, et que le problème pénal serait posé. »

Situation d'antant plus compliquée que, depuis l'affaire Cambier (1), comme le souligne le professeur Dangoumeau, «il ressort que toute expérimentation ayant pour but de vérifier les propriétés d'un produit susceptible de saire l'objet d'une demande d'A.M.M. [essais pré cliniques] doit suivre la procédure d'une telle demande ». Or les laboratoires n'expérimentent jumais qu'en espérant que la substance étudiée deviendra un jour un médicament. Ils ne sont pas pour autant disposés à suivre pour chaque substance la lourde procédure de l'A.M.M. Si on n'enregistre, somme tonte, compte tenu des précautions prises, que fort peu d'accidents, il n'en reste pas moins que les essais pré cliniques, « toujours hasar-

En Europe

deux », sont aujourd'hui éthique-

ment et scientifiquement critiqua-

Rédigé par un groupe interministériel et soumis à plusieurs séances de concertation avec les partenaires concernés, le projet de loi, s'il est adopté, aura pour conséquence d'aligner la France sur la réglementation européenne. L'unanimité n'est pourtant pas obtenue sur la nécessité d'en venir à un texte législatif. Ainsi, le Conseil national de l'ordre des pharmaciens préférerait voir traiter toute cette matière par voie régle-

Tel qu'il se présente, le projet comporte deux points majeurs. D'une part, il sait explicitement référence - sans le définir, toutefois au - consentement libre et éclairé du sujet », d'autre part, en cas de litige à propos d'un dommage qui aurait été subi par le sujet, la charge de la preuve appartiendra à l'auteur de l'essai. En d'autres termes, ce sera au fabricant de démontrer que son produit n'est pas nocif. « Quand on connaît en pharmacologie, explique le docteur Louis René (Conseil national de l'ordre des médecins). la fréquence et la variété des effets secondaires, ce point pourrait avoir des conséquences considérables. » Le débat amorcé au sein du Conseil supérieur du médicament a clairement montré que ce dispositif, sait l'objet de positions tranchées alors que syndicat et représentants des consommateurs sont pour, le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique le qualifie de « pervers - et y est opposé.

Autre question épineuse : qui délivrera l'autorisation d'entreprendre un essai? Dans une première version, le texte précisait : « Avant d'entreprendre un essai, son auteur doit obtenir l'autorisation délivrée par le ministre chargé de la santé, sur avis conforme d'un conseil d'éthique régional. . Après qu'une majorité du Conseil supérieur du médicament se fût prononcée contre cette disposition, on a retenu la solution de l'avis du conseil d'éthique régional, suivi de la notification aux pouvoirs publics. « Il s'agit là, com-

mente M. Jean-Pierre Cambier (Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés), d'une dissérence essentielle. La responsabilité des pouvoirs publics ne sera pas assez engagée. En effet, ces der-niers seraient dessaisis de leur responsabilité constitutionnelle. - faute de moyens -, nous a-t-on dit au ministère. Mais en quoi les conseils régionaux disposeraient-ils de plus de moyens que le minis-

Rémunérations clandestines

Outre leur rôle et les divergences qui pourraient survenir avec le Conseil national d'éthique, récemment mis en place par M. François Mitterrand, la composition des conseils régionaux d'éthique posera problème. Ces instances, dont le statut n'est nullement désini (2), seront-elles ouvertes aux monvements des consommateurs, ou réservées aux professionnels de la médecine et du médicament? C'est un décret qui répondra à cette question.

Autre interrogation: les rémunérations, problème récemment abordé par le conseil national de l'Ordre des médecins. Aujourd'hui, celles-cì, quoi que clandestines, existent bel et bien. Les fonds recueillis par les expérimentateurs sont habituellement versés à des « caisses noires ... association loi de 1901. En règle générale, cet argent constitue un volant de manœuvre fort utile pour la bonne marche des services hospitaliers. Mais, dans le même temps, l'hôpital et les caisses de sécurité sociale, par ailleurs bailleurs de fonds (remboursement des actes de biologie, de radiologie, d'exameus complémentaires, etc.), ne recoivent rien directement. Ce système peut aussi, en théorie, donner lieu à la constitution, à des fins plus ou moins avouables, de « tiroirs secrets * (3).

Or si le projet de loi aborde bien la question de la rémunération entre « sujet » et « auteur », il n'évoque pas les rapports financiers « moralement condamnable », seion l'Ordre, entre « auteur » et « expérimentateur ». Le professeur Dangoumeau estimait pourtant dans son rapport, qu'un contrôle apparaissait - indispensable - et que - les frais occasionnés à l'hôpital pour la pratique des essais thérapeutiques, devraient être reconnus et remboursés ». La mise en place du budget global et les impératifs actuels de restriction des dépenses de santé ne devraient en rien modifier cet objectif. Sera-t-il

atteint par voie de décret ? De quelles garanties disposerat-on par ailleurs pour faire que la rémunération n'incite en aucune manière le sujet à prendre des risques inconsidérés. Le principe même d'une rémunération ne va-t-il pas à l'encontre de la notion de « consentement libre et éclairé ». On explique à la direction de la pharmacie et du médicament que l'administration a souhaité élaborer en même temps que le projet de loi, les grandes lignes des textes d'application qui le compléteront. Ces textes ne sont pas

encore consus. JEAN-YVES NAU.

(1) Du nom de M. Jean-Pierre Cambier, pharmacien licencie des laboratoires Jean-Roy Freyssinge (Pithiviers). pour s'être opposé à ce qu'il estimait être une interprétation laxiste des textes réglementaires sur l'expérimentation humaine. La procédure qui s'ensuivit a duré onze aus, et nécessité deux pessages en cour de cassation. M. Cambier était soutenu par la C.F.D.T.

(2) Seuls quelques grands centres hospitalo-universitaires (à Paris, Lyon et Marseille) disposant déjà de comités d'éthique.

(3) Le rapport Dangoumeau rappelle que ce système - a donné lieu à de sévères observations de la part de la Cour des comptes, and a imposé un certain nombre de redressements ».

LE TEXTE DE L'AVANT-PROJET

Avec l'accord du conseil d'éthique régional Le texte de l'avent-proiet de

nistères (affaires sociales et solidarité nationale, santé, industrie et recherches, consommation, justice). Il n'a pas au départ été présenté comme un projet de loi. de manière à pouvoir être plus aisément modifié. Dans l'esprit de ses auteurs, il s'applique aux suiets sains comme aux sujets malades, à toutes les phases de l'expérimentation.

Le texte définit les essais comme « toute administration de médicaments ou de substances destinées à le devenir, dans le but d'évaluer leurs propriétés et leurs activités thérapeutiques ainsi que les conditions de leur autorisation ». Il fixe les conditions et les limites des ces essais, et définit comme auteur des essais «toute personne sollicitant une autorisation de procéder auxdits essais », comme expérimentateur ∢*tout docteur en mé*decine disposant des qualifications et titres nécessaires, ainsi que les moyens matériels et techniques adaptés qui assurent la direction et la surveillance clinique des essais », et comme suet « la personne sur laquelle est

pratiqué un essai ». Point important, tout essai ne peut être réalisé qu'avec le consentement libre et éclairé du sujet. Corollaire : « Le sujet peut

è tout moment interrompre l'esloi a, au départ, été élaboré par sai en cours, sans avoir à justifier un groupe de travail comprenant cette décision. Il n'encourt de ce des représentants de divers mi- fait aucune responsabilité et pré-

> Le texte précise qu'« aucun essai ne peut être effectué sur des personnes détenues et des personnes au service de l'auteur de l'essai, sauf si celui-ci est fait dans l'intérêt de leur santé ». Et aussi que «l'essai doit faire l'objet d'une convention écrite entre le sujet et l'auteur de l'expérimentation. La convention fixe notamment les modelités de la rémunération éventuelle ». « Avant d'entreprendre un essai, peut-on lire, son auteur doit obtenir l'accord d'un conseil d'éthique régional et le notifier au ministre chargé de la santé. »

> Point majeur, « tout dommage subi par le sujet, du fait de l'essai, est réparé par l'auteur dudit essai (...). En cas de litige, la charge de la preuve appartient à l'auteur de l'essai et le cas échéant, à l'expérimentateur ». Enfin, un décret déterminers notamment eles modalités relatives au recueil du consentement du sujet, à l'établissement et au fonctionnement des conseils d'éthique, à la qualification de l'expérimentateur, aux conditions financières des essais ainsi qu'aux modelités par lesquelles il est fait appel aux personnes qui vont se soumettre à l'essei ». ·

« Il faut à la France deux, trois enfauts par famille »

déclare M. François Mitterrand au cours de la visite d'une maternité

M. François Mitterrand a fait le samedi 31 décembre, une visite surprise à la maternité de l'hôpital Antoine-Béclère à Clamart (Hautsde-Seine) et à la maison de retraite de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne). Accompagné de M. Joseph Françasblique, le président a visité la maternité de Clamert, sous la direction du professeur René Frydman, coauteur de la première técondation-trancaise

in vitro. Interrogé sur la signification de ce geste, M. Mitterrand a répondu : « C'est une matemité où l'on est tout à fait en avance parmi les techniques modernes, où l'on a cherché et réussi à humaniser au maximum. Le père est, généralement là, admis, reconnu. Toutes les conditions sont créées pour que cet événement difficile et en même temps heureux pour une famille se déroule dans de bonnes conditions psychologiques.

C'est une matemité très bien tenue, et j'ai voulu la voir pour que cala serve d'exemple à beaucoup d'autres. Je sais que ce n'est pes la seule, bien entendu.»

fents per famille.»

«Dans toute la France, a ajouté le président de la République. il v a des médecins, des infirmiers, des administrateurs qui veillent à ce que les matemités répondent à notre attente. Je veux aussi donner la signification du véritable intérêt de catte association de bornes volontée et de compétences : il faut qu'il y ait des enfants en France : plus les familles sauront qu'elles seront bien reçues, bien soignées, que c'est pour elles un événement dont elles tirerant le meilleur, plus il y aura d'enfants. » «Bien entendu, a conclu le chef de l'Etat, cela relève de la décision des parents, mais il n'en reste pas moins qu'il faut à la France deux, trois en-

RÉGIONS

Qui profitera du développement des activités tertiaires ?

M. Mauroy veut des bureaux pour les régions

M. Chirac souhaite les garder à Paris

Il était fatal que la politique de décentralisation rallume, sur un point ou sur un autre, la vieille guerre entre Paria et la province. C'est fait. Le terrain est, cette fois, celui de la localisation des nouvelles activités du secteur tertiaire. Derrière ce terme, aussi vaste que flou, qui se fait aujourd'hui dans les bu-

Le tertisire, c'est le domaine des cols bismes qui fourmillent dans les services publics, les banques, les assurances, les services de direction et de gestion des entreprises, les bureaux d'ingénierie, les départements d'informatique, les organismes de recherche, etc. Ces employés et cadres sont de plus en plus nombreux : alors que les gros bataillons des agriculteurs et des ouvriers s'effilochent. ceux des « bureaucrates » s'épaississent. D'un recensement à l'antre ces derniers out recruté 1 200 000 personnes de plus.

Le secteur des services - autrefois tenu pour simple intendance est aujourd'hui l'un des plus dynamiques. Non sentement il résiste mieux à la crise que les vieilles industries, mais il jone un rôle d'entrainement. On observe que les trois régions - Re-de-France, Rhône-Alpes et Centre - où les emplois tertiaires sont les plus florissants, sont aussi celles qui ont le moins de chômeurs.

Naguère, tous les maires de France révaient de 20nes industrielles. Aujourd'hui, ils parlent prudemment de zones d'activités. Demain, ils réclameront des «pôles tertiaires ». Autrement dit, les bureaux apparaissent comme un giscment plus prometteur que les ate-

M. Jacques Chirac, maire de Paris, n'a pas été le dernier à s'en apercevoir. Or, à son grand désespoir, il constate que précisément les programmes de bureaux neufs se raréfient dans sa ville. L'atelier parisien d'urbanisme qui dépend de l'Hôtel de Ville puis la Chambre de commerce, lui out, tour à tour, fait tenir des rapports qui sont autant d'avertissements. Selon les données fournies par la DATAR elle-même, le gouvernement autorisait en mètres carrés de bureaux neufs à Paris au cours des années 1971 à 1973. Or. durant les années 1981 à 1983, les agréments sont tombés à 21 000 mètres carrés par an. Huit fois moins.

Pour la capitale, les inconvéniants d'un tel freinage sont multiples. Les entreprises du bâtiment, déià franpées par le raientissemnt de la construction de logements, n'ont même pas l'espoir de se « refaire » en édifiant des immeubles de bureaux. La pénurie de locaux décourage les grandes sociétés étrangères.

Hémorragie

Est-ce un hasard si vingt-quatre des trente-cina firmes qui, en six ans, ont choisi la France pour installer leur Q.G. ont opté pour la périphérie de la capitale et la province? En trois décennies Paris a déjà perdu le quart de sa population et une bonne partie de son industrie. Hémorragie préoccupante, car la taxe professionnelle payée par l'industrie, le commerce et les services représente la moitié des ressources fiscales de la ville. La municipalité espérait se rattraper sur les bureaux dont chaque mètre carré rapporte-250 francs par an en taxe professionnelle. Espoir en grande partie décn. Enfin, les possibilités d'emploi s'amenuisent dans Paris intra-muros.

Fidèle à sa tactique de harcèlement du pouvoir, M. Chirac attribue la responsabilité de cette situation à la DATAR dont il juge le système « dissuarif, archalque et muisible ». Devant un auditoire de promoteurs, il lançait récemment : - Je suis excédé par des décisions aussi stupides que tatillonnes ».

Il est vrai que la réglementation. actuelle fait obstacle à l'installation de grandes entreprises dans Paris. Tout projet concernant plus de 1 000 mètres carrés de bureaux doit faire l'objet d'une double autorisation : pour les locaux vides, puis pour leurs occupants. Ceux-ci sont ensuite tenus d'acquitter une taxe qui en moyenne se monte à 400 francs par mêtre carré et il est prévu que ce « péage » sera prochainement porté à 600 francs et même à 1 200 francs pour certains quartiers : de quoi doucher bien des enthousiasmes.

Mais ni ces mesures ni le comité: de décentralisation qui les applique ne sout une invention de la gauche. Le système dénoncé par le maire de Paris a été monté il y a seize ans et

encouragé par lui jusqu'à son élection à l'Hôtel de ville. On oublie ansai que pour freiner l'extension des buteaux jugée excessive dans les années 70, le Conseil de Paris a approuvé, en 1975, un plen et un coefficient d'occupation des sois qui out largement contribué à décourager

Les conséquences de cette politique voulne à la fois par l'Etat et par la Ville sont magistraiement illustrés per un déménagement actuellement en cours. En 1981, deux compagnies d'assurances - La Préservatrice et la Foncière - fusionness. Comment. unifier deux systèmes informatiques et amaigamer deux mille employés lorsque les hommes et les ordinateurs sont disséminés dans buit immeubles? Les dirigeants de la compagnie cherchent 21 000 mètres carrés de bureaux d'un seul bloc. A Paris c'est introsvable. Pourrait-on an moins rénover les vieux immetibles haussmanniens? Les archirectes consultés présentent un devis exorbitant. La Préservatrice-Foncière est condamnée à « émigrer ». C'est la condifion sine que non de sa modernisation, de son adaptation à l'informatique, de sa survic tout court.

Les grimaces du maire de Paris

La DATAR suggère de décembraliser les services dans plusieurs métropoles régionales. Ce serait compromettre la fusion toute récente et fragile. Marne la-Vallée ?

La direction fait la moue et les syndicats menacent de monter au crénean. Restait la dernière usur de la Défense prévue pour un bôtel. La compagnie d'assurances devra s'es accommoder. Paris va donc perdre deux mille emplois et près de 7 millions de francs par un de taxe profes-

On comprend one M. Chirac fasse la grimace et proposé de renverser la vapeur. Comment? D'abord en modifiant le POS de Paris et le coefficient d'occapation det sols de certains quartiers. Il s'apit de rendre possible et même attractive la construction de bureaux. Les urbanistes de l'Hôtel de Ville vont en outre insérer des programmes de bureaux dans les secteurs à construire ou à réhabiliter. Un groupe de travail présidé par M. Barthélemy Reymand, le directeur de la construction de la Ville. va étudier dans le détail les mesures à prendre. Les conseillers de Paris connaîtront see propositions avant eté prochain.

Déjà, le maire fixe des objectifs. Profitant du plan de rééquilibrage de Paris vers l'Est, il propose d'édifier dans le croissant oriental de la capitale 30 000 m² de bureaux par an pendant dix ans. Lors du vote du budget municipal pour 1984, il a place la barre encore plus hant : 150 000 m³ de bureaux par an dans Paris. Pour atteindre cet idéal il faudrait des terrains, des promoteurs et des acheteurs.

Il fandrait surtout convaincre les

pouvoirs publics de multiplier par sept le chiffre actuel des agréments délivrés par la DATAR. Or le gouvernement a sur ce sujet des idées toutes différentes car il raisonne au niveau de l'Hexagone. Après la décentralisation des industries, enconragée depuis vingt ans par la DA-TAR, voici la décentralisation politique et administrative. Les élus régionaux, départementaux et locaux sont en train d'endosser de nouvelles responsabilités. M. Pierre Mauroy vent, en toute logique, faciiter et accompagner ce transfert en développant à présent le terriaire dans les villes de province. Les régions font sigure de sousléveloppées puisque les bureaux n'y occupent que 55 % de la population active, contre 67 % en Ile-de-France. Pas étonnant quand on songe que près de quatre cents des cinq cents. plus grandes entreprises de France ont leur siège en région parisienne. Bref. M. Chirac veut des bureaux à Paris alors que M. Mauroy les sonhaite silleurs. Et comme la DATAR dépend directement de Matignon.

Il est donc clair que le maire de Paris n'attendra ses objectifs que dans l'hypothèse d'un retour au nouvoir de lui-même et de ses amis. Mais alors, les intérêts de Parispasseront de encore dans son esprit avant ceux de la nation ? Il est probable que non. Les élus de la capitale ne doivent pas se bercer d'illasions : quels que soient les hommes au pouvoir. Paris ne connaîtra ou une croissance modeste de ses acvites tertiaires

MARC AMBROISE-RENDUL

EN BREF

Mikel Goikoetxea est mort

Bayonne. - Mikel Goikoetxea. vingt-sept ans, réfugié basque, victime d'un attentat, mercredi 28 décembre, à Saint-Jean-de-Luz (le Monde du 31 décembre), est mort, dimanche soir, à l'hôpital Pellegrin de Bordeaux.

Une voiture correspondant au sienalement de celle utilisée par le commando auteur du meurtre avait été trouvée en fin de semaine près de Bilbao (province de Biscaye). Le GAL (Groupe antiterroriste de libération), qui a revendiqué deux meurtres en l'espace de dix jours, a annoncé qu'il s'attaquerait, cette semaine, aux citoyens français accueillant les réfugiés basques. -(Corresp.)

Libération d'un enfant kidnappé en Italie

Un enfant âgé de neuf aus. Rocco Lupini, enlevé le 18 mai avec sa mere. Mme Fausta Rigoni. quarante-deux ans, a été relâché par ses ravisseurs, le 1º janvier, près de Oppido-Mamertina (Calabre). L'enfant, qui est en bonne santé, a été détenn pendant sept mois. Il a été retrouvé au même endroit que sa mère, libérée le 22 décembre pour hâter le versement d'une rançon. Selon la police, la rancon (3 milliards de lires, soit 16 millions de francs) aurait été versée samedi.

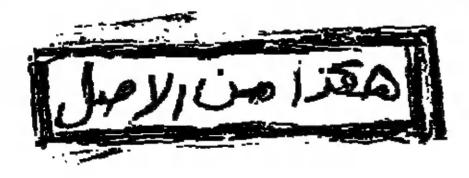
Le père d'Aline Aran écrit à M. Badinter

Le docteur Marcel Labarbe. d'Arcachon, père d'Aline Aran, vient d'adresser une lettre ouverte au ministre de la justice à propos de l'assassinat, en octobre, des époux Aran

Il attire l'attention de M. Robert Badinter sur le fait que Lionel Cardon, inculpé pour ces meurtres, avait bénéficié, en mai 1983, d'une libération conditionnelle. Le docteur Labarbe renouvelle sa demande exprimée dans une lettre du 25 novembre - au sujet des sanctions prises contre les magistrats qui avaient décidé cette libération.

Le père de M= Aran estime, dans ce texte, qu'on fait en général trop de cas du sort des malfaiteurs emprisonnés, alors que les responsables de la sécurité méconnaissent les problèmes des victimes.

M. Badinter a répondu personnelleraent à cette lettre. Il a icint à son courrier sa réponse, le 30 décembre, à l'Assemblée nationale, à une question de M. Edouard Frédéric-Dupont (R.P.R.). Le garde des sceaux rappelait alors que la libération conditionnelle de Cardon avait été signée par le directeur des affaires criminalles et des grâces après un avis savorable du comité consultatif des libérations conditionnelles.



ELECTRON NFORMATH FORMATIONS EF HUMES DANS LA

MIVERS DE LA D

TANK WY WITH

- 13

1. 3 Wr 44

12 000 kilomètres et beaucoup d'argent

Cette épreuve est devenue le terrain

d'affrontement des grandes marques automo-

biles. Pour sa première apparition, Porsche a

engagé l'équipage Jacky Ickx-Claude Bras-

Cent quatorze motocyclettes, deux cent cinquante-trois automobiles et trente et un pris dimanche l'1 janvier, place de la Concorde à Paris, devant une foule de plu sieurs dizaines de milliers de personnes, le départ du sixième Paris-Alger-Dakar pour un pays: l'Algérie, le Niger, la Haute-Volta, la

Jean-Pierre Jabouille fait le

«Dakar». Ancien pilote de for-

mule 1, aucun constructeur ne l'a

engagé depuis son accident dans le

Grand Prix du Canada en 1980. Ce

n'est pas pour céder à la mode; plu-

tôt pour prouver qu'il a toujours sa

place dans le circuit. Thierry

réjouir : une vedette dans le rallye,

qui n'en compte pas beaucoup, ne

peut qu'améliorer l'image de mar-

que du Paris-Dakar. Jabouille, pour-

tant, n'avait jusqu'ici ménagé ni

l'organisateur de l'épreuve ni les

concurrents : «Un rallye de gara-

gistes; personne n'avance... - L'an

dernier, le spécialiste des mono-

places avait participé à une partie

du rallye comme pilote de la voiture

d'un journaliste. Il a été intéressé.

Pour réussir, il faut, avait-il dit

alors, « des qualités morales et phy-

siques. Bref. Jabouille a cédé à

l'attrait du Paris-Dakar, comme le

chanteur Michel Sardou, qui est son

copilote; et comme le spationaire

A la portée des concurrents qui

ont trouvé des commanditaires, le

rallye n'est pas financièrement tou-

iours accessible aux amateurs. Les

droits d'engagement, notamment,

ont augmenté dans des proportions

importantes. Ils s'élevaient en 1983

à 7500 F pour une moto, à 15 000 F

pour une auto, à 22000 F pour un

camion. Ils étaient, cette année,

pour chaque engin; de 10.000,

20000, et 25000 F, soit une aug-

publier Auto-Moto, Jacques Pothe-

rat, ancien concurrent et journaliste,

indique que ces droits ont augmenté

Retrouver l'odeut de l'encre.

celle du pupitre et de la craie-sous

le grand tableau noir. Retrouver

surtout le chemin de l'école pour

revoir on découvrir tous ces objets

familiers qui-ont servi à former plusieurs générations d'enfants

depuis le début du vingtième siè-

cle. C'est ce qui sera bientôt

permis dans le Val-d'Oise où le

conseil général, à l'unanimité, a

décidé de subventionner la création

Un musée qui aura pour cadre

un établissement scolaire datant de

1903 au oœur de la ville nouvelle

de Cergy-Pontoise. Une façon

comme une autre de relier le passé

à l'avenir. Ce musée de l'école sera le premier musée départemental

après la création à Rouen du

musée national de l'Éducation et

malgré quelques unitiatives indivi-

duclies, tels que l'exposition de

mobiliers dans une classe désaffec-

tée de Chartres, l'écomusée de

Montceau-les-Mines ou encore la

d'un musée départemental de

Dans un article que vient de

mentation moyenne de 26 %.

Jean-Loup Chrétien.

131

- 12

12

constructeur allemand sera le grand favori de 233 % pour une moto et de 316 % pour une auto entre 1979, première édition de l'épreuve, et 1984! Compte tenu du coût des véhicules, de la traversée maritime entre Sète et Alger, du billet de retour de Dakar à Paris, des frais de nourriture, d'assurances et d'essence, le budget minimum d'un concurrent à Sabine, l'organisateur, peut se moto s'élève à 60000 F; celui d'un équipage d'une automobile à 200 000 F. a condition toutefois d'accepter de placarder sur son engin la publicité imposée par l'organisateur. Dans le cas contraire, le concurrent n'a pas bénéficié des tarifs préférentiels pratiqués à un

> groupe par le transporteur. Les journalistes eux-mêmes n'ont pas échappé au système inflationniste pratiqué par Thierry Sabine, qui réclamait 35000 F pour suivre l'épreuve. Difficile d'accepter de payer ce prix-là, qui, de beaucoup, ne correspond pas au service rendu.

Retombées économiques

Personne ne s'étonne plus alors du ossé qui se creuse entre professionnels et amateurs. Lada, engagée par son importateur français Jean-Jacques Poch, a misé gros pour enlever la première place, qui fui a échappé de peu en 1983. Le budget de l'écurie, dont la plus grande partie est absorbée par le « Dakar », sera, cette année, de 6 millions de francs. Quatre équipages participent an railye avec des prototypes 4x4, d'un poids de 1 100 kilos, d'une puissance de 240 Ch. Ils sont assistés par une dizaine de personnes, trois véhicules et un avion. Porsche, avec ses

Un musée de l'école dans le Val-d'Oise

La célébration du centenaire de

l'École publique en 1981 permettra

d'en sauver quelques uns grâce à

une exposition de matériel scolaire

décidée par le conseil général et

l'inspection d'académie. L'objectif

était alors de « montrer la conti-

nuité de la notion d'éducation de

l'enseignement primaire à travers

les ages et en réponse au besoin national d'une scolarisation des

masses populaires -. A l'époque,

trois salles de classes avaient été

reconstituées et une dizaine de

vitrine aménagées avec des

manuels, des cartables, des

ier scolaires.

d'une épreuve que convolte également Lada, Côte d'Ivoire, la Guinée, la Sierra-Leone et le Range Rover, Mitsubishi

Assistance.

Le Paris-Dakar des motocyclettes donners également lieu à un affrontement entre R.M.W., Yamaha et Honda. B.M.W. a confié cette fois à Hubert Auriol ane moto qui a une puissance supérieure de 40 ch à celle de ses seur; vainqueur l'an passé sur Mercedes ; le rivaux pour renouveler ses succès de 1981 et

effectué 102 heures de vol. soit une

dépense de 400 000 F, qui ont été,

en partie, remboursés par S.O.S.-

quantaine de blessés sérieux à cha-

que rallye. Jean-Paul Minguels.

blessé à la tête en 1982, après un vol

plané d'une quarantaine de mètres,

a été victime, l'année suivante, de

plusieurs chutes successives. Il a été

rapatrié avec un traumatisme crâ-

nien, tel un boxeur qui ne se remet

pas d'un banal K.O. Aussi graves

que soient ces accidents, ils ne sont

rien si on les compare aux morts

enregistrés lors du rallye depuis

quelques années: Ursula Zentsch,

journaliste : Bert Oosterbuis.

motard néerlandais: un jeune

Malien en 1982; Jean-Noël Pineau

Dans un quotidien ivoirien

« LES NOSTALGIQUES

DE L'AFRICA KORPS

rien Frateridié-Matin, sous le ti-

tre: . Le grand cirque ., a pu-

blié, samedi 31 décembre, une

présentation de la course Paris-

Dakar laissant transparaître une

certaine irritation devant ce que

l'auteur de l'article n'hêsite pas

à désigner comme « le dernier

refuge pour les nostalgiques de

l'épopée de Lawrence d'Arabie

contact entre les participants et

les populations africaines lors de

la course et l'importance des

sommes en jeu, le quotidien ivoi-

rien estime qu'« en France c'est

la période creuse de fin d'année, c'est la trêve en football, en

rugby, les Oscars sont distri-

bués, alors les médias se sont

tournés vers ce grand cirque qui

se Joue sur le continent africain

sans les Africains . organisé

par - un grand maitre: Thierry

Sabine, qui, tel Lawrence d'Ara-

bie, chevauche à la tête de son

armada, tout de blanc vêtu, une

longue écharpe immaculée flot-

Ce · feuilleton annuel », doit

« respecter le jardin africain ».

tant au vent du désert -.

souligne

Déplorant le manque de

ou de l'Africa Korps ».

Abidjan. - Le quoditien ivoi-

GILLES MARTINEAU.

On compte, en moyenne, une cin-

quatre roues motrices, d'un poids de 400 kilos, d'une puissance de 230 Ch. n'a pas une infrastructure différente. Les retombées économiques sont assurées. Lada a enregistré en 1983 une progression de ses ventes de 67 %. Porsche attend du rallye un acquis technique en vue de développer une quatre roues

motrices qui lui permette de partici-

per de nouveau au championnat du

monde des rallyes.

Pour les écuries moto, les budgets sont à peine moins importants. Yamaha parle de 1,5 million de francs; B.M.W. de 2,5 millions, Honda, avec cinq motos, de près de 3 millions de francs. Les adversaires de cette dernière écurie estiment cependant que ce chiffre est nettement sous-évalué, compte tenu de l'importance de son assistance et des quinze jours de reconnaissance effectués dans le Ténéré. « De toute façon, la mise peut être multipliée par 10 en cas de victoire », précise Jean-Claude Olivier, l'importateur

et l'un des pilotes de Yamaha. Paris-Dakar apparaît pourtant en période de crise économique comme un immense gaspillage. Le matériel, de plus en plus sophistiqué, défile au rythme d'une incomprébensible sarabande devant des populations sous-développées. « Faux débat, entend-on sur le rallye. L'Afrique n'a pas les mêmes besoins que l'Europe. » Cette année, 6 tonnes de nourriture seront distribuées. Prenons-en acte.

Les médecins de l'association Cap 480, dirigés par le docteur Hubert Lasnier, travaillent bénévolement. En 1983, l'hélicoptère mis à leur disposition par l'organisation a

EDUCATION

RUGBY.

Le Sud-Ouest gagne la Coupe des provinces

La trêve des confiseurs et la proximité du réveillon n'ont pas empêché la sélection du Sud-Ouest (Périgord-Agenais) et celle de l'Armagnac-Béarn-Bigorre de disputer très sérieusement la finale de la Coupe des provinces, samedi 31 décembre à Montauban. Avec son ossature de club (douze Agenais), le Sud-Ouest a prosité de son homogénéité pour s'imposer 15 à 7, pour la première sois en finale, grace à trois pénalités de Vilquin et deux drops de Delage. Leurs adversaires ont réussi un essai par Rongleras et une pénalité

Créée pour remplacer les traditionnels matches de sélection avant le Tournoi des cinq nations, cette Coupe des provinces est devenue un trophée très convoité. Désormais, les participants ne jouent plus pour se mettre en valeur mais pour gagner. Entraîneur de l'Armagnac-Béarn-Bigorre, Bertrand Fourcade envisage des rassemblements mensuels la saison prochaine pour préparer l'épreuve. Une évolution qui inquiétait un peu Albert Ferrasse, le président de la Fédération: « Ce fut un match sérieux, qui m'a rappelé davantage une rencontre de tournoi qu'un match de sélection. Viril, certes. mais d'une parfaite correction. Alors, il ne faudrait pas, par excès de

A signaler l'intéressante initiative d'Antenne 2 qui avait doté l'arbitre d'un micro, donnant ainsi, en direct, ses décisions aux joueurs, et aux téléspectateurs.

régionalisme, faire maintenant la guerre des provinces. »

TENNIS

Martina Navratilova millionnaire en dollars

Avec quinze tournois gagnés et une seule défaite (à Roland-Garros contre Kathy Horvath), en quatre-vingt-six matches, Martina Navratilova termine nettement détachée, avec 3900 points, le circuit féminin 1983 devant Chris Evert-Lloyd (2214), Andrea Jaeger (1695), Joe Durie (1640) et Sylvia Hanika (1615).

Cet ensemble de performances en tournois officiels lui a permis de gagner 1456000 dollars, soit trois fois plus que Chris Evert-Lloyd (430000 dollars). Martina Navratilova a plus gagné en 1983 que le Tchécoslovaque Ivan Lendl, premier chez les hommes avec 1 287 000 dollars. A vingt-sept ans, elle s'est adjugé plus de 6 millions de dollars en compétition depuis le début de sa carrière. Bjorn Borg, Jimmy Connors et John McEnroe n'ant pu en

Catherine Tanvier, la meilleure Française, termine 1983 à la trente-quatrième place (644 points) et sigure au trente-deuxième rang pour ses gains, avec 69'000 dollars. Yannick Noah et Henri Leconte ont gagné respectivement 393 000 et 144 000 dollars.

Athlétisme

- CORRIDA -Le Brésilien Joao da Matta a gagné la traditionnelle corrida de la Saint-Sylvestre, disputée dans les rues de Sao-Paulo, en devançant le Colombien Tibaduiza et le Tanzanien Badie. Le marathonien français Jean-Pierre Charbonnel a terminé vingt-sixième. Chez les dames, la favorite, la Portugaise Rosa Motta, s'est imposée. Son

en précédant les Français Gonzalez et Hockey sur glace PONDUS CUP

compatriote Fernando Mamede a rem

porté la corrida de Houilles (Yvelines)

L'équipe de France a rempossé la Pondus Cup, disputée du 27 au 29 décembre à Copenhague, en battant successivement la Hongrie (8-3), le Danemark (4-2) et la Bulgarie (11-5).

Patinage de vitesse

CHAMPIONNAT DE FRANCE Hans et Marie-France van Helden ont conservé leur titre de champions de France de patinage de vitesse all round

Déclare KLEIN, comme auteur princi-pal en qualité de directeur de publication, STORKOEL, comme complice, coupables du délit de diffamation publique envers un fonctionnaire public, délit prévu et réprimé par les articles 29 alinéa 1, 31 alinéa 1, 42 et suivants de la loi du 29 juillet 1881, et ce en raison d'un article paru dans le quotidien « L'ALSACE » du 5 décembre 1981, sous le titre - Trafic international de cigarettes : un contrebandier tessinois accuse le haut fonctionnaire de la D.N.E.D. inculpé à

PUBLICATION JUDICIAIRE

Condamention pour diffemention envers M. Roger SAINT-JEAN, directeur adjoint des Dommes

Extrait des Minutes du Tribunal de

Grande Instance de Paris d'un jugement rendu le 1 février 1983 par la 17 Cham-

Par ces motifs

- Condamne KLEIN à la peine de 200 F d'amende ; STORKOEL à la peine

Mulhouse ., ci-dessus analysé;

de 1 200 F d'amende. Statuam sur l'action civile, condamne solidairement STORKOEL et KLEIN à payer à M. SAINT-JEAN Roger, la somme d'UN FRANC à titre de dommages et inté-

 Ordonne l'insertion du présent juge-ment aux frais de STORKOEL et KLEIN, au choix de la partie civile, dans trois journaux, sans que le coût de chaque insertion puisse dépasser la somme de CINQ MILLE FRANCS:

» Déclare la société « L'ALSACE » civilement responsable des tieux préposés ; Condamne KLEIN et STORKOEL

- Fait et jugé en audience publique de la 17 Chambre, le 1º février 1983. Signé : CLAVERY -.

ETRAVESERVICE TELEX • 347.21.32

(toutes distances), le ler janvier, sur l'anneau olympique de Grenoble. dien. - (A.F.P.).

quoti-

Aujourd'hui, l'objectif reste le reconstitution d'écoles anciennes même pour les promoteurs du dans le Morbihan. musée, qui étaient hier les organi-sateurs de l'exposition. Ils ont reçu Nous faisons du sauvetage. -M. Paul Rivière, inspecteur dépar-

maquettes d'écoles nouvelles.

JANVIER 1984

ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE

LES FORMATIONS EFFICACES

JEUNES DANS LA CRISE : L'UNIVERS DE LA DÉBROUILLE

> COMMENT UTILISER LES CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

temental à la retraite, est le soutien du Centre de documentation pédagogique et du conseil convaincu du bien-fondé de son général, qui leur a octroyé une entreprise. Aux côtés d'autres fonctionnaires de l'éducation nationale, subvention: 20 000 F en 1983. Alain Richard, député, maire de il est à l'origine du projet val-Saint-Ouen-l'Aumone - une des d'oisien. Depuis des années, avec quinze communes supports de la nostalgie, il assistait, impuissant, au rachat, par les brocanteurs de ville nouvelle. - avait des le mois la région, du matériel et du mobide mai proposé un de ses établissements - l'école du Centre 2 pour abriter les futures collections.

Tous les ingrédients de la réussite sont réunis : l'école date de 1903, avec cour et préau et huit classes sculement fonctionnent sur les seize salles existantes, pour un pen plus de deux cents élèves. Les autres salles sont occupées par le service de rééducation psychomotrice, par le cabinet médical, les archives, le travail manuel ou encore la télévision. « Aucune école ne dispose d'un tel espace-, précise Paul Rivière. Et le projet n'a besoin que de trois salles!

Seule ombre au tableau: maigré un consensus général, certains enseignants de l'école et notamment la directrice, Max Fretigny, ont tenté en vain de s'opposer au projet. «Il faut défendre l'espace vital de chacun de nos enfants», «on veul transformer notre école en musée», écrivaient-ils dans des pétitions. Aujourd'hui, ils font contre mauvaise fortune bon cœur. De réunion en réunion pour expliquer le choix de la municipalité, -la flèvre est tombée -, si l'on en croit Alain Richard, tandis que la directrice, elle, s'estime placée tout simplement davant le fait accompli: le musée aura ses trois salles et le logement de fonction inhabité, tandis que l'école en contrepartie récupérera une classe dans l'établissement voisin et sera dotée d'une bibliothèque.

La municipalité a toutefois décidé de passer une convention de cinq ans avec le conseil général: +on ne peut connaître l'évolution de la population», reconnaît le maire, Alain Richard. De quoi rassurer les enseignants et les parents d'Elèves.

Pour mener à bien les recherches de ce patrimoine scolaire dans chaque établissement du département, l'inspecteur d'académie a détaché le directeur d'une autre école de Saint-Ouen-l'Aumône. M. Serge Lesmane. Déjà, parmi les objets retrouvés: des photographies, des lanternes à projection, deux tables de 1890 avec ardoises intégrées, des panneaux éducatifs de sciences naturelles, des tableaux muraux, des compendiums, des cahiers. Un sauvetage qui se traduit sur le papier par un inventaire, tandis que les organisateurs de l'exposition de 1981 mettent la dernière main à un catalogue qui rapellera la manifestation aux nosralgiques de l'école primaire.

JACQUELINE MEILLON.

UN NUMERO EXCEPTIONNEL

• RADIOSCOPIE DE VOTRE PORTEFEUILLE

- 1500 conseils au banc d'essai.
- Notre opinion sur 400 valeurs pour 1984.
- · SOCIAL: VRAIS CHOMEURS, FAUX EMPLOIS l'échec de la gestion sociale de la crise.
- POLITIQUE INTERIEURE : défaite sociale mais succès politique pour la CGT. Université : une loi qui n'arrange rien.
- POLITIQUE ETRANGERE : l'Occident renforce le pouvoir militaro-industriel de Moscou.
- ENTREPRISES : Air Inter : scénario pour l'avenir.

LE 1er HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

La diplomatie armée

JANVIER

- 11-12 CORÉE DU SUD-JAPON : M. Yasuhiro Nakasone effectue la première visite officielle d'un chef de gouvernement japonais en Corée du Sud depuis la guerre. Tokyo accorde à Scoul une aide financière de 4 milliards de dollars.
- 13-18. FRANCE-AFRIQUE: M. Mitterrand, pour son troisième voyage en Afrique noire, se rend au Togo, au Bénin et au Gabon.
- 17. NIGÉRIA : Le gouvernement de Lagos décide d'expulser les étrangers « installés illégalement - au Nigéria, ce qui provoque l'exode de centaines de milliers de personnes vers les autres Etats de la région, en particulier le Ghana.
- 17-20. ETATS-UNIS-JAPON: Visite de M. Nakasone à Washington. Tokyo a autorisé, le 14, la vente aux Etats-Unis de technologies à usage militaire.
- 18. NAMIBIE : L'Afrique du Sud reprend le contrôle de l'admimistration namibienne après la démission, le 10, de M. Dirk Mudge, président depuis 1978 du « conseil des ministres » intérimaire de Windhoek.

- 24. ITALIE: Vingt-cinq membres des Brigades rouges, jugés pour l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro en 1978, sont condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité.
- 25. C.E.E. : L'accord sur une politique de la pêche est signé entre les Dix à Bruxelles.
- 25. MAROC : Le général Ahmed Dlimi, proche conseiller du roi Hassan II, meurt dans un accident de la circulation. Le correspondant du Monde à Rabat, qui avait mis en doute la version officielle de l'accident, est expulsé du Maroc le 6 février.
- 26. PÉROU: Huit journalistes péruviens sont assassinés, dans le département d'Ayacucho, par des paysans qui les avaient pris pour des guérilleres de Sentier lumi-
- DEUX. 27-28. - FRANCE-MAROC: visite officielle de M. Mitterrand au

FÉVRIER

6. - PARAGUAY: Le général Alfredo Stroessner, au pouvoir depuis vingt-huit ans, est réélu président de la République avec 91 % des suffrages.

- ISRAEL: La commission gouvernementale d'enquête sur les massacres de Sabra et de Charila, en septembre 1982 à Beyrouth, met en cause la « responsabilité personnelle » de M. Begin dans le rapport final qu'elle lui remet. Le général Sharon, invité à démissionner par la commission Kahane, accepte, le 11, de quitter le ministère de la désense, où il est remplacé par M. Moshe Arens, mais est maintenu, le 13, au gouvernement comme ministre sans portefeuille.

- 11. F.M.L: Les ressources du Fonds monétaire international sont portées de 66 à 98,5 milliards de dollars pour faire face à l'endettement excessif de nombreux pays en voie de développement. 12. - C.E.E.-JAPON: Le Japon
- accepte de réduire ses exportations vers l'Europe de dix produits, dont les magnétoscopes. 13. - CHYPRE: M. Spyros Kyprianou est réélu président de la République avec 56,54 % des
- 20. INDE: Les élections en Assam, boycottées par 70 % des électeurs et remportées par le parti de M= Gandhi, sont l'occasion de très violents affrontements entre Assamais et Bengalis. Plus de quatre mille personnes, en majonité des femmes et des enfants, auraient été massacrées.
- SÉNÉGAL: M. Abdou Diouf est réélu président de la République avec 84 % des suffrages. Aux élections législatives, le parti socialiste, avec 80 % des voix, obtient 111 des 120 sièges.
- BRÉSIL: Le F.M.I. accorde quelque 6 milliards de dollars de crédit au Brésil, qui a obtenu, le 25, un prêt de 4.4 milliards de dollars auprès de banques commerciales internationales. Suspendus en mai par le F.M.I., les versements reprendront fin novembre après l'adoption par le Brésil d'un nouveau programme de redressement.



(Dessin de CAGNAT) Leurs alliés libéraux (F.D.P.).

25 sièges.

de cinq ans.

avec 34 sièges (- 19), se main-

tiennent au Pariement où 27 dé-

putés Verts font leur entrée. L'op-

position social-démocrate

(S.P.D.), avec 193 fins, perd

7-12 - NON ALIGNÉS : Au

septième sommet des pays non ali-

gués, réuni à New-Delhi, M. Fidel

Castro transmet la présidence du

mouvement à M= Indira Gandhi.

9. - YOUGOSLAVIE : L'am-

bassadeur de Turquie à Belgrade

est assassiné. Les deux Arméniens

anteurs de l'attentat, titulaires de

passeports libanais, sont arrêtés.

10. - INDONÉSIE : Le général

Subarto, candidat unique, est

réélu président de la République

par l'Assemblée populaire consui-

tative pour un quatrième mandat

MARS 2-9. - VATICAN: Voyage de Jean-Paul II dans les sept Etats de l'Amérique centrale et en Harri.

- 5. AUSTRALIE : Le parti travailliste, dirigé par M. Bob Hawke, remporte les élections législatives, battant ainsi la coalition conservatrice conduite par M. Malcolm Fraser, au pouvoir depuis 1975. M. Hawke forme, le 10, le second gouvernement travailliste depuis la guerre, dominé par les modérés.
- 6. R.F.A. : Victoire du chancelier Helmut Kohl aux élections législatives anticipées : les chrétiens-démocrates associés aux chrétiens-sociaux (C.D.U.-C.S.U.) obtiement 244 (+ 18) des 498 sièges du Bundestag.

- 13. ZIMBABWE : M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition, se réfugie à Londres, alors que, dans la région du Matabeleland, ses partisans sont pourchassés par l'armée, qui serait responsable de plus d'un millier d'assassinats de civils depuis la mi-janvier. M. Nkomo regagnera son pays le 16 août.
- 14. OPEP: Les treize pays producteurs de pétrole membres de roper décident la première réduction officielle du prix de référence, de 34 à 29 dollars le baril. Pour 1983, la production est plafonnée à 17.5 millions de barils par jour et des quotas sont fixés par pays.
- 15. BRÉSIL : Les gouverneurs Elus le 15 novembre 1982 entreat en fonctions : dans dix Etats sur vingt-deux, les plus peuplés et les plus riches, ils appartienment à opposition.
- 18 GRÉCE: Assessinat de Georges Athanassiades, éditeur du journal de droite Vradpui.
- 19. MAGHREB: Le président algérica Chadli, effectuant une première visite officielle en Tunisie, signe avec le président Bourguibe un traité de - fraternité et de concorde », qui « demeure ouyert à l'adhésion des autres Etats du grand Maghreb arabe -. Le 26 février. M. Chadli s'était entretenu pour la première fois avec le roi Hassan II du Maroc.
- 19. THAILANDE: Le roi Bhumibol dissout l'Assemblée nationale, qui avait reponssé, le 16, une réforme de la Constitution favorable aux militaires. Après les élections du 18 avril, le général Prem Tinsulanond, premier ministre soriant, forme, le 7 mai, un gouvernement reposant sar une coalition de partis du centre et de la droite qui bénéficie d'une majorité de 208 sièges sur 324 à la Chambre.

atriemes à M. Histère lishet pour

s'apposer aux raids lilyeus costre

9. - M. Herau, accusant la Libre

d'être responsible de l'internationali-sation du conflit, amonce l'enroi de

10. - Les forces de M. Hisshee Ha-

bel bracesat Fays-Largess, uses

réoccupent Oun-Chalonha, dess l'est

18. – Début de l'arrivée du détache-

ment militaire français. Fis acid, il

comprend environ trois mills becames

déployés au mord et à l'est de N'Dja-

mens, de façou à délimiter le long de

eninzième persièle une « barrière de

sécurité » su-delà de laquelle une

confrontation franco-libreact pour-

25. - M. Mitterrand explique dres

l'engagement français au Tchad.

OCTOBRE

3-4. - Le dixième soutmet franco-

africain, régui à Vittel, ne permet pas

de dégages un consessus sur le

conflit tchadien, sujet essentiel des

le Monde les raisons et les limites de

rait se produire. ...

soldars français au Teimil.

Fays-Largean

La tension Est-Ouest et le débat sur les armements nucléaires

Les interventions françaises

JANVIER

- 4-5. Le sommet du pacte de Varsovie, à Prague, propose aux pays membres de l'OTAN la conclusion d'un traité sur « le non-recours réciproque à la force et le maintien des rapports de paix ».
- viétique des affaires étrangères, en visite à Bonn, rejette catégoriquement l' « option zéro » (pas de fusées à moveme portée, ni à l'Est ni à POuest).
- 25. Tokyo proteste anprès de PURSS coutre un éventuel transfert de missiles SS-20 du théâtre enropéen vers l'Extrême-Orient. Les propos teams par M. Nakasone à Washington, décrivant un Japon cransformé en « porte-aviors inconlable » face à la puissance militaire soviétique, avaient suscité une mise en garde de Moscou.

MARS

- 23. M. Reagas amponce une extension da programme militaire américais et de nouvelles recherches en matière de défense autimissiles.
- 30. M. Reagan propose, pour retaincer les négociations américanosoviétiques de Genère, un accord intérimaire » prévoyant une réduc-tion « substantielle » des euromissiles déployés ou prévus « à des nireaux égaux des deux côtés ».

AVRIL

19. - M. Rengan présente son nonvean projet de déploiement de missiles à têtes multiples MX, qui seraient remplacés, au début des amées 90, par des missiles à ogire unique, baptisés Midgetman.

MAI

- 3. M. Andropov confirme que FU.R.S.S. est disposée à prendre comme unité de compte des euromissiles non plus les inneurs, mais les ozives nucléaires. Il rappelle sa demande de - prise en considération des forces de dissussion française et britamique, ce qui est jugé « inacceptable - par Paris, Londres et
- 3. Dans une lettre pastorale, les évêques catholiques américaius, rémis à Chicago jugent « immoral » le recours à l'arme nucléaire et demandeut l'« arrêt des essals, de la production et du déploiement » de nogveaux systèmes nucléabres.
- 29. Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis pour le sommet économique de Williamsburg (Etats-Unis, R.F.A., Canada, France, Grande-Bretague, Italie, Japon) adoptent une déclaration qui proclame : « La sécurité de nos pays est indivisible et ne peut être envisagée que de façon glo-

JUIN

- 9-10. Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de POTAN, réunis à Paris pour la première fois depuis 1966, lancent aux Soviétiques un dernier appel à des « négociations constructives » avant le déploiement des euromissiles américains à la fin de 1983.
- 16. Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. appelle tontes les puissances nu-cléaires (U.R.S.S., Etats-Unis,

France, Grande-Bretagne et Chine) à « geler », en quantité et en qualité, tontes les armes nucléaires qu'elles possèdent. Washington, Paris et Londres rejettent cette proposition, qui « perpétuerait le déséquilibre ac-

JUILLET

4-7. - M. Kohl, recu à Moscou par M. Andropov, exprime sa volonté de maintenir le dialogue politique et la coopération économique entre la R.F.A. et l'Europe de l'Est, maleré le désaccord sur les euromissiles.

TUOA

- 18. M. Andropov amponce que l'U.R.S.S. s'engage à ne pas être la première à mottre une arme antisatellite en orbite dans l'espace. 25. - Un nouvel accord américanosoviétique sur les céréales est signé à Moscou pour cinq ans. Le 20, les
- Etats-Unis avaient suppristé les res-trictions imposées depuis cinq aus sur les exportations vers l'U.R.S.S. de machines servant à poser les cléoducs et les gazodacs.
- 27. M. Andropov affirme que les missiles à moyenne portée soviétiques qui seraient retirés d'Europe en application d'un accord à Genève seraient détraits et non déplacés vers

Le 20 janvier, M. Mitterrand

lance, devant le Parlement de

Bonn, un appel au respect de

l'équilibre des forces qui serait

mis en péril par tout « décou-

plage » entre l'Europe et les

Etats-Unis, Il déclare : « La dé-

termination et la solidarité des

membres de l'OTAN doivent être

Le 31 mai, le bureau politique

du P.C.F. estime que la « décla-

ration sur la sécurité » de Wil-

liamsburg risque de « limiter la li-

berté d'action » de la France et

propose, d'autre part, que la né-

gociation de Genève sur les euro-

missiles « soit ouverte à tous les

Le 19 juin, la Fête pour la

paix, organisée à Paris par le

parti communiste et la C.G.T.

sous l'égide de l'« appel des

cent », ressemble de deux cent

cinquante à trois cent mille per-

chais, en visite à Moscou à la

zête d'une délégation du P.C.F.,

sur les euromisailes.

critique les positions de la France

Le 14 juillet, M. Mitterrand af-

firme, sur TF 1, que e tout ce qui

touche à l'indépendance natio-

nale et à l'intégrité du tarritoire

Washington, ni à Genève, mais à

ne se décide ni à Moscou, ni à

Paris et par moi-même ».

Du 11 au 13 juillet, M. Mar-

gouvernements européens ».

clairement confirmées. >

31. - Un Boeing-747 des lignes sudcorécines transportant deux cent soixante-neuf personnes est abatin par des chasseurs soviétiques près de

l'île soviétique de Sakhatine, ce qui suscite une très vive réprobation internationale. M. Reagan amonce, le 5 septembre, dans une allocution télévisée aux termes très durs, des tandis que s'instaure un boycottage des liaisons aériennes entre l'Occident et l'U.R.S.S. Moscou ne reconnaît que le 6 avoir « mis un terme » au voi da Boeing sud-corées, qu'il accuse d'avoir été utilisé par les services de renseignements américains pour une mission d'espionnage. Les

experts conclurout à une erreur de

programmation des ordinateurs de

SEPTEMBRE

- 7-9. Séance de clôture de la conférence sur la sécurité en Europe (CS.CE) rémie à Madrid depuis novembre 1980. Les ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays européens et nord-américains sienstaires des accords d'Helsinki en 1975 entériment le document final adopté le 15 juillet.
- 26. M. Reagan, ouvrant la trentehuitième Assemblée générale des Nations unies, se dit prêt à « se moutrer plus souple » dans la négociation de Genère, potamment en acceptant d'y

Les 6 et 7 août, dix mille per-

sonnes participent sur le plateau

du Larzac à un ressemblement

pacifiste organisé par des mou-

vements sans lien avec le P.C.F.

Le 27 septembre, la C.F.D.T. dé-

cide de s'engager aux côtés de

Le 28 septembre, M. Mitter-

rand, parlant devant l'Assemblée

générale de l'ONU, propose d'

« affecter au développement des

moyens importants qui seraient

dégagés par une réduction pro-

grassive mais méthodique des

en visite officielle en Belgique, af-

firme : « Le pacifisme est à

l'Ouest, les euromissiles sont à

Le 12 octobre, M. Mitterrand,

Les 22 et 23 octobre, la mo-

Le 8 novembre, les évêques

bilisation est faible pour les ma-

français jugent, dans un docu-

ment intitulé « Gagner la paix ».

que la dissussion nucléaire peut

être « moralement acceptable ».

En revanche, les protestants de-

mandent, le 13, « un gel nu-

Le 16 novembre, M. Mitter-

rand analyse, à Antenne 2, la

crise des euromissiles, « la plus

sérieuse » depuis calles de Cuba

ciésire, même unilatéral ».

et de Berlin.

dépenses militaires ».

nifestations pacifistes.

ces mouvements.

englober les avious porteurs d'armes

28. - M. Andropov, dans use déclaration solesmelle lue en son nom à h télévision, qualifie les dernières propositions de M. Rengan de « supercheric » et se livre à une attaque d'une grande violence coutre les « ambitions impériales » et

OCTOBRE

- 4. M. Reagan, pour relancer, à Genève, les négociations START sur les armements stratégiques, propose à Moscou plusieurs formules visant : dimisuer progressivement le nombre des ogives nucléaires.
- 22-23. Denx millions de personnes environ manifestent en Europe de l'Onest coutre l'armement nucléaire : les rassemblements les plus importants ont lieu en R.F.A. (à Bonn Hambourg et Stuttgart), ainsi qu'à Londres, Rome, Bruxelles et Madrid. Le 29, de nouvelles munifestations pacifistes out lieu, en particulier : Copenhague et surtout à La Have, où se rémissent cinq cent mille per-

NOVEMBRE

- 14. Les premiers missiles de croisière de l'OTAN arrivent en Grande-Bretaone sur la base de Greenham-Common: seize sur les cent sobcante prévas y serout installés avant le 31 décembre, de même qu'en Italie (seize sur cent douze), à Comiso, en Sicile. Au total, quatre cent soixantequatre devraient être opérationnels en Europe de l'Ouest en 1988.
- 22. Le Busdestag approuve par 286 voix contre 226 l'implantation de missiles en R.F.A. Les socialistes et les Verts se prononcent contre. Les premiers éléments des Pershing-2 arrivent à partir de 23 en R.F.A. : neuf sur les cent huit prévus seront opérationnels à la mi-décembre.
- Les négociations de Genère sur les euromissiles sont « interrompues » à l'initiative de Moscou. ...
- 24. M. Andropov, dans une décharasoviétique, annonce l'arrêt de « moratoire » déclaré par M. Breiner en mars 1982 sur le déploiement du SS-20, Paccélération de processus d'installation de « missiles tuctiques opérationnels - en R.D.A. et en Tchécoslovaquie ainsi que le déploiement de « moyens soviétiques appropriés (....) dans les zones océaniques et maritimes ...

DÉCEMBRE

- 8. Les Soviétiques décident la suspension sine die des négociations de Genève START ser les armements
- mtercontinenteux. 9-10. - Le conseil atlantique, résul à Braxelles, auponce one les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN seront présents à Stockholm, le 17 juntier 1984, pour l'onverture de la Conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.), affa d'essayer de récabile avec l'Est. - un dialogue politique large et ou-
- 15. ~ Les pays du pacte de Varsovie se retirent des négociations de Vienne M.B.F.R. sur les forces cintaiques en Enrope.

La guerre du Tchad

JUIN

- 24. Faya-Largeau, principale ville du nord du Tchad, tombe aux mains des rebelles dirigés par M. Gonkousi Oueddel, armés et soutenns par la Libye, après de violents combats.
- 28. M. Mitterrand announce que « la France respectera ses engagements, sans limite », tradis que des charge-ments d'armen et de munitions, accompagnés par des « experts civils »

JUNLLET

- 12. Les forces de M. Hissène Hisbré reconquièrent Abéché, ville principale de l'est da pays occupée l'avent-veille par les partisans de M. Goukousi Oceddel.
- 19. Les Etats-Unis accordent as gozvernement tchedien une aide militeire d'argence de 10 millions de doilara. Cette aide sera portée à 25 mil-Bous, le 4 soft.
- 30. Fays-Largeau est reprise par l'armée teludieune. Mais l'aviation libveene intervient en bomberdent la
- TUOA

1. - Paris et Washington amoncent

qu'ils vont livrer des armes anti-

Les Etats-Unis et leur « arrière-cour »

MARS

26. - Un coopérant français, le docteur Pierre Grosjean, est tué au nord du Nicaragua, dans une région où se multipliest les affrontements entre forces sandinistes et commandos veuns du Honduras, sontemes par Washington.

AVRIL

27. - M. Rengan défend, devant les deux Chambres rémies en séance. extraordinaire, sa politique d'intervention en Amérique centrale. Le 28. Il somme M. Richard Stone su poste d'ambassadeur extraordinaire dans cette région.

MAI ...

- 19. Le Conseil de sécurité de PONU. rétai à la demande du Nicarages, adopte à l'unazimité une résolution chargeant le « groupe de Contadora » (Mexique, Colombie, Panama, Venezaela) de trouter me solution aux crises d'Amérique cen-
- 27. Après l'assassinat par la gnérilia, le 25, du sous-chef des conseillers militaires américains an Salvador, Washington assonce Pouverture an Honduras d'un « centre d'entraîncient régional - où des instructeurs américains formerout les soldats salvadoriess à la lutte antiguérilla.

JUILLET

16-17. - Les présidents des quatre pays du « groupe de Contadora », rémis à Cancea (Mexique), adoptest use - déclaration sur la pala en Amérique centrale ». Le Nicaragus, le 19, et Coba, le 26, appor-tent leur soutien à ces propositions. 18. - Le président Resgan nomme M. Heary Kissinger pour diriger

partite de réliexion sur l'Amérique

centrale. AOUT

5. — Des Disactives. conjointes -américano-henduriennes, prévues pour durer six mois, commencent an Hamburas. Près de tint mille militaires américaires ainsi qu'une importante flotte de guerre doivent y participer.

OCTOBRE

25. - Des troupes des Etats-Unio débarquest dans l'Ile autiliaise de la Grennde, où M. Maurice Bishop, premier ministre, proche de Cube, a été destitué, je 13, par les éléments les plus rudicaux de sou parti et tué, le 19. M. Resgan affirme que l'lle était en train, de devenir un < relais de la subversion soviétocubaine dans les pays voisins ». L'intervention est critiquée par la phopart des pays, y compris par les alliés traditionnels de Washington, mais approuvée per la grande majorité des Américains et bien accueillie par les Grenndins. Après une courte résistance des forces cubeines et grenedines, Washington peut aumoneur, le 2 novembre, la fis de soutes les hostilités. Sir Paul Scoon, gouverneur général de la Grenade, forme un gouvernement provisoire, qui outre en fonctions le 15 novembre, taudis que les troupes américaines sont empatriées : sur les six mille boumes, il n'en reste que

DÉCEMBRE

trois cents le 18 décembre.

- Manages, qui a succept des élections pour 1985, précise le a processus electoral a et fait des ouvertures en direction des contrerévolutionnaires. Washington estime que ves « gentes » sont « intéres-State », mais « femillemis »,

ius nagai MINIMONICIES TON

MEGON 315 APEN

. ...

SULMISC SE

是在**有了**我们也没有的

E INTE The first man work to the statement of t

The second second of the second

The same of the sa

the same of the sa And the second s And the second s State of the state Bright Street Street Street A Party of the same of the same of

The same of the sa perallonnel office

All All San Al

CARRIES MAN SANT

1983 A L'ÉTRANGER

20-21 - FINLANDE: Aux élections législatives, le parti socialdémocrate de M. Kalevi Sorsa, premier ministre sortant, remporte 57 des 200 sièges (+ 5). M. Sorsa forme, le 6 mai, un nouveau gouvernement de centregauche avec, pour la première fois depuis sa fondation en 1958, la participation du parti rural, qui, avec 17 élus, a gagné 11 sièges.

21 - C.E.E.: Les parités des huit monnaies qui appartiennent au S.M.E. sont réajustées après que la victoire électorale de M. Kohl en R.F.A. eut été suivie d'une ruée sur le deutschemark. Le franc français et la lire sont dévalués de 2,5 %; la livre irlandaise. de 3,5 %. Le mark est réévalué de 5.5 %; le florin de 3,5 %; la couronne danoise, de 2,5 %; le franc belge de 1.5 %.

22. - ISRAEL: M. Haim Herzog. travailliste, est élu président de l'Etat d'Israel par la Knesset: présenté par l'opposition, il a battn le candidat de M. Begin.

AVRIL

4-5. - BRÉSIL : A Sao-Paulo, des manifestations contre la misère et le chômage, suivies de pillages et de heurts avec la police, font un mort et une centaine de blessés.

5. - FRANCE-U.R.S.S. Quarante-sept diplomates ét représentants soviétiques en France sont accusés d'espionnage et expuisés.

7. - FRANCE-AFRIQUE DU SUD: Le gouvernement français. rappelant qu'il - condamne le système de l'apartheid », interdit aux sportifs amateurs toute relation avec l'Afrique du Sud.

12. - ETATS-UNES: Un Noir, M. Harold Washington, est élu maire de Chicago, la deuxième ville des Etats-Unis.

14. - POLOGNE : Les dirigeants clandestins de Solidarité, avec lesquels M. Lech Walesa s'est entretenu en secret les 9, 10 et 11. confirment leur appel pour des « célébrations indépendantes » de la Fête du travail. le 1" mai.

14-15. - FRANCE-SUISSE Visite officielle de M. Mitterrand en Suisse.

23. - ISLANDE : Les élections législatives anticipées ne dégagent aucune majorité. Après plusieurs autres tentatives infructueuses, c'est M. Steingrimur Hermannsson, chef du parti agrarien (14 élus), qui forme, le 26 mai, un gouvernement de coalition de centre droit avec les conservateurs, qui ont obtenu 23 des 60 sièges du Parlement.

24. — AUTRICHE : Aux élections législatives, le parti socialiste obtient 90 (- 5) des 183 sièges et perd la majorité absolue à l'Assemblée. Le parti populiste emporte 81 sièges (+ 4) et le parti libéral, 12 (+ 1). M. Fred Sinowatz (socialiste) forme, le 8 mai, un gouvernement de coalition socialo-libéral. Il succède à M. Bruno Kreisky, qui dirigeait un cabinet majoritaire socialiste depuis 1971.

25. - PORTUGAL: Le parti socialiste de M. Mario Soares, en obtenant 101 (+ 27) des 250 sièges de la nouvelle Assemblée, remporte les élections législatives anticipées aux dépens de l'Alliance démocratique, coalition de centre droit qui gouvernait depuis 1979. M. Soares forme un gouvernement le 9 juin, avec les sociauxdémocrates du P.S.D., membres de l'ancienne coalition, qui ont eu 75 élus (- 7).

L - POLOGNE: Les manifestations organisées par Solidarité dans une vingtaine de villes sont

un succès, mais un manifestant est toé à Nowa-Huta.

3-7. - FRANCE-CHINE : M. Mitterrand, après une journée au Népal, se rend en Chine.

4. - IRAN : Le parti Toudeh (communiste) est dissous et dixhuit diplomates soviétiques sont expulsés pour «espionnage». Depuis début février, au moins milie cinq cents membres du P.C. iranien ont été emprisonnés, dont la plupart des dirigeants.

6. - R.F.A.: Les «carnets secrets» de Hitler dont l'hebdomadaire Stern avait commence la publication se révèlent un «faux protesque et superficiel> après nne expertise officielle.

17. - C.E.E.: Accord entre les Dix sur la fixation des prix agricoles 1983-1984. La question du

Réveil politique au Chili

Le 11 mai a lieu la première journée nationale de protestation depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1973. D'autres suivront, d'abord organisées par les syndicata, ensuite par les partis politiques interdits: les 14 juin. 12 juillet, 11 août, 8 septembre, 11 et 27 octobre. Au total, plus de soixante-dix personnes seront tuées par les forces de l'ordre et de nombreuses autres emprisonnées. Le général Pinochet, qui affirme qu'il se maintiendre à la tête de l'Etat jusqu'en 1989, fait qualques concessions. Le 10 août, il nomme au ministère de l'intérieur un dirigeant conservateur, M. Onofre Jarpa, qui entreprend d'ouvrir un dialogue avec l'opposition, dialogue qui sera rompu en octobre. Le 18 novembre, une manifestation unitaire de l'opposition rassemble plus de cina cent mille per-

démantèlement des montants compensatoires avait provoqué, en France, depuis le 22 avril, de violentes manifestations de paysans.

20. - AFRIQUE DU SUD: Un attentat, revendiqué par le Congrès national africain (A.N.C.), fait dix-huit morts à Pretoria. En représailles, l'aviation sud-africaine lance, le 23, un raid sur la banlieue de Maputo au Mozambique.

26. - TURQUIE: L'armée turque pénètre en Irak, avec l'accord de Bagdad, pour une opération contre la guérilla burde : gurès une semaine de ratissages, près de deux mille «bandits» sont faits prisonniers.

28-30. - SOMMET DE WIL-LIAMSBURG: Les sept principales démocraties industrialisées adoptent une « déclaration sur la reprise économique ». L'éventualité d'une conférence monétaire internationale est envisagée selon les propositions faites par M. Mitterrand, le 9, devant l'O.C.D.E.

JUIN

 AFGHANISTAN : Le doctem Philippe Augoyard, médecin français capturé par des troupes soviétiques, le 16 janvier, et condamné, le 13 mars, par un tribunal de Kaboul, à huit ans de prison, est gracié. Le 11, il regagne Paris.

7. – NORVÈGE: M. Kaare Willoch, chef d'un gouvernement conservateur minoritaire depuis octobre 1981, forme un cabinet de coalition avec les centristes et les chrétiens populaires.

8-12. - O.U.A.: Après deux échecs à Tripoli, en août et en novembre 1982, le dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'unité africaine se réunit à Addis-Abeba, en l'absence de la délégation sahraquie, qui a accepté de se retirer. L'O.U.A. adopte, le 11, une résolution sur le Sahara occidental qui

- 29. -- Les Etats-Unis et Israël

décident de renforcer leur « coopéra-

tion milituire et politique », à l'occa-

sion de la première visite officielle à

Washington de M. Shamir en tant

DÉCEMBRE

6. - Six personnes sout tuées par

l'excelosion d'un autobus à Jérusalem.

L'attentat est revendiqué par

PO.L.P. En représailles, des vedettes israéllemes bombardent, les 9, 13, 18

et 19, des positions du Fath à Tripoli.

ce qui retarde l'évacuation de

12. - A Kowell, six attendats, done

deux visant les ambassades des

Etats-Unis et de France, fout cinq

morts. Ils sont revendiqués par les

« révolutionnaires » chilites du « Ji-

had islamique » qui avaient déjà re-

tent Tripoli à bord de cina navires

ML Arafat et de ses trouses.

Tyr du 4 novembre.

que premier ministre.

appelle le Maroc et le Polisario à une négociation directe.

- GRANDE-BRETAGNE: Triomphe de Mme Thatcher aux élections législatives. Le parti conservateur obtient 397 des 650 députés, soit la plus forte représentation aux Communes depuis 1945.

- ESPACE : Pioneer-10, sonde spatiale américaine lancée le 2 mars 1972 en direction de Jupiter et toujours en état d'émettre. quitte le système solaire.

16. - U.R.S.S. : M. Iouri Andropov, secrétaire général du P.C. soviétique, est élu président du présidium du Soviet suprême, c'est-à-dire chef de l'Etat.

16-23. - VATICAN-POLOGNE: Jean-Paul II, pour sa seconde visite dans son pays natal, est accueilli par des foules gigantesques au sein desquelles fleurissent des banderoles de Solidarité. Le pape rencontre à deux reprises le général Jaruzelski et recoit M. Lech Walesa, le 23, en

audience < privée >. 17-19. - C.E.E.: Le conseil européen, réuni à Stuttgart, renvoie au sommet d'Athènes en décembre les décisions sur la réforme des mécanismes communautaires et sur l'augmentation des ressources financières de la C.E.B.

20-21. - FRANCE-CAME-ROUN: Visite officielle de M. Mitterrand au Cameroun.

26-27. - ITALIE : Recui de la démocratie chrétienne aux élections législatives anticipées : avec 225 des 630 élus de la Chambre des députés, elle perd 5,4 % des voix et 37 sièges. Mais dans le cabinet de coalition formé le 4 août par M. Bettino Craxi, premier chef de gouvernement socialiste de l'histoire de la République italienne, les démocrateschrétiens occupent la plupart des postes-clés.

JUILLET

14. — BELGRQUE : Un diplomate ture est assassiné à Bruxelles. L'attentat est revendiqué par une Armée révolutionnaire arménienne, incomme jusqu'ajors.

15. - GRÈCE : L'accord sur les bases américaines en Grèce, en négociation depuis neuf mois, est conclu : il prévoit l'évacuation des bases à partir du la janvier 1989.

22. – IRAN-IRAK : L'armée iranienne ouvre un « quatrième front » dans le nord de l'Irak: Depuis son début, en septembre 1980, la guerre iranoirakienne aurait fait près de cinq cent mille morts.

22. - POLOGNE : L'état de guerre instauré le 13 décembre 1981 et suspendu le 31 décembre 1982 est levé à l'occasion de la sete nationale. Une amnistie partielle et conditionnelle est proclamée tandis que la Diète adopte plusieurs lois élargissant l'arsenal de la répression.

27. - PORTUGAL: Cinq terroristes arméniens envahissent l'ambassade de Turquie à Lisbonne l'un est tué au cours d'une fusillade ainsi qu'un policier portugais; les quatre autres sont tués par l'explosion de la bombe qu'ils transportaient, de même-que la femme d'un diplemate turc,

30. - SRI-LANKA : Après des émeutes raciales qui, depuis le 25, auraient fait près de deux mille morts parmi la minorité tamonle. le président Jayewardene dénonce un - complot - inspiré par l'étranger. Trois formations d'extrême ganche sont interdites, et leurs dirigeants arrêtés. Le 4 août, le Parlement vote un amendement constitutionnel qui interdit toute revendication autonomiste.

(Lire la suite page 12.)

Le Liban

question du Proche-Orient

FÉVRIER 14-22. - Réunion du Conseil nationa palestinien, qui donne lien, à Aiger, à un débat passionné entre « modérés : et «radicaux». M. Yasser Arafat dont la réélection à la tête du comit exécutif de l'O.L.P. est entérinée par

et imprécis en vue d'éventuelles négo-

AVRIL

ciations de paix.

10. – Le roi Hussein de Jordanie constate l'échec des discussions engagées avec PO.L.P. pour envisages une participation jordanopalestinienne aux pourpariers de

 10. – Essan Sartnovi, conseiller politique de M. Arafat, est assassiné à Albufeira (Portugal). L'attentat est revendiqué par le groupe palestinien dissident d'Abou Nidel

18. - L'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth est ravagée par l'explosion d'un véhicule piègé : soluçante-trois personnes sout tuées.

MAI

6. - Une dissidence, menée par le colonel Abou Moussa et souteure par la Syrie et la Libye, éclate au sein du Fath, la principale organisation de 17. - Signature de l'accord israélo-

libanais mettant fin à l'état de guerre entre les deux pays et prévoyant le retrait des sorces étrangères du Lihan. Cet accord, aboutissement des négociations ouvertes le 28 décembre 1982, a été obtenu après une suvette entre Jérusalem et Beyrouth effectuée entre le 25 avril et le 8 mai par M. George Shuitz, secrétaire d'État américain. Il est fermement condamné par la Syrie, l'O.L.P. et PU.R.S.S. et ne sera pes ratifié.

MUL

24. - M. Arafat est expulsé de Damas : ses propos, dénoncast, le 21, l'« agression syro-libyenne coutre la révolution palestinienne », ont été jugés calonnieux à l'égard de la Syrie, accusée d'être intervenne militairement aux côtés des dissidents dans les combats intermittents qui les opposent, depuis le 4, aux loyalistes du Fath, encerciés dans la pinine libranaise de la Beksa.

JULLET

. .

23. - Un front de saint national, regroupant l'opposition liberation au gouvernement de Beyrouth, est constitué au Nord-Liban. Dames exprime se estisfaction.

26. - A l'iébron, en Cisjordanie, des incommes masques tirent à l'intériour du collège islamique. Cet attentat, qu provoque la mort de trois écudiants arabes, est attribué à des colons juifs extrémistes.

SEPTEMBRE

1. - L'armée libéraise achève de reprendre le contrôle de Beyrouth-

Ouest après les violents combats de rue qui l'out opposée depuis le 28 août à des miliciens mosulmans.

3-4. - Les troupes israéliennes qu Sud-Liban se replicat derrière la rivière Awali. Dons la montagne du Chouf qu'elles évacuent, les affrontements reprendent entre miliciens chrétiens et druzes, ces derniers fortement soutenus par la Syrie. Après plusieurs jours de très violents comhats, les mi-Ecicus chrétiens sout contraints de se retirer de presque toute la montagne. L'armée libanaise, qui s'était déployée au sud et à l'est de Beyrouth. le long du littoral, intervient à partir da 16 pour défendre la position de Souk-El-Gharh. Elle est appayée dans la butaille par l'artilierie navale

américaine qui bombarde les hatte-

31/X - 4/XL - La conférence interlibanaise, réunie à Genève, demande an président Gemayel de « prendre les mesures et les contacts nécessaires sur la scène internationale » pour la remise en cause de l'accord Israelo-libanais du 17 mai. M. Gemayel se rend saus succès, en novembre et décembre, à Paris, Ryad,

sonnes à Santiago.

NOVEMBRE

3. - Les dissidents palestinieus, appuyés par des forces syriennes et libyennes, lancant use offensive contre les positions de M. Arafat et de ses fidèles, retranchés depuis la fin de septembre dans la région de Tripoli, an nord du Liben.



Dessin de PLANTU.

riens dans le Rient-Mets.

22. — Des avious Super-Etendard francais détraisent des batteries d'artillerie qui pilounaient le coutingent francais de la force multivationale à

- Un accord de cessez-le-feu est coucia an Liban grâce aux efforts de médiation socudiens. Il prévoit le convocation d'un congrès de réconcilistion nationale. Dames refuse one le cessez-le-feu soit contrôlé par des observateurs de l'ONU.

OCTOBRE

. - Le Q.G. des «marines» et le siège d'une compagnie de paracististes français à Beyrouth sont détruits à quelques justants d'intervalle : sur chacun des deux immeubles s'est précipité un camionsuicide bourré d'explosifs. Deux cent quatre-vingt-dix-sept - soldats de la naix » sout thes, done deux conttrente-neul américains et cinquantebuit français.

. - Un camion-suicide détruit le gouvernorat militaire ismélies à Tyr, an Sud-Liban : trente Israélieus et treute-deux Palestiniens et Libanels sout tals. L'aviation israélieune effectue plusieurs missions de représeilles dans des régions du Liban sons contrôle syrien.

 En Syrie, le président Assad est. hospitalisé. Il ne réapparaît en public

 Hult Super-Etendard français effectment un raid contre un camp iraniemes proche de Baalbek. La veille, M. Mitterrand avait affirmé à Antenne 2 que l'attentat de Beyrouth da 23 ectobre « ne resternit pas im-22. - Les combats cessent à Tripoli

clé. Un accord syro-snoudien est conciu, le 25, à Demes : il prévoit l'évacuation par mer des loyalistes du 24. - Jérusalem libère plus de quatre mile cinq cents prisonniers palestinimes et liberate en échange de six soldats israélieus détenus par le Fath.

Paris assure la logistique de l'opéra-tion sous l'égide de la Croix-Rouge

later antique le

où M. Arafat est totalement encer-

et EDOUARD MASUREL

- LE CINÉMA FRANÇAIS Jean-Louis Capitaine Balthazar J.M. Charton

300 affiches des films les plus célèbres illustrent cette histoire du

300 REPRODUCTIONS DONT 100 EN COULEURS 195 F

Les personnalités disparues

JANVIER

 Valérie Valère, écrivain. 11. – Nicolas Podgomy, ancien chef de l'Etat soviétique. 24. – George Cukor, cinéeste

américain. 26. – Georges Bidault, ancien

président du conseil. 27. – Louis de Funès, acteur.

FEVRIER

15. - Waldeck Rochet, secrétaire du parti communiste de **1964 • 1972.** 24. ~ Jacques Benoist-Méchin, historian, ancien

membre du couvernement de . 25. - Tennessee Williams.

4. - Gloria Swanson, actrice

14. - Achille Peretti, membre

30. - George Balanchine, cho-

30. - Muddy Waters, chan-

MAI

25. - Idriss Senousei, ancien

26. – Louise Weiss, écrivain et

féministe, doyenne du Parle-

17. - Affred Fabre-Luce.

teur et guitariste de blues

du Conseil constitutionnel.

américaine.

régraphe.

américains.

roi de Libve.

dramaturge américain.

rendiqué les attentats de Beyrouth du 18 avril et de 23 octobre et celul de MARS 20. – M. Arafat et plus de quatre 3. - Arthur Koestler, écrivain mille combattants palestiniens swit-

britannique.

3. - Hergé, père de Tintin. grees, battant pavillon de l'ONU et 7. - Igor Markevitch, compoprotégés par la marine française. siteur et chef d'orchestre. A Beyrouth, un camion piégé 13. - Louison Bobet, ancien lancé contre un poste du contingent champion evelista.

français fait quizze morts dont ou Maurice Ronet, acteur. solilat français. 15. - Rebecca West, écrivain 22. – M. Arafat, qui a annoncé son et journaliste britannique. intention de reinnear les négociations 18. - Umberto II. ancien roi avec la Jordanie sur le projet de d'Italie. confédération jordano-palestinienne fait escale en Egypte et rencontre le

jours après la pose d'un cœur président égyptien Moubarak au artificiel à Salt-Lake-City. Caire. Cette « réconciliation » est vivement critiquée tant par Esrati que 23. - Armand Lanoux, écripar plusieurs dirigeants palestinicus. vain, secrétaire général de l'Académie française. M. Sandolini, ministre de la défeme italien, reçu par le président Gemayel à Beyrouth, lui annonce la AVRIL

Chronologie établie per PHILIPPE BOUCHER

réduction de arès de la moitié du

contingent itulies de la force multi-nationale.

L'AFFICHE CINÉMA

Iconographie de Jean-Pierre Berthomé

cinéma français, des premiers films à la nouvelle vague. UN VOLUME DE 160 PAGES AU FORMAT DE 22.5 × 30 cm

ÉDITIONS FRÉDÉRIC BIRR

31. - Jack Dempsey, ancien boxeur américain.

 Prince Charles, comte de Flandres, régent du royaume de Belgique de 1944 à 1951. Anna Seghers, roman-

cière allemande. 5. - Jean Freustié, écrivain et critique littéraire. 10. - Fabrice Emaer, fondateur du Palace.

JURLET

7. - Hermann Kahn, futuroloque américain.

8. - Raymond Berrillon, chef du service de politique intérieure du Monde. Georges Auric, composi-

teur. René Fallet, écrivain. 29. - Luis Bunuel, cinéaste. 29. - David Niven, acteur bri-

SEPTEMBRE

10. - John Vorster, premier ministre sud-africain de 1966 à 1978.

25. - Léopold III. ancien roi -des Beiges. 23. - Barney Clark, cent douze 26. - Tino Rossi, chanteur.

OCTOBRE 17. - Raymond Aron, philosophe et journaliste.

NOVEMBRE

5. - Jean-Marc Reiser, dessinateur de bandes dessinées. 7. - Germaine Tailleferre. compositeur.

8. - André Chamson, de l'Académie française. 20. - Marcel Daño, acteur. 27. - Manuel Scorza, ecrivain

péruvien.

DECEMBRE 5. - Robert Aldrich, cinéaste américain. 6. - Lucienne Boyer, chan-

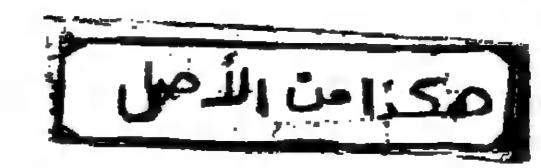
25. - Joan Miro, peintre-espa-

Devenez une lumière en anglais!

75006 Paris - Tel. 325.41.37







(Suite de la page 11.)

AOUT

- 4. HAUTE-VOLTA: Le capitaine Thomas Sankara, ancien premier ministre démis de ses fonctions le 17 mai, considéré comme proche de la Libye, ren-Verse le gouvernement du commandant Jean-Baptiste Oucdraogo, chef de l'Etat depuis novembre 1982.
- 4 NIGERIA : Le président Shehu Shagari est réélu chef de l'Etat. Son parti, le parti national nigérian (N.P.N.), obtient, les 13 et 20, près des deux tiers des sièges de gouverneurs et de séna-
- 7-14. FINLANDE : Les premiers Championnats du monde d'athlétisme ont lieu à Helsinki les Etats-Unis obtiennent 24 médailles, l'U.R.S.S., 23, et la R.D.A., 22. La France n'en gagne
- 8. GUATEMALA : Le général Efrain Rios Montt, président guatémaltèque depuis le coup d'État de mars 1982, est renversé par son ministre de la défense, le général Oscar Mejia.
- 10. SUISSE : Licio Gelli, ancien grand maître de la loge maconnique italienne P 2, s'évade de la prison de Genève, où il était incarcéré depuis septembre 1982.
- 14. PAKISTAN : Début de la campagne de désobéissance civile, lancée par l'opposition au régime militaire du général Zia Ul-Haq. Le mouvement est surtout suivi dans la province du Sind, au sudest du pays.
- 21. MAURICE: Aux élections législatives, l'Alliance tripartite dirigée par M. Ancerood Jugnauth, premier ministre sortant, remporte 41 des 60 sièges.
- 21. PHILIPPINES : Benigno Aquino, principal rival politique du président Marcos, est assassiné dès sa descente d'avion, à son retour des États-Unis, où il était en exil depuis 1980. Près de trois millions de personnes participent, le 31, à ses funérailles. Les mois suivants, les manifestations hostiles au régime de M. Marcos se multi-
- 31. POLOGNE: Les consignes lancées par les dirigeants clandestins de Solidarité et par M. Lech Walesa pour marquer le troisième anniversaire des accords de Gdansk sont suivies dans de nombreuses villes.

SEPTEMBRE

- 15-23. RELGIOUE: Une grève des services publics paralyse le
- 19. SAINT-KITTS-et-NEVIS: L'archipel antillais de Saint-Kitts-et-Nevis, ancien territoire britannique, accède à l'indépendance. Le 23, il devient le 158 Etat des Nations unies.
- 26. ETATS-UNIS: Le 12 mètres autralien Australia-II remporte la Coupe de l'America, disputée à Newport, battant, pour la première fois depuis 1851, le voilier des Etats-Unis.
- 29. MEXIQUE: Le Mexique obtient le rééchelonnement de l'intégrafité de sa dette publique. échue entre août 1982 et décembre 1984 : après l'accord du 26 août, qui portait sur 11,4 milliards de dollars, un nouvel accord est signé concernant 7 milliards

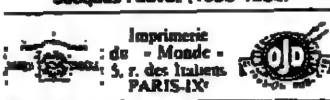
OCTOBRE

de dollars.

- 7. INDE: L'Etat du Pendjab est placé sous le contrôle du gouvernement central alors que de graves attentats, commis par des nationalistes sikhs, ont atteint les forces de l'ordre et la commupauzé hindoue.
- 8. IRAN-IRAK: La France livre à l'irak cinq avions d'attaque Super-Etendard malgré les menaces iraniennes de provoquer la fermeture du détroit d'Ormuz par où passe le pétrole à destination de l'Occident. Le 31, le Conseil de

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant :

André Laurens, directour de la publication Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)



Reproduction interdite de tous articles. souf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, n 57 437 ISSN: 0395 - 2037

sécurité de l'ONU demande une - cessation immédiate de toutes les hostilités dans la région du Golfe . Téhéran, dont les troupes out lancé une nouvelle offensive, le 20, dans le Kurdistan irakien. rejette cet appel.

LES PRIX NOBEL 5. - PAIX: M. Lech Walesa

- (Pologne). 6. - LITTÉRATURE : M. WIL liam Golding (Grande-
- 10. MÉDECINE : Mª Berbara McClintock (Etata-Unis). 17. - ECONOMIE: M. Gérard Debreu (Etats-Unis).

Bretagne).

- 19. PHYSIQUE: MM. Subrahmanyan Chandrasekhar et William Alfred Fowler (Etats-Unis).
- 19. CHIMIE: M. Henry Taube (Etats-Unis).
- 9. BIRMANIE: A Rangoun, un attentat visant M. Chun Doo Hwan, président de la Corée du Sud, provoque la mort de vingt et une personnes dont quatre membres du gouvernement sud-coréen. Le 4 novembre, la Birmanie rompt ses relations diplomatiques avec la Corée da Nord, accusée d'être à l'origine de l'attentat.
- 10. ISRAEL: Après le retrait de M. Begin, le 15 septembre, M. Yitzhak Shamir est investi par la Knesset à la tête d'un gouvernement identique au précédent. Dès le 11, il annonce une dévaluation de 23 % du shekel et de nouvelles mesures d'austérité.
- 12. CHINE: Le comité central du P.C. chinois décide une campagne de « rectification » du style du parti.
- 12-14. FRANCE-BELGIQUE: Visite officielle de M. Mitterrand. en Belgique.
- 19. ESPACE: Le succès du septième lancement de la fusée européenne Ariane, après celui du sixième, le 16 juin, assure son avenir commercial.
- 23. SUISSE: Aux élections législatives. la coalition sortante obtient 167 (- 2) des 200 sièges du Conseil national.
- 27-29. FRANCE-TUNISIE: Visite officielle de M. Mitterrand en
- 30. TURQUIE: 1 330 personnes sont tuées dans un tremblement de terre, au nord-est d'Erzurum.
- 31. ARGENTINE : M. Raul Alfonsin (radical) est élu président de la République en battant le candidat péroniste, M. Italo Luder. Après huit ans de dictature militaire, il entre en fonction le 10 décembre et annonce, le 13, que des poursuites judiciaires vont être engagées contre les membres des forces armées et les terroristes qui ont violé les droits de

NOVEMBRE

- 2. AFRIOUE DU SUD: 66 % des électeurs blancs approuvent par référendum la nouveile Constitution, qui prévoit une présidentialisation du régime et l'association partielle et séparée des minorités métisse et indienne à l'exercice du pouvoir dont la maigrité noire reste exclue.
- 6. TURQUIE: Aux élections législatives, le parti de la mère patrie de M. Turgut Ozai obtient, avec 45.1 % des voix, 211 des 400 députés. Le général Evren, président de la République jusqu'en 1989, approuve, le 13 décembre, le gouvernement libéral formé par M. Ozal.
- 7-10. FRANCE-ALGERIE M. Chadli Bendjedid effectue à Paris le premier voyage officiel d'un ches d'Etat algérien depuis l'indépendance.
- 9-14. ETATS-UNIS-JAPON ET COREE DU SUD : Le voyage du président Reagan au Japon et en Corée du Sud est surtout consacré au renforcement de la coopération stratégique entre

les trois pays.

- 15. CHYPRE: Une « République turque », présidée par M. Rauf Denktash, est créé au nord de Chypre, Ankara est seul à la reconnaître
- 23. ESPACE : Deux cosmonautes soviétiques regagnent la Terre après cent quarante-neuf jours dans l'espace.
- 27. ESPAGNE: Un Boeing-747 de la compagnie colombienne Aviança s'écrase près de Madrid : cent quatre-vingt-upe personnes sont tuées et onze rescapées. Le

- décembre, une collision entre deux avions sur l'aéroport de Madrid fait à son tour quatrevingt-treize morts.
- 27. URUGUAY : Après succès des journées nationales de protestation des 25 août et 25 septembre, plus de trois cent mille personnes manifestent à Montevideo pour le retour à la démocratie.
- 28/XI 8/XIL ESPACE: Pour sa neuvième mission, la sixième pour Columbia, la navette spatiale américaine emporte le laboratoire européen Spacelab qui permet une " moisson d'informations impressionnante ». Auparavant, les trois vols de l'autre navette, Challenger, du 4 au 9 avril. du 18 au 24 juin et du 30 août au 5 septembre, avaient été des réussites complètes.

DÉCEMBRE

- 1. VENEZUELA : M. Jaime Lusinchi, candidat du parti d'Action démocratique (socialdémocrate), remporte l'élection présidentielle. Il succédera le 2 février 1984 à M. Luis Herrera Campins, l'actuel président socialchrétien.
- 4-6. C.E.E.: Le conseil européen d'Athènes ne trouve de compromis ni sur les questions budgétaires ni sur la politique agricole, Les négociations vont se poursuivre, Paris succédant à Athènes à partir du 1e février 1984 à la présidence semestrielle de la Communauté
- 10. NORVÈGE : Mme Danuts .Walesa reçoit à Oslo, au nom de son mari, le prix Nobel de la paix. 11. - BANGLADESH : Le géné-
- ral Ershad, « administrateur de la loi martiale » depuis le coup d'Etat du 24 mars 1982, prociame chef de l'Etat.
- 14. ETATS-UNIS : Le dollar dépasse les 8,47 francs à Paris, où il cotait 6.60 francs le 10 janvier. A la Bourse de New-York, l'indice des valeurs industrielles, qui a augmenté de 65 % en quinze mois en raison de l'amorce de reprise économique, a atteint le 29 novembre le niveau record de 1287,20.
- 15. JAMAIQUE: Aux élections législatives, le parti travailliste (conservateur) de M. Edward Scaga, au pouvoir depuis 1980, obtient les soixante sièges du Parlement en raison du boycottage du scrutin par l'opposition
- 15-17. FRANCE-YOUGO-SLAVIE: Visite officielle de M. Mitterrand en Yougoslavie.
- 16. POLOGNE : L'appel à manifester lancé par la direction clandestine de Solidarité pour l'anniversaire des révoltes onvrières de 1970 est peu suivi en raison du gigantesque dispositif de dissuasion mis en place par les autorités. Dans un discours rendu public le 15. M. Lech Walesa avait dressé un violent réquisitoire contre le régime et proposé un
- programme d'action. 17. - GRANDE-BRETAGNE L'explosion d'une voiture piégée devant les grands magasins Harrods à Londres fait 5 morts et 91 blessés. L'IRA provisoire revendique l'attentat tout en indiquant
- qu'elle ne l'a pas commandité. 18. – JAPON: Le parti libéral démocrate (P.L.D.), au pouvoir depuis 1945, obtient 258 (- 28) des 511 sièges de la Diète aux élections générales provoquées par le refus de M. Tanaka, ancien premier ministre, de démissionner de son siège après une condamnation. le 12 octobre, dans l'affaire des pots-de-vin Lockheed Maigré son revers electoral, M. Yasuhiro Nakasone est réélu premier ministre, le 26, par la Diète. Son nouveau gouvernement maintient la pri-
- mauté du « cian Tanaka ». 26-29. - U.R.S.S. : M. Iouri Andropov, qui n'est pas apparu en public depuis le 18 août, n'assiste pas au plénum du comité central ni à la session du Soviet suprême des 28 et 29. Mais quatre de ses proches sont promus dans les instances du P.C.
- 27. AFRIQUE DU SUD-ANGOLA: l'armée sud-africaine confirme qu'elle a pénétré, depuis le 6, en territoire angolais pour attaquer les bases de maquisards de la SWAPO avant que celle-ci ne lance une offensive contre les forces sud-africaines en Namibie.
- 28. UNESCO: les Etats-Unis annoncent qu'ils se retireront de l'UNESCO à compter du 1er janvier 1985. Washington reproche à l'organisation son « antiaméricanisme » et son engagement en faveur d'un « nouvel ordre mondial de l'information ».
- 31. NIGERIA : Le gouvernement civil du président Shehv Shagari est renversé par un coup d'Etat militaire. Le général Mohammed Buhari est nommé chef du nouveau conseil militaire suprême.

Gérer à gauche

JANVIER

- 2. M. Mitterrand, qui participe au journal d'Antenne 2, plaide pour une « voie médiane », gage de « l'harmonie du corps social ».
- 5. Le conseil des ministres adopte un pian de lutte contre la violence en Corse : le F.L.N.C. est dissous et un commissaire de la République chargé de la sécurité, M. Robert Broussard, est nommé dans l'île, où tous les responsables policiers ont été remplacés.
- En Nouvelle-Calédonie, deux gendarmes mobiles sont trés près du village de Koindé. Le 13, dix-huit Mélanésiens sont in-
- culpés, dont dix d'assassinat 23. - M. Chirac présente un - projet politique - et un « plan de redressement = devant plusieurs dizaines de milliers de personnes rassemblées à Paris pour un congrès extraordinaire du R.P.R.
- Aux élections aux chambres d'agriculture, la F.N.S.E.A. et les organisations traditionnelles qui lui sont proches obtiennent plus de 60 % des voix.

FÉVRIER

- 5. Klaus Barbie, ancien responsable de la Gestapo de Lyon, expulsé la veille de Bolivie vers la France, est écroué à Lyon, après avoir été inculpé de « crimes contre l'humanité ».
- 20. Aux élections régionales dans les quatre départements d'outre-mer, la gauche recueille partout la majorité des suffrages exprimés, mais ne contrôle l'assemblée qu'en Martinique. Cependant, le 28, elle obtient aussi la présidence du conseil régional à la Réunion et en Guyane, tandis que, en Guadeloupe, l'opposition emporte.
- 28. L'Armée secrète arménienne (ASALA) revendique l'attentat contre une agence parisienne de voyages, spécialisée dans le tourisme en Turquie, attentat qui a fait un mort et quatre blessés.

MARS

- 4 M. Daniel Mayer, désigné par M. Mitterrand, succède à M. Roger Frey à la présidence du
- Conseil constitutionnel 13. - A Marseille, ua enfant de onze ans, d'origine gitane, est tué par l'explosion d'un colis piégé

- M. Delors aumonce de nouvelles mesures pour allèger les charges financières des entreprises. M. Gattaz estime, le 18, à l'assemblée générale du C.N.P.F., qu'il s'agit de « faux re-
- une polésnique dans la szajorité.

particulier : une réduction de 20 milfinrés de francs du déficit budgétaire, grâce à 15 milliards d'économies et 5 milliards obtems par une augmentation de la tacce sur les carburants : physicus mesures d'encouragement à Pésargne, dont un emprest obligatoire de 10 % sur trois ans qui rapportera 14 milliards de fisses ; pour les touristes à l'étranger ; pour combler le déficit de la Sécurité sociale, 4 milliards d'économies et un prélèvement de 1 % sur les revenus imposables de 1982, qui rapportera

AVRE

6. - Le couseil des ministres adopte un projet de loi autorisant le gouverpement à prendre par ordonnances gueur. Cette loi est définitivement votée le 21. Trois ordonnances sont

MAI

- .16. La France obtient l'accord de la C.E.E. pour un prêt de 4 milliarde d'ECU, seit un pen plus de 27 milliards de francs.
- 20. M. Marchais estime, à Mar-« une contradiction arec les objectifs

dans un terrain vague du quartier de la Cayolle.

22. - M. Mauroy forme son troi-

porte-parole du gouvernement.

sième gouvernement : MM. Delors et Bérégovov voient leur position renforcée. MM. Chevènement et Jobert, qui ont auparavant démissionné, sont remplacés par M. Fabius, à l'industrie et à la recherche, et par Mme Cresson, au commerce extérieur et au tourisme. A cette dernière, succède M. Rocard, à l'agriculture. Il y a six nouveaux: dont Mme Bonchardean (P.S.U.) et M. Max Gallo,

de la participation du P.C.F. au gouvernement qui - n'estompe pas la portée des réserves et des critiques » à propos du plan de ri-

de l'influence » du parti commu-

niste et dressant un bilan positif

25-26. - Voyage de M. Mitter-rand dans le Nord-Pas-de-Calais. Il rappelle que « les responsabi-lités et la décision appartiennent au président de la République » et renouvelle son soutien au gouvernement, qui agit « sous son au-

MAI

torité ».

- 8. M. Louis Le Pensec, ancien ministre de la mer, est récht député du Finistère avec 54,31 % de
- voix dès le premier tour. 19. — Les guarante et un fûts de dioxine de Seveso (Italie), entrés illégalement en France en septembre 1982, sont retrouvés dans l'Aisne. Leur recherche, depuis la fin mars, dans plusieurs pays d'Europe, avait relancé les débats sur l'élimination des déchets toxi-
- 28-29. Seize attentats on Guadeloupe, en Martinique, en



(Dessin de PLANTU.)

23. - M. Mitterrand, dans une allocation télévisée, demande aux Français de « redoubler d'énergie et de ténacité pour le redressement national. .

AVRIL!

- 1. Entrée en vigueur du droit à la retraite à soixante ans. Les partenaires sociaux ont signé les 4 février et 18 mars des accords sur l'adaptation des régimes complémentaires.
- 6. M. Mauroy obtient, par 323 voix contre 155, la confiance des députés sur une déclaration de politique générale.
- 19-20. Le comité central du P.C.F. adopte à l'unanimité le rapport de M. Marchais affirmant que les élections municipales ont marqué « un début de remontée

Guyane et un à Paris sont revendiques par une organisation inconnue jusqu'alors : l'Alliance révolutionnaire caraine.

3L - Adoption définitive de la loi portant abrogation on révision de certaines dispositions de la loi « sécurité et liberté ». Le gouvernement a fait approuver un amendement sur les contrôles d'identité, après une polémique à gauche sur l'autorisation de prises d'empreintes digitales et de photographics.

JUIN

- 2 M. Léopold Sedar Senghor est le premier Africain élu à l'Académie française. Il succède an duc de Lévis-Mirepoix, M. Jacques Soustelle est éin an fantenil
- de Pierre Gazotte. 2. - Le R.P.R. et l'U.D.F. si-

La politique de rigueur

JANVIER

- 31. Les déclarations de M. Edmond Maire, estimant, après un entretien ares M. Mitterrand, qu'un - cenxième plan de rigueur (...) doit être maintenant envisagé » suscitent

MARS

25. - Descrième plan de riguesa, après

la dévaluation de franc du 21, la troisième en dix-kuit mois. Il prévoit, en

- prises le 29 et une suttre le 11 mai. vée d'un point pour l'ensemble des ne-

- délinis par le président de la Républi-
- gue en 1981 ». 28. - M. Chevènement, devant la couvention nationale du parti socia-Hote, réunie au Pré-Saint-Gervais. critique la politique de rigueur et af-firme qu'il ne s'agit pas d'une « no-renthèse » mais d'un « virage ».

M. Jospin, qui qualifie la rigueur de « pinse de consolidation », hi repreche de vouloir - cosper les jarrets gotyernément. JUIN

d'économie pour équilibrer les comptes de la Sécurité sociale en 1983. 28. – M. Mitterrand, premier invité des « Petits déjeunses d'Europe 1 » insiste pour que la rigueur soit « as-sortie d'un effort considérable de jus-

6. - M. Bérégovoy assource six me-

sures qui permettrout 4 milliards

tice sociale ». l'assurance-chômage est augmenté de I % par le gouvernement, faute d'un accord entre le patrount et les syndicats, le C.N.P.F. décide de ne plus « siéger au coușeii d'administration de l'UNEDIC jusqu'à l'adoption

d'un mouvees système d'annument ». SEPTEMBRE

- 14. M. Rérécon pour assurer l'équilibre financier de la Sécurité sociale en 1984, d'une part, le prélèvement de 1 % sur le revenn imposable sera reconduit et étendo sux revenus de capital sounis à prélèvement obligatoire, d'autre-part, la cotisation vieillesse sera rele-
- 15. M. Mitterrand défend, sur TF L, la politique budgétaire du gonversienent. Il annouce que la taxe professionnelle sera réformée en 1984 et s'engage à disnimus d'un des prélèvements obligatoires (imples es cotications sociales) qui, à 44.7%

da produit intérieur brut en 1983 et à

- 45,6% prévus pour 1984, sout devenus « insupportables ». 21. - Le conseil des ministres adouts le projet de budget pour 1984. La li-mitation à 6,3% de l'augmentation des dépenses de l'Etat n'empêche pas un slourdissement de ja fiscalité pour

les moyens et les gros revenus. OCTOBRE

- Création du Compte pour le développement industriel (Codevi). Lot fonds, collectés dans les caleses l'épargne et dans les établissements bancaires et autualistes, serout uti-lisés pour moderniser l'appareit de
- production français. 19. - Le balance du commerce extériour est excédentaire en septembre pour la première fois depuis août 1981. Le déficit pour 1983 sera inférieur de mottié à celui de 1982.

qui a stieint 92.7 milliards de france.

- NOVEMBRE 8. - Le capport sur les comptes de la Sécurité sociale aumonce que cess-ci devraient être excédentaires en 1983
- et égailibrés en 1984. - Au moment où le mauvais isdice des prix en octobre (+ 0.8-%) confirme que la hausse sera en 1983 à peine inférieure aux 9,7 % de 1982. alors que l'objectif gouvernements était de 8 %, le C.N.P.F. adresse à
- tion qui refuse tout rattrapage des - Maigré l'opposition du patr nat, le système d'encadrement des prix et des marges est recondu

pour 1984.

- DÉCEMBRE 2 - Le troisième empreunt d'Etat est norté de 12 à 15 milliards de francs. après ceux de l'évrier (10 millistres) et
- de septembre (25 milliords). 16. - Les chiffres du chômage caregistrest pour la première fois de l'année une augmentation importante : + 3,1 % on mt mois à la fin ac

But Barren

Magazi Interpret

ورواني سيلهم

ે 1**59≘**ક્કું ખ.

Cape and the

At the Co.

ومنوعة لاو

FOR THICK UP

The second of

Service Control

DE 1983 EN FRANCE

gnent une «charte» qui manifeste leur « volonté commune d'une autre politique ».

5. - Yamrick Noah est le premier Français depuis 1946 à remporter les Internationaux de tennis de Roland-Garros

10. - L'Assemblée nationale adopte en première lecture le projet de réforme de l'enseignement supérieur, après un débat de près de trois semaines: l'opposition avait déposé environ deux mille amendements.

13-14. - M. Mitterrand, en visite officielle en Corse, déclare que « le champ du dialogue est ouvert pour peu que la Corse sasse preuve d'initiative », mais

17. - M. Herne présente, dans un entretien au Monde, le projet de réorganisation des forces terrestres et amonce la création d'une force d'action rapide de quarantesent mille hommes, à base d'héhcontères et d'infanterie antichars. 23. - Un débat sur le budget social est organisé pour la première.

fois à l'Assemblée nationale. 27. - La loi de programmation militaire 1984-1988 et la loi modifiant le code du service national sont définitivement adoptées.

JULLET

5. - Après les prises de position hostiles de de MM. Chirac, maire de Paris, et Girand, président (R.P.R.) du conseil régional de l'He-de-France, M. Mitterrand annonce que la France renonce à organiser une exposition universelle à Paris en 1989.

15. - Une bombe explose à Orly-Sud devant les comptoirs de la Turkish Airlines: huit personnes som mées et cinquante-quatre blossées. L'attentat, revendiqué per l'ASALA, est condemné per ia pimpart des organisations armémennes en France, Le 18, à Paris, cinquante-six personnes sont interpellées par la police, dont Varadnan Garabidjian, qui avone, le 20, être l'anteur de l'attentat d'Orly, mais reviendra sur ses avent le 28. An total, onze personnes sont inculpées et écronées et dix antres. assignées à résidence.

21. - Les directions de Peugeot et de Taibet amousent un plan de suppression de 7.371 emplois.

TUOA

7. - An Pays besque, on gendarme est tué et un autre blessé an coms d'une fusillade avec des militants nationalistes, alone que depuis le début de l'été, plusieurs attentats cut été commis contre des tonristes.

14-15. - Jean-Paul II se rend en pélerinage à Lourdes, pour se dennième visite en France.

31. - Le conseil des ministres adopte une série de mesures destinées d'une part à renforcer la hane contre l'immigration clandestine, d'autre part à faciliter l'insertion des immigrés installés en France.

SEPTEMBRE

13. - Pierre-Jean Massimi, secrétaire général de la Haute-Corse, est tué près de Bastia. Le FLN.C. assure le 21 avoir commis cet attentat en représailles contre la « disparition », le 17 jain, du militant nationaliste Guy Orsoni. Le 27, le conseil des

(Dessin de PLANTU)

F.L.N.C.

trois (+ 1).

mort d'un visiteur.

centre ganche».

ministres décide la dissolution de

la Consulte des comités nationa-

listes (C.C.N.), considérée

comme la «vitrine légale» du

25. - Aux élections sénatoriales.

l'opposition obtient soixante-

quinze (+ 12) des quatre-

vingt-dix-huit sièges qui étaient à

pourvoir, et la majorité, vingt-

30. - A Marseille, l'explosion

d'une bombe dans l'enceinte de la

Foire internationale provoque la

OCTOBRE

- M. Jean-Michel Baylet, chu

président du M.R.G., lance un ap-

pei à la constitution d'un « large

- La procédure judiciaire en-

gagée contre trois Irlandais, ar-

rêtés à Vincentes le 28 août 1982

et présentés alors par l'Elysée

comme des « terroristes interna-

tionaux », est annulée en raison

des irrégularités commises par des

gendarmes, notamment du

G.LG.N., lors de la perquisition.

MAINTENANT, IL SERAIT SOUHAITABLE

D'ÉVITER DE SE TIRER DANS LES PATTES!

CON EST-CE CINE C'EST

QUE CETTE ALLUSION ?

- Les syndicats dits « réformistes » (F.O., C.G.C. et C.F.T.C.) remportent les élections des administrateurs des caisses de la Sécurité sociale, orgamisées pour la première fois depuis 1962. La C.G.T. et la C.F.D.T. subissent un échec. F.O. devance la C.F.D.T. et talonne la C.G.T.

19. - M. Savary présente de nouvelles propositions sur l'avenir de l'enseignement privé : écartant l'idée d'intégration dans un service public, il propose un calendrier de discussions pour une rénovation d'ensemble du système

educatif. L'enseignement catholi-

que accepte de négocier, mais le

Comité national d'action laïque

28-30. - Au congrès du parti so-

cialiste, réuni à Bourg-en-Bresse,

les délégués unanimes apportent

leur soutien « résolu » à la politi-

que du gouvernement. Le CÈRES

de M. Chevenement, dont la mo-

tion avait recueilli environ 18 %

des suffrages dans le vote des fé-

dérations, et les « rocardiens dissi-

dents » (5 %) se sont ralliés au

texte légèrement modifié de la

NOVEMBRE

3-4. - M. Mitterrand effectue en

site officielle dans une région.

tionnaire carathe (ARC).

propre détermination.

Poitou-Charentes sa sixième vi-

14. - Six attentats à la bombe

commis en Guadeloupe sont re-

vendiqués par l'Alliance révolu-

Antenne 2, que la crédibilité de la

dissussion nucléaire repose sur sa

16. - M. Mitterrand affirme. 3

motion de M. Jospin (77%).

(C.N.A.L.) refuse.

18-20. - Le parti radical, réuni en congrès à Paris, élit M. André Rossinot à sa présidence et confirme son maintien dans l'opposition.

23. - Le conseil des ministres adopte le projet de loi sur la presse, très vivement critiqué par l'opposition. Après quatre jours de débats houleux à l'Assemblée nationale, du 14 au 17 décembre, l'examen du texte est renvoyé à une session extraordinaire en janvier 1984.

DÉCEMBRE

1. - Rencontre au sommet P.S.-P.C.F., à Paris, pour « vérifier » le respect de l'accord de gouvernement conclu le 23 juin 1981.

18. - Au deuxième tour des élections législatives partielles organisées dans le Lot et dans le Morbihan, M. Bernard Charles (M.R.G.) et M. Aimé Kerguéris (U.D.F.) sont éins pour succéder respectivement à MM. Maurice Faure et Christian Bonnet, élus sénateurs.

 M. André Chandernagor. nommé, le 7, premier président de la Cour des comptes, est remplace par M. Roland Dumas comme ministre chargé des affaires européennes.

 Le projet de loi sur l'enseignement supérieur est définitivement adopté. En deuxième lecture, les députés ont approuvé des amendements propres à rassurer en partie les professeurs qui s'étaient inquiétés d'une éventuelle - dégradation de l'Université ».

23. - M. Barre remet à M. Mauroy le rapport sur les «avions renifleurs - que M. Giscard d'Estaing avait montré la veille à la télévision. Une vive polémique avait suivi les propos de M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, qualifiant, à l'Assemblée nationale, le 21, de « forfaiture » la destruction par M. Beck, ancien premier président de la Cour des comptes, d'un rapport confidentiel établi en 1980 à la demande de M. Barre par un magistrat de cette Cour. Ce rapport concernait les sommes consacrées par Elf-Erap entre 1976-1979 à des recherches sur la détection aérienne des gisements pétroliers.

28. - Un réfugié espagnol, membre présumé de l'ETA-militaire, est grièvement blessé à Saint-Jean-de-Luz. Un autre réfugié avait été tué, le 19, à Bayonne. Ces deux attentats sont revendiqués par un «Groupe antiteroriste de libération», soupçouné d'être une émanation des milieux policiers espagnols.

31. - M. Mitterrand, présentant ses vœnx aux Français, ne leur - promet rien d'autre que la poursuite sans faiblesse de l'effort de redressement national ...

- Deux bombes explosent, Fune dans le T.G.V. Marseille-Paris, près de Tain-l'Hermitage (Drôme), l'autre à la gare Saint-Charles à Marseille. Ces auentats, dont les auteurs sont inconnus, font quatre morts et une cinquantaine de blessés.

Le pouvoir et les pouvoirs

JANVIER

28. – Alors que plusieurs conflits so-cianx out lieu dans l'industrie automobile, M. Manroy « constate » que « des travailleurs immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques >.

MARS

15. - Une manifestation rationale d'étudiants en médocine rassemble plus de quinze mille personnes à Paris : une grère très anivie a commencé à la mi-février pour protester contre la réforme en cours des études médicales. Ce monvement est marqué par de muitiples actions spectaco-

22. — Début de la grève des internes et chefs de clinique des centres. hospitalo-miversitaires contre les projets de réforme hospitalière et les modifications envisagées de leur sta-

30. — Des professionnels du tourisme manifestent à Paris contre le renforcoment du contrôle des changes.

AVRIL

25-26. - M. Mitterrand, en visite dans le Nord-Pas-de-Calais, évoque les conflits hospitaliers ainsi que l'agita-tion des agriculteurs et des étudiants. Raffirme qu'il « extend faire respecter l'autorité de l'Etat », mais souligne qu'« aucun conflit, quant il est raisonnablement exprime, a'est inso-

28. - M. Krasticki (C.G.T.), tout en insistant sur « l'insestifaction et mème le mécontentement des travailleurs », appelle les sulariés à « faire échec à la mobilisation des forces de droite et du patronat, qui venient peser sur les

2. - Les internes et chefs de clinique votent la fin de leur grève. M. Manroy a désigné, le 25 avril, cinq médisteurs et a adressé, le 29 avril, un texte qui satisfait leurs principales

Monde que l'opposition souhaite ... 5. - Près de vingt mille artisans,

20. - Les étudiants en médecine déci-

Un Dépôt-Vente

Sa taille (2400 M2 d'expositions), le qualité et la variété des maubles et objets anciens présentés et surtout le nombre de bonnes affaires qu'on y réalise font de ce Dépôt-Vente l'endroit rêvé de la capitale, pour acheter ou vendre tout mobilier

rait depuis trois mois. Ils n'out obtenu que très partiellement

24. - L'ouverture du début, à l'Assemblée nationale, sur le projet de réforme de l'enseignement supérieur est marquée par plusieurs manifestations, dont celle organisée par la < coordination nationale étudiants enseignants », proche de l'opposition, qui rassemble quinze mille personnes. Cette manifestation, comme celles de la fin avril, du 5 et du 11 mai, est suivie d'affrontements avec les forces de l'ordre, maigré les mises en garde lancées par le gouvernement contre

JUIN

trême droite.

les provocations de militants d'ex-

- Deux manifestations de policiers pout organisées après in mort de deux d'entre eux, toés le 31 mai à Paris, Avec des motr d'ordres très politisés, la première, le matin, atteint sans être arrêtée le ministère de le justice : la seconde, l'après-midi parvient jusqu'aux grilles du ministère de l'intérieur. Dans la soirée, le préset de police de Paris démissionne, et le directeur général de la police nationale est relevé de ses fonctions tandis que M. Mauroy demande la plus grande fermeté pour les policiers séditienx : soixante-cinq functionsaires serout senctionnés. dont les dirigeants des deux syndients organisateurs des manifestations, qui seront révoqués dès le 7.

OCTOBRE

3. — Trente mille I quarante mille personnes manifestent à Paris à l'appel de la C.G.C. coutre la politique du

- Alors que des débrayages sporadiques out lieu dans les centres de tri postanx depuis la mi-septembre, M. Gattaz, président du C.N.P.F., déclare que les entreprises sout « gravement memocées » par les retards et le manque de courrier.

NOVEMBRE

14. - La C.G.T. souligne que « l'écart entre nos objectifs et la politique du Couvernement s'est accin ».

DÉCEMBRE

 Soixante mille personne défilent. à Paris an terme de la marche contre le racisme commencée le 15 octobre à Marselle par des jeunes d'origine

4. - M. Maire (C.F.D.T.) dénance, à Auteure 2, l'incohérence et l'immobètisme de la politique industrielle du

17. - A l'usine Talbot de Poissy, le gouvernement accepte 1 905 des 2 995 licenciements demandés par la direction ainsi que le plan social qui les accompagne. La grève avec occupation, commencée le 7, se poursuit, mais, le 31, le gouvernement fait évacner Pusine.

Les élections municipales

La 20 janvier, le R.P.R. et PU.D.F. concluent un accord limitant à cinq le nombre des 4 primaires s. L'accord du 23 décembre entre le P.C. et le P.S. en prevoyait onto...

Le 6 mars, le premier tour des municipales est marqué par un ner recui de la majorité, qui perd spize villes de plus de 30 000 habitants (8 P.C., 8 P.S.) dont Rems (P.C.), Brest, Granobie, Nantes et Roubeix **PS1**

Le 13 mers, au second tour, la gauche résiste mieux, mais perd quinze autres villes de plus de 30 000 habitants (8 P.C. et 7 P.S.) done Nimes at Saint-Etienne (P.C.). Sur les trente et une prises à la majorité, cite-huit serons dirigées par le R.P.R. es huit per l'U.D.F. Le victoire de l'opposition set totale à Paris comme à Lyon.

En juin, plusieurs décisions de tribunaux administratifs annulant on inversent des résultats suscitent une vante polémique sur les trauties électorains, Le P.C.F. visé dens traize cas sur vingt-

sept, dénonce une manipulation politique ».

Le 11 septembre, à Dreux, l'opposition, alliée à l'extrême draite, remoorte l'élection municipale organisée dans cette municipalité à direction socialiste après l'annulation pour irrégularité du scrutin de mars. Entre les deux tours, un débat national s'était instauré et Mas Simone Vell avait prácisé, in 6, qu'elle e n'aurait pas conclu d'alliance avec le From national », qui avait obteou 15.72 % des suffrages att Dreffier tour-

Le 2, puis le 16 octobre ainsi que les 6 et 13 novembre, des maires sortants communistes sont battus per des listes d'opposition dans quatre nouvelles villes de plus de 30 000 habitants : Sarcelles, Antony, Villeneuve-Saint-Georges et Author-sous-Bois. M. Marchais. rejetant à nouveau le 13 novembra les accusations de fraude, affirme que les « pertes de la gauche » sont dues à un recul du Le Monde

5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 CCP. Paris 4207-23 ABONNEMENTS 3 mais 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 341 F 605 F 859 F 1 080 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F ETRANGER

(par mestageries) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F IL - SUISSE, TUNISIE

454F 830F 1197F 1530F Par voie aériesse Tarif sur demande Les abonnés qui paiem par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs on provisoires (deux semaines on plus); nos abourés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant lettr départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondence. Venillez avoir l'obligeance de capitales d'imprimerie.

4. - M. Chirac déclare dans le

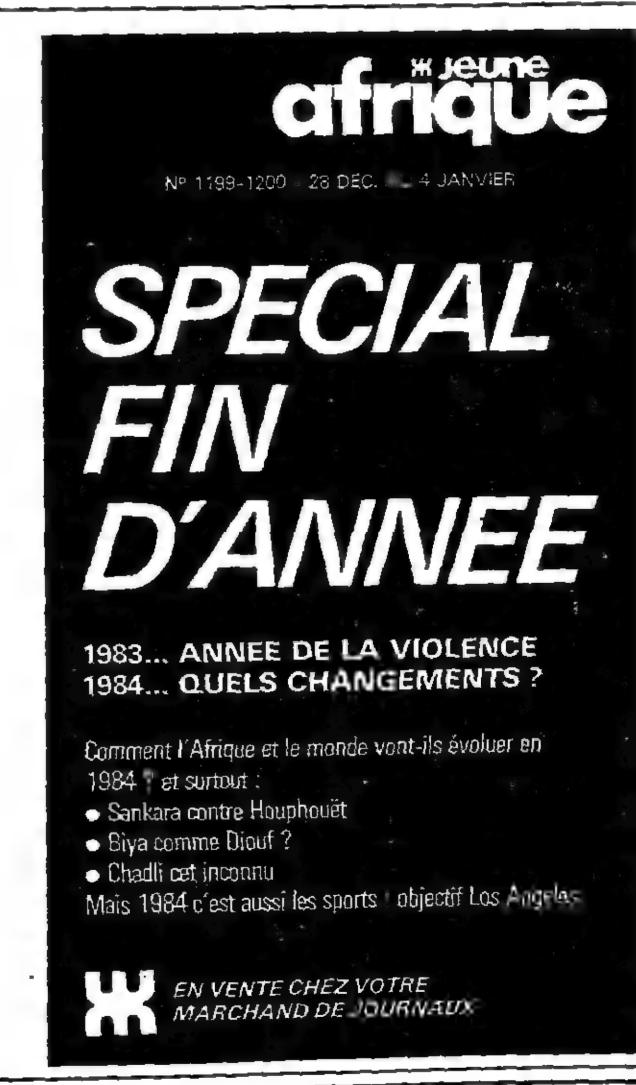
commerçants et petits patrons mani-festent contre le gouvernement à Pappel de la C.G.P.M.E.

dent de suspendre leur grève, qui de-

Différent...

ancien ou d'occasion.

Le Dépôt-Vente de Paris 81, rue de Lagny, Paris 20 372.13.91.



Place de la Madeleine, Paris Pour ceux qui savent choisir

DES EXEMPLES:

CHEVISE popeline 100% coton. poignet simple ou poignet mousquetaire CHEMISE COL ANGLAIS 100% coton. CHEMISE exterd 100% coton. PYJAMA popeline coton. PEIGNOIR éponge coton. MOUCHOIR coton couleur, les trois. MOUCHOIR coton blanc roulotte main. initiale brodée, les nois

145 F SPECIALITE **165** F DE MOUCHOIRS 168 EN FIL DE LIN 175 F ROULOTTES 270 F MAIN 33 F

54 F

LEGION D'HONNEUR

Grand-Croix

M. Georges Portmann, membre de l'Académie de médecine.

Grand officier

MM. Robert Bordaz, président de l'Union centrale des arts décoratifs: François Cusin, ancien conseiller d'Etat en service extraordinaire; Georges Piescoff, inspecteur général des finances honoraire; Henri Rol-Tanguy, lieutenant-colonel.

Grande chancellerie

Sont promus officiers: MM. Roger Artaud, président d'une section d'entraide de la Légion d'houneur; Pierre Biquard, professeur honoraire à l'Ecole supérieure de physique et de chimie de Paris; Jacques Brehant, Gabriel Duboys de Labarre; Marie Lafon de Lageneste, secrétaire général de la fondation Maréchal-de-Lattre; Jean Parrot, professeur honoraire de physiologie; Hector Rivierez, conseiller honoraire à la Cour de cassation: Fernand Tesson, ancien ingénieur militaire: Mª Rosette Trinquet, épouse Peschaud, secrétaire générale de la fondation Leclerc de Hauteclocque.

Sont nommés chevaliers: M. Marcelin Berthelot, maire de Saint-Denis: M= Jeanne Faucheux. surintendante des maisons d'éducation de la Légion d'honneur; MM. Robert Gere, directeur d'école honoraire; Auguste Gimie, commissaire divisionnaire honoraire: Roger Leray, ancien compositeur typographe; Joseph Mes-sage, ancien ingénieur des travaux publics: Robert Richard, ancien gardiso chef du Musée de la Légion d'honneur; Henry Toureille, principal de collège honoraire; Engène Vaillant, ancien commis au ministère de la défense.

Premier ministre

Sont promus commandeurs: MM. Michel Dufet, architecte, décorateur conservateur de musée; Jean Levy, président d'une université populaire; André Magnus, directeur de publicité et de relations extérieures.

Sont promus officiers: MM. Albert Boulin, ancien gardien de musée: Maurice Cottereau, membre du bureau du centre d'étude et de recherche de l'occupation et de la résistance dans le Morvan : Lucien Delassus. membre d'associations d'anciens combattants; Marcel Dorner, vice-président d'une fédération de déportés, internés. résistants et patriotes; Julien Gerekens, président du comité des anciens chess militaires du réseau Sylvestre : Jacques Mitterrand, ancien administrateur de classe exceptionnelle: Paul Poulain, lientenant-colonel médecin des sapeurspompiers : Pierre Smadja, ancien P.-D.G. d'une société de textile : René Thalmann, président d'une fédération de déportés, internés, résistants et

patriotes. Sont nominés chevaliers:

MM. Georges Belin, ancien sénateur ; Virgile Calmelet, ancien administrateur d'une imprimerie; Jean-Michel Cormier, chirurgien; Jules Daix, ancien oaillier: Gilbert Delaine, président de 'association Art contemporain: André Delmas, avocat honoraire; Pierre Dentin, prêtre ; Roland Gardeur, secrétaire général de l'association de Toulouse des auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale : Jacques Hébrard. directeur d'un bureau de la Datar; M= Yvette Lecharpentier, secrétaire administratif; MM. Ben Amar Mimoun, conducteur automobile: Gérard Minvielle, sénateur honoraire, ancien questeur du Sénat : Jean Raynaud, président de chambre régionale des comptes : Camille Sandrin, ancien enseignant; Raymond Splingard, ancien sénateur ; M= Vigier, née Juliette Abraham, ancienne secrétaire.

PROMOTION DU TRAVAIL

Sout nommés chevaliers. MM. Jean Belkacem, P.-D.G. d'une société: Justin Buisson, artisan ébéniste tapissier: André Carton, ancien maître onvrier: Maurice Charles, artisan maçon; Henri Desgrippes, ébéniste Jean-Marie Durand, technicien textile; M™ Marie Francoual, épouse Lagrange ancienne sage-femme; MM. Andre Huard, ancien ingénieur divisionnaire; Léopoid Iffernet, ancien mineur; Jean Lagaise, conseiller municipal, instructeur maritime; Albert Lenfant, agent d'informations maritimes : M= Jeanne Michon, épouse Masse, secrétaire géné raie dans une société; M. Urbain Reminy, sculpteur-Ebéniste; M= Georgina Sculin, épouse Andris, viceprésidente d'un centre hospitalier M. André Van de Sype, directeur de travaux dans une société.

DROITS DE LA FEMME

Sont nommées chevaliers: Mass Juliette Beltrando, dite Gerin-Beltrando, expert évaluateur : Suzanne Besancon, épouse Burtin, magistrat ; Renée Creze, épouse Dufourt, ensei-RELATIONS

AYEC LE PARLEMENT Est nommé chevalier :

M. Pierre Lasseuguette, directeur d'école en retraite.

PORTE-PAROLE **DU GOUVERNEMENT**

Est promu officier: FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORMES **ADMINISTRATIVES**

Est promu officier: M. Michel Maier, conservateur des hypothèques.

Sont nommés chevaliers: MM. Louis Solbes, professeur de collège; Louis Luc, journaliste parlemen-

TECHNIQUES DE LA COMMUNICATION

Est promu officier: M. Georges Mamy, rédacteur en chef adjoint au Nouvel observateur.

Sout nommes chevaliers MM. Henri Berthod, ingénieur général à Télédiffusion de France; Jean Cecillon directeur des services techniques à Radio-France; Frédéric Doerr, ancien journaliste; Josy Eisenberg, rabbin, producteur d'émissions télévisées et radiodiffusces.

ENVIRONNEMENT ET QUALITÉ DE LA VIE Est promu officier: M. Philippe Provost, coordonnateur

de la mission Environnement et qualité

de la vie. Sont nommés chevaliers: MM. Pierre Capacci, président de l'Amicale des jardiniers de Nice et des Alpes-Maritimes; Michel Decam, adjoint au chef des études et de la recherche au secrétariat d'Etat; Pierre

ÉCONOMIE FINANCES ET BUDGET

du Pontavice, directeur de la Fédération

des parcs naturels; M= Claudette

Roche, chef de section des T.P.E. à

Sout promus officiers: MM. Armand Bizaguet, secrétaire général du crédit d'équipement des P.M.E.; Pierre Bougon, conseiller maitre à la Cour des comptes : Jean

Dupont trésorier-payeur général; Jacques Farhi, directeur général adjoint de a Caisse contrale de réassurances: Pierre Garcon, comrôleur financier Jacques Le Noane, chef du service du contrôle d'État: Gilbert Magal, président d'honneur de la Garantie mutuelle des fonctionnaires; Raymond Robinet. ancien directeur général d'une compagnie d'assurances; Jean Saint-Geours, inspecteur des finances, P.-D.G. du Crédit national. Sout nommés chevaliers:

MM. Jean Baquiast, vice-président de la commission de développement de l'informatique ; Paul Brajoux, conseiller maître à la Cour des comptes; René Chevalier, chef de section à l'administration contrale; M= Dangin, née Liliane Le Gac, chef de centre des impôts à Beauvais; MM. Bernard Duchesne, sous-directeur à l'administration centrale; Marcel Dufournaud. sous directeur de banque; André Langlade, trésorier-payeur général de la Nouvelle-Calédonie; Gilbert Lasfargues, président de banque : Jean Leclere, directeur à la Banque de France: Mª Denise Lenain, assistante sociale chef à la C.D.C.; MM. Daniel Luciani, P.-D.G. de société, administrateur de la Loterie nationale et du Loto: Lucien Meadel, directeur général pour les relations avec le public : Pierre Nedal, secrétaire général de banque Georges Pompey, secrétaire général de la Fédération des employés et cadres Claude Reinhart, directeur genéral adjoint de banque : Aimé Roudil, ancien fondé de pouvoir; Guy Sallerin, sousdirecteur à l'administration centrale : Guy Savary, réviseur en chef à l'admi-

nistration centrale. CONSOMMATION

Est promu commandeur: M. Pierre Ordonneau, conseiller Sont nommés chevallers:

M™ Castang, née Janine Ripoull, directeur central de laboratoire; M. Pierre Marleix, receveur divisionnaire des impôts; M= Soules, née Carmelle Buono, directeur central de laboratoire.

AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITÉ NATIONALE

Sont promus officiers: MM. Armand Fairise, vice-président fondateur d'une association pour les jeunes inadaptés; Jean-Louis Mathis, directeur administratif et technique d'un centre pour l'enfance et l'adolescence inadaptées; Jean Menu, président de la Confédération française d'encadrement (C.G.C.); Emile Niboyet, médecin: Henri Perret, directeur régional honoraire des affaires sanitaires et sociales; Henri Sarthoulet-Massar, président d'honneur d'une union départementale d'associations familiales: Ahmed Somis, médecin chef de service bonoraire: Raymond Vatier, président de l'Institut international de l'audit social Sont nommés chevaliers:

MM. Jean Barthe, directeur régional honoraire des affaires sanitaires et sociales; Jean Benet, président de la fédération nationale des associations d'entraide des pupilles et anciens pupilles de l'Etat; Georges Bernardet, directeur départemental du travail et de l'emploi: Jacques Bessuges, médecin chef du travail: Mª Monique Blineau. épouse Creutz, administrateur civil; MM. Antonin Brugière, vice-président d'une union départementale de sociétés mutualistes: André Brunet, cadre; Roger Brunet, ancien président de la Fédération des associations de loyers adoptifs; Mª Jeanne Chevillotte, directrice d'une société de sauveparde de l'enfance; MM. Lucien Chibois, chef de fabrication: Roger Courteau, président d'une caisse d'allocations familiales; Henri Dermien, vice-président d'une matuelle: Julien Dupont, secrétaire adjoint d'une union locale C.G.T.; René Fonthonne, président d'une union régionale mutualiste; André Gilet, médecin du travail; Jacques Goujar, administrateur d'une caisse de retraite mutualiste; Théodore Hachnel, directeur régional des affaires sanitaires et sociales; Vincent Hollard, P.-D.G. de l'Office de vulgarisation pharmaceutique; Claude Lacambra, secrétaire général d'une union départementale F.O.; Georges Laurent, médecin conseil de la Sécurité sociale: Pierre Marois, chirurgiendentiste; Dominique Moyen, directeur

général de l'Institut national de la

recherche et de la sécurité: Gaston

Parenty, ancien directeur technico-

commercial d'une fonderie; Georges

Prosper, menuisier-Ebeniste, meilleur

ouvrier de France : Mª Marie de

Kobien, secrétaire générale de la Fédération des centres de formation d'économie sociale familiale; MM. Maurice Vessilier, secrétaire général d'une fédération nationale mutualiste; André Waucampt, président d'une caisse primaire d'assurance-maladie.

EMPLOI Est pommé chevalier : M. Osvaldo Calvetti, président de TUNEDIC. SANTE

Est promu commandeur: M. Marcel Legrain, médecin-chef de service des hôpitaux de Paris. Sont promus officiers:

MM. René Berges, ancien chirurgienchef de service : Jean Boutron, chirurgien honoraire et président départemental de la Croix-Rouge; Pierre Desgrez, biologiste honoraire; Léon Nisand, médecin; Robert Warnault, secrétaire général de la société d'histoire dentaire. Sont nommés chevaliers:

MM. François Accard, médecin-chef de service: Mme Marie Blampain, éponse Codron, infirmière : MM. Jean Cazeinst, médecin radiologue; Abraham Cirianova, président de l'association des cadres de l'industrie pharmacentique; Georges Duccini, ancien cuisinier d'un centre hospitalier; Fernand Flabeau, chirurgien-chef de service; Bernard Genetet, médecin, directeur d'un centre de transfusion sanguine; Bernard Laffin, médecin; Pierre Meyer, directeur honoraire d'une entreprise de répartition pharmaceutique ; Pierre Morcillo, secrétaire général de la Fédération des donneurs de sang bénévoles: Georges Perrin, ancien chirargien-chaf de service; Robert Poirier, médecin, directeur honoraire d'un centre de transfusion sanguine; Robert Rolland, professeur honoraire à Paris-VII : Jean Sarvonst, médecin ; Mª Madeleine Seltzer, ancienne infirmière; M. Jean Serignan, président du Comité aguional de défense contre

'alcoolisme. RAPATRIES

Est nommé chevalier: M. Elie Ghozlan, médecin, retraité.

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Sout promus commandeurs: MM. Marcel Blanc, préfet, chargé des mesures de défense : Maurice Montel, ancien député du Cantal; Philippe Serre, ancien ministre, ancien député de Meurtho-et-Moseile.

Sont promus officiers: MM. Léon Benichou, président honoraire d'un comité d'intérêt de quartier :

Henri Boucomont, maire de Tourysur-Jour (Nièvre); Jacques Corbon, commissaire de la République de Midi-Pyrénées et de la Haute-Garonne ; Guston Ferret, ancien adjoint au maire de Niort: Emile Fouchard, ancien député, ancien maire de Chelles (Seineet-Marne); Abel Gauthier, ancien sénateur du Puy-de-Dôme; Mgr Armand Le Bourgeois, évêque d'Autun MM. Jean-Louis Quereillahe, conseiller énéral du Gers; Maurice Theys, commissaire de la République du Valde Marne.

Sont nommés chevaliers:

MM. Fernand Bagarre, ancien maire de Montagnac-Montpezat (Alpesde-Haute-Provence); René Billières. ancien ministre, ancien député, ancien sénateur : Emile Binon, conseiller général de l'Allier : Paul Cromarias, directeur général adjoint du département du Puy-de-Dôme : Gérard Cureau, commissaire de la République du territoire de Belfort: Augustin Denans, conseiller général du Var : Jacques Fouche, commissaire divisionnaire; André Grunenwald, officier de paix principal; Henri Hirt, commissaire divisionnaire: René Laverane, conseiller général de la Dordogue, maire de Lacropte ; Jean Lemeunier, ancien maire de Quimper; Antoine Manera, ancien conseiller municipal de Marseille: Maurice Michel, député bonoraire, ancien conseiller général de la Drôme : M= Gabrielle Molinier, secrétaire général des services de la Haute-Garonne: MM. Pierre-Charles North, commissaire de la République de l'Orne; Zénon Olas, contrôleur général de la police nationale : Guy Petit, ancien ministre, ancien député, ancien sénateur, ancien maire de Biarritz; Roger Poirier, conseiller municipal de Nevers ; Jean-Pierre Quinio, directeur général adjoint de la Compagnie générale des caux: Camille Saillard, maire honoraire de Monesties (Tarn); Michal Soulier directeur de l'Ecole nationale supérieur de police de Saint-Cyr-an-Mont-d'Or; Jean Theuriot, ancien conseiller général de la Nièvre, maire de Montapas.

DEPARTEMENTS **ET TERRITOIRES** D'OUTRE-MER

Sout progress officiers: MM. Said Brouta, chef de section au cabinet du haut commissaire à Pancete: Joseph Casaroli, président des Français libres de Nouvelle-Calédonie.

Sont nominés chevaliers : MM. Victorius Depluche, artisan aux Abymes (Guadeloupe) : James Haeweng, chef administratif et coutumier de la tribu de Dozip (Nouvelle-Calédonie) : Pierre Hurcy, ancien syndicaliste à la Réunion : Manrice Louis-Joseph-Dogue, maire et conseiller général à la Martinique ; Charles Meda. ration économique; Jean Montpezat, directeur des affaires politiques, administratives et l'inancières de l'outre-mer : Léon Nicolas, ancien marin pêcheur à Saint-Pierre et-Miquelon.

MINISTÈRE **DES TRANSPORTS**

Sont promus officiers: MM. Fernand Andreani, ancien commandant de bord Concorde; Édouard Chaix, président des Associations professionnelles des commissaires de transport et affréteurs routiers; Michel Fry-

bourg, ingénieur général des ponts et chaussées : Georges-Pierre Rateau, chef d'entreprise, président d'honneur des transports routiers.

Sont nommés chevaliers: MM. Edmond Bussières, secrétaire général d'une union régionale de la C.F.D.T.: Henri Cazale, chef du centre météorologique de Bordeaux-Mérignac; Christian Danflous, directeur régional de l'équipement de la Corse; André Delsaux, président du Conseil national des commissaires de transport ; François Gentile, délégué général de la Prévenpion routière; François Godest, directeur général adjoint à Air-Inter; Robert Hernio, ancien président de la Fédération des cheminots C.G.T.; Constan Leroy, ancien attaché de cabinet à l'Aéroport de Paris; Marc Lucchini, secrétaire général d'une organisation syndicale à la R.A.T.P.; René Pinson, François Serre, conducteur principal au . service de la navigation de la Scine.

Est promu officier: M. Siméon Mourre, patron pêcheur. Sont nommés chevaliers: MM. Jean Carbonel, patron pecheur. Henri Fiquet, syndicaliste an port autonome de Bordeaux ; Sylvain Rebeyrotte, commandant de la vedette Garance Daniel Risolet, capitaine au long cours, nventeur d'une combinaison de survie.

JUSTICE

Est promu commandeur: M. Paul Malavai, conseiller honoraire à la Cour de cassation.

Sont promus officiers: MM. Michel Bernard, conseiller d'Etat; Michel Bertand, conseiller à la Cour de cassation; André Bertheraz, nuissier de justice; Georges Bourguet, résident de chambre honoraire à la cour de Paris : Jean Cochard, avocat énéral à la Cour de cassation; Paul Courteaud, président de chambre honoraire à la cour de Paris; Maurice L'Epéc, professeur de médecine légale à Bordeaux-II; Pierre Mangin, président de chambre à la cour de Versailles Constant Martha, premier président de

la cour d'appel de Riom. Sont nommés chevaliers: MM. Robert Akaoui, avocat à Paris Louis Aury, président de chambre à la cour de Paris; Pierre Bap, directeur général de l'association Aurore: Albert Barbaste, avocat général à Bordeaux; Régis Bonnard, avocat général à Riom; lean Boussaroque, président de chambre à la cour de Bourges; Roger Capelle, président du tribunal d'Epinal : Gérard Combes, président du tribunal d'Aix-en-Provence; François Crespin, conseiller à la cour de Paris : Guy Danet, bâtonnier des avocats de Paris Serge Davy, président de la conférence des bâtonniers ; Philippe Dondoux, maitre des requêtes au Conseil d'Etat ; Paul Fouret conseiller à la cour de Paris; Michel Guermann, président de chambre à la cour de Douai : M= Madeleine Guillet, épouse Blanche, secrétaire général de la rédaction des jurisclasseurs: MM. Lucien Halimi, greffier à la cour de Paris : Jean-Jacques Hilbold, président de chambre à la cour de Besancon: Simon Konqui, avocat. Paris : Louis Lambert, délégué de l'éducation surveillée (Rhône-Alpes et Auvergne); Marc Legraverend, viceprésident au tribunal de Bobigny; Jean Libouban, substitut du procureur général près la cour de Paris; Charles Michon, substitut du procureur généra près le cour de Paris; Pierre Millet, substitut du procureur général près la cour de Versailles : Jean-Claude Peyre. vice-président au tribunal de Paris; Roger Robin, président de chambre à la cour de Lyon: Christian Roque, premier substitut, chef du casier judiciaire national: Jean Schewin, conseiller à la cour de Paris; Claude Willard, avocat à

RELATIONS **EXTÉRIEURES** PERSONNEL

Sont promus officiers: Mª Marie-Louise Basdevant, conseiller des affaires étrangères; M. Marcel Bouyat, consul adjoint au Nigéria. Sont nommés chevaliers:

Paris.

M= Jacqueline Drion, épouse Morland, agent supériour à l'administration: M. Francois Gendrean, conseiller à l'administration centrale; M= Mona Hochedez épouse Gilmaire, chiffreur; MM. Jean Perrin, premier conseiller d'ambassade en Iran: Daniel Portai. secrétaire adjoint des affaires étran-

PROTOCOLE Sont promus officiers:

MM. Gilbert Barré, vice-président de société bancaire (Espagne); Roger Guillemin, professeur, directeur de laboratoire (États-Unis); Dominique Rousseau, administrateur de société (Portugal); Jacques Thierry, président de banque (Belgique); Man Yvette Viallard, chef de mission médicale en République arabe du Yémen.

Sont nommés chevaliers: MM. Jean Barras, directeur d'usine de pneumatiques (R.F.A.); Albert Colas, prêtre (Maroc); René Delori, président et administrateur de sociétés (Espagne); Daniel Florens, directeur énéral d'entreprise pétrolière Angola); Lorand Gaspar, chirurgien (Tunisie) : Pierre Gousseland, président de société (U.S.A.); Losus-Marun Heintz, administrateur délégué de société (Belgique) ; Jean-Paul Huchet, directeur à la compagnie de navigation rhénane (Pays-Bas) Henri Kochler, proviseur de lycées (Tunisie); Jean Riber, intendant général des théâtres de Bonn (R.F.A.); Le révérend Père Gérard Schwach, missionnaire (Zambie); Francis Steiner, professeur (Grande-Bretagne).

COOPERATION ET DÉVELOPPEMENT Sont promus officiers: MM. Louis Chambon, médecin aux

instituts Pasteur d'outre-mer; René Courty, sous-directeur à l'administration centrale : Pierre Garreau, ambassadeur de France à Djibouti; Daniel Richon, directeur dans une compagnie aérienne, chevalier du 7 novembre 1973.

Sont nommes chevaliers: MM. Menotti Botrazzi, secrétaire général d'une association de solidarité internationale; Louis Brunebarbe, responsable de formation professionnelle des adultes en Manritanie; Philippe Decraene, directeur du centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes; Paul Jouve, ingénieur en chef des services de l'agriculture outremer (Cameroun); Pierre Michel, inspecteur primaire en Côte-d'Ivoire : Gilles Pretescille, attaché principal d'administration : Alain Provost, directeur général de l'institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropinx: Mile Hélène Sarrut, chargé de mission à l'administration centrale

DEFENSE

Sout promus officiers: MM. Serge Dassault, P.-D.G. d'une société; Raymond Maillet, responsable d'association : Jean-Marie Saget, pilote d'exsais.

Sont nommés chevaliers: Mme Panlette Baland née Beillot, secrétaire administratif; MM. Pierre Moulinier, directeur général adjoint d'une société : Paul Timmermans, directeur général d'une société.

ANCIENS COMBATIANTS

Sout promus officiers: MM. Emile Carrier, vice-président départemental de la Société mutualiste; Roger Faraud, président départemental de combattants volontaires de la Résistance: Albert Frentzel, président départemental des croix de guerre et de la valeur militaire: Me Marthe Pinel, veuve Bruniquel, vice-présidente d'une section Rhin et Danube; MM. Marcel Ribera, trésorier général de Ceux de la Libération; Jean Tamagny, président départemental de Rhin et Danube. Sout nommés chevaliers:

MM. François Amondraz, membre de conseil d'administration de la Fédération des déportés et internés résistants et patriotes: René Aubrun, viceprésident de la fédération André-Maginot: M Michelle Audoy, dite Cambards et Mirande, membre des anciens de la 2º D.B.; MM. Maurice Bernbeim, membre du bureau national de l'Union des amicales de camps de prisonniers de guerre; François Burg. résident départemental de patriotes ésistants; Jules Carpentier, membre du bureau départemental de combattants de la Résistance; Edouard Doyet, membre de l'amicale des anciens du 3º régiment de marche du Tchad: Georges Egasse, vice-président départemental des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunitie, Maroc; Marcel Gaillard, vice-président départemental de combattants de la Résistance; Alphonse Jannello, président départemental des médaillés militaires; M= Marcelle Jem, venve Bourgine vice présidente départementale des anciens combattants et victimes de gnerre; MM. Roger Lacaze, ancies nembre du mouvement national des prisonniers de guerre et déportés; Camille Lapierre, dirigeant de l'association des officiers d'administration du service de sante: Lucien Laurent, vice-président de la fédération des poilus nivernais; Raphael Ottaviani, membre du bureau d'une union régionale d'anciens combattants; Mr Liliane Valter, membre des anciens de la 2º D.R.; MM. Pierre Weibel, membre du mouvement national des prisonniers de guerre et déportés.

DÉPORTÉS ET INTERNÉS DE LA RESISTANCE Sout promus officiers:

MM. Louis Houche, Léopold Le Vizon, internés résistants. Sont nommés chevaliers: M. Louis Boltz: M= Blanche Jenart, venve Volanti. Andrée Jouan, veuve

Girard: MM. Joseph Leccia, André

Levy, Maurice Maer, Charles Mailbe, tous internés résistants. **EDUCATION NATIONALE**

Est promu commandeur: M. Emile Aron, professeur de climque médicale honoraire.

Sont promus-officiers: MM. Xavier Aubert, inspecteur general; Jean Dibie, sous-directeur; Yves Doumergue, inspecteur d'académie; Claude Drevius, directeur d'administration centrale: René Dupuy, professeur au Collège de France : Robert Gauthier. inspecteur général : Jean Lemoine, inspecteur général de l'administration Manuel Munoz, provisent du lycée d'altitude de Briancon : Bertrand Rebeille-Borgella, inspecteur général de administration: Jean Repusseau, inspecteur général; André Tunc, professeur titulaire à Paris-I: Jean Vidalenc. rofesseur d'université honoraire. Sont nomines chevaliers:

MM. Claude Amiel, professeur & Paris-VII; Georges Balandier, professeur à l'université Paris-V.: Pierre. Baoné: chef de la mission des enseignements artistiques; Marcel Bonvalet, recteur de Nantes : Ma Paulette Carentier, épouse Crépin, directrice 'école honoraire: MM. Jean Cazarre proviseur du LEP de Châtean-du-Loir François Degoulange, proviseur de lycée Champagne-sur-Seine; Jean Delay inspecteur général; Robert Gabillard, professeur d'université à Lille : Jean-Pierre Henmon, inspecteur d'académie à Tours : Jean Huyé, directeur du centre médical national de la M.G.E.N. les Trois Epis: Gilbert Jeanne, inspecteur pédagogique régional honoraire : Gas ton Marchal, directeur du C.LO. de Casties: Maurice Mazères, professeur d'université à Toulouse : Roger Mileur, ouvrier professionnel à l'université, de Nice; Ange Monchecourt, inspectour principal de l'enseignement technique honoraire René Pauthenet, professeur Pinstitut polytechnique de Grenoble:

M= Claude Philippe, administrateur civil: MM. Claude Rochet, secrétaire d'administration scolaire et universitaire : Paul Rollin, recteur de Rennes : Olivier Sabourand, professeur d'université à Rennes ; Georges Sala, impecteur général adjoint de l'administration : Robert Savy, professeur d'université Limoges: Edonard Solal, inspecteur principal de la jeunesse et des sports Paul Vermère, professeur d'université :

COMMERCE EXTÉRIEUR ET TOURISME

Est proton commandeur: M. Robert Bernière, président de l'Union française des industries exporta-TRICES.

Sout promus officiers: MM. Guy Calmettes, P.-D.G. d'une société: Henri Chazol, 1915p postes d'expansion économique à l'étranger: René Leduc, responsable de fédérations thermales : Claude Terrail. P.-D.G. d'une société de restauration et d'hôtellerie.

Euro

"." : : ·

A STATE OF

The way are

BE DOWN

Som pommés chevaliers: MM. Jacques Arnaud, P.-D.G. d'une spciété-; Albet Bourdillon, viceprésident de la chambre de commerce de Marseille: Charles Boussié, directeur dans une société; Claude Herbaut, directeur général d'une société; Raymond Konter, directour dans une société; Władimir Konzmine Karavaieff, directeur général dans une société de conture et de parfum ; Gilbert Michel, directeur dans une société.

URBANISME ET LOGEMENT

Sout promus officiers: MM. Francis Bouygues, P.-D.G. d'une entreprise de travaux publics Jean Chédeau, président de la Société française des urbanistes; Gérard Dupont, inspecteur général de l'équipement | Jacques Durand, inspecteur général de l'équipement.

Sout nommes chevaliers: MM. Elie Absi, directour scientifique du Centre de recherches du bâtiment et des travanx publics: Damel Barthes, architecte: Jean Claudon, P.-D.G. de l'Omnium technique holding: Jean Contarel ancien ingénieur des travaux publics: Guy Girandat, directeur général adjoint d'une entreprise de travaux publics: Joseph Orabona, ancien directeur général d'une entreprise de travaux publics; Armin Trub, directour admidistratif du comeil d'architecture. d'urbanisme et d'envirencement des Hantes-Alpes.

FORMATION **PROFESSIONNELLE** Sont nommes chevallers

MM. Charles Artus, chef de traraux: Martin Maruli, artisan graveur, remaité: Henri Desroches, directeur d'études à l'École des hautes études en rciences sociales;

CULTURE

Est promy commandeur: M. Denis Maurey, président du syndicut des directeurs de théâtre de Paris.

Sout promus officiers: MM. Léon Aronson, dit Dominique, critique dramatique; Pierre Bourut. donateur des musées, collectionneur Jean Clement, violoncelliste; Marius Constant, compositeur de musique: Pierre Dervaux, chef d'orchestre et compositeur: Georges Herbert, directour de théâtre, secrétaire de l'association pour le soutien au théâtre privé : Engène Jonescu, dit Engène Ionesco, auteur dramatique; Jean-Pierre Salomons, dit Jean-Pierre Aumont, artiste dramatique.

- Sont nommés chevaliers :

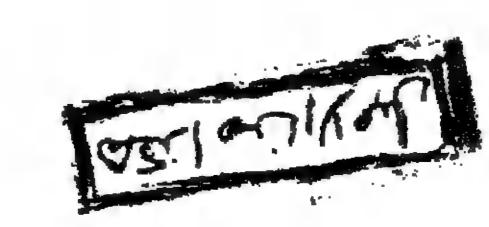
M. Guy Behar, dit Gny Béart, auteur, compositeur, interprête; Mª Michèle Beantien, ancien conservateur au département des sculptures du Louvre : MM. Jean-Pierre Faye, philosophe, écrivain, maître de recherches au C.N.R.S., directeur du haut conseil du Collège international de philosophie; Jacques Février, administrateur civil à la direction on thélitre et des spectacles : Martial Geoffroy, jardinier en chef du domaine de Saint-Cloud : Jean Goetphe-Juck dit Jean Mitry cinéaste, historien du cinema; Gilbert Paris, chargé des relazione extérieures an Centre Georges-Pompidou: Claude Ravier, sousdirecteur su Centre national de la cinémetographie: Michel Rouzière, P.-D.G. de plusieurs théâtres parisieus; Man Alice Serror, veuve Lewis, dite Alice Mounet-Sully, présidente du comité Mounet-Sully : Christiane Vaussard: venve Hawkins, professeur de danse I l'Opéra de Paris et au Conscrvatoire de musique de Paris; M. René Vizo, avocat et écrivain; Marie Vittore, veuve Lautner, dite Renée Saint-Cyr, artiste dramatique; M. Alexis Weissenberg, pianiste, concertiste, compositeur.

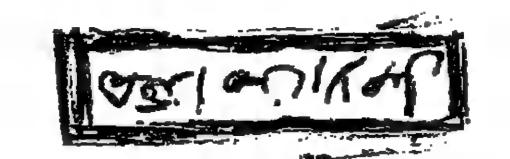
PERSONNALITES

Est promu commandeur: M. Georges Ivens, dit Joris; cinéaste. Sout promis officiers

MM Camille Aboussousm ancien ambassadeur et représentant du Liban apprès de l'UNESCO : Norbert Baillen. P. D.-G. de sotiété; Doda Conrad. interprète de mélodies; William Tyler, diplomate américain en retraite.

Sont pommés chevaliers : MM. Georges Deverguz, ancien pro-Hessenr an Collège de France : Stanislaw Paczynski, ancien directeur de la maison de retraite du Fonds humanitaire polonais à Lailly-en-Val. -





- Mardi 3 janvier 1984

Le Monde ECONOME

LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1983

L'Europe favorite

MILLESE

(TOCHE

北下北海河广

THE PERSON NAMED IN

-

The interest

Marie of France

The Steer of the Land

A STATE OF THE STA

A THE PRINCIPLE !

7 ...

Marie Service Control

For Bridge T.

The state of the state of

Regularization of the second

The second second

Section 19 man 19 miles

Dossier établi par François RENARD, André DESSOT et Serge MARTL

Les marchés sinanciers mondiaux, qui avaient en un très vigoureux sursaut en 1982 après leur siéchissement de 1981, ont commu une année particulièrement faste, avec des persormances tout à fait remarquables.

Ces performances ont été le fait, surtout, des marchés européens, où les hausses moyennes se sont étagées de 24 % à plus de 60 % (Paris et Stockholm). Le plus modeste, en revanche, a été celle de New-York (+ 20 %). Aux États-Unis, en effet, c'est au second semestre de 1982 que l'essentiel de la hausse a été acquis, dans l'espoir d'une reprise économique que les opérateurs anticipèrent largement. Cette reprise une fois confirmée, le ton est devenu plus hésitant outre-Atlantique. Certes la Bourse de New-York a monté jusqu'à l'été 1983, mais elle a stagné au second semestre, sur le fait accompli d'abord, sur la crainte d'une nouvelle tension des taux d'intérêt ensuite.

Au Japon, très déprimé en 1982 par la crise mondiale, tous les records ont été battus. La hausse des valeurs s'est développée tout au long de l'année dans la perspective d'un redémarrage de l'économie, déjà perceptible au second semestre et qui devrait se poursuivre assez vigoureusement en 1984.

En Europe, sur l'ensemble des douze mois de 1983, la flambée des cours a été alimentée par l'espoir d'une amélioration de la situation. A Londres, la City a salué chaleureusement la réélection de la majorité conservatrice, et les valeurs britanniques se sont hissées à un palier historique. A Francfort, où les cours ont rejoint et dépassé leurs plus hauts niveaux, atteints en 1960, le redressement de l'économie, désormais acquis, a été amplement escompté.

En France, ce n'est pas la reprise économique, loin s'en faut, qui a provoqué une véritable « explosion » des cours, la

plus forte et la plus étendue depuis la guerre. Bien au contraire, les nouvelles les plus déprimantes n'ont cessé d'affluer : chômage, licenciements, stagnation, puis baisse de la consommation. Et pourtant les valeurs françaises n'ont cessé de monter, certaines doublant ou même triplant leur cours de départ ! - Un boom triste », dira un des acteurs du jeu, et même · un peu honteux - dans un cadre national peu riant.

C'est que, à Paris, un faisceau de facteurs techniques a été réuni dans une conjugaison assez rare : perte d'intérêt pour l'immobilier et pour l'or qui a provoqué des désinvestissements au profit de valeurs mobilières favorisées par le sisc, phénomène d'« entonnoir » dans un marché relativement étroit où les investisseurs se sont disputés une quinzaine de valeurs, celles de sociétés en bonne santé et opérant, pour une bonne part, à l'étranger, notamment aux États-Unis (les «belles américaines *).

Une chose est vraisemblable néanmoins : les performances hors du commun réalisées par la Bourse de Paris en 1983 ne risquent pas d'être rééditées en 1984, tout au moins de cette façon-là. Le même problème se pose partout dans le monde aux investisseurs: comment consolider les progrès effectués et se prémunir contre les retours de flamme, inévitables dans certains cas? Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel! Tout dépendra de l'évolution des taux d'intérêt. Ils continueront de baisser, sans doute, en France pour des raisons internes. Ailleurs, c'est l'inconnu, avec toutefois l'espoir que la reprise américaine s'étendra et se généralisera, sans trop d'inflation, et cela, les gouvernements y veilleront, à tout prix. Autres inconnues : le prix de l'or et celui du pétrole.

Bien des investisseurs y pensent, comme à un relais.

PARIS: L'EXPLOSION

Le comble des paradoxes! Alors que rien dans la situation économique de la France n'incite à un optimisme bear, que l'Heragone n'a pas pe s'accrocher, pour l'instant, an train de la reprise parti des Etats-Unis et que les dirigeants actuels ne sont par précisément ceux que les milieux d'affaires appelaient de leurs vœux en ioni 1981, la Bourse de Paris a réalisé cette année un parcours exceptionnel à sout égards.

Avec une hausse de 60 % en moyense par rapport au début du mois de janvier (67 % pour l'indice global le 28 décembre et 55.5 % solon l'indice de la Compagnie des agents de change), le marché parisien caracole en tête des places mondiales, an coude à coude avec Stockhoim. Il fant remonter à 1954 pour remouver de pareilles performances au moment où le Palais Brongniart trouveit dans les découvertes pétrolières d'Esso à Parentis le stimulant nécessaire après plusieurs années de maraume de l'après-guerre.

Du coup, la capitalisation bour-sière de Paris et des sept places de province a franchi le seuil des 300 milliards de francs. Dans le même temps, on assistait à une explosion du volume des échanges. plus de 300 milliards de francs, en augmentation de plus de 50 %. Une fois de plus, les obligations ont accaparé une part importante du marché, le montant des échanges atteignant 222 milliards de francs durant

cette période, soit une augmentation de 71 % tandis que les actions représentaient 108 milliards de francs (+ 66 %) sur le seul marché offi-

En dépit du terrain gagné par ces dernières par rapport à l'ensemble des transactions, la part du marché obligataire est restée prépondérante. · Les raisons de la croissance très forte du marché obligataire sont structurelles, mais j'ai le mumes au'elles sont actuellement à leur zémith », devait déclarer à ce sujet M. Yves Flornoy à la revue Bourse avant de céder à M. Xavier Dupont son fautenil de syndic au terme de huit années passées à la tête de la Compagnie des agents de change.

Les raisons de cette hausse exceptionnelle? Elles sont multiples. puisqu'on peut citer pêle-mêle les niveaux records enregistrés sur l'ensemble des places internationales et leur effet d'entraînement sur le marché de Paris, la « prise en tenaille » des placements liquides entre une fiscalité alourdie et des conditions plus contraignantes (levée de l'anonymat sur les ventes d'or, par exemple), enfin, la grave crise qui a sévi sur le marché immobilier en dépit d'un « frémissement » perçu par certains professionnels en fin d'année. Parallèlement, la Bourse de Paris avait subi la « saignée » des nationalisations depuis plus d'un an sans que de nouvelles valeurs soient venues compenser, à la cote officielle, la vinztaine de titres bancaires et industriels radiés pour cause d'extension du secteur public.

Cette conjonction d'éléments, alliée à une politique voloniariste des ponvoirs publics qui a trouvé son aboutissement dans la « loi Delors » du 3 janvier 1983 sur le développe- comptes d'épargne en actions aux

ment des investissements et la protection de l'épargne, a fait que tous les secteurs se sont trouvés poussés à la hausse les uns après les autres, Aux « belles américaines », installées aux Etats-Unis et que l'envolée du dollar a tirées vers le haut (Moët-Hennessy, Pernod Ricard, B.S.N.-G.D., Bongrain, Générale Biscuit) ont succédé les secteurs industriels, agro-alimentaire et chimie en tête, tandis que les services et les sociétés de porteseuille allaient également de l'avant.

Seules les valeurs de la métallur-

gie, du bâtiment et des travaux publics ainsi que de la distribution ont fait grise mine ; encore ces dernières ont-elles été tirées de l'ornière en fin d'année par des investisseurs se rabattant sur des titres qui n'aient pas trop monté. Un vent de spéculation a également soufslé sur une poignée de sociétés dites « en redressement », parmi lesquelles Michelin. Peugeot, Manurhin, Creusot-Loire. Maisons Phénix (par moments) ou encore D.M.C. Résultat : à la fin novembre, plus d'une vinguaine de sociétés françaises avaient dépassé les 100 % de hausse par rapport à la fin de l'année 1982 avec, en tête, Sommer Allibert, Générale Biscuit, Pernod Ricard, D.M.C., Roussel-Uclaf. Essilor et Esso, pour ne citer que les écarts supérieurs à 150 %.

En dehors du cercle étroit des trois mille personnes directement intéressées, dans leurs émoluments. par les performances de la Bourse de Paris, celles-ci ont également profité aux sociétés cotées. Grâce aux nouveaux produits financiers mis à leur disposition, à un développement important des augmentations de capital et au relais assuré par les

anciennes Sicav Monory, elles ont recueilli cette année quelque 15 milliards de francs d'argent frais. Un autre apport important a été constitué par le second marché, ouvert, en

principe, aux seules petites et moyennes entreprises et dont la capitalisation a déjà dépassé les 7 milliards de francs depuis son inauguration, le 1ª février 1983.

Record pour les émissions et les transactions

Si l'année 1982 avait été celle tions de capital en espèces plus des obligations, qui avaient battu deux records - celui des transactions et celui des émissions. - l'année 1983 aura été propice à la fois aux obligations et aux actions, tous les records étant à nouveau battus,

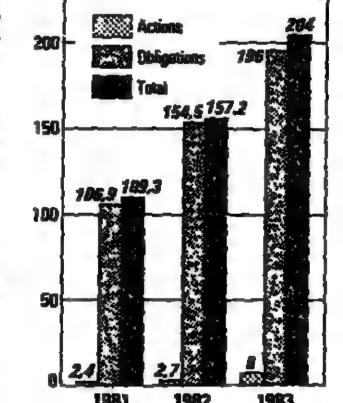
Cartes, les obligations ont été derechef favorisées grace à deux facteurs : la nouvelle baisse des rendements et des taux à l'émission, revenus de 15,30 % à 13,40 % pour les emprunts d'Etat, et de 15,70 % à 14 % pour ceux du secteur public, qui a stimulé les prêteurs et revalorisé les cours des émissions précédentes : la véritable « explosion » des SICAV et fonds de placement en obligations à court terme, dits « de trésorerie ». qui ont collecté plus de 50 milliards de francs supplémentaires aux dépens des placements traditionnels à courte durée (compte sur livrets et comptes à terme). Ces deux phénomènes conjugués ant permis aux émissions de faire un nouveau bond de près de 27 % en 1983, faisant suite à celui de 44 % en 1982, avec un total de 196 milliards de francs contre 154.5 milliards de francs. Le montant des emprunts d'Etat a augmenté de 25 %, à 50 milliards de francs (51 milliards de francs avec les bons du Trésor renouvelables), sa part du montant total ne variant guere (25,5 % ou 26 % contre 25,9 % en 1982). Les grands emprunteurs ont été, comme à l'habitude, les établissements publics, E.D.F. notamment (plus de 16 milliards de francs), la S.N.C.F., les P.T.T., les établis-

foncier, Crédit national, C.E.P.M.E.) et les banques, pour obtenir du désencadrement. Deux nouvelles catégories d'émissions sont apparues : les obligations avec bons de souscription d'actions (voir en page 16) pour 1,3 milliard de francs, et les obligations renouvelables du Trésor (1 milliard de francs). Au total, la capitalisation poursière des obligations en circulation est passée de 605 milliards de francs fin 1981 à 816 milliards de francs fin 1982 et à plus de 1 000 milliards de francs à la fin 1983. Celle des actions, qui avait flé-

chi'de 9 % en 1982, à 211 milliards de francs, a fait un bond de 50 % en 1983, atteignant 320 milliards de francs environ,en raison d'une hausse moyenna des cours de plus de 50 %. L'événement de l'année a été le triplement des augmentade 8 milliards de francs contre 2.7 milliards de francs en 1982 et 2,4 milliards de francs en

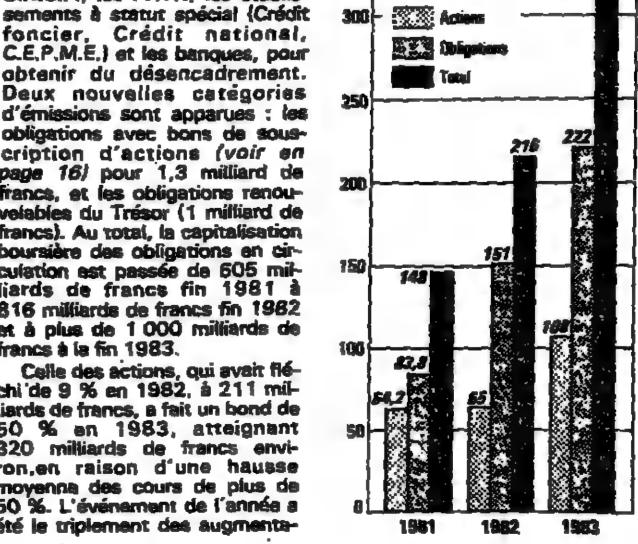
Au chapitre des transactions, tous les records ont été battus à nouveau: + 53 % pour le total (330 milliards de francs). Si les obligations comptent pour 222 milliards de francs (+ 47 %) après une progression de 71 % en 1982, les actions ont fait un





véritable bond à 108 milliards de francs (+ 68 %), ce qui reflète l'extraordinaire activité de la Bourse de Paris en 1983, due, également, aux transactions en actions étrangères (plus de 35 milliards de francs).

LES TRANSACTIONS



LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS (Institut national de la statistique)

COMPARTIMENTS	31 dec. 1982	Plus haut 1983	Physics 1983	23 déc. 1983	Diff. en
Valence (françaises à revent variable	987,5 2385,8	1 291,1 3817,5	842,7 2584,8	1291,1 350,9	+ 60,58 + 46,79
Bent 148 : 15 dicembre 1972 Valous Comprises à reman veriable Valous Estambres	115.8 372.8	1963 512	121,6 338,9	186,3 486,3	+ 69,88 + 42,79
Indice des valeurs françaises à reveux variable (base 160 au 3)-12-1961) Pétroles-Énergie Métallargie Climie Bit., suct., occateure, trav. publics Constructions robussiques Mazèriei dioctrique Automobilet et accessoires Industrie de cousur, non afimentaire Agro-alitementaire Distribution Transports Servicus Assermances Banquet Inmobilier et foncier Inmobilier et foncier Inmobilier et foncier	163,8 77,2 76,8 96,7 116,9 86,5 117,1 126,3 92 113,8 136,9 132,7 112,7 107,3	160,9 136,3 87,2 190,8 120,1 112,9 177,6 127,3 256,1 290,5 91,7 145 287,1 149,2 197,9 156,9 182,6	185 23,5 72,3 96,5 196,7 96,8 119 94,6 118,2 121 84,5 113,7 96,7 129,8 112,2 126,4	258,1 240,2 97,7 145 202 149,2 197,9 156,9	+ \$5,69 + 2,15 + \$9,71 + 15,10
Naientes françaises à terrette fine Empresses d'Etat Empresses generales et aminalés Sociétés Bate 168 : 31 décembre 1972 Empresses generales et aminalés	98.2 99.4 98.7 98.7	184,6 105,3 194,2 195,5	99,4 199,7 99,4 99,8	104,5 164,2 105,3	+ 5,43 + 5,57 + 6,68 + 4,20
Compagnie des agents de change Base 180 : 31 décambre 1961 Indice général Produits de base Construction Biens d'équipement Biens de consonnation durables Biens de consonnation Biens de con	95,1 198,2 78,6 97,5 191,6 196,3	152.9 131 116.9 123	941 749 942 97,4 97 1041 113,4 93,6 112,6	196,1 153,8 126,6	+ 5,25 + 53,49 + 61,06 + 15,79 + 18,39 + 66,29 + 116,91
Bournes régionales Bene 100 : 31 décembre 1981 Intice général		124,7	191,6	125,5	+ 19,07

Base 100 : 31 décembre 1982 VARIATIONS DE L'INDICE C.A.C. (CF DES AGENTS DE CHANGE)

MARCHÉ DE PARIS

Le succès du second marché

Depuis quelques années, la pénurie d'introductions en Bourse inquiétait les autorités: d'une douzaine par an durant la période 1968-1977, le rythme moyen était tombé à cinq par an pour les quatre années suivantes, et encore 1982 n'a-t-elle permis qu'une seule véritable accession à la cote officielle, celle d'Epeda Bertrand-Faure. En outre, la cote a subi la saignée provoquée par la radiation d'une vingtaine de banques et sociétés industrielles. conséquence de la nationalisation. Pour combler ce vide, les autorités boursières ont été contraintes d'accélérer la mise en place d'une structure d'accueil spécialement destinée anx petites et moyennes entreprises, encore inhibées à l'idée d'accéder directement à la cote officielle.

C'est à cette préoccupation que devait répondre, le 1e février 1983. la création officielle du second marché grace au · feu vert » donné par la loi du 3 janvier de la même année. dite - loi Delors ». Directement inspiré des expériences en ce sens tentées sur les places étrangères, notamment du marché américain NASDAQ où sont négociées actuellement plus de 9 000 entreprises de moyenne importance, mais, surtout, de l'Unlisted Securities Market (U.S.M.), ce marché londonieu de création beaucoup plus récente qui compte déjà 150 sociétés inscrites en trois ans d'existence, le second matché devait se substituer à l'ancien < hors cote spécial ».

Créé en 1977, celui-ci avait rapidement périolité dans la mesure où les sociétés qui y étaient cotées étaient soumises aux mêmes contraintes qu'à la cote officielle (mettre 25 % du capital à la disposition du public, publication de nombreux documents financiers...) et obligées, en outre, d'accéder à cette dernière après une période d'acclimatation de trois ans passée au « hors cote spécial ». Tirant les lecons de cet échec, la commission des opérations de Bourse, la Chambre syndicale des agents de change et les pouvoirs publics devaient convenir de conditions d'admission beaucoup plus souples - et moins coûteuses sur ce nouveau marché (introduction de 10 % du capital seulement) et d'une grande facilité de fonctionpement (pas d'obligation de passer à la cote officielle). Outre la mise en place d'un « contrat de liquidité », conclu entre banquiers et agents de change introducteurs, ceux-ci s'engagent non seulement à effectuer la diffusion des titres au moment de l'introduction mais à assurer la liquidité du marché par la suite (en se portant acheteur ou vendeur face à

ractère semi-confidentiel des transactions qui caractérisait jusque-là l'ancien « hors cote spécial ».

Il faut croire que la formule a séduit à la fois la communauté sinancière et les entreprises soucieuses d'ouvrir leur capital dans la perspective d'une future opération en fonds propres puisque, à la fin de l'année 1983, le second marché de Paris et des Bourses de province comportait quarante-deux sociétés françaises et trois étrangères. Sur ces quarantedeux, vingt-sept d'entre elles étaient cotées au palais Brongniart et quinze sur les Bourses de province : une à Bordeaux (Auxitex), deux à Lille (Fourray-Cotex et Reydel Industries), quatre à Nancy (Garages souterrains, N.S.C., Rhin-Rhône et S.F.E.C.), trois à Nantes (Albert S.A., Quo Vadis, I.P.O.) et cinq à Lyon (Genty-Cathiard, Ollier Installux, H.D.P., Salomon et Smoby).

Ces sociétés nouvelles inscrites ont une triple origine : le transfert opéré pour une vingtaine d'entre elles de l'ancien « hors cote spécial » au second marché, le passage de cinq ou six titres du « hors cote » traditionnel où ils se négocient précédemment, enfin, l'admission pure et simple pour plus d'une quinzaine de sociétés. Selon les statistiques les plus récentes, établies à fin octobre. les transactions sur cette nouvelle structure d'accueil ont représenté environ 1,5 milliard de francs (contre 286.8 milliards à la cote officielle), la capitalisation atteignant 7,6 milliards de francs (contre 302:9 milliards au marché officiel).

D'autres sociétés françaises de moyenne importance sont déjà sur les rangs pour 1984 (une trentaine d'introductions sont d'ores et déjà prévues) et les spécialistes considèrent que trois cents à six cents entreprises françaises correspondent aux caractéristiques globales du second marché, certains d'entre eux n'hésitant pas à pronostiquer environ cent cinquante candidatures à moyen

Terrain privilégié de réconciliation entre la Bourse et les petites et moyennes entreprises en mal de capitaux, le second marché doit encore maîtriser un processus d'introduction qui a conduit à de nombreux excès face à une demande de titres déchaînée. La récente mise en place de procédures nouvelles telles que l'offre publique de vente nominative va dans ce sens, et une certaine régularisation devrait intervenir au fur et à mesure de la « banalisation » de ce marché boursier, à mi-chemin entre le « hors cote » et la cote offi-

Une éclosion de nouveaux produits financiers

Avec la loi du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne pour cadre, 1983 aura été l'année des nouveaux produits financiers. Destinés à canaliser chaque jour un peu plus l'épargne des ménages vers les marchés financiers, où viennent s'approvisionner entreprises privées et publiques, ils ont revêtu diverses formes:

la clientèle), de façon à éviter le ca-

Les titres participatifs: sans doute la principale innovation de cette année, ils sont essentiellement destinés aux sociétés du secteur public, récemment nationalisé ou coopératif, dont ils confortent les fonds propres. Successivement: Saint-Gobain; Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt : la Compagnie générale d'électricité et la régie Renault ont procédé à l'émission de titres particinatifs. La liste des firmes industrielles intéressées par ce produit n'est pas close, mais les banques vont également se mettre bientôt sur les rangs.

 Les certificats d'investissement: pour l'instant, seule l'Agence Havas a utilisé ce nouveau titre financier que peuvent émettre les entreprises sur le modèle des anciens certificats

pétroliers. · Les actions à dividende prioritaire sans droit de vote: elles ont l'avantage de permettre aux sociétés de recueillir des capitaux sans crain-

dre de perdre le contrôle de l'affaire. Après Legrand, Casino, Darty, Essilor, Signaux Sagem, Mors, pour ne citer que quelques entreprises, ont émis des A.D.P. de cette nature.

Les obligations à bous de souscription d'actions ou « warrants »: c'est la société Lafarge-Coppée qui a inauguré cette nouvelle formule qui permet de devenir actionnaire tout en disposant d'un titre obligataire, le groupe Peugeot lui ayant ensuite emboîté le pas.

 Le versement d'actions au titre du dividende: successivement, CIT-Alcatel. Alsthom-Atlantique et Lafarge-Coppée ont utilisé cette possibilité offerte aux actionnaires qui souhaiteraient percevoir leur dividende en actions nouvelles au lieu des traditionnelles espèces.

Les obligations renouvelables du Trésor ou O.R.T.: destiné à la clientèle traditionnelle des bons du Trésor, ce nouveau titre, qui ne figurait pas dans la « loi Delors » du 3 ianvier dernier, a été testé pour la première fois à la fin juin, une époque mai choisie (veille de départ en vacances, paiement du deuxième tiers provisionnel et de l'emprunt obligatoire). C'est ce qui explique sans doute son semi-échec sans que les pouvoirs publics aient renoncé à de prochaines émissions d'O.R.T., ce qui ne signifie pas pour autant la fin des classiques emprunts d'Etat.

PETROLES

Nette amélioration

Très déprimés en 1982, avec un recal de 24 %, en raison de la crise du pétrole, le compartiment a effectué une brillante remontée cette année. Au départ, la prise en compte de la nouvelle formule de calcul des prix domestiques, intégrant l'évolution des cours sur les marchés européens et la finctuation du dollar. provoquait une très vive bausse, «cassée» toutefois au milieu de l'été

lorsque le libre jeu de cette formule fut entravé par les pouvoirs publics qu'inquiétait la hausse continue du dollar. Toutes les valeurs ont, tout de même, vigoureusement progressé, à l'exception, fort logiquement, de la Française de rassinage. Esso et Française B.P. out été stimulées par des rumeurs de découvertes pétrolières, peu ou pas contirmees.

	31-12 1982	Phys. haut	Phis bea	30-12 1983
Applications des gaz	154	368	136	308
Elf-Aquitaine	164	203	100,50	171
Easo	170	519	165,90	511
Prançaise des pétroles	119,50	197	114	172,40
Francerep	296	463 140	273	463
Pétroles B.P.	36	127	35,10 73	88,99
Raffinage (Française de)	75	487	255	490
Elf-Gabog	275 35 9	1 300	852	910

MINES D'OR

Grâce au dollar

Sagvées par le gong. Bien parties à l'aube de 1983, au point de s'élever à leur plus haut niveau historique le 15 février (734 à l'indice «F.T.»), les mines d'or, déprimées ensuite par les langueurs du métal précieux, ont bien failli rater complètement leur arrivée. A la fin octobre, leur baisse, par rapport au pic atteint neuf moss apparavant, était de 39.5 %.

Non seniement elles ont réussi à surmonter ce lourd handicap, mais, sont parvenues à progresser d'une année à l'autre (+ 4 %). Cela est deux mois seulement.

C'est une prouesse, qui ne doit rien au hacard mais tout au rendement des actions, redevenu attrayant (de 7 % à 14 %) par effet mécanique, et surtout au très bon bilan de santé dressé par les compagnies minières pour les neuf premiers mois : recettes augmentées de 26 %, bénéfices d'exploitation de 38 %, profits après impôts de 22 %, dividendes de 45 %.

A première vue, un tel bilan peut paraître étonnant. Comment. avec une marchandise dont le prix baisse, une entreprise peut-elle dégager des résultats améliorés? Le paradoxe n'est qu'apparent. Depuis septembre 1982, les compagnies minières sont réglées en dollars par l'État sudafricain pour leurs ventes d'or. L'effet de ce nouveau mode de paiement s'était déjà fait partiellement sentir l'année précédente. Cette fois, les compagnies ont profité à plein de la dépréciation du rand (- 13 % encore). Mais ce ne fut pas là leur scule chance. Malgré la baisse de l'or, elles ont en moyenne encaissé plus de dollars par once d'or vendue en 1983 qu'en 1982 : 427 dollars environ (+ 12,4 %). La production ayant, d'autre part, légèrement augmenté (+ 2,4 %) pour atteindre 670 tonnes, les recettes ont tout naturellement augmenté. Pour l'année, elles out été de l'ordre de 9.6 milliards de rands (+ 33 %).

Dans ces conditions, même avec des coûts d'exploitation accrus (+ 14 %) et une charge fiscale alourdie (+ 36 %), les mines d'or ont réussi à dégager des bénéfices améliorés de 11 % en moyenne (3 milliards de rands au total).

Du coup, mis à la portion congrue l'année précédente, les actionnaires

ont pu être un peu plus gâtés. De 1.35 milliard de rands, leur rémunération s'est élevée à 1,57 milliard de rands (+ 15%).

Ainsi donc, une fois de plus, grace au dollar, mais cette année en fin de parcours sculement, les mines d'or. dans leur course, se sont désolidarisées du métal précieux. Mais le phénomène pourra-t-il se reproduire une troisième fois? Rien n'est moins sur. Tout dépendra des caprices du dollar et, par voie de conséquence, de l'évolution des cours de l'or.

Les compagnes d'exploitation se henrient à deux problèmes majeurs : le manque aigu de main-d'œuvre qualifiée avec la rotation très rapide de leurs effectifs (90 % l'an), la nécessité d'aller chercher le minerai à des profondeurs toujours plus grandes. Dans les deux cas, leurs dépenses, donc leurs coûts, s'accroissent, et le plus grand nombre sont dans cette situation.

L'évolution des résultats est donc étroitement lié an prix de l'or, qui détermine à son tour l'importance des investissements (1 257 millions de rands en 1983, chiffre en baisse de 1,5 %) et, au-delà, de la charge fiscale, lesdits investissements étant déductibles des bénéfices impossbles. L'alourdissement de l'impôt l'an dernier résulte du double effet du plafonnement de ces investissements et de l'augmentation des bénéfices. Quid du prix de l'or pour 1984? Les experts sont très réservés à cet égard. Cependant, le directeur adjoint de la Chambre des mines rud-africaine pense que les deux ou trois années à venir seront des crus honorables, pour la simple raison que tous les éléments, à ses yeux, restent en place pour favoriser une nouvelle poussée inflationniste.

Les analystes financiers de Johannesburg partagent cet avis et tablent, pour 1984, sur des cours de l'or tournant autour d'une moyenne de 440 dollars l'once. C'est sur cette hypothèse de travaii que planchent aussi les experts de l'Anglo-American.

Notons qu'à Paris, l'indice « Agefi » des mines d'or a monté de 20.6 %. Cette hausse est essentiellement due à la progression rapide de la devise-titre (+28,9 %), passée de 8,30 F à 10,70 F.

	31-12 1982	Phys. hant	Pins bas	30-12 1983
Amsoid	916	1 475	901	1 205
Anglo-American	134	236	134	177,20
Bufferfontein	477	710	399,96	628
De Beets	50	113,40	51,20	-88
Driefontein	271	416	249	348,50
Prec State	409	545	330	415
Gencor	180	302	181,50	253,50
Goldfields	65	105	61	77
Jarmony	175	284	155.50	217
President Brand	400	555	332	404
Randfontein	1 007	1 693	1 029	1 525
St Helens	383	490,50	311,50	375
Western Deep	478	688	410	566
Western Holdings	433	621	385	463

Les plus importantes variations de cours de l'année (en %) (cours au 30 décembre 1983)

VALEURS FRANÇAISES -MARCHÉ A RÈGLEMENT MENSUEL

en hausse		EN BAISSE		
Essilor international Pernod Ricard	+ 216 + 213	Mamrhia Pocisis Chantier F. Dunkerque Euromarché Amrep	- 42 - 31	
Esso D.M.C.	+ 203 + 184 + 177	Cressot-Loire Vallourec G.T.W. Entrepose Nobel Bozel Crosset	- 24 - 23 - 18 - 18	

VALEURS FRANÇAISES - MARCHÉ AU COMPTANT

EN HAUSSE		EN BAJSSE	- : :::
Gevelot		Secilor	
Nadelia	+ 422	Mars-Madagascar Ateliera Motobécane	- 57
Carbonique	+ 281 + 276	Jacper Gérance Arm. Hold.	
Soficav Testat Acquitas	+ 234	N.V. Participations Atcliers La Loire	- 52
Luciaire	+ 207	C.G.L.B. Nouvelles	- 48
Fromageries Bel		Radar Profil Tubes Est	

VALEURS ÉTRANGÈRES -MARCHÉ A RÈGLEMENT MENSUEL

en hausse	-	EN BAISSE		
Ito Yokada Norsk Hydro Imperial Chemical Ford Motor LT.T. Hoechst Du Post de Nespours Philips Matsushita Elec.	+ 116 + 111 + 90 + 38 + 87 + 81	Zambia Copper — 14 East Rand — 5 St-Helena Mines — 7 President Brand — 7 Free State	4 5 2 1 6	
Bayer	+ 79	1		

AGROALIMENTAIRE

La « grande bouffe »

Du jamais vu : 100 % de hausse en 1983. A ce titre, l'agroalimentaire à été le véritable « challenger » de l'année boursière. La crise? Voilà bien un secteur qui ne la connaît pas vraiment. Mais quand il s'agit de manger et de boire, les porte-monnaies les plus étriqués se délient. Et l'INSEE ne prévoit-il pas un excédent commerciai (cotre 19 milliards et 20 milliards de francs) fortement accru (près de 30 %)? Ceci expliquant cela, aucune, mais aucune des valeurs figuram dans cette rubrique n'a baissé. Les plus défavorisées, si l'on peut dire (Béghin et Olida), out enregistré des progressions supérieures à 20 %. Pourtant, l'industrie sucrière n'a pas précisément le vent en caise, victime de la concurrence européenne, elle ne va pas très fort. Mais s'agissant d'Olida, l'effort de restructuration intéresse, et quelques-uns, autour de la corbeille, hésitent pas à marier la société avec un plus grand groupe. Bref. quand le milieu de la classe a de bonnes notes, que dire des bons élèves qui marchent ou galopent, travaillent avec les États-Unis et/ou sont implantées la-bas, tirant de ce fait de très larges profits d'un dollar hyperfort. Leurs performances ont été peu communes. Mumm a largement doublé sa mise, Pernod, détenteur de la coupe de France de l'entreprise pour 1982, aussi, grâce à sa vigoureuse politique de diversification, Perrier, bien sûr, qui pétille toujours autant dans les verres américains. Et Martell donc! Partie doucement, l'action a fini très fort, profitant à plein d'informations de dernière minute. Pensez donc : malaré la concurrence et les restrictions aux importations décidées per les autorités de Honkong, le groupe a bien résisté sur le front du cognac, et sa filiale mexicaine, qui lui avait donné du fil à retordre, a été recouvertie. Ce fut la ruée dès que ces nouvelles furent commues début décembre: + 16 % en une séance, et 153 % sur l'année.

D'une certaine manière, Moët-Hennessy et B.S.N. ont été moins gâtés avec des gains de 70-% environ. Le premier groupe, pourtant,

fait un tiers de son chiffre d'affaires anx Etats-Unis. Le second y est bien solidement implanté aussi et, de surcroft, a mis une perie à sa couronne en rechetant aux frères Gardinier leurs intérêts dans les champagnes Lanson et Pommery et Greno. La réalité est que leurs titres ont fait upe mes beile course. Réticents les investisseurs? Que nenni, Mais la capitalisation des titres constitue une barrière. Elle est de dix-sept fois pour le premier, de quinze fois pour le second. C'est déjà beaucoup. mais, en Bourse, les professionnels assurent que les investisseurs font leurs calculs sur l'estimation des résultats de 1983 et même de 1984. Cela abaisse d'autant ces fameux ratios (price earning ratio ou PER, autrement dit, le bénésice par action

rapporté au prix facturé en Bourse). D'où les rapports assez étonnants enregistrés sur Bongrain (dix-huit fois), surtout sur Générale Biscuit (vingt-quatre fois), que le seul rachat de Mother's Cake, deuxième producteur américain de biscuits, ne saurait enrièrement justifier même en portant le chiffre d'affaires réalisé par la firme aux Etats-Unis à 235 millions de dollars.

S'agissant de cette entreprise, les analystes d'une grande banque; de la place tablent pour 1983 sur un bénéfice supérieur à 100 F par actione ce qui ramènerait le PER à dix-sept fois. Faut-il s'étonner dans ces conditions que le titre ait fait un maiheur: + 262 %?

Pour tout dire d'une façon générale, les opérateurs ont joué en anticipant presque partout des bénéfices fortement accros, y compris sur Lesieur (+ 26 % de profits en plus pour les seuls neuf premiers mois) et Saint-Louis (une hausse de 30 % des résultats est escomptée). La progression assez « modeste » de l'action Venve Clicquot (+ 43 %) se comprend mieux dès lors que les propostics portent seulement sur une amélioration de 10 % des résultats. De tout ceci l'on retiendra surtout que, crise ou pas crise, les hommes devront toujours s'alimenter et s'abreuver. Pour l'agro-alimentaire, 1983 restera l'année de la « grande bouffe ..

Valenes	31-12	Pius	Pius	30-12
	1982	haut	bus	1983
Béghin Biscuit (Gén.) Bongrain B.S.N G.D. (1) Lesieur Martell Moët-Hennesty (2) Minnsn Ofida Pernot-Rienrd (3) Perrier Saint-Louis B. (4) Vve Clicquot Nostié	1 1035	338 1.650 1.878 2.734 1.375 1.800 1.421 650 223,50 980 454 371 1.830 25.630	208,18 441 1 037 1 314 760 623 795 300 143 347 194 150 1 081 16 540	265 1 590 1 878 2 680 1 375 1 800 1 402 650 200 779 454 312 1 780 25 030

(1) Émission à 800 F (1 pour 4). Droit : 130 F. (2) Émission à 550 F (1 pour 8). Droit : 29 F. (3) Attribution († pour 2). Droit : 340 F. (4) Émission à 200 F (1 pout 3). Droit : 27 F.

CHIMIE

Dans les pharmacies...

précédente, le compartiment de la chimie s'est classé troisième (+ 90 %) au palmarès en 1983.

Désormais, presque essentiellement constitué de sociétés exerçant leurs activités dans la pharmacie et/ou dans l'industrie des cosmétiques, deux branches rentables et très prometteuses pour l'avenir, il a tiré le meilleur profit de l'effet d'entraînement imprimé par les plus performantes d'entre elles.

A tout seigneur, tout honneur L'Oréal.

L'entreprise ne connaît pas la crise, s'en vante et le prouve. Son taux prévisionnel d'expansion pour l'année écoulée est de 14 % à 15 %. avec une progression de son bénéfice du même ordre de grandeur. Résultat : l'action a monté de 120 %

Maigré la décision des pouvoirs publics de mettre l'industrie pharmaceutique à la portion congrue en lui refusant une soconde hausse conjoncturelle, Roussel-Uclaf a remarquablement tiré son épingle du jeu avec un chiffre d'affaires consolidé accru de 22 % et un bénéfice d'autant. La Bourse lui a décerné la palme (+ 160 %). Mais la SANOFI a également eu droit aux homeurs (+117 %). Le tandem Sautier-Dehecq a fait du beau travail. L'affaire achève sa restructuration et se révèle très saine. Des problèmes? Elle en a bien str. comme beaucoup, et a perdu 75 mil-

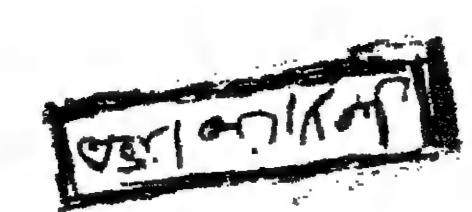
Sous le signe de l'austérité l'année lions de francs du fait de l'encadrement des prix (90 millions escomptés pour 1984). Mais son niveau de résultata est très satisfaisant, et la recherche fait l'objet d'une attention de tous les instants.

Demier représentant de l'industrie chimique, L'Air Liquide a encore pâti de sa croissance ralentie. L'entreprise a pris le contrôle à 90 % de la Carboxyque française, a renforce sa participation dans la filiale américaine Liquid Air Corp., a actru ses ventes au Japon, a fait enfin des efforts méritoires de productivité en Europe. Mais pour 1983, une augmentation de 10 % sculement des profits est attendue.

Enfant adoptif de la chimie, Arjomari (second fabricant mondial de papiers spéciaux : billets de banque. 'd'avion, chéquiers) s'est fait un devoir de temettre une très bonne copie. Le redressement se poursuit, les investissements a'orientent dans les secteurs de haute technicité ? forte valeur ajoutée, et les résultats usmentent

Nobel Bozel a été une fois encore le dernier de la classe. Mais ce n'est pas une surprise. Un plan de redressement, le énième du genre, a été mis en place avec la constitution de trois divisions : Bozel Electrométalhurgie, Nobel Plastiques, Tramico (mousses pour l'automobile, l'auteublement, le bâtiment), qui devrait saus doute conduire à une vente par appartements.

Valenta	31-F2 1982	Phis	Phas bas	30-12 1983
jonari Air liquide (1) stitut Mérieux	136 401,28	361 576 257	128 383 654	360 526
Orési obol-Bozei	971 13,29	2 225 13,65	961	2219 18,85
mofi (2)	231 239	795 532	223 223	785 532
(1) Astellantian ellerity (1 man	400 . Therein	5A-127	- 10	.



THE HILL STATE

THE WHOLE

AND THE STREET, STREET

and the second second

en is great to

AUTOMOBILES ET ACCESSOIRES

NDUSTRIE DE CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE Les feux de la rampe

Véritable panier de la ménagère,

ce compartiment a, comme l'année précédence, fait des étincelles en 1983, et, de la seconde place, est passé à la première (+ 120 %). Les espoirs places dans les nombreuses sociétés le constituent se sont cette fois renforcés ou matérialisés.

Ainsi, les résultats d'André Roudière scrout encore mauvais. Mais les comptes du second semestre ont fait apparaître des bénéfices. L'assamissement commence donc à porter ses fruits. Le cours du titre a

La situation de D.M.C., troisième groupe textile français, a continué de s'améliorer. Maigrelette en 1982, première année du retour à l'équilibre, le marge bénéficiaire du groupe devrait s'élargir : 24 millions de francs prévus. C'est encore peu comparé au chiffre d'affaires (25 milliards de francs), mais prometteur. La hausse de l'action (+ 180 %) et surtout l'ampleur des échanges ont quand même paru suspectes. Beaucoup y out vu des manœuvies souterraines. Mais rien de déterminant ne s'est produit. La Caisse de retraite interprofessionnelle a pris 10 % du capital. Sommer a tenu ses promesses (90 millions de francs de résultats escomptés), Hachette aussi avec en principe 57 % de profits en plus (200 millions de francs).

Presses de la Cité a profité de l'effet Larousse. Mais Havas lui a souffié l'affaire. N'importe. Maigré une expansion plus ralentie collant à l'inflation, le groupe n'a pas démérité, et-l'action a été très entourée (+140.%).

. Un des cinq plus grands opticiens mondiaux, Essilor, a connu encore un bel essor et commencé à tirer parti de sa pénétration américaine. Le groupe a saisi l'occasion pour émettre des actions nouvelles à dividende prioritaire sans droit de vote. L'action a elle aussi tripié son cours.

Skis Rossignol a tenu ses objectifs de redressement. Les comptes de l'exercice 1983-1984 devraient se clore sur un bénéfice de 25 millions de francs. Plébiscité : 210 % de

Même Didot-Bottin a fait un core honorable grâce au développement des techniques de l'informa-

Mais tous n'ont pas eu la chance de pouvoir, au moins, administrer la preuve que leur avenir n'était pas En déshérence, Agache-Willot a

conservé le cap, sans plus. Prouvost, encore à la recherche de son identité, a piétiné.

Et Bic a décu. Sa « Marine » n'a pas eu le vent en poupe et l'action a fait volte-face après un bon parcours. Lanterne rouge.

A. Rondière D.M.C. 29,40 Assche-Willot (foec. et fin.) 27	Plus Plus bas	30-12 1983
Pronvost Sommer Didot-Bottin Hachette Presses de la Cité Bic Comptus Lyon-Alemand 723 2	66,50 34,95 93,90 28,40 105,50 57,80 42 33,10 141 345 564 681 717 872 389 143 190 665 440 619	155 83,50 94,80 38,90 452 320 1 540 1 975 408 212 2 190 1 300

(1) Emission à 900 F (1 pour 6). Drait : 55 F.

CONSTRUCTIONS MECANIQUES

aussi, à la Générale de fonderie. En Les difficultés n'out fait que pleurevanche, des progressions sensibles voir sur le secteur : sauvetage de ont été enregistrées à la SAGEM, Manurhia par la maison mère Maintéressée à l'électronique, de même tra, crise du matériel de travaux pupour . blics et, donc, de Pocisin, crise,

blies et, done, de Pocisin	CIBE,	Bertrand Far	re.	
Valcuts	31-12 1982	Plus insut	Pins .	30-12 1983
Av. M. Desenik Croszei Districk Epida B. Fanze(1) Facom Fiches Bunche (2) Fives-Lille Gis. Fondoric Manurhin Pochen (3) SAGEM (4)	427 151 302 730 580 796 142 19 236 92 92	465 197 366 1420 824 965 209 45,10 290 108 1450	395 106 285 725 551 675 140 15,60 77 48 965	445 132,90 325 1420 753 800 20 40,60 100,10 54 1400

(1) Souscription: 1 pour 4 ± 600 F.

(2) Souscription: 1 pour 10 ± 650 F.

3) Souscription: 2 pour 5 ± 100 F.

() Souscription: 1 pour 3 ± 900 F.

BATIMENT

Le poids de la crise

Avec 15 % de progression moyenne, le secteur du bâtiment s'est donc inscrit largement en dessous de-la progression moyenne de 55 %. Cette contre-performance s'explique par la crise que subit la profession à l'intérieur de nos frontières, et qui, soutefois, a épargné les catienties opérant à l'étranger :

Auxiliaire, Bouygnes, Dumez. Cette crise a touché Maisons Phénix, la S.G.E., qui a fusionné avec Sainrapt et Brice pour former S.G.E.-S.B., et d'une manière générale les cimenteries, Lafarge-Coppée ayant été affecté, an surplus, par le fléchisse-ment de ses activités américaines et par les pertes sur certaines filiales.

Fr. 196		Plus	1983
Assistance d'Empresses 363 Bonygnes (1) Comune français 185 Colts Dunner (2) G.T.M. Empresse 24 Lafenya-Copple 35 Maintan Phinix 28 Polict 16 S.C.R.E.G. (3) 26 C.G.F.S.B. 26	1 89Z 794 210 225,19 1 134 487,98 302 472 380 163,89	830 578 143 180 654 254 235 305 275 94 96	1 064 701 205,20 220 868 295 289,50 320 324,50 163,80 97

(1) Astribution gratuite: 1 pour 3. Cours du druit: 217 F.
(2) Astribution gratuite: 1 pour 2. Cours du druit: 418 F.
(3) Augmentation du capital: 1 pour 3 à 70 F.

BANQUES

Dans la moyenne

En très vif repli en 1981 (- 22 %) en raison des nationalisations et de la hausse des zanx d'intérêt, qui pénalisait les établissements distributeurs de crédit, puis enregistrant une remontée spectaculaire en 1982 (+ 30 %) alors que l'indice général restait plat, le compartiment des banques, limité désormais aux

établissements spécialisés et aux SI-COMI, a confirmé son redressement et participé au mouvement de hansse générale avec une progression de près de 50 %. La baisse des ranz d'intérêt, surtout à long terme, a favorisé ce secteur, dont l'activité reste bonne malgré la crise.

des benques, nimite designa			There	30-12
Valous	31-12 1982	Ples haut	Phis bas	1983
Bail Impostantement Bancaire Cir (1) CETELEM (2) Comptoir Entrepreneurs Crédit Foncier France (3) Crédit National (4) LOCINDUS Parisiense Réseauspite (5) Prétabail Sie	290 253 261 400 313 460	619 461 355 138 593 492 754 676 940 179	375 232 168 102,20 383 303 456 343 599 121 127,40	570 456 355 138 545 475 754 625 909 156 230

(?) Astribution gratuite: 1 pour 4. Cours du droit: 94 F.
(2) Attribution gratuite: 1 pour 4. Cours du droit: 66 F.
(3) Augmentation de capital: 1 pour 3. Attribution gratuite: 1 pour 5. Cours du droit: 107 F.
(4) Attribution gratuite: 1 pour 10. Cours du droit: 48 F.
(5) Semaription: 1 pour 20 à 200 F. Attribution gratuine: 1 pour 10. Cours du droit: 58 F.
(6) Souscription: 2 pour 5 à 110 F.
(7) Astribution gratuine: 1 pour 3. Cours du droit: 72 F.
(8) Astribution gratuine: 1 pour 5 à 10 F. U.C.B. (7) · Astribution gratuine: 1 pour 3. Cours du droit : 72 F.

Sous surveillance

Sorti à la fin de l'année précédente de la salle de réanimation, le compartiment automobiles et accessoires » a fait en 1983 ses premiers pas dans sa chambre d'hôpital et a progressé de 46 %, mais sous haute surveillance. Il n'est pas encore entré en convalescence. Les séquelles de la crise out été terribles. On n'a pratiquement parlé que de déficits. Déficit chez Motobécane, déficit encore chez Jaeger et pour la Compagnie européenne d'accumulateurs; déficit toujours chez Peugeot (2 milliards de francs vraisemblablement contre une perte réelle de 1 milliards en 1982); déficit probablement chez Michelin (4 milliards l'année précédente).

Dans cet océan de pertes, Valéo est apparu comme un liot de relative prospérité. Revenu dans l'ère des bénéfices en 1982, ses résultats

L'action a fait an bon parcours (+53 %). Avenir oblige. C'est à elle mais, singulièrement aussi à celle des deux géants malades (Michelin,

Peugeot) que le compartiment doit d'avoir assez bien tiré son épingle du

Les voies de la Bourse seraientelles impénétrables? Pas tellement, Bibendum n'a plus un sou vaillant pas même le franc symbolique pour reprendre Dunlop-France, en déconfiture. Mais les mesures de rigueur prises pour stopper l'hémorragie, surtout les promesses du marché américain, ont retenu l'attention. Si à l'horizon 90, cinq, voire six pneumaticiens sont encore vivants, Michelin sera du lot. Un analyste de la place assure même que pour 1983 un retour aux profits n'est pas impossible et chiffre ce résultat à 20 francs par action, soit 80 millions de francs environ. Mais c'est pentêtre aller un pen vite en besogne.

Quant à Peugeot, l'intérêt suscité a été double. Les investisseurs ont joué la réussite, naturellement, du plan de compression radicale effectifs, mais aussi l'échec, avec, sait-on jamais, une nationalisation, très hypothétique il est vrai, de Talbot, voire du Lion de Belfort.

des deux Beauts minus (3I-12	Plus	Plus	31-12
	1982	haut	bas	1983
Motobécane Européenne d'accumulat. (1) Jaeger Michelin Peugeot Valco (2)	14,95	17,40	6,29	6,45
	36	41,40	26,60	30,50
	76	85	33	34,50
	636	852	626	801
	116,30	226	115,50	297
	197	334	200	304,98

(1) Réduction du nominal de 100 F à 12 F. Emission à 30 F (5 pour 1). Droit : 0,05 F. (2) Emission à 220 F (1 pour 3). Droit : 18 F.

ASSURANCES

Mauvais

L'assurance n'est plus ce qu'elle était. Ses résultats techniques sont souvent mauvais, et la concurrence y lamine les barèmes, sauf en assurance-vie, où le marché reste

par exemple. Quelques exceptions, néanmoins, au niveau des hoidings comme le groupe Victoire, ou même des sociétés comme Le Secours ou Le Monde S.A.

orteur, ce qui a stimulé A.C. Valeurs	31/12/82	Pius haut	Plus bas	30/12/83
G.P. Vic (1) concorde	272 430 735 176 600 170 302 275 100	5 528 631 271 690 758 352 645 260 328 407	3 080 281 237 407 610 129,59 483 130 275 260 178 313	5 450 620 266 684 700 352 645 175 330 370 145,5 790

(1) Répartition : I action A.G.P. R.D. pour 4 A.G.P. Vie. Cours du bon de droit : 276 F.

(2) Augmentation de capital. (3) Attribution gratuite: 2 pour 5. Cours du bon: 67 F.

VALEURS A REVENU FIXE Bien disposé

terme (près de 2%) a favorisé les valeurs à revenu fixe, qui ont ajouté 5% en moyenne à leurs gains de l'année précédente (7 % à 10 %), pour la plus grande satisfaction des épargnants. Certains d'entre eux, néanmoins, sont encore perdants sur les émissions antérieures à 1980, dont les cours sont encore inférieurs à ceux d'émission. Les titres indexés

La baisse des taux d'intérêt à long n'ont guère été favorisés, surtout le 4 1/2 % 1973, qui a ajouté 3 % de perte à celle de 2,5 % enregistrée en 1982. Il est vrai que la stagnation du cours de l'or, qu'il soit en pièces ou en lingots, n'a guère favorisé les valeurs qui lui sont rattachées. Ainsi l'emprunt 7 % 1973, grand triomphateur l'an dernier avec une hausse de 34 %, n'a-t-il progressé que de

4 1/2 % 1973 7 % 1973 C.N.E. 3 %	1 932 9 167	2 307 10 145	1 818 7 902	1 835 9 620
8,80 % 1977 9,80 % 1978 10,80 % 1979 12 % 1980 13,80 % 1980 16,75 % 1981 16,20 % 1982 15,75 % 1982 14,60 % 1983	3 125 102 81 85 94 98 105 104	2 392 114,50 89,10 91,95 98,60 102,25 110,80 111,40 109,55 104,75	2 950 102,90 82,90 85,40 94,10 97,70 105,35 194,30 102,80 190	3 112 112,30 89 91,75 98,19 101,80 110,60 110,70 108,80 104,75

DISTRIBUTION La déprime

secteur de la distribution, où non seulement le chiffre d'affaires plasonne en raison de la stagnation de la consommation, mais où les bénéfices ralentissent leur progression face à l'alourdissement des frais généraux et des charges de toute nature. Ce ralentissement général a été très tôt escompté par les opérateurs,

Le poids de la crise a affecté le fin d'année. Dans leur première crise depuis la guerre, la piupart des grandes surfaces ont prouvé qu'elles pouvaient faire front et s'adapter. comme Promodès, par exemple, dans le secteur de la vente par correspondance. La Redoute et Damart ont même réussi de très belies performances. A noter, enfin, le début du redressement de la SCOA, après des pertes répétées.

cu leurs jugements pessi	30-12 1982	Plus	Plus bes	31-12 1983
Associane supermerchés 3 H. V. Carrefour Casino (1) CEDIS C.F.A.O. Comptoirs modernes Damart Darty Docks de France Buromarché Galeries Lafayette Guyesne et Gascogne Nosvelles Galeries Printemps (Au) Promodès Redoute (La) (2) S.C.O.A. (3) U.I.S. Viniprix	308 110 1 310 1 070 578 451 282 785 761 550 998 142 337 69 115 1 030 882 24	440 120 1531 1064 . 654 574 310 1395 791 615 964 165 350,50 74 150 1 295 1 178 55 \$55 1 200	286 101,50 1 200 800 469 435 231,10 668 595 468 630 129,50 273 62 99,20 865 820 22,45 365 596	414 113 1 350 871 510 556 272 1 395 778 533 681 150 319 67 1 275 1 036 595 1 086

(1) Augmentation de capital : 1 pour 3 à 600 F. (2) Augmentation de capital : 1 pour 8 à 450 F.
(3) Augmentation de capital : 2 pour 5 à 36 F.

MATERIEL ELECTRIQUE

Les hautes technologies à l'honneur Si les investisseurs travaillant

dans la City out, en 1983, boudé les valeurs électriques (-4 %), leurs collègues parisiens, bien au contraire, les ont setées (+47 %). Les amours sont durables. L'année précédente, déjà, ils les avaient assidûment courtisées. Ce compartiment de la cote, il est vrai, est un des rares à pouvoir se prévaloir des hautes technologies, le petit électroménager constituant l'exception. Et les hautes technologies sont prisées. C'est l'avenir. La preuve en est : aucune action n'a baissé, les plus défavorisées s'étant bornées à faire un score à peu près nul ou légèrement négatif. Parmi ces dernières, il y eut Alsthom, toujours affaibli par ses chantiers navals et occupé d'autre part à redresser le secteur gros matériel de la Compagnie électromécanique (C.E.M.), qu'il a rachetée à Brown Boveri. Crouzet, dont la convalescence traîne toujours en iongueur, fut du lot. Et Matra aussi. Pauvre Matra: trop d'impôts, trop de provisions. Doté d'une division - horlogerie » ruineuse, bien en peine avec une fille prodigue (l'automobile), le groupe a lâché Peugeot et s'est associé à la régie Renault. Lachée aussi, la branche « transport ». Mais le véritable coup est venu de Manurhin, au bord de la faillite, dont Matra a dû prendre le contrôle à 80 %. Pas de gaieté de cœur, l'on s'en doute, mais quand même avec l'aide de l'Etat, accordée sous forme de prêts participatifs (450 millions de francs). Bref, le groupe de M. Lagardère va devoir se recentrer, la priorité étant donnée aux composants, encore avec le concours financier de la puissance

Mais l'événement de l'année a sans conteste été la reprise par C.I.T.-Alcatel (filiale de la C.G.E.) des activités - communications -(téléphone, informatique, transmis-

plus de 50 % de Thomson-Brandt). L'opération est programmée jusqu'au 1ª janvier 1987. L'objectif des pouvoirs publics est de créer. sous la houlette de la C.G.E., un grand groupe mondial dans la communication, et la mission a été confiée à Thomson-Brandt de se développer encore dans l'électronique grand public et les composants.

Mais, singulièrement, ce n'est pas C.I.T.-Alcatel qu'est revenue la palme. La vedette a été tenue par SEB, dont le dynamisme, à l'étranger surtout, a fait recette, retenant l'attention générale, et par Signaux, dont la situation s'est bien améliorée avec notamment un gros contrat à la clé (signalisation du métro de Lagos au Nigéria).

Par ordre décroissant, signalons les performances de : 1) Télémécanique, sorti enfin de l'hôpital et dont on attend une progression de 22 % des bénéfices; 2) T.R.T. (groupe Philips); 3) P.M.-Labinal (qui se porte beaucoup mieux); 4) Moulinex (effort à l'étranger, retour périodique de rumeurs sur la succession de M. Mantelet); 5) Merlin-Gérin (prévisions de bénéfices en hausse de 22 %); 6) Intertechnique; 7) Legrand, premier cette année à avoir lancé une émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote; 8) Leroy-Somer, plus riche de son avenir (élargissement de la tête de pont américaine avec le rachat de King Bearing, quatrième distributeur de produits industriels aux Etats-Unis) que de son présent 100 millions de bénéfice d'exploitation consolidé attendus contre 127,8 millions); 9) enfin, Radiotechnique, qui a soufflé un gros contrat à Thomson-Brandt pour les décodeurs télé (4 chaîne).

Passé sous le contrôle de l'État. Bull a été définitivement radié de la cote le 22 juillet, avec, bien sûr, sions) de C.S.F. (désormais filiale à C.E.M.

	31-12	Plus	Ptus	30-12
	1982	haut	bas	1983
IT-Alcatel Touzet Interrectinique Legrand (1) Matra Merlin-Gérin Moteurs Leroy-Somer (2) Moulinex P.M. Labinal (3) Radiotechnique S.E.B. (4) Signaux (5) Télémée. Electrique Thomson-C.S.F. T.R.T. (6)	138,60 810,00 151 854 1 519 1 250 565 368,80 65 205 333 222 431 766 149,50	179 1 548 197 1 390 2 150 1 440 1 020 580 111,20 354 445 450 865 1 410 219 2 100	135 785 186 849 1 501 900 545 347 63 199 323 212,90 440 750 134 1 120	128 1 310 132,90 1 260 1 940 1 300 - 518 105 335 405 450 850 1 410 219 2 860

	(6)	
	Emission à 2 000 F (1 pour	- 3) Droit : 90 F
(1)	Emission a 2 000 I (1)	2) Denit 20 F.
	The second with the second second	31- Proper
	The second a 7 th P Will	41. Ding
(3)	Emission à 180 F (1 pour	9) Droit: 13 F.
(4)	FILMSHOOT STOOL (1 boar	23 Denit - 35 F.
0.00	Parameter & Still P. L. DOGE.	31. Digg
16	Attribution (1 pour 10). I	Stolf : 100 E-
101	TITLE FORMAT 1- L-	

SERVICES

Une très brillante année

Dans une conjoneture économique particulièrement grise, et peu propice à la production d'équipement, le compartiment des services s'est particulièrement distingué, avec une progression supérieure à 70 %. Que ce soit Accor, nouveau nom de l'ensemble Novotel-J. Borel International, en rapide redressement, Sodexho, son grand rival dans la restauration, le Club Méditerranée, ou Havas, qui a pratiquement pris le contrôle de la Librairie Larousse par filiale interposée, les valeurs de loisirs, de restauration ou de médias, publicitaires ou non, ont été savorisées. Cela a été le cas, également, des valeurs de distribution d'eau, la Générale et la Lyonnaise,

qui ont été très vivement recherchées par les investisseurs. La stabilité de leurs activités de base (l'eau), peu sensibles à la crise, et surtout leurs opérations de diversification, en France ou à l'étranger, notamment aux Etats-Unis (fourniture et vente de services), ont été très remarquées, et appréciées. Dans le cas de la Générale des Eaux, le groupe nationalisé Saint-Gobain a acquis 20 % du capital et Schlumberger 10 %, ce qui a entraîné une contreoffensive limitée des administrateurs. Quant à la Lyonnaise des Eaux, sa restructuration s'est poursuivie, avec la cession des activités travaux publics (Colas) et électriques (Trindel).

Valents	31-12 1982	Plus haut	Plus bas	1983
Accor (1) Bis Club Médinerrance Eaux (Générale des) (2) Europe 1 Eaux (Lyonnaise des) Havas (3) Publicis	144 176 511 349 593 410 403 560 1 510	225 302 820 608 763 796 920 1 210 2 848	129 174 467,40 236 560 390 397 545 1 509	225 236 772 560 600 770 849 1 210 2 750
(1) Augmentation de capital !	pour 4 à 140	F. Cours de d 0 F.	roit : 17 F.	

(2) Augmentation de capital: 1 pour 4 à 120 F.
(3) Augmentation de capital: 1 pour 3 à 100 F.

INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE

Un beau score conscience des plus-values intrinsè-

Dans ce compartiment fort dispaques dans son patrimoine. A l'autre rate puisque l'immobilier y côtoie la navigation ou la mécanique lourde, extrémité, Schneider a été laissé pour compte, en raison des diffile score d'ensemble a été impressioncultés du groupe, de la filiale nant: + 70 %. La paime revient à la Compagnie du Midi avec 150 % de Creusot-Loire notamment. hausse, la Bourse ayant pris

hausse, la Bourse ayan	r hise			30-12
	31-12	Pius kaut	Plus bas	30-12 1983
C.F.D.E. Chargeurs réunis C.G.I.P. Eurafrance La Hénin Marine Wendel Midi (Cie du) (1) Navigation Mixte Révillon Schneider		89 269 395 825 359 77,50 1 450 229,90 569 135	57,30 149 205,50 329 251 46,16 610 127 409 79	78 239 363 810 349 68 1 450 229,96 479 86,56

(1) Attribution gratuite: 1 pour 20. Cours du droit: 69 F.

BOURSES ÉTRANGÈRES

LONDRES

Hausses kangourou et pluie de records

Avec 30 % de hausse, le London Stock Exchange est arrivé sixième en 1983 au hit-parade des Bourses mondiales. Il aurait mérité de monter sur le podium car sa performance, favorisée par la déflation et la désescalade des taux, masque des prouesses. Elle a d'abord permis aux valeurs britanniques (toutes actions confondues) de se hisser à leur plus haut niveau historique (indice « allshares • à 470). Mais son principal mérite est de s'être fait accompaaner par une cascade de records : record d'activité (près de 70 milliards de livres sterling); records d'émission (2 milliards de livres, soit 24 milliards de francs, sans compter les reventes de titres faites par l'État dans le cadre de la dénationalisation pour 700 millions de livres ni les 500 millions de livres placés par le secteur privé, dont 150 millions provenant des 87 introductions nouvelles sur le second marché, qui compte maintenant plus de 200 sociétés : record d'achats également de valeurs de « père de famille » (les fameuses « gilt edged stocks ») pour 9,5 milliards de livres : record de hausse enfin, avec des progressions inimaginables, les dix plus fortes s'échelonnant de 500 % à 2300 % (Belair Cosmetic).

Mais le tort du marché est d'avoir mené sa course à la façon des kangourous, par bonds, ce qui, globalement lui a ôté de l'ampieur. Ainsi les augures avaient vu juste. Le marché n'avait pas dit son dernier mot l'année précédente, pourtant conclué par un sérieux passage à vide. La récupération fut rapide, et presque d'entrée de jeu, sur les prévisions économiques très optimistes faites par divers organismes spécialisés, les cours se remirent à pétiller joyeusement.

Enfin, la politique rigoureuse menée par la . dame de fer » promettait de porter ses premiers fruits. Mais cette fois, l'élan ne fut pas vraiment donné par les investisseurs locaux, tièdes pour la plupart. De fait, en début d'année, le climat au Stock Exchange était au doute, un sérieux doute sur les vertus de la potion amère administrée par « Maggy ». Pour tout dire, les chances de redressement apparaissaient assez minces aux « brokers ». Ce ne fut pas l'avis de tout le monde. Et l'on vit, dès la fin janvier, les • marines • de la finance newyorkaise débarquer en force outre-Manche, dollars au poing. Ce furent cux, qui d'un bout de l'année à l'autre, animèrent le marché et transmirent leur rage d'acheter aux nationaux, rage, qui devait les amener acquérir - un exemple entre cent -10 % du capital des I.C.I. L'arrivée de cette armada eut pour premier effet de faire monter les cours de 16 % en l'espace de deux mois et demi et de porter le 15 avril l'indice F.T. au voisinage immédiat de la barre des 700. Un record, le premier. Par la suite, le marché allait s'assagir un peu. Pas longtemps. La promesse de résultats améliorés faite par I.C.L, numéro un de l'industrie privée, promesse effectivement confirmée peu après, regonfla les énergies, et, jusqu'au 9 mai, le flirt avec la fameuse barre des 700 fut à peu près ininterrompu.

Cependant, le 10, l'annonce d'élections générales anticipées produisit l'effet d'une douche glacée. et dans la crainte d'une alternance politique, la plus forte baisse depuis deux ans fut enregistrée (22 points).

La confiance ne se restaura qu'avec la multiplication des sondages donnant la victoire à Mme Thatcher. Le 26 mai, la barre des 700 était cette fois définitivement franchie et, à partir du 10 juin, c'est-à-dire au lendemain du raz de marée conservateur jusqu'à la fin du

mois, les records tombèrent en rafales sur les achais redoublés des G.I. installés dans la City.

Les actions I.C.i., Plessey, Glaxo, Grand Métropolitan, General Electric, Blue Circle, Thorn Emi, pour ne citer que les principales, furent assidument courtisées. C'est alors que commenca le second semestre, bien plus contrasté que le premier.

Le mois de juillet et la première quinzaine d'août furent placés sous le double signe du scepticisme et de la réflexion. Le boom de la consommation (+ 4,4 % au lieu des 2,5 % escomptés) donna des frissons et ses effets pervers sur la balance commerciale furent pris en compte. En plus, pour bien des analystes, les niveaux de cours anticipaient déjà les bénéfices comptables attendus par les sociétés cotées pour l'année entière et la majeure partie de 1984.

Ne sachant trop à quel saint se vouer, faute de mieux, le marché se mit à la remorque de Wall Street. Un premier sursaut se produisit quand même le jour de l'Assomption, favorisé par le raffermissement de la livre et la hausse de B.P., nouvelle cible des Américains, puis un second le 22 août. Nouveaux records. L'indice F.T. culmina à

C'est alors que survint une nouvelle vague de baisses. L'optimisme sur la reprise économique se tempérait avec la rechute de la production industrielle et l'intention manifestée par le nouveau chancelier de l'échiquier, M. Nigel Lawson, de donner un nouveau tour de vis pour assainir les finances. Le brio des pétrolières effaça toutefois en partie la mauvaise impression produite. Mais le 14 septembre, le plongeon de Wall Street causait un beau désordre et une jolie baisse, une des plus fortes de l'année. La vente par la Banque d'Angleterre d'actions B.P. (130 millions) calma les esprits et excita les acheteurs. Mais derechef, fin septembre, l'annonce d'un nouvel emprunt d'Etat gela les initiatives. Le mois d'octobre fut à l'image de juillet, sans grand relief, ce malgré les encouragements venus de Wall Street et les ardeurs manifestées par les investisseurs du Nouveau Monde, dont la confiance restait inébranlable. Mais avec la perspective d'impôts accrus en 1984, plus ou moins confirmée début novembre dans le mini-budget, le marché traîna les pieds. Les rumeurs sur une éventuelle insolvabilité de l'Argentine n'arrangea pas les choses. Le signal de la reprise ne vint que vers la fin novembre avec la multiplication des bons résultats industriels. La bataille boursière du siècle sur Eagle Star et la prolifération d'O.P.A. fortissièrent le marché et, vers la sin décembre, de nouveaux records tombèrent (776 à l'indice F.T.). L'année s'achèvera dans l'euphorie. Mais à côté des gagnants, entreprises de presse notamment (+65 %), il est des perdants, le matériel électrique (-4%), les brasseries et distilleries. Décidément les Anglo-Saxons ne peuvent jamais rien saire comme les autres.

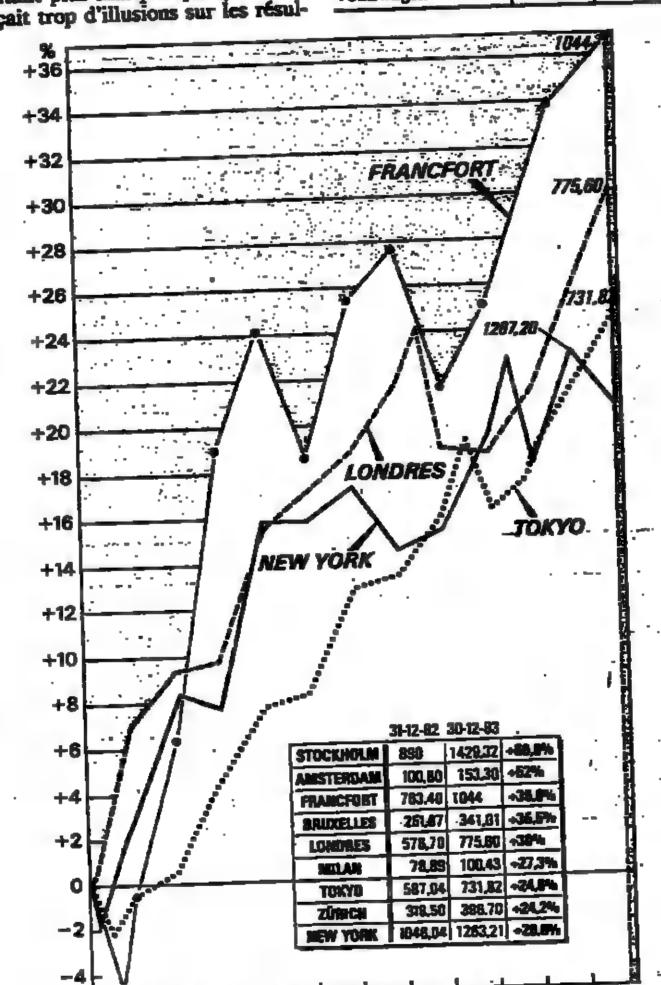
	Cours fin 1982	Cours fin 1983
Beecham Bowater Brit. Petroleum Courtaulds De Beers (*) Dunlop Free State Geduld Giaxo Gt. Univ. Stores Imp. Chemical Sheli Unilever Vickers War Loan (*) En dollars.	338 153 296 74 6,25 47 52 1/8 12 1/2 593 354 414 770 86 34 1/2	702 616 636 568 895 136
(-) En donais.		

Une course irrégulière

com de mérite en 1983 mais moins de chance dans la réassite. Du mérite, car, confirmant ses excellentes dispositions affichées dès la fin de l'année précédente, elle a fait un excellent parcours (+ 36 % de hausse). Moins de chance parce que des contsiders » l'ont doublée dans la cote (Stockholm, Paris, Amsterdam). Ainsi Francfort, qui pouvait briguer la deuxième place, est arrivée quatrième. Mais le résultat obtenu compte davantage que le classement. Quelle course! Les actions allemandes ont réussi à se hisser à leur plus haut niveau depuis septembre 1960, avec l'indice de la Commerzbank au-dessus de la barre des 1000 et un volume de transactions ecord approchant les 100 milliards de deutschemarks (+ 44 %), dont 47 milliards en actions (+ 34 %).

Francfort n'a cependant pas mené sa course avec la même régularité que Paris. Pour cause : plus internationalisé, le marché allemand, avec la promesse d'un retour sur les voies de l'expansion, fut davantage sensibilisé aux grands problèmes politiques et monétaires. C'est ainsi que, après avoir démarré en trombe début janvier, le même mois il faisait brutalement machine arrière après l'annonce de la dissolution du Bundestag et la fixation des élections pour le 6 mars suivant.

Mais avec la multiplication des sondages accordant la victoire à la coalition gouvernementale au pouvoir, ses craintes s'évanouirent et la hausse reprit rapidement. Largement anticipé, le résultat du scrutin n'en fut pas moins salué comme il se doit par une envolée des cours. Le recul de l'inflation, la régression du chômage, la détente des taux d'intérêt, les premiers frémissements de la reprise économique outre-Rhin, furent autant de prétextes dont la spéculation se saisit pour parier sur les valeurs allemandes. En avril, le plus haut niveau depuis 1969 était atteint. Avec l'excellente tenue de Wall Street, le marché continua d'avoir le vent en poupe. Cependant, les prévisions sur une détente des taux d'intérêt étant apparues trop optimistes, il allait subir un second revers de fortune en mai, revers d'autant plus marqué que nul ne se berçait trop d'illusions sur les résul-



FRANCFORT

tats du sommet de Williamsburg.

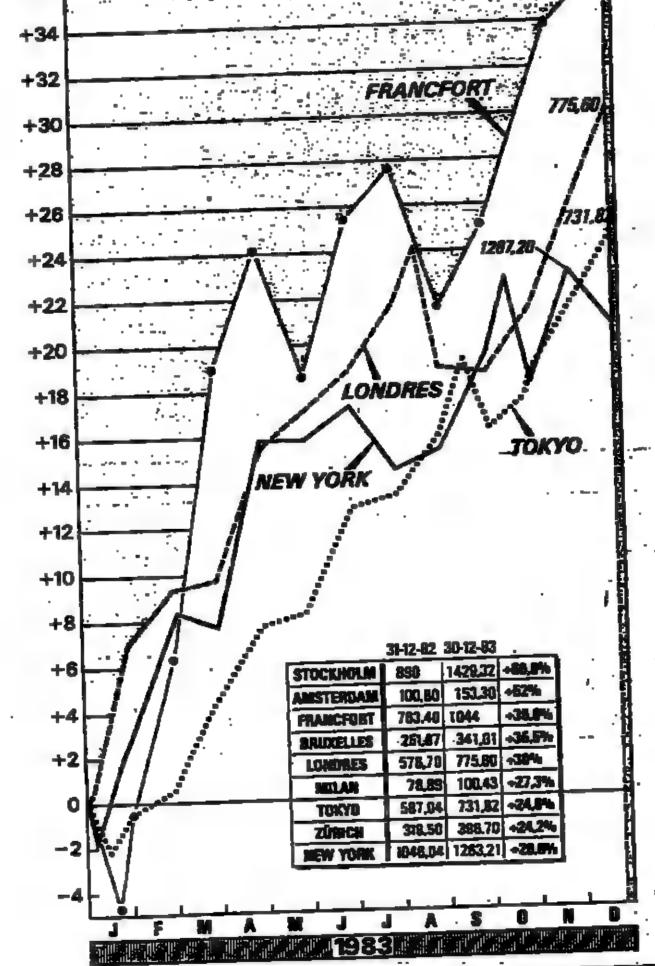
Ces résultats furent bien piètres et les opérateurs en conçurent du dépit : dans le mois, les cours baissèrent de 8 %. Mais, une nouvelle fois, l'encouragement vint d'outre-Atlantique. Revigorés par l'annonce d'une hausse de 0,5 % du P.N.B. allemand pour le premier trimestre, la première depuis un an, les investisseurs américains mais aussi arabes se remirent à ratisser la cote. Le mois de juin fut un bon cru, et temps de la consolidation vint en Des ventes bénéficiaires survin-

rent en août, déclenchées derechef craintes d'un renchérissement des taux d'intérêt que raviva la hausse spectaculaire du dollar. Ce l'est qu'à la mi-septembre que le marché revigoré reprit son avance, qui, sans trop d'accrocs, allait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. lui permettant d'atteindre le sommet de son histoire. L'optimisme, il est vrai, fut grandement soutenu par la prolifération des prévisions sur la reprise de l'expansion (+ 2 %) - donnée ainsi presque aussi forte qu'aux Etats-Unis et au Japon. - prévisions que parurent sérieusement confirmer les excellents résultats des chimistes germains pour le troisième

L'affaire dramatique du Boeing sud-coréen, la guerre du Liban, les rebondissements du dollar, même l'affaire Lambsdorff-Flick, ne furent de ce fait pas trop ressentis.

L'on serait même tenté de dire d'autant moins que la sousévaluation du deutschemark visà-vis du billet vert (- 10 %) mettait les entreprises allemandes en position de force. Les achats étrangers ont été et sont toujours fondés sur cet espoir.

	Cours fin 1982	Cours fin 1983
A.E.G. B.A.S.F. Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Karstadf Mannesmann Siemens Volkswagen	28,40 122 114 134,50 275 113,20 201 144 259,80 146,80	81 171,90 171 170 336 179,80 279 140 382 216



NEW-YORK

Un cycle haussier

En progrès de 20 % environ par rapport au début janvier, le marché new-yorkais a pratiquement reconduit, en 1983, la hausse enregistrée sur l'ensemble de l'année précécords qui s'était abattue sur Wall Street à partir de cette famense journée du 17 août 1982 qui a donné le signal de la course contre la montre, les actions américaines ont continué à progresser avec un bel ensemble et, un an plus tard, pour marquer le premier anniversaire de ce démarrage historique, l'indice Dow Jones des industrielles avait déjà mis plus de 50 % à son actif.

D'entrée de jeu, le baromètre numéro un du Big Board s'établissait à 1070 points aux premiers jours de l'année nouvelle. Un mois plus tard, il parvenait à franchir la barre des 1 100 en dépit des craintes de voir baisser le prix du pétrole, prélude à une éventuelle guerre des tarifs entre producteurs de brut. Mais ce n'était qu'une fausse alerte et la cote reprenait aussitôt de la hauteur. I.B.M. mettant à profit le climat favorable pour dépasser le cours de 100 dollars.

C'est, surtout à partir du mois d'avril que devait rebondir la polémique sur les taux d'intérêt. Pour M. Paul Volcker, le patron à poigne de la Réserve fédérale, le loyer de l'argent était à l'évidence trop élevé, ce que les opérateurs ont aussitôt interprété comme l'annonce discrète d'une baisse des taux, mais, quelques jours plus tard, le brusque gonflement de la masse monétaire, confirmé au mois de mai, faisait craindre un resserrement de la politique du crédit pratiquée aux Étars-

Pendant quelque temps, le Dow Jones devait se tenir prudemment au-dessous des 1200 points, au fur et à mesure que les « gourous » faisaient connaître leur avis sur l'importance et la stabilité de la reprise économique et sur le danger de redémarrage de l'inflation qui pourrait en résulter ou non. Ce n'est qu'en août que sut franchie la barre des 1200 points, après un léger fléchissement sin juillet, conséquence de l'épisode « Peanut ». Il s'agissait là du nom de code (« cacahuète ») donné par LB.M. à une nouvelle série d'ordinateurs domestiques, baptisée par la suite P.C. junior, et qui devait semer la panique sur un marché déjà fortement perturbé. Au cours du seul second trimestre 1983, l'ensemble des compagnies avaient perdu 600 millions de dollars dans ce secteur, ce qui incitait Texas Instruments à battre en retraite tandis que d'autres constructeurs, tel Digital Equipment, perdaient des sommes très importantes.

Toujours au mois d'août, le relèvement d'un quart de point du taux de base bancaire de la Citibank (à 11 %) constituait un signal d'alarme pour le marché, empêtré jusqu'à la fin de l'année dans des considérations souvent contradictoires, selon l'identité des intervenants, tant à propos des taux d'intérêt (les fonds fédéraux ont fluctué entre 8.50 % et 10 %) que sur l'ampleur des déficits budgétaires. Sur ce dernier chapitre, le secrétaire au Tresor, M. Donald Regan, estimait, début octobre, que le découvert devrait être ramené à 100 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année fiscale 1985.

Intervenu à la fin de ce même mois d'octobre, le débarquement des - marines - américains à la Grenade n'avait pratiquement aucun effet sur la cote et l'indice Dow Jones se tenait fermement au-dessus du niveau

de 1 220, les familiers du Big Board étant plutôt sensibles à la fermeté manifestée à cette occasion par le président Reagan... et aux bons résultats annoncés au même moment par les firmes américaines à l'issue du troisième trimesure d'activité.

Le 29 novembre, le Dow Jones des valeurs industrielles inscrivait un niveau record (1 287,20) avant de redescendre progressivement au mois de décembre, sous l'effet des ajustements de positions (= window dressing ») et des ventes fiscales auxquels se livrent traditionnellement les opérateurs en fin d'année. Ainsi, en dépit de nombreuses incertitudes d'ordre économique, notamment à propos du déficit commercial évalué à 65 milliards de dollars cette année, Wall Street a atteint de nouveaux sommets, la majorité des investisseurs se disant convaincus de la pérennité de la reprise aux États-Unis, même ralentie, alors que l'inflation devrait être stabilisée aux alentours de 5 % en sythme annuel.

Parmi les secteurs les plus en vue cette année, les valeurs vedettes (* blue chips .) ont toutes figuré en bonne place, à commencer par I.B.M. Dans un premier temps, A.T.T. a un peu souffert de l'éclatement du groupe en une autre société et sept entités régionales distinctes, intervenu à la mi-novembre, mais les cours se sont un peu repris par la suite. Les titres automobiles ont également fait preuve de bonnes dispositions après l'annonce d'un spectaculaire redressement des bénéfices de General Motors et de Chrysler, Ford faisant savoir, de son côté, qu'elle reprenait la distribution d'un dividende.

Les valeurs sidérurgiques ont également été bien tenues dans leur ensemble, tandis que les pétrolières reprenaient de la hauteur en fin d'année. Les actions de haute technologie ont continué à bénéficier de la faveur des investisseurs, toujours sensibles à la possibilité de réaliser rapidement des plus-values, alors que, d'un avis commun, le marché new-yorkais est encore sous-évalué avec un rapport cours/bénéfice voisin de 12.

Visiblement, l'« effet Reagan » continue à jouer à plein sur les marchés financiers, où l'on entrevoit déjà un second mandat nour l'hôte actuel de la Maison Blanche, dans la perspective de l'élection présidentielle de l'automne 1984. En attendant. New-York a toutes les chances de rester dans un cycle haussier pendant plusieurs mois, en dépit de quelques ajustements inévitables qui ne devraient pas dévier le marché de sa trajectoire - bullish - (haussière), selon l'expression des spécialistes.

•	fin 1982	fin 1983
Alcon A.T.T. Bocing	31 3/4 59 5/8 33 1/2	44 7/8 61 3/8 43 3/4
Chase Man. Bank Du Bout de Nem Eastman Kodak Expon	35 7/8 35 7/8 35 5/8 29 3/4	45 1/2 52 76 3/8 37 3/8 42 1/2
Ford Gen. Electric (1) General Foods General Motors	38 7/8 95 5/8 40 62 36	58 5/8 51 3/8 74 3/8 30 3/8
Goodycar LB.M. I.T.T. Mobil Oil	96 1/8 30 5/8 25 1/4 68 3/8	122 1/2 44 3/4 28 5/8
Pfizer (1) Schlumberger Terrico U.A.L. Inc.	46 30 3/4 33 3/4 53	59 1/4 36
Union Carbide U.S. Steel Westinghouse Xerux Corp	26 5/8 38 7/8 37 1/2	30.3/8 54.3/4
(1) Dédoublement d	cs actions	(1 pour 1).

TOKYO Le retour des guerriers

Plutôt maussades en 1982 avec une hausse à peine voisine de 4 %, les actions japonaises se sont vigoureusement redressées jusqu'à gagner 23 %, cette année, dans ce « quartier des guerriers . d'où la Bourse de Tokyo a tiré ce surnom de Kabuto-cho. Parti de 8 000 environ aux premiers jours de janvier, l'indice Nikkel Dow Jones a suivi une ligne droite pratiquement sans dévier, qui l'a conduit, dix mois plus tard, à un record historique de 9 500 points avant de retomber sagement aux alentours de 9 400 yens, à l'approche des sêtes de sin d'année. De son côté, l'indice général, le second des deux principaux baromètres du marché nippon, se hissait à 725 à la sin décembre, alors qu'il avait connu le 25 janvier son plus

bas niveau de l'année à 574,51. Tout au long du premier semestre, par mimétisme avec Wall-Street, où les indices allaient de l'avant en raison des espoirs suscités par la reprise économique, la Bourse

de Tokyo a patiemment gagné du

Le 26 juin, la victoire du parti libéral-démocrate, déjà au pouvoir, lors des élections qui s'étaient déroulées à la Chambre des représentants, avait suscité un nouveau courant d'achats. L'indice Nikkel Dow Jones franchissait à ce moment-là le niveau des 8 900 avant d'atteindre, un mois plus tard, le seuil psychologique des 9 000 points, après un léger mouvement d'hésitation dù à la vive tension déclenchée sur la scène internationale par le sort tragique réservé au Boeing sud-coréen par la chasse soviétique. Le Kabuto-Cho rassemblait ses troupes, et l'indice Dow Jones partait à l'assaut du palier de 9 500 qu'il devait emporter sans coup férir à la mi-octobre.

Peu de temps après, Hitachi devait faire amende honorable auprès de la firme LB.M. qui l'avait accusée d'espionnage industriel. Mais cet épisode particulièrement douloureux

dans un pays où le code de l'honneur est encore pratiqué ne devait pas affecter outre mesure le moral des investisseurs nippons. Pas plus, d'ailleurs, que la condamnation pour corruption de l'ex-premier ministre. M. Kakuci Tanaka. Celui-ci devait d'ailleurs prendre une éclatante revanche sur ses adversaires politiques, à commencer par l'actuel chef de gouvernement, M. Yasuhiro Nakasone, en reprenant la tête de sa circonscription de Niigata lors des élections législatives du moins de décembre dernier.

Ce camousset s'accompagnait. pour le parti libéral-démocrate de Nakasone, de la perte de la maorité absolue à la Diète, un résultat inattendu qui faisait perdre près de 200 points en une séance à l'indice Nikkei à la Bouse de Tokyo. Mais le 26 décembre, le premier ministre était reconduit dans ses fonctions et les investisseurs délaissaient alors la scène politique pour tourner leurs regards vers les progrès accomplis

par la Bourse nippone à l'aube de la nouvelle année. Un point paraît acquis : si les investisseurs étrangers ont continué à se sentir attirés par l'empire du Soleil-Levant, c'est tout simplement qu'à leurs yeux, la hausse de Tokyo est davantage due à une phase de rattrapage après le terrain perdu depuis l'été 1981 plutôt qu'à une réelle volonté de prendre le large. Conclusion : les titres nippons

conservent encore un potentiel de hausse, alors que les marchés américain et britannique semblent un peu préoccupés par les états d'âme que continue à provoquer la question de l'évolution des taux d'intérêt et de menace inflationniste que contient, en germe, la relance de l'économie confirmée aux Etats-Unis. Restés toutefois assez prudents dans le choix de leurs investissements, les acheteurs étrangers ont surtout acquis des valeurs jugées solides, à large marché, et, si possible, dans les

secteurs de pointe, où certains titres ont gagné 50 % environ. Les actions liées à la consommation ont également suscité de l'intérêt auprès de la communauté boursière, dans la perspective d'une relance du marché intérieur, destinée à compenser une expansion désormais plus limitée sur les marchés à l'exportation.

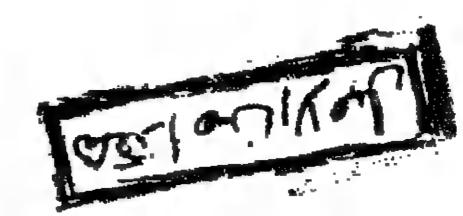
Du côté des valeurs étrangères, la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) a demandé sa cadiation de la Bourse de Tokyo, ce qui ramène à dix-sept la liste des sirmes étrangères corées sur cette place. Celle-ci a inauguré le 1e novembre 1983 un marché hors cote désormais « dépoussiéré » pour accueillir largement, et selon des réglementation assouplies, les sociétés japonaises qui ne peuvent pas encore avoir accès à la cote officielle.

Sur un plan général, les marchés nippons ont tiré profit de la sermeté du ven vis-à-vis des principales monnaies, à commencer par le doilar, et de la poursuite de la croissance au

Japon. Evaluée à 3 % environ pour cette année, il n'est pas exclu qu'elle atteigne plus de 4 % en 1984. Dans l'immédiat, le volume d'affaires s'est fortement développé à Tokyo, à tel point que les transactions en actions effectuées par les maisons de courtage au cours de l'exercice 1982-1983, clos le 30 septembre dernier, ont porté sur 257 millions d'actions {contre 184 millions l'année précédente). Au fil des mois, l'intérêt des investisseurs-n'a pas faibli, et 1984 deviait être l'année du Japon, en termes de placement, sont valoir les spécialistes.

1

	Cours fin 1982	Cours fin 1983
Akel Bridgestone Capon	285 480 1 240 500	689 634 1 550 500
Honda Motors Matsushija Elec Matsubishi Hos	1 040 1 420 7 232	1 100 1 970 272
Sony Corp Toyota Motors	3.576 1 1339	3 646



Service and the service of

Principle of the same

A Comment

在你说说,我们是这一点。

The second second

-

Marie Control of the Control of the

The second second

Sheet -

all and the second

Company of the second s

Graph Carlotte Carlotte

The same of the same

A STATE OF THE PARTY.

The second of

The same of the sa

10 men 19

Arginal of the

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

MUSIQUE

PARRAINÉ PAR RADIO-FRANCE ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE

Le Trio à cordes de Paris en liberté

Depuis le 1° janvier, trois musi-ciens de l'Orchestre national-de France, Charles Frey, Michel Michalakakos et Jean Grout, bénélicient d'un congé exceptionnel. Congé bien mérité car les membres du Trio à cordes de Paris, depuis sa fondation en 1966, devaient d'abord s'acquitter de leurs devoirs envers l'orchestre nonrricier avant de consacrer leurs loisirs à jouer nonsenlement les trios de Mozart, de Beethoven et de Schubert, mais également ceux de Schoenberg, de Webern et tous ceux qu'ils demandaient à des compositeurs contempo-

Le nombre de leurs concerts et de enra tournées croissant et se multipliant, ils avaient obtenu, il est vrai,

CONDITIONS DE L'AIDE DE L'ÉTA AUX THEATRES LYRIQUES MUNICIPAUX

Un arrêté du ministre de, le culture public an Journal officiel du 28 décembre fixe les mécanismes d'attribution des subventions de l'État aux théâtres lyriques monici-

Les projets d'activité pour la saison en cours et is saison à venir soront examinés par une commission composée du délégué à l'audiovisuel du ministère de la culture et de six personnalités désignées par le minis-

Trois membres de l'inspection générale de la musique seiont associés aux délibérations. Le montant des subventions éventuellement attribuées dépendre de l'effectif des personnels engagés et de leur statut social et professionnel selon les théâtres, ainsi que des conditions de préparation et de rentabilisation des Spectacles.

Les productions devront assurer la promotion des artistes lyriques français, donner l'occasion de découvrir des talents nouveaux, ou encore valoriser des activités chorégraphiques. Enfin, chaque théâtre candidat devra garantir le minimum d'une création mondiale ou francaise et d'une reprise d'ouvrage contemporain tous les deux ans. La mise en valeur d'œuvres peu jouées du répertoire est également recommandée.

(Suite de la première page.)

jamier à juin 1984) se veut une his-

toire chronologique du cinéma japo-

nais, de 1900 à 1970; le descième

partie (220 films, de juillet à décem-

bre 1984) send hommage à diverses

personnalités : cinéestes, comédiens,

techniciens, sinsi qu'eux films de

genre, adeptations lictéraires, docu-

mentaires, films fentastiques, films

de samourais: la troisième pertie

propose un panorama contemporain

de 1970 à 1984, incluent eussi bien

des courres grand public que l'équi-

premières parties, on pourte voir

29 films de Mizoguchi, 26 de Kuro-

save, 32 d'Ozu, 23 de Names, 18

de Gosho, 12 de Kinoshita, mais

aussi un choix de films pratiquement

en France, un ou deux par

auteur, de Hiroshi Shimizu, de

Tanuzo ishide: de Sadao Yamanaka.

signales per Noël Burch dans is pre-

mière partie de son sécent ouvrage

nous rendons hommage, précise

de Kazac Miyagawa, l'opérateur de

Mizoguchi, de Kazuo Hasegawa,

l'interprète de la Porte de l'enfer, de

Raizo Ichikawa, le Gérard Philipe nip-

pon, remarqué dans Vengeance d'un

acteur, en 1963, et le Brasier,

d'après Mishime, tous deux réalisés

Hiroko Goveens, on relèvera les noms

« Parroi les non-cinéestes auxquele

sur le cinéma imponais.

per Kon ichikawa.

Plus concrètement, dans les deux

valent nippon de l'underground.

La première partie (180 films, de

CINEMA

certaines facilités au fil des années. A l'Orchestre national, on leur refusait de moins en moins la permission d'aller jouer ailleurs et le ministère de la culture avait passé une convention avec le Trio à cordes de Paris. hui assurant une certaine sécurité financière en échange de concerts « gratuits » destinés en priorité à des associations à but non lucratif.

Il n'en demeure pas moins que jover en trio ou an sein d'un grand orchestre sont deux choses bien différentes, presque incompatibles, dans la mesure où la plupart des chefs demandent aux cordes une sonorité puissante au détriment de la finesse et de la spécificité individuelle : pour un forte on écrase l'archet sur la corde, pour un pionissimo on l'effleure. En musique de chambre, cette façon de comprendre les nuances serait proprement désastreuse. Pour concilier l'un et l'autre, il fant done deux techniques... Ce qui ne va de soi que pour l'observateur extérieur.

Désormais, de par la volonté commme de Radio-France et du ministère de la culture, les membres du Trio à cordes de Paris n'auront plus besoin de se livrer à des acrobaties dangereuses : ils joueront seulement en formation de chambre, pendant ane durée illimitée, à la seule condition qu'ils jonent beaucoup et toujours aussi bien et qu'ils fassent suivre leur dénomination de celle de leurs tuteurs (placés entre parenthèses) aim sans doute qu'on n'aille pas croire qu'il s'agit d'une initiative du maire de Paris.

Le Tricoparaframicu »

Comme il a manifesté depuis ongtemps une vocation missionnaire, le Trio à cordes de Paris (Radio-France - ministère de la culture) va pouvoir multiplier les séjours prolongés dans les villes et les campagnes (que le ministère appelle d'ailleurs des « missions » et qui sont organisées en liaison avec les collectivités et les institutions locales), tandis que le nombre de partitions écrites spécialement à son intention va croître e multiplier dans des proportions inquiétantes pour la critique.

Pour le premier concert donné sous son nouveau nom, qu'il faudra bien de décider à abréger officielle-

érotiques artisanaux, qui passent

deux ou trois semaines en salles puis

disparaissent à jamais. Le reste se

répartiz entre des productions relati-

vernent importantes comme la Bel-

lade de Narayama, paime d'or à

Cannes en 1983, et des œuvres

modestes comme Carneval de la

muit, projeté à la Semaine de la criti-

que la même année : le premier a

coûté, au change officiel, douze mil-

irons de francs, le second cent cin-

quante mille francs. Pour financer

Kagemusha, sa super production pri-

mée à Cannes i y a deux ans et

demi, Kurosawa avait dû se faire

épauler par Francis Coppola et

George Lucas. Les très gros budgets

semblent interdits au pays du Soleil-

transport d'une simple copie de

Tokyo à Paris, la rétrospective japo-

naise représente un investissement

considérable. Un catalogue ve être

publié courant janvier, sur la première

L'importance des moyens mis en

ceuvre, la véritable phénomène cultu-

rai que représente cette rétrospec-

tive, aménent à souhaiter dans un

avenir rapproché l'avènement de ces

nouveaux supports électroniques, et

d'abord le fameux disque au laser.

incassable, inusable, impeccable

dans la reproduction du son et de

l'image, qui devrait rendre l'objet film

aussi aisé à consulter et à manipuler

que le livre de poche ou le disque, La

véritable révolution dans la commu-

nication est encore à venir :

souhaitons-la très proche, et le

cinéme redeviendra l'art majeur dont

LOUIS MARCORELLES.

ont tant rêvé les pionniers.

(Henri Veyrier, 1981).

partie de la manifestation.

Au coût moyen de 3 000 francs le

Le Japon en cinq cents films

ment sinon l'usage s'en chargera, le Trio à cordes de Paris (R.-F.-M.C.) a tenu à montrer les diverses facettes de son activité dans un programme où il figurait tantôt sent.

tantôt avec un partenaire. Ponr illustrer la partie « classique » de son répertoire, il avait choisi la transcription pour trio à cordes de la Fugue en mi bémoi qui, outre la transposition en ré mineur. l'a dotée d'un prélude de son cru au grand désespoir des amis du Cantor, mais pour le bonheur des autres car c'est une page d'une rare

En comparaison, le Ougtuor pour

slûte et cordes en ut majeur de Mozart, pour lequel Patrick Gallois 'était brillamment associé an T.C.P. (R.-F.-M.C.) - abréviation provisoire, — apparaît comme un divertissement sans arrière-pensées. On émettra seulement une réserve sur la confusion entre l'entrain et la rapidité, ou entre le tempérament et la vitesse, pour reprendre les termes de Schoenberg dans une lettre de 1914 à Hermann Scherchen (qui n'en a pas moins continué toute sa vie à jouer plutôt rapide). C'est une tendance de tous les temps puisque Mozart s'en plaignait déjà, qui résulte tantôt d'un souci exclusif de briller, tantôt de la crainte d'ennuyer, cependant qu'un tempo plus retenu permet des articulations de détail plus intéressantes et donne davantage de sonorité dans les traits.

Cette remarque vant aussi pour le Quatuor en sol mineur de Brahms. avec cette fois Pascal Rogé au piano. Mais c'est bien, dans les deux cas, la senie éserve, car dans des cenvres comme celles-là on voit le fruit d'un travail sans relâche poursuivi par des artistes d'une conscience professionnelle et d'une exigence musicale rares.

Parmi les partitions contemporaines qu'il a créées, le Tricopara framicu » - abréviation sauvage n'a eu que l'embarras du choix. Indéniablement le Trio de Claudy Malherbe (né en 1950) est un bon choix, d'autant que les exécutions successives depuis un an ayant arrondi les angles, cette œuvre sonne bien sans être confortable; claire sans excès d'évidence, elle reste libre de toute école.

GÉRARD CONDÉ.

Rencontre

Robin Renucci ou les contradictions du jeu

Robin Renucci, vingt-sept ans, mi-Bourguignon, mi-Corse. Très angoissé, nerveux, les yeux rigolards quand même, un sourire désarmant. Dix ans de théâtre déjà : semiprofessionnel à Auxerre, stages à la jeunesse et aux sports. A Paris, coms Dullin, Conservatoire avec Roussillon, Bluwal, Vitez et Delauche. Là, Michel Deville le remarque et le fait débuter au cinéma dans Equa profondes. Depuis, Robin Renucci progresse parallèlement sur l'écran et sur les planches, de petits en seconds rôles, jusqu'aux premiers plans de 1983 : Vive la sociale de Gérard Mordillat, où il est l'infatigable animateur de fêtes ; Où boivent les vaches, de Roland Dubillard, qu'il reprend à partir du 4 janvier à Villeurbanne. Face à Roger Planchon, poly-artiste surdécoré, il est le pianiste miamer, mi-voyon en attente de consecration.

Robin Renucci est quelqu'un qui éclate au cinéma comme au théatre. Il fait partie des « jeunes qui montent », et ca ne le rassure pas, dans une époque « de rasoirs et de kleenex à jeter après usage ». Il n'accorde sa confiance à rien ni à personne, en tout cas pas aveuglément et pas définitivement. A dix-huit ans, passant son hac avec une dissertation sur Nietzsche, il comprend l'idée de solitude : « Etre seul, refuser l'assistance. L'acteur est quelqu'un qui travaille individuellement sur lui-même . Sa formation est éclectique, il en prend ce qui lui sert, fait la synthèse. Il ne croit pas, d'ailleurs, à la formation de l'acteur, seulement à la possibilité de transmettre une technique, un relatif savoir, mais « ça se passe ailleurs, dans un domaine

Robin Renucci cite Rimbaud e Je ne pense pas, an me pense . Lui, a l'impression d'être entraîné sans intervention de la volonté. Il ne regrette rien de ce qu'il a it, il failait le faire, trouver ces relais vers la

à la gloire de Cunningham repré-

au milieu et des poissons.

senté comme une divinité évoluant

Actuellement, le groupe Frigo

présente dans la petite salle du sous-

sol Eau (2), un travail sur le rester.

Frigo, c'est une jeune équipe. Pro-

ducteurs et créateurs associés, ils

tirent leurs ressources de la publi-

cité, du graphisme, des décors de

théâtre et de prestations de services

(ils filment tous les spectacles de la

Maison de la danse de Lyon pour

constituer des archives). Ils dispo-

qui ne peut pas se dire ».

de maîtres, mais des guides -

« les poètes d'adolescence » .-

une famille qui va de Copeau à

Brook. La famille, les racines,

la tradition, sont des balises

dans sa solitude. Il en a besoin,

et en même temps a peur de ne

pas être dans le mouvement, en

tête du mouvement. Ses contra-

dictions viennent de sa perpé-

melle inquiétude. Il veut du

concret - ainsi, il place son ar-

gent parce qu'il peut vivre sans

confort. Il refuse les certitudes,

pose partout des points d'inter-

rogation. Une chose pourtant,

il est sur d'être un acteur,

giner, inventer, détenir le pou-

voir immense de la communi-

estion, et c'est une

responsabilité. Robbin Renucci

cherche . (On est seal quand

on cherche.) », il tient à maitri-

ser l'effet produit sur le public,

c'est-à-dire à en dominer la

cause, et la seule cause c'est

l'acteur. Il . le goût du pouvoir,

il est ambitieux, orgueilleux,

exigeant au théâtre et com-

mence à pouvoir se permettre

de l'être au cinéma : . Les se-

conds rôles, quand on s'amène

en plein tournage sans rien sa-

voir, tout ce qu'on vous de-

mande c'est d'assurer. Moi, là.

je veux prouver que je suis

Il compte bien profiter de la

vogue des jeunes acteurs, mais

s'en mélie : « A cause du ma-

rasme, on cherche des nouvelles

têtes. On nous reut naturels. On

nous a bien eus avec le naturel

des Américains. En réalité, ils

composent, on ne peut par se

jouer soi-même. On pousse l'ac-

teur dans sa pathologie, c'est

une impasse, et quelle héca-

tombe. Il faut une santé de fer-

pour jouer la dérive, la subtilité

du malaise. C'est obsessionnel

pénible, mais pas si grave. Je

souhaite avoir l'humour de tout

ça et l'amour. Mon seul repère,

COLETTE GODARD.

je le trouve dans l'art ...

Etre acteur, c'est jouer, ima-

d'être fait pour ça.

Exposition tradition. Il ne se reconnaît pas

NOTES

ÉMILE BERNARD A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

L'Égypte d'un synthétiste

Emile Bernard (1868-1941) appartint au groupe «synthétiste» de Pont-Aven et participa à l'exposition du Café Volpini à Paris avec Gauguin, en 1889. Les recherche du professeur Jean-Jacques ont permis de faire mieux connaître aux francophones un peintre plus prisé jusqu'ici à Amsterdam ou à New-York (catalogue raisonné de l'œuvre peinte d'E. Bernard, Editions SIDE, Paris 1982).

En 1891, il rompit avec Gauguin et, deux ans plus tard, partit pour l'Orient. Il s'installa en Egypte où il vécut jusqu'en 1904, y épousant une Syrienne, vivant comme un autochtone et peignant, peignant sans arrêt. Il retourna ensuite en Europe où il passa le reste de sa vie, notamment à Venise, exposant plusieurs fois à Paris.

C'est sa période nilotique, à travers un grand nombre de dessins, d'aquarelles, de photos, de lettres, le tout inédit, et de toiles déjà connues, qui est présentée dans le cadre superbe du prieuré de Saint-Germain-en-Laye, ancienne demeure de Maurice Denis. La veine orientaliste d'Emile Bernard ne ressort que mieux sur la sobre architecture Grand Siècle du prieuré. L'ensemble vaut le déplace-

J.P. PERONCEL-HUGOZ.

Musée du Prieuré, Tél.: 973-77-87. Jusqu'an 1º mars. Ensuite an Musée des beaux-erts de Quimper, puis, à partir du 15 mai, au Musée de Pont-Aven.

Formes

ROMATHIER GALERIE BELLINT

Contact avec la terre Les paysages éclatés, repensés, de

Georges Romathier affirment de plus en plus l'étroit contact du peintre avec la terre. Rien que la peinture et rien que la terre. L'ombreuse verdure, en dépit des trous bleus que font d'invisibles oiseaux, sécrète sa propre lumière, celle qui, ailleurs, fait luire la grisure bleutée du mas ou inonde la terrasse et le platane. Sombres sont les Alpilles comme les bûches noires sous les taillis.

Exécutées en atclier, les huiles n'en respectent pas moins l'éclairage, à un moment donné, de chaque site élu. C'est qu'elles ont été peintes d'après d'innombrables aquarelles toutes enlevées sur le motif et dont une série offerte au visiteur transmet intacte la vision première.

JEAN-MARIE DUNOYER.

Bellint, 28 bis, boulevard Sébastopol et galerie Etienne-de-Causans, 25, me de Seine.

Cinéma

. UN BON PETIT DIABLE .

DE J.-C. BRIALY Méchant petit film

Si la rencontre entre Jean-Claude Brialy, comedien passant à l'occasion derrière la caméra, et la comtesse de Ségur - née Rostopchine ne s'imposait pas vraiment, on pouvait néanmoins espérer que l'ancien acteur mascotte de la Nouvelle Vague, le dandy cynique des Cousins de Chabrol, mettrait un brin de piment dans sa transposition d'Un bon petit diable. Assisté de Didier Decoin pour l'écriture du scénario. Brialy a commis le film le plus triste, le moins impertinent qui se

puisse imaginer. Seule envolée lyrique, un pastiche du célèbre ralenti de Zéro de conduite de Jean Vigo, les chers petits - anges - comme noyés dans un halo de blancheur. Mais la citation passe compiètement à côté de la plaque, le cinéaste a son scénariste ne sevent pes vraiment sur quel pied danser. D'Alice Sapritch en odieuse cousine Mac'Miche, ils ne tirent même pas une mimique drôle, une phrase cinglante.

Débordant la chère comtesse sur sa gauche, ils imaginent de toutes pièces un laborieux montage, ou plutôt une sorte de fondu-enchaîné, entre l'enterrement de la mère Mac'Miche et le mariage de la bonne Betty (Bernadette Lafont). A côté du tandem Decoin-Brialy, la comtesse avait tout simplement du

LM

Mort du guitariste de blues

Le guitariste britannique Alexis Korner est mort dimanche 1º ianvier à l'hôpital Westminster de Londres des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-cinq aus.

miers en Grande-Bretagne, à la fin des années 50. à sortir le blues du ghetto dans lequel il était alors ensermé. Véritable catalyseur 🚣 la scène musicale anglaise des années 60, il fut à l'origine de la formation de plusieurs groupes, notamment des Rolling Stones. Né à Paris le 19 avril 1928 d'une

sent aussi de quelques subventions, Leur manière de travailler suppose une connivence, un même état d'esprit, le goût de la recherche et de la concertation. Frigo laisse percer dans Eau sa prédilection pour la danse, même si le montage en donne une image irrévérencieuse (un Lac des cygnes écrasé, un professeur de « classique » qui donne son cours dans la piscine et, au milieu d'un rituel, Lionel Jospin inattendu dans les Montagnards sont là). La règle de vie de Frigo pourrait s'énoncer ainsi : pas de travail sans plaisir. Bien installé dans la cité lyonnaise, le groupe a réussi à atteindre une certaine autonomie, à ne pas dépendre de la diffusion, ce qui permet une belle désinvolture. Son objecti affirmé: récupérer l'image vidéo, la sauver des médias qui la banalisent.

MARCELLE MICHEL

(1) Notamment AEIOUXYZ et Carmen Cattiva, montages vidéo réasense Gretcha Cargo.

lisés par Geneviève Hervé avec la dan-(2) Jusqu'au 9 janvier 1984.

à Westbeth est un haut lieu de la

Le Centre Georges-Pompidou a présenté au grand soyer Time sive, de Charles Atlas, un cycle de soixante minutes diffusé sur cinq écrans à partir de cinq magnétoscopes. C'est une sorte de synthèse de tous les trucages, incrustations, jeux de perspective et surimpressions possibles, véritable poème en images

JAZZ

Alexis Korner

Alexis Korner fut l'un des pre-

mère gréco-turque et d'un père autrichien, Alexis Korner passa son enfance à traverser l'Europe avant de s'installer avec sa famille à Londres en 1939. Korner commence par jouer dans des orchestres de jazz comme celui de Chris Barber. Au moment de la grande période du rhythm and blues, au milieu des années 50, il va à contre-courant et s'efforce, non sans mal, d'imposer le blues dans les clubs londoniens. En 1961, il sonde l'Alexis Korner Blues Incorporated, un groupe auquel participeront Charlie Watts et Keith Richard, Jack Bruce, Ginger Baker, Eric Burdon, John McLaughlin L'Alexis Korner Blues Incorporated fut l'un des premiers orchestres de blues électrique. Guitariste remarquable, Alexis Korner ne chantait pas lui-même - ou du moins pas encore - et sans doute cela lui porta préjudice dans son aventure. Il était un musicien respecté, vénéré. Pas une star.

Dans les années 70, il avait formé divers groupes : le C.C.S. | Collective Consciousness Society) et le Snape. Parmi ses albums, notons R. and B from the Marquee, Alexis Korner's Blues Incorporated, Alexis Korner and New Church, Get off my Cloud. - C.F.

Vos annonces dans **Emplois Cadres**

Le Monde

5, rue des Italiens, 75009 Paris Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Un investissement considerable

» Parmi las documentaires, poursuit-elle, on noters daux ouvrages asset particuliers : d'abord setre bobines d'un film de 1939, la Florre japoneise sur le Yang-Tax de Sozoji Kimura, qui montre la marina isponaise à la conquête du continent chinois (la copie appartient à la Cinémathèque trançaise); et la tout recent Tribunal de Tokyo, de Masaki Kobayashi, plus connu pour ses grandes fresques romanesques, et qui décrit pendant quatre heures le procès des criminels de guerre japonais par les alliés en 1945. a

Existe-t-il encore un cinéme japonais contemporais ? Oui, affirme Hirako Govaers. La production moyenne varie entre deux et trois cents films, le moitié sont des films

DANSE

PROGRAMMES VIDÉO AU CENTRE POMPIDOU

Les ressources du mouvement

Pour la deuxième année consécutive, Marcel Bonnaud a organisé au Centre Georges-Pompidou un cycle de vidéo-danse. Immense succès : la petite salle du sous-sol où l'on projetait en permanence plus de deux cents cassettes a connu la saturation. Les visiteurs pouvaient y voir des émissions de télévision du monde entier allant des ballets filmés aux documentaires et rétrospectives et aussi des essais d'écriture vidéochorégraphique réalisés à l'Institut national de l'audiovisuel (France) (1) ou la Kitchen (Etats-Unis) ou par divers organismes

Il est certain que la danse moderne, éclatée dans l'espace. trouve dans la vidéo des possibilités infinies de projection du mouvement et lui offre réciproquement des ressources d'images et de rythmes très riches. La jeune danse française, imaginative et diversifiée, fait sa percée dans ce domaine. Jean-Claude Gallota travaille avec le cinéaste Claude Mourieras (Daphnis et Chloé), Régine Chopinot avec Charles Picq du groupe Frigo (Articules, Délices), Dominique Bagonet avec Charles Picq aussi (Tant mieux tant mieux), Lila Green avec Alain Longuet (Pandora), sans oublier le Chant des légumes, de Philippe Decouilé, et Un sucre ou deux, de Daniel Larrieu, avec la collaboration des étudiants des Arts déco.

Les Etats-Unis ont une bonne lon-* Outre le livre de Noël Burch, Pour gueur d'avance, et c'est normal si bservateur fointain (édition | l'on pense qu'un Nam June Paik ou Cahiers du Cinêma, Gailimard), on un Charles Atlas sont des familiers consultera avec profit images du de Cunningham, Cage ou Tudor et cinéma japonois, de Max Tessier que le studio de Merce Cunningham

vidéo-danse. * MUSIQUE ET CINÉMA. - Le denxième Festival du film des musiques du monde aura lieu à Paris, du 11 au 17 janvier 1984, sur l'initiative de la Maison des cultures du monde, autour du thème «Le musicien et son milieu». Les fibres serunt projetés un théâtre de l'Alliance, su Musée de l'Homme et à in Cinémathèque (selle du Centre Poupidon). Renseignements: 544-72-30.

SPECTACLES

Les salles subventionnées et municipales

COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : la Critique de l'école des femmes/l'Ecole des femmes BEAUBOURG (277-12-33),19 h : woir Cinémathèque. Cinéma/Vidéo : nouveaux films Bpi, à 13 h : Portrait de B. Bettelbeim; 16 h : A. Camus; 19 h : Barbara à

Les autres salles A. DEJAZET (887-97-34), 20 h Scance friction.

ARTS-HEBERTOT 18 h 30 : la Difficulté d'être; 21 h : BOUFFES-PARISIENS (296-60-24),21 h : les Trois Jeanne. CALYPSO (227-25-95), 20 h 30 : les Deux Fils de Pedro Nerf de Bæuf.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Oscar et Wilde; 22 h : Les Equit et HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Leçon; 21 h 30 : Pinok et Matho. LUCERNAIRE (544-57-34), L 18 h 30

le Fou et le Créateur ; 20 h 30 : les Journées oragenses de Garonnski; 22 h 15 : Journal intime de Sally Mara. - IL 18 h 30 : Recatonpilu : 20 h 15 : Six heures an plus tard; 22 | 30 : le Frigo; - Petite selle, 22 h 30 : Oy, Moyshele, poor file.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61). 20 h 30. MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 la Mansarde bleue. RADEAU DE LA MEDUSE (320-91-37), 20 h : Don Juan aux enfers; 22 h : les Elles et les Enx. SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02). 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on sous dit de faire. THEATRE A. BOURVIL (373-47-84). 20 h 15 : les Dames de fer ; 21 h 30 Yen a marr...et vous.

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48). 20 heures: Naïves Hirondelles; 22 h 15 : Au secours pape, maman vent me luer. TRISTAN-BERNARD

21 h : les Dix Petits Nègres.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales. Le music-hall

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 21 h : Marilyo, je t'aime.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président. BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : la Spécialité.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), II: 20 h 15 : les Cards ; 21 h 30 : Last Lunch. Dernier Service: 22 h 30 : Foullis. CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Chant d'épandage; 21 h : l'Anyent du

pavillon 4. CAFE D'EDGAR (322-11-02), I : 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Ortice de secours. - II : 20 h 15 : Dies m'tripote; 21 h 30 : le Chromosome chatotilleux : 22 h 30 : Fais voir ton Cupi-

LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Je voux être pingouin; 22 h 15 : Attention, belies mères méchantes. POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 i Tranche de vie; 21 h 30 : Le Ticket : 22 h 30: Moi je craque, mos parents raquent

TROIS SUR QUATRE (327-09-16). 20 h 30 : Quelque estammet.

Lucerusire, 19 h 45 : A. Asselin (Scarlatti

Simarosa, Hayda). Jazz, pop, rock, folk

Les concerts

(329-60-73), MELODY 23 h: L. Rulks. PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 b ?

Slap Scat. SAVOY (277-86-88), 21 h : B. Rangel, V. Charbonnier, A. Chaudron.

Les cirques CIRQUE D'HIVER (700-12-25), 15 L

LES ANGES DU BOULEVARD (Chi.

A NOS AMOURS (Fr.) : Gaumont Halles

1= (297-49-70); Impérial, 2= (742-

72-52); Hautefeuille, 6 (633-79-38);

v.o.) : Olympic Luxembourg, 6- (633-97-77) ; Olympic Entrepot, 14- (545-

cinema

(522-08-40).

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize aus, (**) aux moins de dix-

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24) Reliche.

BEAUBOURG (278-35-57) 15 h : Picuic, de J. Logan : 17 h : Don Quichoue, de G.-W. Pabet : Paporama du cinéma polomis; 19 h : l'Affaire Gorgon. de J. Majewski.

Les exclusivités

L'AMIE (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52). A LA POURSUITE DE L'ÉTOILE (Ital., v.o.): Cluny Ecoles, \$\((354-

ANDROIDE (A., v.f.) : Arcades, 2 (233-

20-12); Biarritz, 8 (723-69-23).

54-58); Berlitz, 2 (742-60-33).

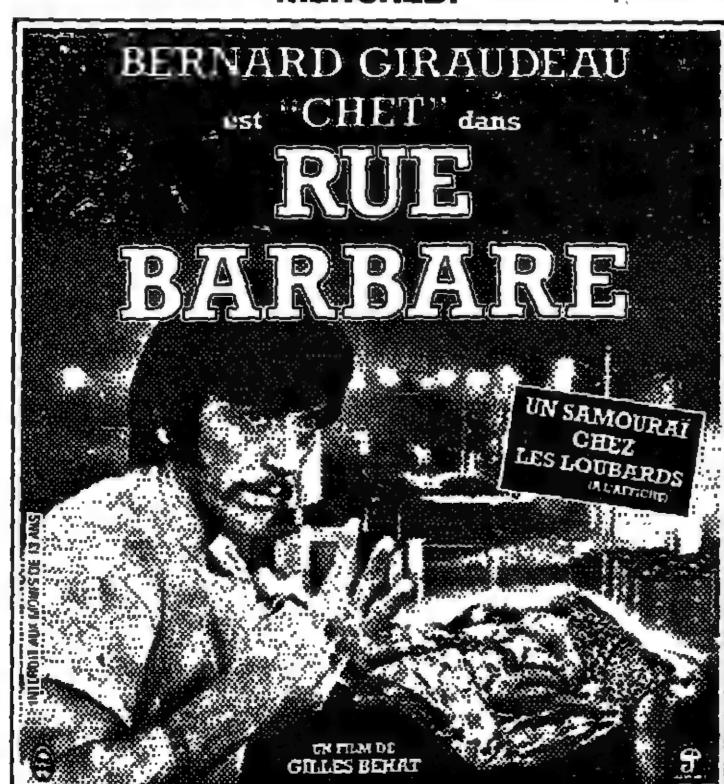
St-André-des-Arts, 6 (326-48-18); La Pagode, 7 (705-12-15); Elysées Lin-**LES FILMS**

NOUVEAUX

ADIEU FOULARDS, film français de Christian Lara : Ganmont-Halles, (297-49-70) : Saint-Germain-Village, 5 (633-63-20); Ambastade, 8 (359-19-08); Maxéville, 9 (770-72-86); Fauvette, 13 (331-60-74); Montparnos, 14-(327-52-37); Images, 18*(522-



MERCREDI-



Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES >>

281-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 2 janvier

coin, 8° (359-36-14); Colisée, 8° (359-26-42)); 14 Juillet Bastille, 11° (357-90-81); Athéna, 12° (343-00-65); Montparnos, 14 (327-52-37); Parnassiens, 14º (329-83-11); Gaumont

Convention, 15 (828-42-27). L'ART D'AIMER (franco-it.) : Paramount Odéon, 64 (325-59-83); Monto-Carlo, 8 (225-09-83); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10).

AU NOM DE TOUS LES MIENS (Fr.) I Forum 1= (297-53-74); Normandie, 8= (359-41-18) ; Paramount Opéra 9 (742-56-31); Paramount Montpernasse, 14 (329-90-10). LES AVENTURIERS DE L'ARCHE

PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2 (508-LE BAL (Fr.-IL) : Gaumont Halles, I'm (297-49-70); Vendôme, 2* (742-97-52); Studio de la Harpe, 5 (634-25-52); Hautefeuille, 6 (633-79-38); Pagode, 7 (705-12-15); Gaumont Champs-Elysées, 8 (359-04-67); Français, 9 (770-33-88); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81); Olympic, 14 (545-35-38); Mostparmasse Pathé, 14 (320-12-06) P.L.M. Saint-Jacques, 14* (589-68-42); Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); 14 Juillet Beaugrenette, 15 (575-79-79); Victor-Hugo, 16- (727-

49-75) ; Images, 18 (522-47-94). LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Quintette, 5- (633-79-38). LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01). BOAT PEOPLE (Chin. v.a.): U.G.C. Odčon, 6 (325-71-08); Biarritz, 8 (723-69-23); Parnastiens, 14 (329-83-11); v.f. 1 U.G.C. Opéra, 2 (261-

50-32). CARMEN (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26); Quintette, 5-(633-79-38); Parnassiens, 14 (320-30-19). CHALEUR ET POUSSIERE (Ang.,

v.o.) : Lucernaire, 6 (544-57-34) ; Marbenf. 8 (225-18-45). CLASS (A., v.o.) : Publicle Matignon, 8 (359-31-97). LES COMPERES (Fr.) : Guarmont

Halles, 1 (297-49-70); Richelies, 2 (233-56-70) : Paramount Marivaix, 2 (296-80-40); Paramount Odéon, 6-(325-59-83) : Marignan, 8 (359-92-82) : George V. & (562-41-46); Paramount Mercury, 8 (562-75-90); Saint-Lazere Pasquier, 8 (387-35-43); Français, 9 (770-33-88); Maxeville, 9 (770-72-86); Nations, 12 (343-04-67); Fauvette, 13º (331-60-74); Paramount Montparasse, 14 (329-90-10); Montparmasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Genmont Sud, 14 (327-84-50); Gammont Couvention, 15 (828-42-27); 14 Juillet Beangrenella, 15 (575-79-79); Paramount Maillot, 17 (758-24-24); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Gaumont Gam-

betta, 20. (636-10-96). DANS LA VILLE BLANCHE (Siil) St-Ambroise, 11º (700-89-16) (H. sp.). LES DENTS DE LA MER Nº 3 (A., v.o.) : Forum, 1* (233-42-26) ; U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Ermitage, 8 (359-15-71) : Paramount City & (562-45-76) ; v.J. : Rex. 2 (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10); Paramount Oricans, 14 (540-45-91); U.G.C.

(758-24-24); Paramount Montmartre, i& (606-34-25). DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : Parpassiens, 14 (329-83-11). LES DIEUX SONT TOMBES SUR LA TETE (Bost.-A., v.f.) : Impérial Pathé. 2 (742-72-52).

Convention, 15 (828-20-64); Murat, 16

(651-99-75); Paramount Maillot, 17

DIVA (Fr.): Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32); Grand Pavois, 15 (554-46-85). EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Desfert (H sp.), 14 (321-41-01). ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.): Forum Orient Express, 1= (233-42-26); Quintette, 5 (633-79-38); Biarritz, 8 (723-69-23); Olympic 14 (545-35-38); Parmassiens, 14 (320-30-19). — (V.f.); Lumière, 9. (246-49-07).

L'ETE MEURTRIER (Fr.) Ambassade, **8** (359-19-08). FAUX-FUYANTS (Fr.) : Maraia, 4 (278-47-86).FLASHDANCE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17) : Marbeuf, 8 (225-

18-45). - (V.f.) : Français, 9º (770-33-88); Paramount Montmartre, 18-(606-34-25). FRÊRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7 Art Beaubourg, 4 (278-34-15) (Fl. sp.). FURYO (Jap., v.o.): Calypso, 17 (380-

30-11).

GANDHI (Brit., v.o.): Chuny Palace, 5 (354-07-76).GARCON (Fr.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Colisée, 8 (359-29-46) : Français, 9. (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06). GET CRAZY (A., v.o.) : Ambassade, 8-

(359-19-08); Parnassiens, 14 (329-83-11); Escurial, 13: (707-28-04). LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Genmont Halles, 1 (297-49-70); Richelieu, 2 (233-56-70); U.G.C. Opéra, 2 (251-50-32); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Ambassade, 8 (359-19-08); George-V 8 (562-41-46); U.G.C. Normandie 8 (359-41-18); Nation, 12 (343-04-67) Fauvette, 13 (331-60-74); Gammont Sud, 14 (327-84-50); Miramar, 14 (320-89-52); Gaumont Convention, 15th (828-42-27) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15. (575-79-79); Mayfair, 16. (527-27-06); Pathé Wepler, 18 (522-46-01); Gaumont Gumberra, 20 (636-10-96). AMAIS PLUS JAMAIS (A. V.O.) ; Forum, != (297-53-74); Ciné Beanbourg, 3" (271-52-36); Cluny Palace, 5" (354-07-76); U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); U.G.C. Rotonda, 6 (633-08-22): Nor-

mandie, 8 (359-41-18); Marienan, 8

(359-92-82) : Publicis Champs-Elystes.

8 (720-76-23) : 14 Juillet Beaugrenelle.

15 (575-79-79). - (V.f.); Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32);

U.G.C. Montparmesse, 6 (544-14-27) U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) Paramount Galaxie, 13- (580-18-03) U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Montparace, 14 (327-52-37); U.G.C. Convention, 15 (828-20-64); Murat, 16- (651-99-75) Paramount Maillot, 17º (758-24-24); Images, 18º (522-47-94) ; Secrétan, 19º (241-77-99). JOY (Fr.) (**) : Maximile, * (770-

LES JOUEURS D'ECHRCS (Ind., v.o.) : Epéc de Bois, 5 (337-57-47). LUCKY LUKE, LES DALTON EN CA-VALE (Franco-américain) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52); Ambassade, 8 (359-19-08); Français, 9 (770-33-88); Parvette, 13 (331-60-74); Montpernos, 14 (327-52-37); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Gaumont Sud

(en mat.). 14 (327-84-50). LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (354-39-19). LE MARGINAL (Fr.): Richelien; 2 (233-56-70); Le Paris, & (359-53-99); Paramount Opéra, 9- (742-56-31); Ganmont Sud, 14 (327-84-50); Miramar, 14 (320-89-52) ; Pathé Clicky, 18: (522-

MEGAVIXENS (A., v.o.) (**): 7 Art Besubourg, ** (278-34-15); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Elysées Lincoln. 3 (359-36-14); Parmassiens, 14 (329-83-11). - V.f.: Hollywood Boulevard, 9-(770-10-41): Paramount Montmartre. 18 (606-34-25). MESS OYU (Jap., v.o.) : 14 Juillet Par-name, 6 (326-58-00).

LE MONDE SELON GARP (A. v.o.) Lucernaire, 6 (544-57-34), jusqu'au 31. MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Cine Bentbourg, 3 (271-52-36); Rex. 2 (236-83-93); Chany Ecoles, 5 (354-20-12); U.G.C. Rotonde, 6" (633-08-22); Biarritz, 8" (723-69-23); U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) : Mistral, 14 (539-52-43). LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45); Parmassions, 14

(329-83-11). OCTOPUSSY (A. v.o.); Marboul, & (225-18-45). PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.): Berlitz, 2 (742-60-33); Marignan, 8 (350-92-82); Montparmasse Pathe, i# (320-12-06).

PREMIERS DESIRS (Fr.) : Arcades, 2 (233-54-58) - Marignan, 8 (359-92-82) - Montparmasse Pathé, 14 (320-12-06). PRINCESSE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47). LES PRINCES (Fr.) : Cinoches Saint

Germain 6 (633-10-82). QUAND FAUT Y ALLER, PAUT Y AL-LER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (223-42-26); U.G.C. Danton, 6-(329-42-62) ; Ermitage, 3 (359-15-71). ~ V.L : U.G.C. Opera, 2 (261-50-32); Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Rez. 2 (236-83-93) : U.G.C. Montparname, 6 (544-14-27); Paramount City, 8 (562-45-76); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Galaxie, 13-(580-18-03); U.G.C. Gobelins, 13-(336-23-44); Paramount Montpurnasse, 14º (532-90-10) : Paramount Orléans. 14 (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15° (579-33-00); U.G.C. Convention, 15 (828-20-64); Paramount Maillot, 17 (758-24-24) : Pathé Clichy, 19 (522-46-01); Secrétan, 19

(241-77-99) LE RETOUR DU JEDR (A., v.o.) : Mo-vies, 1" (260-43-99). - V.f. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Rex, 2 (236-83-93); Bretagne, 6 (222-57-97); Paramount City Triomphe, 8 (562-45-76); Gaumont Convention, 15 (828-42-27)); Tourelles, 20 (364-51-98). LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.):

Marais, 4 (278-47-86). RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Rio-Opéra, 2 (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Cine Beaubourg, 3 (271-52-36); Quintette, 5 (633-79-38); 14 Juillet Parnesse, 6 (326-58-00). LE SACRE DE LA NAISSANCE (Ft.) : Saint-André des Arts, 6 (326-48-18). SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE. (Fr.): U.G.C. Montparasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Blarritz, 8 (723-

SUREXPOSÉ (A., v.o.) : Forum, 1" (297-53-74). STAYING ALIVE (A., v.o.) : Marbest, 8 (225-18-45) ; v.L.: Max Linder, 9 (770-

69-23); U.G.C. Boulevard, 9: (246-

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), k Guerre des Étailes, l'Empire contre-attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04). TCHAO PANTIN (Fr.): Forum 1= (297-

53-74); Rex. 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Paramount Ma. rivaux, 2 (296-80-40); Saint-Germain Studio, 5 (633-63-20) Hautefenille, 6 (633-79-38) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; Colisée, 8 (359-29-46); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Athéna, 12 (343-00-65); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Gobelins, 13 (707-12-28); Gammont Sud, 14 (327-84-50) Paramount Montpartiasse, 14 (544-25-02); Miramar, 14 (320-89-52); Bienvende Montparnasse, 15 (544-25-02); Convention Saint-Charles, 15-(579-33-00); 14 Juillet Beaugrenelle 15. (575-79-79); Passy, 16. (288-62-34); Wepler Pathé, 18. (522-46-01); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25); Secrétan, 19 (241-77-99); TOOTSIE (A., v.f.) : Opére Night, 2

(296-62-56). LA TRACE (Fr.) : Ciné Beaubourg. 3 (271-53-36); Studio Alpha, 5 (354-39-47) ; U.G.C. Damon, 6 (329-42-62) Rotonde, 6- (633-08-22); U.G.C. Champs-Elysées, 8: (359-12-15) U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Images, 18- (522-47-94).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) version Delavault : version Gal ; version Saurova: 14 Juillet Parname, & (H. sp.) (326-58-00). LA TRAVIATA (IL, v.o.) : Bonsparte, 6

(326-12-12). LES TROIS COURONNES DU MATE-LOT (Fr.) : Panthéon, 3 (354-15-04). LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (R. sp.) : Denfert, 14 (321-41-01). UN AMOUR EN ALLEMAGNE (Franco-all., v.o.) : Elysées Lincoin, 8

(359-36-14). UN BON PETIT DIABLE (Pr.): Forms
Orient Express, 1= (233-42-26): Publicat
Saint-Germain, 6° (222-72-80);
George-V. 8° (562-41-46); Marignan, 8°
(359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 8°
(222-24-42); Saint-Lazare Pasquier, 8°
(222-24-42); Saint-Lazare Pasquier, 8°
(222-24-42); Saint-Lazare Pasquier, 8°
(242-42-42); Saint-Lazare Pasq (387-35-43) : Paramount Opéra, 9- (742-56-31) : Maxéville, 9- (770-72-86) : Athéna, 12 (343-00-65); Nations, 12 (343-04-67); Fauvette, 13" (331-60-74); Mistral, 14 (539-52-43); Montparnesse Pathé, 14º (320-12-06) Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17).

UN BRUIT QUI COURT (FL) : Saint-André-des-Ares, 6º (326-48-18). UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Gaumout Halles, 1= (297-49-70) ; Saint-Michel, 5 (326-79-17); Ambassade, 8 (359-19-08); George-V, 8 (562-41-46); Paranssieus, 14 (320-30-19). -V.L.: Berlitz, 2= (742-60-33); Lumière, 9- (246-49-07); Mostparnos, 14- (327-**52-37).**

VASSA (Sor., v.o.): Common, 6' (544-28-80). VIVE LA SOCIALE (Fr.) : Lumière, 🖛 (246-49-07)_

A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Marais, # (278-47-86). WARGAMES (A. v.a.): Forum Orient Express, 1" (233-42-26); Ciné Beaubourg, 3- (271-52-36); Saint-Germain Huchette, 5 (633-63-20); Hamefenille, 6 (633-79-38); Publicis Champs-Elysées, 8 (720-76-23); Marignan, 8 (359-92-82); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81); Parmassiens, 14 (329-83-11); Kinopanorama, 15* (306-50-50). - V.f.: Impérial, 2* (742-72-52); Richelieu, 2* (233-56-70); Berlitz, 2* (742-60-33); Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Maxéville, 9- (770-72-86); Nations, 12 (343-04-67); Fauvetto, 13 (331-60-74) : Mistral, 14- (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Gan-

ZELIG (A.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Epéc de Bois, 5 (337-57-47).

mont Gambetta, 20° (636-10-96).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Templiers (H. sp.), 3 (272-94-56) L'ANIMAL (Fr.) : Hollywod-Boulevard, 9- (770-10-41) APOCALYPSE NOW (A, v.o.) (°): Champoliion, 5 (354-51-60). LES ARISTOCHATS (A., V.I.), Napo-16on, 17º (380-41-46). AUSTERLITZ (Fr.) : Acacies, 17 (764-

97-83) (H. sp.). BELLISSIMA (It., v.o.) : A. Bezin, 13-(337-74-39) LES BAS-FONDS (Ft.) André - des - Arts, 6 (326-80-25). BLADE RUNNER (A., v.o.) : Rivoli

Besubourg. 4 (272-63-32); (v.f.) : Opéra Night, 2 (296-62-56). BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS (A., v.f.) : Grand Rex, 2* (236-83-93); U.G.C. Montparname, 6 (544-14-27); U.G.C. Odéon, 6 (325-7)-08); La Royale, 8 (256-82-66); U.G.C. Ermitage, 8 (359-15-71); U.G.C. Gobe-line, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); U.G.C. Convention, 15 (828-20-64); Murat, 16- (651-99-75); Napoléon, 17- (755-63-42)); Pathé Cli-

chy, 18 (522-46-01). CE PLAISTR QU'ON DET CHARNEL (A., v.o.) (°) : Epée de bois, 5 (337-CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.): Studio Bertrand, 7 (783-64-66). LES CHIENS DE PAILLE (A., v.a.). (**): St-Lambert (H. sp.), 15* (532-91-68); Bolte à films, 7* (622-44-21). LES CINQ MILLE DOIGTS DU DOC-

TEUR T. (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6- (325-47-46). LA CLE DE VERRE (A.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77). CONTES DE LA FOLIE ORDINAIRE (h. v.o.) : Temphers (Esp.), 15 (272-LES CONTES DES MILLE ET UNE NUTTS (IL, v.o.) (**) : Champo 5 DELIVRANCE (A., v.f.) (**) : Botte à

films (H. sp.), 17 (622-44-21). EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Studio Geiande, 5 (354-72-71); Botte & films, 17 (622-44-21) EMMANUELLE (Fr.) (**): Paramount-City, 8 (562-45-76). L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers (H. sp.), 3 (272-94-56) : Denfert, 14 (321-41-01); Grand Pavois; 15 (554-46-85). LES ENFANTS DU PARADES (Ft.) : Rancingh, 16 (288-64-44). L'ENTRAINEUSE (Fr.) : Stadio de

l'Etoile, 17 (380-42-05) ERASERHEAD (v.o.) (**) : Escurial, 13* (707-28-04).A FABULEUSE HISTOIRE DE DO-NALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.): Napoléon, 17 (755-63-42). FANFAN LA TULIPE (Fr.): Acacias, 17- (764-97-83). GERTRUD (Dan., v.c.) : Marais, 4' (278-47-86) GIMME SHELTER (A. V.O.) : Vidéo-

tone, 6 (325-60-34), : GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) (Fr.) (**) : Desfert; 14 (321-41-01) HAIR (A.; v.a.) : Bolte à films, 17- (622-44-21). LES HAUTS DE HURLEVENT (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (325-65-04); Mac Mahon, 17 (380-24-81); (v.f.) : Paramount Mariounz, 2 (329-

79-17); Paramount Momparasse, 14: (329-90-10), HEILZAPPOPIN (A. v.o) : Ransingh, 6 (288-64-44). L'IMPOSSIBLE M. BEBE (A, v.a.) : Acacias, 17 (764-97-83). INDISCRÉTIONS (A. v.o.) : Action

Ciristine 6 (325-47-46). INVANHOR (A. v.o.) : Action Cinistine, 6 (325-47-46). LE JARDIN DU DIABLE (A, va) Contrescurpe 5 (325-78-37) JEREMIAH JOHNSON (A. VI) GE

JESUS DE NAZARETH (IL. VI.)

lypso, 17- (380-30-11);

JONATHAN LIVINGSTON LE GOE-LAND (A., v.o.): St-Ambroise (H. sp.).
11. (700-89-16): Cinoches, 6. (633-

the second control of the second control of

10-82) LAURA (A., v.o.) : Action Christins, 4 (325-47-46). LITTLE BIG MAN (A. v.a.) : Quintette, **5** (633-79-38). LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Rielto, 19 (607-87-61). MIDNIGHT EXPRESS (A. v.f.) (**) Capri, 2 (508-11-69). LE MILLIARDAINE (A., v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46). NEW-YORK, NEW-YORK, (Yes. in.) Calypso, 17 (380-30-11). ORANGE MECANEQUE (A., v.a.) (*4): Studio Galande (H. sp.), 5 (354-72-71).
ORFEU NEGRO (Fr.); Grand Pavois, 15

(554-46-85)-LE PARADES DES RICHES (Fr.) : Studio Bertrand, 7- (783-64-66). LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Templiers. 3 (272-94-56). PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) (*) : Rivoli Beambourg, 4 (272-63-32) : Studio Médicis. 5 (633-25-97). Saint-Lambert: 15 (532-91-68) PORTRAIT D'UNE ENFANT DÉCHUE

40.0

200

 $\omega_{n} = 1/2n$

1.46

. 1 2.7

€ شنو

· ...

17 30

- Carlo

- 1: -

and the Market

1 Apr -

المنظورين. المنظورين

F. 4 4

OC NE

Carl Sauce

la de

Towns, a

7 ...

(A., v.o.) : Olympic Balzac, 8 (561-10-60) : Olympic St-Germain, 6 (222-87-23). PINK FLOYD, THE WALL (A. va.): Paramount Odéou, 6- (325-59-83). LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o.) : Boite & films, 17- (622-44-21). SENSO (IL. v.o.): Logos III, 5 (354-42-34); Olympic Balzac, 8 (561-10-60); Olympic, 14 (545-35-38).
SUPERVIXENS (A. v.o.): Studio Logos, 5- (354-42-34) TAXI DRIVER (A., v.a.) (**): Hohe i

film (H. sp.), 17 (622-44-21). TUEUR DE DAMES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5+ (325-72-07). UNE FEMME DISPARAIT (A., v.o.); Riano, 19- (607-87-61). LE NOUVEL AMOUR DE COCCI-NELLE (A. v.f.); Rex. 2 (236-83-93); Napoléon, 17 (755-63-42). LA VIE EST BELLE (A., v.o.): 14-Juillet Racine, 6 (326-19-68); Olympic Balzac, 8- (561-10-60); 14-Juillet Bastilic. II- (357-90-81). LE VOLEUR DE BECYCLETTE (L.

v.o.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-LE VOYEUR (Brit., v.o.) : Logot I, 5º (354-42-34); Acecias, 17 (764-97-83).

Les festivals

R. ALDRICH : (v.o.) | Républic-Cinéma, 11 (805-51-33), 16 h : Chut! chut! chère Charlotte ; 18 h 30 : l'Empereur du Nord; 21 h : Qui a tué sister George?; 22 b 30 : Pas d'orchidées pour Misa Blan-AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action

La Payette, 9 (878-80-50), Niagara. CAVENTURE AU CINEMA (v.o.): Olympic, 14 (545-35-38), le Trésor de la MARX FOTBERS (v.o.) : Amin

Ecoles, 5 (327-72-07), Explorateurs on CINEMA ERANÇAIS DES ANNÉES 36-40 : Studio de l'Etoile, 17 (380-42-05) 16.h : PEntralnouse : 18 h : Dans les rives : 20 her les Portes de la nuit :

22 h : le Belle Equipe. G. DEBORD : Studio Cujas, 5 (354-39-22), in glown innu nocte et consum-

EN ATTENDANT GODARD : Movies. 1= (260-43-99), 18 h : Comment ca va ? ; 20 h, 22 h : Alphaville. A. HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9 (878-80-50), le Faux Compa-S. LUMET (v.o.): Espace-Gaité, 14

(327-95-95), 18 h, 20 h 30 : The Verdict. COUP DE CHAPEAU A GLEB PANFI-LOV ET INNA TCHOURIKOVA (v.o.): Common, 6" (544-28-80), 18 h. 21 h : Vassa. LES PERLES DU CINÉMA COLO-NIAL. (v.o.): Seint-Séverin, 3- (354-50-91), la Croisière noire, le Roi des îles.

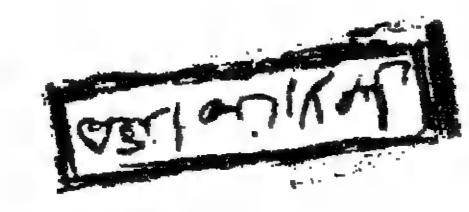
JULES VERNE (v.o.) : Merais, 4 (228-47-86), le Fer a cheval cassé.

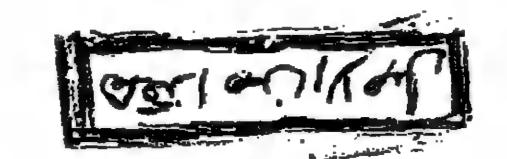
Les séances spéciales AMERICAN GIGOLO (A. v.o.): Chatelet-Victoria, Ia (508-94-14), 17 h 05. CABNAQUE (A., v.o.) : Boite à films, 17-(622-44-21), 22 h 15. BUILLITT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1= (508-94-14), 22 h 15. LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11. (700-89-16), 19 h 45. CE PLAISIR OU'ON DIT CHARNEL (") (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47), 22 h. LE DOULOS (Fr.) : Olympic-Luxembourg: 6: (633-97-77), 24 h. CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1= (508-94-14), 20 h 15. FURYO (Jan; v.o.) : Saint-Lambert, 15-(532-91-68), 19 h + Calypso, 17- (380-30-11) 19 h 30, KOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Chatelet-Victoria, 1= \([508-94-14) \). 2.18 b 10: IDENTIFICATION D'UNE FEMME (R. r. v.c.) : Grand-Pavois, 15. (554-

46-85), 19 h 45. LENNY (A. v.o.) : Botte & Films, 17 -(622-44-21), 20 h 15. MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A. v.o.) .: Studio Bertrand, 7 (783-64-66), 17 h. MORT A VENISE (IL, v.o.) : Templiers, 3 (272-94-56), 20 h. NEW-YORK 1997 (A., v.o.) : Olympic-Lexembourg, 6. (633-97-77), 24 h. NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1= (508-94-14); 19 h 05. OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.a.): Chittelet-Victoria, F (508-94-14), 16 h.

90-10); Paramount Bastille, 12 (343 GUE LE SPECTACLE COMMENCE (AL, V.c.) - Châtelet Victorie, 1" (508-LE SEPTIEME SCEAU (Sucd., v.o.) Studio Bertrand, 7. (783-64-66), 15 h SOUDAIN L'ETE DERNIER (A. V.O.) St-Ambroise, 11. (700-89-16), 21 h 45. TAXE DRIVER (24) (A. v.o.) : Botte à Films, 17 (622-44-21), 20 k 05. TRACCENARD (A. v.c.) : Olympic-Laxembourg, & (633-97-77), 24 h.

THE BOCKY ... HORROR .. PICTURE SHOW (*). (A., v.o.) : Stadio Galande, 5- (354-72-71), 22 h 40 et 0 h 30. VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.o.) : Catypuo, 17 (380-30-11), 20 à 45.





••• LE MONDE - Mardi 3 janvier 1984 - Page 21

COMMUNICATION

Lundi 2 janvier

PREMIÈRE CHAINE: TF1

20 h 35 Film: Coe mervellieux fous volunts dans leurs drôles de machines. Film angles de K. Atmakin (1965); avec S. Miles, S. Whitman, F. Fox, A. Sordi, R. Morley, G. Froebe, J.P. Carsel (rediffusion).

En 1910, le directeur d'un grand journal organise une course d'avions, Londres-Paris. L'un des concurrents emploie dus moyens déloyants pour gagnes. Carleatures, gags et impressionnante-reconstitution historique. C'est souvent très amusant, mais pas à la houteur du buiget

22 h 46 Entracte. 22 h 50 Passions-passions.

Nicolas Prize, compositeur de musique contemporaine; une adaptation des aphorismes de G.-C. Lichtenberg; vidéo : jeux électroniques ; Henri Cartier-Bresson, esc.

23 h 🎟 Journal 23 h 😂 Vivre en poésie. DEUXIÈME CHAINE: A2

20 h 35 Magazine: l'Heure de vérité. Avec M. Laurent Fablus, ministre de l'Industrie et de la

- Parlons français -, de E. Ionesco. Avec l'auteur, C. Piepla Ch. Meyer... Une adaptation d'une pièce d'Eugène lousson tournée en décors naturels. Cocasse, très bien interprésée, une réus-

22 h 35 Histoires courtes. « Ne va inmais soul dans les montagnes », de A.B. Hes-

Same a street of the street of the

人們看到 1000 1000

The same of the same

A company of the second of the

the same " Yet " very

· 对自然的情况

医三甲基 海点 化

The second second second

-

TROISIÈME CHAINE: FR3

20 h 35 Film : la Scoumoune.

Film français de J. Giovanni (1972), avec J.-P. Belmondo, C. Cardinale, M. Constantin, M. Peyrelon (rediffusion). De 1934 à 1950, la carrière mouvementée d'un trusse marseillais qui reste fidèle à un ami, partageant avec lui bon et mauvais sort. Les thèmes chers à Giovanni, la mythologie des honemes de la pègre, une reconstitution rêtra. En 1961, le même roman d'où est tiré ce film avait été adapté pour un film de Jean Becker, Un nommé La Rocca avec, déjà, Beimondo.

22 h 15 Journal. 22 h 35 Thetase.

Magazine de G. Pernoud, « La Torche 83 », planche à 23 b 20 Prélude à la suit.

« Sonate en mi bémol majeur » de J.-S. Back interprétée

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

par G. et R. Ploants, plantates.

17 fr 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige. 17 h 20 Dis, reconte-moi le mer (l'affiche maritime). 17 h 35 Télévision ouverts (l'émission des téléma-

18 h 5 Desain snimë : l'inspecteur Gadget. 18 h 30 Sports, 18 h 55 Dessin animé : les Misérables. Informations. 19 h. 15. Feuilleton: Un homme... une ville

FRANCE-CULTURE

8 h, Les chemins de la commissance : Martin Buber, la rencontre de l'événement et de l'éternité ; à 8 h 32, les métamorphoses de l'espace. 8 h 50. Echec au hasard.

9 h 7, Les leadle de l'histoire : les Carolingiens, per J. 10 h 45, Le texte et la marge : « La révélation de Jésus-Christ », avec le père Bruckberger. 11 h 2, Massique : les grands événements à Radio-France en

1984 (et à 13 h 30). 12 h 45, Pamorama.

14 h. Sons. 14 h 5. Un livre, des voix :- «Los lance-flammes», de 14 h 47, Les après-midi de France-Culture : anthropologie de l'espace ; à 15 h 20, Laboratoire ; à 16 h, le musée du

Louvre: à 17 h, Luther, bomme de passion.

17 h 32, instantané, magazine musical.

18 h 30, Femilieton: < Le grand décret ».

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30. Présence des arts : exposition Raoni Dufy, à 20 h, « Le couvine de Pierre », de Pouchkine. Avec R. Mollien, C. Nicot, J.-R. Caussimon... 21 h. L'autre scène, ou les vivants et les dieux : la source pythagoricienna, avec L Reznikov.
22 k 38, Neits magnétiques : sans images.

FRANCE-MUSIQUE

6 h Fréquence de suit : Les mots de Françoise Xenakis : -1 h, Bach ; 2 h 33; Concert : œnvres de Schubert. Krentzer ; Capelet, Beethoven. 6 h 2, Musique légère. 6 h 30, Musiques du matin : Vivaldi, Schumann, Glinka. 7 h 10, Concert : Mozart.

7 h 45. Le Journal de nansique. 8 la 12. Mugazine du disque. 9 & 2, D'une orelle Pautre : Cominiani, Martinu. Brahms

12 h. La table d'écoute. 12 h 35, Jazz: Tout Duke. 13 k 30, Jeunes solistes.

 14 h, 4, Musique légère.
 14 h 30, L'après-midi des musiciens, duos (Marin-Marais – Mozart ; Naderman – Bartok). 17 h 5, Repères contemporains : Hodeir.

19 h 5, Concert : musiques traditionnelles. 20 h, Jazz : acmalités. 20 h 30. Concert (Festival de Ludwigsburg 1983) : Trio

pour piano, violon et cor; Sonatensatz en ut mineur, Scherno pour piano, de Brahms; Trio pour piano, violon et cor, de Ligeti par le Trio Ligeti.

22 h, Cycle accessmatique : «Original», création de M. Racot : « Lieber duodecim poetarum», création de

23 h, Fréquence de muit : ouvertures sur le grand Nord,

Mardi 3 janvier

PREMIERE CHARLE STE 1

50 Vinterryther. 12 h Le rendez-vous d'Annie. 12 & 30 Atout cour. 13 h Journal

13 🖢 45 Série : La petite maison dens la prairie. 14 h 35 Destination Noël. 15 h 45 Le village dans les nuages.

16 & 05 Film : la Cress Course autour du monde. Film américain de B. Edwards (1965), avec J. Lemmon. T. Contis, N. Wood, P. Falk, K. Wynn, A. O'Connell

En 1908, un héron sportif et son rival, anime de noirs desseins, s'affrontent dans une course automobile New York-Paris. Comme pour les « fous volunts », le budget colossel relentit perfois le rythme. Mais le scénario délirant, les gags burlesques à la manière de Mack Sen-nets et Laurel et Hardy sont tout de même à l'avantage du style de Blake Edwards.

18 h 25 Livres divers, livres d'hiver. 18 b 35 Variétoscope. 18 h 55 ? heures moint cinq.

19 h 15 Emissions régionales. 19 h 35 Jeu: Les petits drôles. 19 h 50 Regards feutrés. Journal

20 h 30 D'accord, pas-d'accord. 20 h 35 Commissaire Moole Booton. Réal, P. Arnal,

Sketches sur la vie quotidienne d'une semme commis-suire. Le spectacle créé à la Cour des miracles, « Commissaire Moole Bouzon » a ésé repris à la Comédie des Champs-Elystes. Une sélection des meilleurs moments. Entracte.

D b 5 Variétés : Bai de nuit. Réal P. Andois. Eddy Barciay reconstitue son archestre des années 50 et ienite Darry Coul, Jean Lestevre et Michèle Freensan. 23 b Journal

28 h 15 Vivre en poésie.

DEUXGEME CHAINE: A 2 10 h 30 ANTIOPE. Journal (et à 12 b 45). 12 h 18 Jes : L'academie des neuf. 13 b 35 Fauillaton: Les amours romantiques.

13 h 50 Aujourd'hui le vie. 14 h 55 Série : Drôles de dames. 15 h 45 Reprise : Opéra sauvage : le Zimbabwe (diff. le 1" innvier). 16 h 40 Entre vous.

De L. Bérios. Les métions d'art. 17 b 45 Récré A2.

18 h 50 Des chiffres et des lettres. 19 h 15 Emissions régionales. 19 h 40 Le théâtre de Bouverd.

20 h 30 D'accord pas d'accord. 20 h 40 Les Dossiers de l'écreo : le Choix des Film français d'A. Corneau (1981), avec Y. Montand,

G. Depurction, C. Denouve, M. Gainbru, G. Lanvin, R. Anconine. Un ancien trucud, qui s'est fait une vie hombte et heu-reuse, veut se débarraiser d'un jeune bandit en cavale. Celui-ci a manacé su tranquillité, la police le traque de son côté. Une intrigue policière tournant à la tragédie dans une suite de malentandres. Aspects sociaux du film noir et de la délinquance. Magistralement mis en scène

er intercrété. 22 à 53 Débet : Yves Montand face aux téléspec-TRIBUTE. 23 b 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

14 h 30 Emissions pour le jeuneuse. 17 h Talávision régionals. Programmes autonomes des doune régions. 19 h 50 Destin animé : l'Inspecteur Gadget. 20 h 5 Les Jeux. 20 h 30 D'acord, pas d'accord.

20 h 35 Film: le Chat.

Film de P. Granier-Deferre (1970), avec J. Gabin, S. Signoret, A. Cordy, J. Rispal, N. Desailly (rediffu-Dans un pavillon de bandieue promis à la démotition, un homme et une semme vieillis vivent dans une hostilité

22 h Journal. 22 h 20 Préiude à la nuit. Suite pour ondes Martenot et piano de D. Milhaus interprétée par Y. et J. Loriod.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la naige. . 17 h 10 Hier au cinéma : Jenny, film de Marcel Carné. 18 h 55 Dessin animá : les Misérables.

Informations.

19 h 15 knfo régionales. 19 h 35 Feuilleton : Un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

9 h 7. La matinée des autres : les Sépharades. 18 h 45, Les jeunes entrepreneurs, par E. Contini. 11 h 2, Musique: 20 anniversaire de France-Culture, par Mara-Laporte et Y. Gornet (et à 13 h 30 et 21 h 15). 12 h 5, Agora. 12 h 45, Panorama.

14 b 5, Un Reze, des voix : la Marche de Radetzky et Crypte des Capucins, de J. Roth. 14 h 47, Les après-midi de France-Culture : quatre fois Pospece : à 15 h 20, Rubriques internationales ; à 17 h, Luther, homme de passion.

18 h 30, Feuilleton : le Grand Décret 19 h 25. Jazz à l'ancienne. 19 k 30, Sciences: M. Tompkins au pays des merveilles. 29 h, Dialogues: Comment échapper à la bipolarisation, svec E. Le Roy Ladorie et J.-F. Kahn.

21 h 15 28 mairesaire de France-Cuiture.

FRANCE-MUSIQUE

9 & 2. D'une oreille l'autre : Bach, Ives, Beethoven. 12 h. Archives lyriques: E. Chausson. 12 h 35, Jazz: Tout Duke. 13 h, Les nouvelles muses en dialogue.

22 h 39 Nuits magnétiques : la permission de mimit.

14 h 4, Chasseurs de son stérée. 14 h 30 Echanges internationaux pour la jeunesse. 15 h, L'après-midi des sussiciens, duos sur partitions couvres de Bach, Telemann, Kodaly, Dvorak, Monte-verdi, Mendelssohn

17 h 5 Repères contemporains : Tabachnik.
18 b, L'impréra. 19 h 5. Concert : œuvres de Lachartre, Tamba, Xenakis. 20 b. Jazz : les irréfutables 20 h 30, Concert (Semaines internationales de musique de Lucerne 83): Symphonie # 2 de Schumann, Trois pièces pour orchestre, de Berg, Francesca da Rimini de Tchatkovski, par l'Orchestre philharmonique d'Israèl,

Cir. Z. Mehra. 22 h 30, Fréquence de meit : seuilleton Haendel-Hindemith ; à 23 h 10, Jazz-Club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 2 JANVIER

- M. Jock Lang, ministre délégué à la culture, répond aux questions des journalistes dans l'émission «Face à la rédaction», sur France-Inter, à 19 h 20.

M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, est l'invité de l'émission «L'heure de vérité», sur Antenne 2, à 20 h 35.

chi ». Puis, il a été 13 h 30, et une présentatrice à simplement dit : « Ainsi a'achève La tribune des critiques de disques », émis-

Zeisel, sans autre forme d'adieux. « La Tribune », qui, comme « Le masque et la plume », remontait à 1946, a traversé tous les régimes, de la R.T.F. à l'O.R.T.F. jusqu'à Radio-France. En 1975, M. Louis Dandrel,

C'est terminé. Fini. Pour de

vrai, on n'entendra plus, sur

France-Musique, « La tribune des

critiques de disques ». Diffusé le

demier jour de l'année, samedi

31 décembre, le dernier numéro

de l'émission légendaire manquait

un peu d'allant. Ce n'était pas

tout à fait « ça », plus ça. ils ont

eu beau comparer consciencieu-

sement tels extraits de quatre

versions différentes du Messie, de

Jacques Bourgeois et Jean Roy

ne se sont pas affrontés avec le

mordant accoutumé. Comment

dire ? La son de leurs voix respec-

tives semblait soudain un peu

étouffé, voilé : comme « blan-

sion d'Armand Panigel, et l'on est

passé aux archives de Georges

nommé à la direction des programmes de France-Musique, avait voulu faire une croix sur ce programme sacro-saint du dimanche après-midi... Il avait du capituler face aux auditeurs furieux. La « Tribune » fut vite rétablie, et l'actuel directeur de France-Musique a attendu longtemps et procédé par étapes progressives. Premier temps : on a déplacé le créneau de M. Panigel du dimantemos, ce 14 janvier 1984, on annonce que la « Tribune » sera

remplacée par un nouveau pro-

gramme plus ambitieux, à partir

du mois de février, après le Mi-

SUR FRANCE-MUSIQUE

Il s'agira d'une émission réalisée en public au studio 106 de Radio-France et retransmise en différé chaque samedi après-midi. L'émission sers chaque fois lancee par l'audition d'un compactdisque ; au lieu de quatre disques du commerce, on en fere écouter deux, et la comparaison s'appuiera sur des documents d'archives trouvables seulement dans

les soutes de l'INA, ou d'orga-

« La Tribune », c'est fini nismes à l'étranger. Un concert inclus dans la même tranche horaire complètera le tout de manière à faire écouter d'éventuelles transcriptions ou orchestrations de l'œuvre mise sur la sellette. On élargit la confrontation, on tient compte du son.

> sera assurée chaque fois par des producteurs différents. Pour les auditeurs désireux de e rendez-vous », ceux qui aiment retrouver une ou des voix particu-

La nouvelle « super tribune »

lières... eh bien I tent pis. On leur rétorquera, de toute manière, que depuis la mort d'Antoine Golée, en 1980, rien n'était plus comme avant. Las colères professionnelles de ce poète de la critique, ses jolis coups de gueule manquaient à l'équilibre sonore de la discussion...

On aura beau traiter les nostalgiques de passéistes, il n'empêche que sur france-Musique, actuellement, on a déjà droit à beaucoup, beaucoup d'archives. Allons , attendons quand même d'entendre en primeur ces fameux compact-disques. MATHILDE LA BARDONNIE.

« LE COURRIER DE L'AIN » EST CÉDÉ A M. BURTON

(De notre correspondant.)

Bourg-en-Bresse. - Le tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse avait décidé, le 9 décembre, de surseoir à statuer jusqu'au 13 janvier 1984 sur la requête en liquidation de biens concernant le Courrier de l'Ain. Ce nouveau délai de grâce accordé au journal de Bourg-en-Bresse était motivé, après le retrait de M. Robert Hersant, par la proposition de rachat formulée le 8 décembre, la veille donc de la réunion du tribunal, par M. Michel Burton, le fondateur de *Partir*.

Le tribunal de commerce de Bourg n'a pas attenda le mois de janvier pour prendre sa décision. Il a antorisé, vendredi 30 décembre, la SNEP, propriétaire du Courrier de l'Ain, à mettre ses titres en locationgérance à la SECA pour une durée d'un an, au loyer trimestriel de 15 000 F.

Le gérant de la SECA (Société d'exploitation du Courrier de l'Ain. constituée pour dix ans, au capital de 50 000 F) est M. Michel Burton. domicilié à Paris. Le siège de la SECA est fixé au 5, rue Jules-Migonney, à Bourg-en-Bresse. La décision prend effet au le janvier 1984. Au terme de l'année de location-gérance, un concordat devra être voté et homologué.

· Naissance de l'édition lyonnaise du Figaro. - Le couplage publicitaire prévu pour le lundi 2 janvier entre le Figaro et le Journal Rhône-Alpes, deux titres du groupe Hersant, a débouché sur la naissance de six pages intitulées le Figaro de Lyon, encartées à l'intérieur du quotidien national. A la - une -. notre confrère indique: « C'est la première fois qu'un grand quotidien national apporte ainsi à ses lecteurs, en plus de toutes les informations habituelles, l'essentiel des nouvelles locales et la sosalité des services qu'ils sont en droit d'attendre: carnet du jour, spectacles, annonces classées, etc. - Les six pages supplémentaires du Figaro, numérotées de A à F, sont en fait la reprise pure et simple des pages lyonnaises du Journal Rhone-Alpes avec quelques légères modifications dans l'ordre de la pagination et la mise en pages. - (Corresp. rég.)

Un nouveau « contrat de rédaction » à l'Est républicain

De notre correspondant

décembre 1983), un nouveau contrat de rédaction » a été signé le 23 décembre entre la direction générale de l'Est républicain et les représentants des journalistes. La nécessité de réviser l'ancien contrat de rédaction, datant de 1974, avait été votée à l'unanimité par les journalistes réunis en assemblée générale le 14 novembre, après l'annonce de l'entrée du Républicain lorrain pour 24.3 % dans le capital de l'Est républicain. Les journalistes entendaient ainsi

prendre les mesures qui leur semblaient nécessaires pour renforcer l'autonomie rédactionnelle face une possible fusion ou à une nouvelle modification du capital de leur journal. En effet, et depuis l'entrée du Républicain lorrain, une autre part du capital estimée désormais à plus de 20 % semble avoir été rassemblée par un groupe de personnalités nancéennes à la tête duquel se trouve la famille Bouriez (du groupe Cora-Revillon), dont l'un des deux frères, Philippe, est le nouveau président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle. Toutefois, afin que cette transaction devienne effective, le groupe Bouriez devra obtenir l'aval du conseil d'administration de l'Est républicain, dont M. Gérard Lignac (28,4 % du capital) est le P.-D. G. depuis juin 1983.

Face à cette situation, qui reste toujours confuse et mouvante, les journalistes avaient demandé primitivement dans le nouveau contrat de rédaction un droit de regard sur la nomination du rédacteur en chef, assorti d'un droit de veto sur la base de la majorité des journalistes possédant la carte professionnelle. La direction générale de l'Est républicain avait opposé un refus catégorique à cette demande, auquel les journalistes avaient aussitot riposté par une grève de vingt-quatre heures. Finalement, une solution satisfaisante a été trouvée dans le contrat de rédaction conclu ces derniers jours. Le choix du rédacteur en chei

appartient à la direction et la rédaction est consultée sur ce choix par le biais des délégués journalistes élus composant le conseil de rédaction. Si la nomination du rédacteur en chef est désavouée à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés, la direction convo-

Nancy. - Après avoir été à l'ori- quera ces derniers dans un délai de

gine d'une grève (le Monde des 7 et cinq jours et entendra les arguments avant motivé ce désaveu. A l'inverse, la révocation du rédacteur en ches ne pourra être prononcée qu'avec l'accord du conseil de rédac-Cette formule fait du nouveau contrat de rédaction de l'Est républicain un cas novateur et inédit

dans la presse quotidienne de province. Il définit l'orientation générale d'un journal . indépendant (qui) s'adresse à un public divers dans ses opinions et sa composition sociale, auquel il propose une information pluraliste et équilibrée .. Le nouveau conseil de rédaction, qui «ne se substitue pas aux organisations syndicales et professionnelles», donnera son avis « sur le choix des édisorialistes et des chroniqueurs, sur l'opportunité des collaborations extérieures et sur l'application de la ligne de conduite définie. S'il lui semble qu'il y a carence dans le redressement des erreurs ou la correction des dérives constatées, le conseil peut décider de signaler les manquements à la

Les quatre journalistes exerçant des fonctions de responsabilité élus par leurs pairs et les six journalistes èlus par le reste de la rédaction qui composeront ce « conseil de rédaction» devraient être connus dans le courant du mois de janvier.

JEAN-CLAUDE BEMER.

A Rennes

FIN DE L'OCCUPATION DE L'IMPRIMERIE OBERTHUR

Les travailleurs de l'imprimerie Oberthur, à Rennes - menacée de cessation d'activités (le Monde du 24 décembre), - qui occupaient les lieux depuis le jeudi 29 décembre. ont décidé samedi 31 de suspendre ce mouvement. Mais, selon le syndicat C.G.T., - loin d'abandonner l'action, nous en modifions les formes pour tenir compte de la situation et agir avec responsabilité, dans un esprit constructif. Nous voulons sauver tous les emplois, c'est là norre seul objectif. M. Edmond Hervé, le gouvernement, viennent de prendre des engagements dans ce sens, ils devrons les respecler ., ajoute le communiqué.

Les listes d'embauche, dressées par les deux sociétés Lopès et Olier, qui reprennent respectivement les activités de labour et celles d'édition, scront connues cette semaine. En ce qui concerne les cent quatrevingts personnes qui ne sont pas reprises dans le cadre du plan de sauvetage concu par le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), une « table ronde » doit avoir lieu ce lundi 2 janvier à la préfecture de Rennes pour mettre au point diverses solutions.

• RECTIFICATIF. - Des erreurs de composition se sont glissées dans la liste des publications du groupe Hachette (le Monde du 29 décembre 1983). Ainsi, TV couleur, TV vidéo, Télé-guide, Vidéo 7, Micro 7 et Actualités hippiques sont édités par le groupe Loisirs et non par la société S.N.E.F./Edimonde. L'Équipe est bien évidemment un quotidien et non un hebdomadaire. Le groupe Hachette précise, par ailleurs, que M. Frank Ténot, président de France Editions Publications, détient en son nom personnel 40 % du quotidien Libération Champagne: il ne s'agit done pas d'une publication du groupe Hachette.

LA BANDE FM A PARIS

Une ordonnance du tribunal condamne les émissions illégales d'A.B.C. Saisi en référé par l'association tre · jusqu'au bour - pour obtenir

Namerre, émettant avec une autorisation du 23 soût 1983 sur la fréquence de 94,70 MH2. M. Jean-Michel Guth, premier president du tribunal de Paris, a rendu le 30 décembre une ordonnance enjoignant à Radio A.B.C. de « cesser de troubler de quelque manière que ce soit, et notamment par l'usage d'une fréquence radioélectrique non expressément autorisée à son profit, les émissions de l'Animographe Radio-Nanterre sous astreinte journalière de 1 000 F. Le magistrat pote que Radio A.B.C. (regroupement des trois stations parisiennes Boulevard du Rock, Carol F.M. et Radio-Express), constatant l'échec de son de France (T.D.F.) avait déposé mariage sur 101,6 MHz avec le une plainte en octobre dernier. Selon regroupement Mégal'oblique, avait le parquet, cette action entre dans la annoncé qu'il émettrait désormais procédure normale prévue par la loi, illégalement sur l'ancienne fré- Radio-Activité ayant refusé d'obquence de Carol (94,8 MHz) et tempérer à une mise en demeure de affirmait sa détermination à se bat- cesser ses émissions.

l'Animographe, créatrice de Radio-

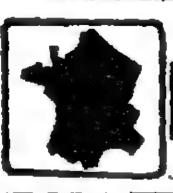
de la Haute Autorité une fréquence

M. Guth constate done - l'inobservation volontaire d'une prescription obligatoire par elle-même - et estime qu'il convient d'« ordonner par voie de remise en état l'application de la décision de la Haute Autorité obtenue par Radio-

· Saisie de Radio-Activité à Rennes. - Sur ordre du parquet de Rennes, la police a saisi, le 29 décembre. l'émetteur et l'antenne de Radio-Activité, une radio privée rennaise contre laquelle Télédissusion

La ligne T.T.C OFFRES D'EMPLOT 83,00 DEMANDES D'EMPLOI 29,65 25,00 AUTOMOBILES PROP. COMM. CAPITAUX

ANNONCES ENCADRÉES OFFRES D'EMPLOI 16,60 42,70 IMMOBILIER 42,70 42,70



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Centrale - A.M - ENSTA - ENSM...

Sud-Est. Fliele d'un groupe national important, cette société du secteur industriel pétroller (700 personnes) recherche dans le cadre de son développement phisieurs ingénieurs capables d'assister la direction de l'engineering :

Ingénieurs chefs de projets

Ils auront pour première mission, de faire des calcule sur des projets, de participer à la conception et à la réalisation de nouveaux produits, de collaborer à la réponse aux appels d'offres et au suivi des affaires existantes. Leux évolution se poursulvra par la prise en charge d'un ou plusieurs projets. Ces postes s'adressent à des jeunes ingénieurs de formation mécanique générale possédant 3 à 5 sus d'expérience en B.E. (conception et mise en route de prototypes - résistance des matériaux) et dans la conduite des hommes. (Réf. 3125 a)

Ingénieur chef du groupe études-affaires

Il devre prendre en charge la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens afin d'assurer d'une part, la conception et le développement de produits nouveaux et d'autre part, de participer à la commercialisation de l'ensemble des activités de la société auprès d'une clientèle pétrollère. Ce poste s'adresse à un ingénieur de haut niveau, de formation mécanique générale, possédant 5 à 10 ans d'expérience dans des fonctions d'encadrement (B.E. calculs - gestion d'affaires

Pour ces deux types de poste, la pratique des moyens informatiques en calcul scientifique et l'utilisation courante de la langue anglaise sont requises. La rémunération annuelle sera liée à l'expérience et au potentiel des candidats retenus-Françoise Meyer vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence de votre choix.

Meyer Thartenaires 100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94.

GRENOBLE

Société en forte croissance surtout à l'export (60 % des ventes), recherche

TRÉSORIER

Rattaché directement au Directeur Financier, il aura à traiter:

- le suivi des emprunts. - des problèmes de trésorerie à court et moyen terme, - les échanges internationaux - les convertures de change,

- le recouvrement clients.

Une expérience de trésorier dans une grande entreprise et du milieu bancaire est demandée. Anglais indispensable.

CONTRÔLEUR DE GESTION

Intégré au contrôle financier, il prendra en charge:

- le contrôle des coûts.

- le suivi du plan de réduction des coûts,

Une expérience en entreprise anglo-saxonne est souhaitée. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence du poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place de Palais-Royal -75001 PARIS, qui transmettra.

UN CHARGÉ DE MISSION

Apporter un appui sechnique aux professionnels, collectivités locales et organisar économi-quement les producteurs. Form, supérieure env. 35 ans, responsabilités dans une entreprise de tourieme, capacité de relations, motivé et réalisse. Env. C.V. avent le 15 janvier à Confédération pyrénéenne 12 r. Selembo, 31200 Toulouse

> Il est ouvert su Sépartomout du Heut-Rhip un concours eur épreuves en vue du recrutament de 4 ATTACHÉS **DU GADRE**

DÉPARTEMENTAL et 1 par concours interne.

Les candidatures devront être déposées au plus tard le 13 jenvier 1984 à 18 houres à l'Hôtel du Département du Haut-fihin, Bureau du person-nel, 11, avenue de la que à COLMAR.

plémentaires concernant les conditions d'edmission, les di-plémes nécessires et la nature des épreuves, s'adresser à l'Hôtel du Département du Haut-Rhin, Bureau du personnel, 11, avenue de la République à COLMAR (Tél. 23-99-61 poste 2463).

Stabl. région Rouer recherche chef des services éducatifs Dipl. d'Etat éduc. spécial + pratique profess confirmée.

Libre repidement pour assumer fonctions auprès addiesc.
Condit. salarisles à débattre.
Etc. s/s= 7 308 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des italiens, 75006 Paris.

F.O.L. DROME Animateur Professionnali pour animation travalleurs im-migris et familles, riveau DUT - CAPASE - DEFA - DECEP ou acilide expérience animation Permis de conduire.

Renseignements F.O.L. DROME B.P. 133 - 26001 VALENCE. Telephone : 42-19-61. Dépôt de candidature avant le 15 janvier 1984.

Recherchorts traducteur (trice) technique anglais/français, en posta dans nos bureaux de Londres ou indépendant (a) résident en France. Les candidate (ea), expérimentés (ées) dans les domaines : spécifications, contracts, etc., doivent écriresvec c.v. au M.D., Transtaiex Ltd. 116-128 North End Road, Londres, W14-9PP, U.K.

URGENT

AFRIQUE NOIRE

TECHNICIENS

Ayant solicie formation et expérience.
Parlant anglais, ambitieux.
Contact facile.
Bonne présentation, bon seleire

Formation 2 mole au Japole, Envoyé C.V. + photo 4:

10 BP 513.

ABIDJAN 10, Côte of North

Engineering opérationnel offshore

Sud-Est. Filiale d'un groupe national important, cette société spécialisée dans les travaux maritimes offshore, recherche des ingénieurs de haut niveau. En liaison permanente avec les directions commerciale, technique et opérationnelle, ils se verront confier dans un premier temps, is totale responsabilité de la réalisation d'un ou phisieurs projets. Leur évolution, liée à la performance de leurs résultats, pourra se poursuivre dans un second temps par la prise en charge d'un poste d'ingénieur d'affaires.

Ces créations de poste s'adressent à des ingénieurs diplômés d'une grande école, possédant 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine maritime ou pétrolier. Basés dans le Sud-Est, ces postes nécessitent des déplacements de courte durée à l'étranger, aussi la pratique courante de la langue anglaise est-elle requise. La rémunération annuelle de départ sera liée au potentiel et à l'expérience des candidats retenus. Françoise Meyer vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 3126

Meyer & partenaires

·100, cours Julien 13006 Marseille (91)48.36.94

Roole de français pour adultes étrangers PROFESSEUR

expérience pretique V.I.F. et D.V.V. exigée, perient bien angleis. Plain temps. Poete permanent. Ecoire avec C. V. détaillé sous le n°T 43855 M. RECHE-PRESSE 85 bis; r. Résums, 76002 Paris.

SANTE PUBLIQUE

UN ENSEGNANT EN ÉFI-DEMOLOGIE ECONOMIE DE LA SANTÉ, UN SPÉCIALISTE EN OR-GANISATION ET MÉ-THODES ET SYSTÈMES D'INFORMATION.

rechyrche

C.V. et renselgnaments ; Mon-sieur le Directeur de l'E.N.S.P. av. du Prof.-Léon-Bernard, 35043 RENNES CEDEX. T. (98) 59-29-36 posts 17-10.

- Vous êtes demandeur d'emploi on salarié d'entreprise (congé-formation) : Vous avez une formation BAC + 4; - Vous avez une solide expérience en gestion ou en pro-

CONSEILLER (E) EN INFORMATIQUE DE CESTION CONSTILLER (E) IN INFORMATIQUE DE PRODUCTION

Stage de 1 200 houres à temps plein, gratuit et rénu-Démarrage le 30 janvier 1984, effection en cours-

Le Groupement des Chambres de Commerce et d'Industrie Hainant-Cambrésis

INSTITUT INFORMATIQUE ET ENTREPRISE Carrier Tections - 2, rue Herri-Metiese 58300 AULNOY-LEZ-VALENCIENNES 741 : (27) 30-18-10



DIRECTIONS

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE réalisant sur un marché en forte expansion un C.A. de 45 MF en France et à l'Étranger

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

recrute son

Formation : Grande École de Commerce ou Universitaire. Expérience : 2 ans minimum dans une fonc-

tion d'Audit. Il sera chargé, au sein d'une Équipe de Direction jeune et dynamique, de la Comptabilité Générale, de la mise en place de la Comptabilité Analytique, de la Trèsorerie et de la Fonction Personnel.

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et rémunération souhaitée SOCIÉTÉ PÉRIFÉRIC Direction Générale 66, rue du Docteur Calmette 94350 VILLIERS-SUR-MARNE



La Fondation Européenne de la Culture

LE DIRECTEUR

de son INSTITUT POUR UNE POLITIQUE EURO-PÉENNE DE L'ENVIRONNEMENT, dont le siège est à

Ce directeur est responsable de l'ensemble des activités de l'Institut et de son développement. Le (ou la) candidat (e) devra notamment être en mesure de négocier des contrats, de diriger des recherches interdisciplinaires orientées vers la décision politique en matière d'environnement et d'en communiquer en plusieurs langues les résultats aux instances parlementaires et gouvernementales. Son lieu de travail sera Bonn, mais il (on elle) sera également responsable des activités de l'Institut dans les autres pays. Le poste implique de fréquents déplacements en Europe.

Niveau de rémunération correspondant aux responsablités

Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le 31 janvier 1984 à la Fondation Européenne de la Culture, 5, Jan van Goyenkade, NL-1075 HN Amsterdam. Le secret des candidatures est garanti.

CINEMA ART ET ESSAI Association loi 1901 DIRECTEUR

Envoyer C.V. et prét. à : YVES GROSSET 20 bis, av. Numerice-Bouël 9 1900 BRUNOIS. DIRECTEUR QUALIFIE

recherché per CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL Handicapés mentaux Bantique Sud Paris

Écrire avec références à UNAFAM, 8, r. de Montyon, 9



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Le Centre National pour l'Exploitation des Océans

- l'analyse de rentabilité.



recherche

dans le cadre du programme international de forages scientifiques « océan, drilling, program » des

GEOLOGUES GEOPHYSICIENS

niveau thèse (équivalent P.h.D.) ou maîtrise, expérience à la mer indispensable, anglais pratiqué couramment,

Postes à pourvoir dans une université américaine.

Merci d'adresser C.V. + prétentions au Service du Personnel CNEXO - 66, avenue d'léna 75116 PARIS.

Importante Société d'Assistance Technique et Maintenance d'équipements électroniques en très forte expansion recherche pour

Région Parisienne et Moyen Orient Ingénieurs Système



Techniciens (Electroniciens

Expérience exigée : radars et Micro-processeurs. 134, rue de Charenton 75012 Paris

Adresser votre CV à ATM Internationnal

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

OFFRES D'EMPLOIS



SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, 91 MASSY

1) POUR SA DIRECTION CONTROLE ET QUALITE

ingénieur qualité logiciel

POSITION II

DIPLOME ANALYSTE TEMPS REEL Expérience industrielle indispensable notamment sur les problèmes de méthodologie.

2) POUR SA DIRECTION DES ETUDES

ingénieur-analyste programmeu

DEBUTANT, DIPLOME

(Ref. 5772)

(Réf. 8132)

ingénieur-électronicien DEBUTANT, DIPLOME

ingenieur DEBUTANT

DIPLOME SUP AERO, ENSICA, ENSMA Spécialisation avionique et systèmes - automatique.

Ecrire en précisant la référence du poste Direction des Affaires Sociales B.P. 74, 91301 MASSY cedex

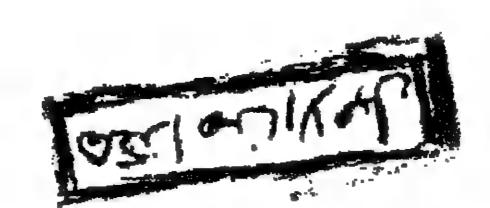


europe computer systèmes Notre Société spécialisée dans la location de matériel IBM recherche un

afin de diriger le cabinet du Président

Ce poste à responsabilités, divers tiens ses aspects; conviendrait à un homme d'environ 35 ans, de formation supérieure, avant délà acquis une expérience dans la gestion de l'intendence ainsi que dans l'encadrement. Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite à l'appui de votre CV à Mme Jackie Tod.

ECS - 16 rae Washington - 75008 Paris



The state of the s

The the second that is the

APA W NOTE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Importante association de Tourisme Social en expansion

Contrat à durée indéterminée

UN CHEF DU PERSONNEL POSITION CADRE 3

Salaire annuel 152.000 F, brut.
Sous le responsabilité du Directeur Adjoint, Directeur du Personnel

Il assurera :

- Le suivi des organigrammes et des mouvements de personnel.

- La réalisation de la paye.

- Les relations avec le personnel du siège.

Le plan formation. Une expérience de 3 ans dans un service de personnel est exigée.

and the second s

demier délai à : AREPOS 34, RUE DES MARTYRS - 75009 PARIS

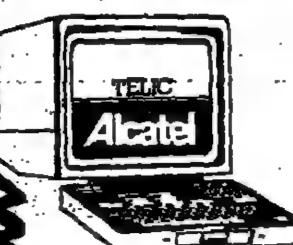
Développant ses activités, une société (PARIS 17è) installant des EXSTANCES clé en mainmatériels et applications) rechérche an

ingénieur logiciel

ayant une connaissance du FORTRAM, diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de l'Université.

Plusieurs années d'expérience de conduite d'applications de gestion ou bancaires sur mini. Activités de pointe, techniques notivelles, travail varié.

> Envoyer C.V. à : IN TRINH-CEPA 16, me La Condamine - 75017 PARIS - Tel : 522,85.96



TELIC-ALCATEL

Siège Social : STRASBOURG - Direction Commerciale : FRESNES. Nous sommes les premiers en Françe et l'un des premiers dans le monde sur le marché du réléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public). Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires.

i e Villisant une gamme très diverse de technologies de pointe, nous bénéficions des impulsions de chacune d'entre elles. Tous nos produits se renouvellent et se diversifient

sur un rythme sans casse plus rapide. e Nous déployant sur des marchés nationaux et internationaux en fort développement mais très concurrentiels, notte règle est la competitivité par l'intellingence, soutenue par un moral de vainqueur et des moyens puissants.

• Traitant de techniques de communication au sens le plus large, nous sommes en prise directe avec l'un des phénomènes socio-culturels les plus émergents du monde contemporain. La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement. Vous avez le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à STRASBOURG.

2 INGENIEURS ACHATS

Notre Direction des Achats se renforce en associant à son équipe

o L'un pour les circuits intégrés LSI Au sein d'une équipe gérant une famille de composants, vous aurez pour mission de négocier avec une large autonomie des marchés de composants électroniques.

Vous assurerez l'interface avec les Services Techniques et les Services d'Ordonnancement et de Fabrication. Vous êtes un acheteur ou un vendeur confirmé et vous possédez une bonne expérience de la négociation commerciale, ou bien, vous êtes un jeune ingénieur et vous souhaitez élargir votre action à la Fonction Achats.

Vous possédez une bonne connaissance de la langue anglaise. L'autre pour les pièces moulées

Au sein d'une équipe, vous aurez à négocier l'achat des pièces plastiques moulées. En liaison avec les Services Techniques et Industriels, vous participerez à la définition des nouveaux produits. Vous aurez la responsabilité du choix des formisseurs et de l'élaboration de nos stratégies d'achat.

Vous possédez une connaissance approfondie des techniques d'injection plastique. Vous possédez une bonne connaissance de la négociation commerciale ou vous souhaites élargir votre action à la Fonction

Adresser en prélude à notre rencontre. votre curriculum vitae à Bernard CAMMAS - Directeur du Personnel

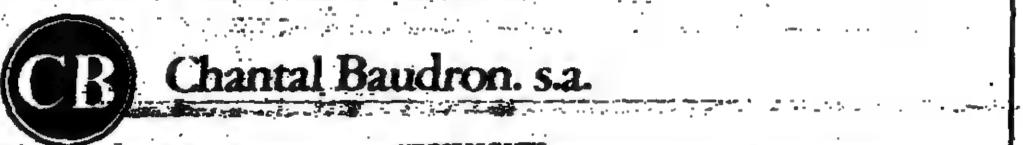


TELIC-ALCATEL 206, Route de Colmar - B.P. 57 67023 STRASBOURG Codex.

jeune esc pour l'activité publicité - presse -R.P. - d'une importante société de prestations de services.

Notre groupe dont les activités sont très diversifiées, a une implantation internationale (12.000 personnes). Nous souhaitons confier à un(e) jeune diplômé(e) d'enseignement supérieur (ESC - maîtrise de gestion...), ayant trois ans environ d'expérience de la publicité industrielle, acquise de préférence chez un annonceur, le poste d'adjoint au responsable Publicité - Presse - Relations Publiques. Ce nouveau collaborateur participera à l'élaboration et à la réalisation de brochures de documentation, de rapports d'activité, de journaux internes, à l'organisation de manifestations, de séminaires, à la conception d'actions publicitaires professionnelles. Pour réussir à ce poste, il faut parier anglais, posséder une bonne culture éconòmique, avoir le sens de l'efficacité et de la disponibilité, une grande capacité d'adaptation à des activités variées.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A.264.83 M a notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS. -



JEUNE CADRE FINANCIER

La Direction Financière d'un Groupe privé (CA 3 milliards de francs) recherche un jeune cadre pour développer son service trésorene.

Sa mission sera de planifier les moyens de prévisions, de gérer la trésorerie d'une dizaine de filiales en coordination avec les services comptables et la Direction Générale. Interlocuteur privilégié des banques, il développera les relations avec les exploitants au travers du suivi des comptes et des autorisations de crédit des sociétés.

Cette fonction conviendrait à un homme de rigueur, de négociation et d'encadrement. Diplômé d'Etudes Supérieures (option Finances), il a un fort potentiel d'initiatives pour promouvoir l'organisation et la gestion du service. Aussi devra-t-il justifier d'une expérience d'au moins 3 ans dans une fonction similaire.

Ce poste tremplin offre de sérieuses possibilités d'évolution au sein d'une direction financière pour un jeune cadre ambitieux. Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite, prétentions) sous réf. 224/195 à :



128, boulevard Haussmann **75008 PARIS**

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche:

PROFESSIONNEL DES RELATIONS SOCIALES

30 - 35 ans.

Cette candidature est destinée à renforcer une équipe chargée de préparer, mettre en œuvre et veiller à l'application de la politique sociale du Groupe.

Le poste à pourvoir suppose UNE CONNAISSANCE APPROFONDIE DU DROIT SOCIAL (MIVEAU DEA), une bonne culture générale (diplôme complémentaire apprécié) et une expérience de 5 ans minimum en milieu industriel.

Envoyer CV manuscrit, photo sous référence 84883 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra -75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

L'AREPOS, association de tourisme social, gère des séjours, des voyages ainsi que ses propres villages de vacances, - elle désire moderniser son

traitement de l'information, - elle souhaite s'équiper d'un mini ordinateur au siège et de micro ordinateurs dans ses villages de vacances. Elle recherche son

TECHNICIEN EN INFORMATIQUE

Il doit être titulaire d'un DUT ou équivalent (BAC + 2 BTS et AFPA...). Il a réalisé

des projets informatiques importants; en collaboration directe avec l'équipe de direction, il procèdera, sous le contrôle de celle-ci à :

Une réclie expérience de l'exploitation d'un mini ordinateur et une pratique d'un langage évolue sont exigées (type mini 6 et Cobol). La connaissance d'un micro

Envoyer C.V. détaillé et prétentions avant le 11 Janvier 1984 demier délai à : AREPOS

34, RUE DES MARTYRS - 75009 PARIS

STE D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE (700 personnes, C.A. 220 M.F.) partenaire d'un groupe industriel . de taille internationale

recherche

dans le cadre de l'expansion de son activité SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGENIEURS INFORMATICIENS

CONFIRMES (3 à 5 ans d'expérience)

Postes à pourvoir : CHEFS DE PROJETS

Domaines.

: rélécommunications, réseaux de données. télématique. microinformatique.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion, syant le sens des responsabilités et du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales on internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2047 à

GROUPE SYSECA - Service du Personnel 315, Bureaux de la Colline 92213 St Cloud Cedex Tel.: 602.70.47

CABINET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES situé à Paris, recherche

REVISEURS CONFIRMES

diplômés de l'enseignement supérieur
ayant acquis une première expérience de la révision et du commissariat aux comptes
souhaitant intervenir auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et préten-tions sous référence 47095 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

AIR INTER

LIGNES AERIENNES INTERIEURES

Dans le cadre de son nouveau plan de développement recherche pour su DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(X. Mines, Centrale, ENST, ESE . . .)

Diplômés Grandes Ecoles Commerciales (HEC, ESSEC) 1 à 3 ans d'expérience, pour participer à la conception, à la réalisation et à la mise en place de systèmes d'information mettant en œuvre des techniques de pointe (télécommunications, bureautique, mini et micro-informatique, bases de données). Une première expérience dans une société de conseil serait appréciée. Les candidats devront posséder de réelles capacités de travail en équipe.

Lieu de travail : ORLY.

Perspectives d'évolution intéressants. Nombreux avantages sociaux. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 619/M au service

Effectifs Recrutement Orientation 1, avenue du Maréchai Devaux - 91550 PARAY VIEILLE POSTE

Pour s'intégrer aux équipes d'études qui préparent ses futures gammes d'ordinateurs Bull Systèmes recherche des

INGENIEURS CAO VLSI

Ils participeront à l'étude et au développement d'un système intégré de CAO permettant la mise en oeuvre de méthodologies nouvelles de conception structurée des VLSI.

Plusieurs postes sont ouverts touchant la simulation ionctionnelle et la vérification des VLSI, la compo-

ionctionnelle et la vérification des VLSI, la composition assistée du plan de masse, la compilation des masques et les tests.

Ces postes s'adressent de préférence à des candidats diplômés des Grandes Ecoles (ou équivalent).

Lieu de travail : Les Clayes sous Bois (78).

Adresser lettre manuscrité, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 137 M à

Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20.



Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

L'analyse des besoins.

- L'analyse du sysième.

- Le contrôle et la validation.

- La formation du personnel.

Prise de tonction Février 1984.

- La rédaction du cahier des charges

- La maintenance de l'outil d'information

- Le choix du matériei (salte ligne...).

ordinateur et du Basic est souhaitée.

droit et conneissances en gestion pour participation à un service conseil en gestion du personnel et comptabilité, Ex-périence professionnelle à préciser, mais non exigée-

Envayor condidature manuscrite, curriculum vicae, prétentions et photo sous nº 7,301

le Monde Pub.

OFFRES D'EMPLOI 83,00 98,44
DEMANDES D'EMPLOI 25,00 29,65
IMMOBILIER 56,00 66,42
AUTOMOBILES 56,00 66,42
AGENDA 56,00 66,42

PROP. COMM. CAPITAUX

ANNONCES CLASSEES

أبانا البرابي والمنطوع فالمد	
NINONCES ENCADRÉES	Leterarial Leader T.S.
OFFRES D'EMPLOI	47.00 . 65.74
EMANDES D'EMPLO	14.00 16.60
MMOBILIER	:-36.00 42.70
UTOMOBILES	36.00 42.70
GENDA	38.00 42.70
Dégraphs selon surface du nombre de	
Refleshir saids Strade in second	

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

message N°8-

Dans ce message, le dernier de huit, les conseils en recrutement adhérents de Syntec veulent tracer, à l'ettention des hommes et des femmes qui deviennent un jour acandidats», les règles du jeu du marché de l'emploi et donner quelques conseils leur permettant de bien orienter leur cerrière.

Au carrefour de votre carrière, une attitude professionnelle

Offreur de services ou demandeur d'emploi, lecteur d'annonces, vous arrivez au terme de votre démarche. Vous avez sélectionné des offres, vous avez répondu à des invitations de cabinets en recrutement. Vous avez accepté le compétition. Des entreprises vous ont été présentées. Et maintenant est venu le moment de votre décision personnelle.

soyez lucide

Vous disposez d'une masse de renseignements. Certains sont objectifs (secteur d'activité, localisation géographique, intérêt du marché, etc), d'autres se prêtent à une interprétation subjective (contenu du poste, climat social, partie variable at/ou annexe de la rémunération). Enfin, certains éléments ne vous seront connus que lorsque vous tiendrez le poste (esprit de coopération de vos collaborateurs ou de vos collègues, atc). A vous donc de réduire les incertitudes, d'éclairer les zones d'ombre pour pouvoir finalement prendre un risque calculé. Poursuivez votre information, de même que l'entreprise vous a demendé de compléter votre dossier de candidature.

Ne soyez pas dupe de vous-même. Voyez bien quels sont les éléments qui vont emporter votre décision : le secteur de pointe ou l'avis de votre épouse, l'importance de la rémunération ou les études de vos enfants, le goût du risque ou le qualité de la vie.

soyez libre

Pondérez des différents éléments comme vous l'entendez. Personne ne le fera pour vous. En de sens, vous êtes responsable et libre. D'autant plus que d'est vous qui assumerez pleinement toutes les conséquences de votre choix (et votre famille aussi). Entourez vous de tous les conseils sans vous laisser influencer. Soyez fort. Ne vous résignez pas à un changement auquei vous n'adhérez pas vraiment. Gardez la liberté d'offrir vos services à celle des entreprises qui en mile plus besoin et qui vous propose la meilleure contrepertie.

soyez professionnel

Sachez dire non. Sachez dire out. Et vous y tenir. Dire non, en temps utile, en pensent aux autres candidats, aux hommes de la nouvelle entreprise. Avec la rigueur du professionnel qui décide de ne pas poursuivre une affaire. Sachez dire out, dans les détais nécessaires, en pesant les conséquences pour l'entreprise que vous quittez. Avec la détermination du professionnel qui a fait son choix et n'entend pas y revenir. Par dignité personnelle, par savoir-vivre et... peut-être aussi pour ne pas rester dans le milieu du carrefour.

Pour votre carrière, sachez répondre aujourd'hui aux appels de l'économie.

Toutes vos suggestions seront les bienvenues à Syntec-Recrutement 3 rue Léon Bonnat - 75016 Paris.



Cette communication a été préparée par les adhérents de SYNTEC-RECRUTEMENT : Alexandre Tic S.A., Algoe, Aviso Conseil, Bernard Julhiet Psycom, Chantal Baudron S.A., Cléas, Cog Hebert Conseil, Cort, C.P.A., Développement, Egor, Etap, Eurequip, Infraplan, Jacques Tixier S.A., P.A., Safop, Sele-Cegos, Sems Selection, Serifo, Sirca, Soderhu.

HEC - ESSEC - ESCP

L'option que vous avez choisie vous criente vers les études financières et économiques. Yous avez (éventuellement) une première expérience et souhaitez participer

Votre mission: ou sein d'une équipe d'état-major, vous assistez le tesparsable du service, concevez des autilis d'aide à la décision et prenez plus particulièrement en charge études économiques, tableaux de bord et budgeix. Le service : service tonationnel auprès d'opérationnels, il appade à la direction «assurances de personnes» l'analyse économique et financière récessaire à l'appréciation de la reniabilité de ce secteur.

L'entreprise : elle appartient au Premier Groupe Prisé d'Assurances. À lui seul le Groupe Drougt représente

- un C.A. de 6 Milliards de F en 1983, - un ettectif de 2.100 solotiés et 1.750 agents.

- une implantation infernationale.
- un cadre de travail exceptionnet à MARLY LE ROI (78), 30 minutes à l'Ouest de Paris.

Vous souhaitez en savoir plus ?



Ecrivez-nous avec C.V. photo et préferitions sousréé UN 02/84 à Catherine Versieux - Service Récrutement -1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI CEDEL

Inspecteur du cadre

Importante Société d'Assurances à forme mutuelle, ayant un réseau de 500 Agents et dont le Siège se situe à Paris, recherche pour animer un réseau existant : Inspecteur du Cadre IARD.

Circonscriptions : 91, 92, 94 et Sud du 77.

 Vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la fonction d'inspection (contrôles financier; technique, animation/production, recrutement, formation).

• Vous pouvez justifier de connaissances juridiques.

 Vous êtes dynamique, disponible, doté d'auto-discipline, de diplamatie, mai aussi de fermeté et de rigueur.
 Vous nous intéressez.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 3496 à IMPACT DEVELOPPEMENT Monceau Commercial Building 38, rue de Lisbonne 75008 PARIS

CORREST TOURS PARES



COMSIP ENTREPRISE

CONDUITE ET SUPERVISION DE PROCESSUS INDUSTRIELS, REGULATION, INSTRUMENTATION ET ELECTRICITE (ingéniérie, systèmes, travaux et services internationaux)

GROUPE CGEE ALSTHOM

pour assurer le développement de son activité de réalisation de systèmes informatiques dans les domaines pétrole, gaz, chimie, pétrochimie, matériaux, nucléaire, spatial, militaire LA DIRECTION SYSTÈMES INDUSTRIELS recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX CHEFS DE PROJETS

diplômés grandes écoles ayant au minimum 3 ans d'expérience en informatique industrielle et pratiquant couramment l'anglais,

ANALYSTES

THOMSON-CGR

EQUIPEMENTS MÉDICAUX

JEUNE INGÉNIEUR

ÉLECTRONICIEN

pour prendre en charge le suivi d'une production de matériels de haute technicité, dans les différentes étapes d'intégration.

Confirmé ou débutant, nous souhaitons rencontrer un candidat ouvert aux contacts humains et motivé par la production faisant

appel aux techniques de pointe dans le domaine électronique et

Adresser C.V., photo et prétentions à Yves KULIG, THOMSON-

informatique.

BTS ou DUT pratiquant l'anglais

Toutes ces fonctions impliquent des déplacements en France et à l'étranger. Adresser CV avec photo sous référence 84956 à COMSIP ENTREPRISE -Service du Personnel et des Relations Sociales - BP 305 - 92506 RUEIL MALMAISON Cedex

THOMSON

BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

GROUPE DE PRESSE CENTRE DE PARIS RÉCHERCHE COUMANTALISTE EXPÉRIMENTÉE

Anglets courant Ecris: S.P.G. 13. avenue de l'Opéra, 75001 PARIS,

RÉDACTEUR

our informations sur les société expérience des service l'études de banque ou d'ans lyse financière souhaitée. Adresser candidature S.P.G. 13, avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ DOCUMENTATION TECHNIQUE

REDACTEUR (TRICE)
6.T.S. Hectronique

Envoyer C.V. et prétentions. Earire sous le n° T 043738 M RÉQE-PRESSE 86 bis, r. Résumur, 75002 Paris. Comédien cherche pour parity file 10 ans nivers CM 2

Comédien cherche pour petite
file 10 ans niveau CM 2
INSTITUTRICE
ou INSTITUTEUR
pour Nivrier/mers 1984
(5 heures par jour), sestion de
aports d'inver, prox. ROME.
741: M. SERRY - 225-90-76.

E SALON DE L'EMPLOT

ider les entreprises à mener une politique de recrutement efficace et dynamique, qui tienne compte des aspirations des cadres ; d'aujourd'hui et de demain.

Donner aux Jeunes Diplômés et Débutants les moyens d'évaluer la réalité du monde industriel, les contraintes économiques de l'entreprise, pour y adapter leur talent et leurs ambitions professionnelles.

C'est l'idée directrice de ce salon, organisé par le MONDE avec la collaboration de R.T.L. qui aura lieu du mardi 6 au vendredi 9 MARS 1984 au Palais des Congrès.

ENTRÉE LIBRE

gerer

FORMATICIE

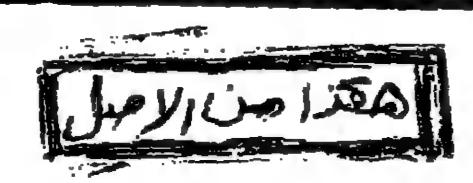
Pour toute demande d'information, s'adresser à:



récie presse

J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulon 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS Tél: 233.44.21 Le Mande

H. Guinandeau 5, rue des Italiens, 75002 PARIS Tel : 246.72.23



CGR- 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

ANNONCES ENCADRÉES OFFRES D'EMPLOI 16,60 14,00 DÉMANDES D'EMPLO 42,70 Dégressés selon surface ou nembre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Importante Société Française recherche un Ingénieur plasticien

confirmé

Les candidats ont plusieurs années d'expérience en injection classique et R.I.M., des connaissances en thermoplastique et en technologie des moules. ils sont bilingues anglais at présentent des aptitudes certaines à l'animation et au travail en équipe.

Le poste est à pourvoir dans l'Oise. Les candidatures de débutants seront écartées. Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous ref. 1582/F.T. à

16 rue Jean-Jacques Rousseau.

Notre client est un important groupe international. il recherche un:

pour l'intégrer, après une formation de 3 à 6 mois aux U.S.A., au

siège européen nouvellement créé à Parts. La personne recrutée animera une équipe d'auditeurs chargée d'assurer la révision comptable et opérationnelle des filiales situées, pour la plupart, en France, Italie et Espagne.

Ce poste offre des possibilités d'évolution très intéressantes, dans une société dont les plus récentes acquisitions européennes incluent une entreprise industrielle française dont le chiffre d'affaires dépasse 1,5 milliard de francs.

Le candidat ideal pour cette fonction possède une formation supérieure, une solide expérience de l'audit et une parfaite maitrise de la langue anglaise.

Veultiez envoyer votre C.V., sous réf. M-411, à Marie-Jo MARTIAL. en indiquant si possible un numéro de téléphone, au 4, avenue Marceau, 75008 Paris.

chef de projet X. SUPELEC, CENTRALE, PONTS...

Nous sommes une importante société d'ingénierie française, spécialisée dans différents domaines : nucléaire, électricité, chimie...

Nous recherchons un ingénieur agé d'environ 28 ans capable de prendre en main la conduite d'applications faisant. appel à des BASES DE DONNIERS.

Il devra être capable d'aider les utilisateurs à définir leurs besoins et à intégrer ceux-ci dans une architecture. d'ensemble de systèmes utilisant les moyens les plus modernes : réseaux, bases de données, messagerie électronique, C.A.O. _ Sa démarche sera inspirée de méthodes de type MERISE.

E animera une équipe mbte formée d'informaticiens spécialisés et d'utilisa-

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous ref. 44.05/11/549 à ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

IMPORTANT ORGANISME PARAPUBLIC recherche

Le candidat retenu, de niveau DECS, mettra en place la fonction, sous l'autorité de la Direction Comptable et en relation avec les auditeurs externes, pour assurer la révision comptable des établissements et l'assistance de gestion auprès des centres locaux.

Ce poste pourrait convenir à toute jeune personne réunissant de profondes qualités de contact, le sens de l'organisation, une première expérience de la révision et le goût des déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence CR 1283, à

COFINOR 49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

une équipe

comptable

au sein des services du Siège d'un puissant Groupe multinational français, implanté à

IL FAUT AVOIR acquis ou minimum 5 ans

d'expérience en comptabilité au sein d'une

entreprise industrielle, dingé du personnel,

être motivé par la développement des appli-

La rémunération sera négociée en fonction

Adresser dossier de candidature : lettre

monuscrite, C.V., photo (retournés) et pré-tentions sous réf. 21,570-M à I.C.A., 3 rue d'Houteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK' PARIS

INFORMATIQUE 5

recrute pour banlieue sud

7 INGENIEURS

INFORMATICIENS

Langage commun, miage ou équivalence ou

Ecr. INF 5 - 23, rue de la Pépinière 75008 Paris sous référence MAN 180

supérieur, débutants acceptés.

des compétences des candidats.

actions informatiques.

gérer

vous présente ses Meilleurs Voeux

27 route des Gardes 92490 MEUDUN Tél 534-64-24

BUREAU D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES recherche

bom mission on séjour AFRIQUE DE L'OUEST (analyse macro-économique, planification, programmation)

ENSAE

DÉBUTANT OR EQUIVALENT (DEA. SCIENCES ECO) SALATRE 120,000 BASE FRANCE

> Ecrire curriculum vitae détaillé à RÉGIE-PRESSE sous Nº To43709M 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

SERVICE DE L'ÉTAT

recherche

JEUNE INFORMATICIEN

pour négocier l'achat de matériels de traitement de l'information (bureautique et informatique) et exercer une activité de conseil auprès des utilisateurs.

Le candidat recherché sera Ingénieur ou titulaire d'une maîtrise informatique et devra posséder une bonne connaissance des matériels et des logiciels micro-ordinateurs.

> Adresser C.V. et prétentions à : U.G.A.P. 209, rue de Bercy 75585 PARIS CEDEX 12.

GRANDS MAGASINS PARISIENS recherchent

UN RESPONSABLE **DES STOCKS**

Ce poste conviendrait à un candidat syant en une expérience similaire, qui souhaiterait élargir son champ d'action et accroître ses responsabilités. En effet, il prendra en charge l'animation d'une équipe de 40 personnes et assumers l'organisation du stockage des marchandises d'un magasin

Prière adresser lettre de candidature + C.V. sons réf. 406 à TRENDANCES, 9, rue Arsène-Houssaye, 75008 PARIS, qui transmettra.

Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 296-15-01

L'INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC-CESMAP

Organisme de formation, conseil, recherche en gestion des administrations, entreprises publiques et collectivités locales. RECHERCHE

UN COMPTABLE

de formation BTS on DUT avec quelques années d'expérience.

Il sera chargé, sous le contrôle du Directeur Financier, de la tenue de la comptabilité, des déciarations fiscales et sociales et de l'élaboration des documents de synthèse. Des connaissances en informatique seraient appréciées. Rémunération en rapport avec les qualifications exigées.

Adresser un curriculum vitac à :

Monsieur le Directeur INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC-CESMAP 67, avenue Lénine - 94112 ARCUEIL CEDEX

CABINET D'EXPERTISE

COMPTABLE

Paris-9°

recherche

COLLABORATEUR (trice)

sous nº T 043-735

Entreprise

de Secteur Tertiaire

Paris

recherche

CADRE

RESPONSABLE

D'UNITE

Chargé (e), sous l'autorité du responsable de service

iventuellement per la suite

Profil souhaité :

de préférence) ;

Région Parisienne.

un atout appréciable.

+ prétentions. sous n° T 043.753 M,

REGIE-PRESSE

secrétaires

85 bis, rue Résumur, Peris-2°.

Etablissement public

AGENT D'ADMINISTRATION niveru BAC + 2, ayant expérience en metière de program-mation de stages formation adultes.

Env. candidature menuscrite, C.V., prétentions et photo. Ber. s/nº 7 302 te Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, rue des Italiens, 75009 Paris.

> INFORMATIS-TELECOM PARIS PROVINCE

Pour d'importants projets TELECOM 1. VIDEOTEX. lécogn au niveau national. NCENIEURS-SYSTEMES

Bonne expérience en logicie des transmissions per pequets. L'expér. des protocoles HDLC. X25,SNA, TRANSPAC est NGÉNIEURS-SYSTEMES

PROCESSUS INDUSTRIELS
SOLAR MITRA-POP MICRO
INCENEURS-TELEPHONE AYANT BONNE EXPÉRIENCE EN TÉLÉPHONIE TEMPORELLE

Projets exceptionnels per leurs

intérêts. 26, r. Daubenton-5°, 337-99-22. 8.E. recherche

TUYAUTEURS-CALCULATEURS PÉTROLE ou NUCLÉAIRE TAL pr (.-v. 357-42-58.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS pour compléter son départe ment d'électrophysiologie. cellulaire, recherche

SPÉCIALISTES(H.F.) IONTOPHORÈSE PATCH - CLAMP **VOLTAGE CLAMP**

Ecr. in 84.075 Contesse Publi-cité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedest 01 qui transmet.

Expérience 3 ens minim.

CABINET BREVETS les annonces classées

- PERSONNE syant notions solides de procédures administratives DÉPOTS DE MARQUES en France et à l'étranger

L'ANGLAIS INDISPENSABLE

2. - SECRÉTAIRE **ADMINISTRATIVE** TRILINGUE ANGLAIS-ALLEMAND

connsissant de prétérance les procédures de DÉPOTS de BREVETS D'INVENTIONS en

France et à l'étranger. Adr. C.V. + photo et prétent. à CABINET WEINSTEIN 20, av. Friedland, 75008 Pans.

D'EMPLOIS EXPORT GESTION

apportant une formation supérieure comptète (droit, Sc. Po.), une expérience de directionpestion de P.M.E. specialisé les secteurs Espagne, Amé-rique latine, Maghreb.

DEMANDES

Excellent négociateur, esprit de synthèse, créatif et organiset. TRÉS BONNES RÉFÉRENCES

Ecr. s/nº 6878 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 6, rue des Italiens, 75009 Paris.

MEILLEURS VŒUX POUR 1984

André MOQUET 61, boulevard de Rauilly 75012 Paris - 343-61-00 36 ans, marié, un enfant anc. Boulle, Arts Déco, DEA

and, assistant de racherches du professeur Pieme Coutin (Hautes Etudes Sc. Sociales) CHERCHE POSTE ENSEIGNEMENT: (Secondaire ou universitaire Hist.- Géo.-Eco.) RECHERCHE

en Sciences sociales REDACTEUR OU SECRÉTAIRE particulie in preonnalital rapports adm. parlam. "hiv. MERCI et BONNE ANNÉE

INFIRMIÈRE D. E 01-80

cherche poste fixe en entreprise ou en labo pherm. W.-E. libres. Ecrire : Gilda FITOUSSI 40, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris ou tél. 806-88-17.

Secrétaire de direction ans, 10 ans d'exp., cadre, sérieuses références, recherche poste équivalent Paris ou benieue Est. Libre sous un mois. Ecrire sous nº 416 à DAG 65, r. de Rivoli, 75001 PARIS J. H. dégagé Oblig. mil., B.E.P. flectronicien, cherche emploi

formation complémentaire. Téléphone : 997-70-52. SECRÉTAIRE expérimentée ch. temps pertiel 6 h p/jour. prox. SURESNES. 506-81-59. H. sériouses réf., connaiseances

musique approfondies, Angl. All., it., ch. emploi responsable. Ecrire sous le nº T 043 754 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Résumur, 75002 Paris.

Esthéticienne débutante ch. B.T.S. ou D.E.C.S. comptable empiol Paris, rég. parlaienne. Ecr. s/nº 6.572 le Monde Pub.. service ANNONCES CLASSEES, Irmager C.V. at photo + pret. 5, rue des Italiens, 75009 Pa JEUNE FEMME 23 ans, débu-tante, B.T.S. secrétariat de direction, bilingue anglais, 85 bis, r. Résumur, Paris-2°.

recherche poste stable. Ecrire sous la nº T 043.515 M. RÉGIE-PRESSE 85 bis. r. Régumur, 75002 Paris.

FRANCE-ALLEMAGNE

H.E.C. ayant large expérience de l'Allemagne et du commerce international étudie toutes propositions. Ecr. s/m² 2611 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES. 5, rue des Italiens, 75009 Paris. ESTHÉTICIENNE débutante,

cherche emplor Peris, région parisienne. Ecr. s/m 6672 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Pans. J.H. dég. OM, BEP ag, adm. + CAP empl. bur. exp. 6 mois PME (compt-client-fourt., pais.

d'ANIMER une petite équipe dont les méthodes de travail dactylo, trav. bur.) Lib. de suite. Poste stable si possible Tél. 421-17-13. s'organisant autour d'un sys-tème informatisé

Bruxelles. Homme d'aff. expéri Ce poste est à pourvoir dans un premier temps à PARIS et menté, 39 ans, net. française charche collaboration, agence ou représentation générale. Ecr. s/m 7309 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

AVOCAT AMÉRICAIN
30 ans - Juris. Doctor
barreaux, California, Pennsylvania 4 ans expérience prof (1 an diplômé de l'enseignement supérieur (Economie ou Droit aptitudes à l'encadremen et à l'organisation du travail en équipe en lisison avec l'INFORMATIQUE. R.F.A.) possédant parialtement allemand at français charche travail juridique en France. Tél. (38) 73-46-39. Jne première expérience pro-

REDACTRICE-DACTYLO tessionnelle même courte serait ttyle littéraire, alderait per-Ecrire sous le nº T043.755M RÉGIE-PRESSE Earire avec C.V. + photo 35 bis, r. Résumur, 75002 Paris.

Artiste pointre examine soutes propositions intéressantes concernant l'illustration d'ou-vrages pour enfants ou autres Ecr. s/nº 7306 le Monde Pub., SERVICE ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 Paris. VOUS NE CHERCHEZ PAS UN COLLABORATEUR haut niveau à qui confier

UNE MISSION PRÉCISE E.S.S.E.C., 41 ans. connaissant la via des attaires. je me tjens å votre disposition Ecr. s/nº 2634 is Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris. Electricienne ayant permis de conduire cherche amploi Ecr. s/nº 2618 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES.

ORGANISATEUR-INFORMATICIEN COURS CNAM-IESTO, 14 ans d'informatique cherche emploi ttes régions, disponible Imméd. (6) 069-40-90 9/12-15 19.

5, rue des Italians, 75009 Paris.

traduction demande

TRADUCTIONS allemand, français, arabe pour diplômes E.S.I.T. Travaux dectylo, thèses, rapports, etc... MPP EL HINDY, 261-85-10.

formation professionnelle FORMTION D'ANALYSTES **PROGRAMMEURS**

DE GESTION

3.125 F par mois. Rémunération possible

Indemnités de Formation ou les FONGECIF pour les salariés en Congés Individuels de Formation Dossier de candidature à demender au C.A.R.E.L. 17205 - ROYAN Cedex. Téléphone : (46) 05-31-08

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM)

B.P. 291.09 PARIS. L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous, avec ou sans diplôme. Demende une documentation sur notes revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16)

L'immobilier

B.P. 402.09 PARIS.

appartements ventes

6º arrdt Dauphine, 2'P. 354-42-70 CARACTÈRE, CALME.

15° arrdt CAMBRONNE, imm. récent ÉTAGE ÉLEVÉ, PLEIN SUD DOUBLE SEJ. + 2 CHAMBRES 95 m1, 2 BAINS, PARKING.

GARBI. 567-22-88. 78-Yvelines Particulier vend PARLY-2 APPARTEMENT TYPE-2 deuxième et dernier étage.
2-3 pièces, 72 m²
loggia vitrée, 12 m²
porte blindée, cave, park. extér.
Prix 470.000 F. Parfait état.
Tél.: 951-34-13

appartements

achats Recherche 1 à 3 poss Paris SVOC OU SAUS TIBVAUX. PALE COMPTANT chez notaire.

873-20-67, même le soir.

locations non meublées

offres

Paris

Les PARTICULIERS out des LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles
OFFICE DES LOCATAIRES éléphone : 296-58-46.

(Région parisienne

ST-GERMAIN-EN-LAYE

PLACE DU CHATEAU NEUF DE GRAND LUXE APPARTEMENTS de caractère 3 ET 5 PIÈCES

Possible BAIL MIXTE. **Bureau location MERCREDA** VENDREDI, de 15 à 19 h. Province

50 minutes PARIS-EST F 2, résidentiel, 1.500 F. + 900 F. Tél. (23) 83-02-56. locations

demandes (Région parisienne Pour Stés auropéennes chercht

non meublees

villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 5 ans. 283-57-02. bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanence téléphonique.

355-17-50. VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 160 F. S.A.R.L 180 F Constitution rapide de Sté G.S.P.M., 4, rue des Deux-Avenues, 13° : 586-96-11

54, rue de Crimée-19° : 607-62-00. Domiciliations: 8-2-SECRÉTARIAT, TÈL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés. ACTE S.A. 3359-77-55.

DOMICILIATION IMMEUBLE DANS LE 18° Inscription R.C. Location

de bureaux, télex. 651-29-77 en permanence.

The Marian Property of the Control o

4 , 1 # i.

APRÈS L'ÉVACUATION DE L'ÉTABLISSEMENT DE POISSY

DEVANT LES GRILLES DE L'USINE

conflit, ont fait le déplacement tous

Les vigiles de Talbot-Poissy, reclus depuis le début du conflit oigneusement gardés. Senl pouvait pénétrer dans l'enceinte le personnel

Peu avant sept heures du matin, les grilles sont soudain fermées, une centaine de grévistes s'étant présentés à l'appel de la C.F.D.T. Commence alors, dans le crachin glacé, un long face-à-face à travers les grilles entre les grévistes et une centaine de cadres et de membres de la maîtrise apparemment porteurs de laissez-passer: « On est venu spontanément, pour témoigner de la chaleur humaine au personnel d'entretien. Quand l'usine est en péril, il n'y a pas d'horaire. - A les entendre, certains, même durant le

UNE NEGOCIATION D'ENSEMBLE

(Suite de la première page.)

La C.S.L. de Poissy, pour sa part, estimait que « finalement, l'intervention des forces de l'ordre était la seule solution pour que l'usine de Poissy redémarre enfin ». Elle protestait par ailleurs contre le saccage de ses locaux dans l'usine, « waisemblablement dans la nuit de vendredi à samedi ».

Parmi les groupes politiques, P.C.F. a jugé « tout à fait regrettable - l'intervention de la police. « Solidaire des travailleurs en *lutte ». i*l a repouvelé sa *« demande pressante »* auprès du gouvernement pour une « négociation entre toutes les parties concernées », a indiqué samedi M. Claude Poperen, membre du bureau politique. La Ligue communiste affirme sans ambages déclare « le gouvernement de gauche choisit le camp des patrons » e parti communiste marxisteéniniste qu'il a « adopté dans les faits la logique du capital .. Quant à M. Jean-Marie Le Pen, il estime que « Le pouvoir ne peut que mettre en œuvre les méthodes les plus éculées de la gestion capitaliste ».

Un face-à-face parfois tendu, en présence de deux pelatons de gencadre. Mais la tentation est trot forte. Un *« retournez chez vous, le*: bronzės, si vous n'étes pas contents », fuse parfois du groupe des cadres, figés, graves, impassibles

sous les siffiets et les moqueries. Le retour ? Certains, ils l'ont crié sur tous les tons, ne demanderaient pas mieux, « mais pas avec 40 000 l comme nous l'a proposé le gouvernement samedi. C'est insuffisant. Et le retour doit se faire sur la base du volontariat », a rappelé M. Jean-Pierre Noual, secrétaire de la C.F.D.T. Talbot-Poissy, au cours d'un meeting aux portes de l'usine. Et d'appeier les travailleurs « à sa présenter demain massivement sans toutefois prononcer le mot « grève ». Mais « il est bien clair qu'on appelle à continuer la grève : précise-t-il en aparté. La C.G.T., qui devait consulter lundi après-midi ses délégués de chaînes », appelle aussi à se présenter demain à la

Dans le B.3. l'ancien forum de la grève, les derniers slogans C.G.T. disparaissent sous les jets d'eau. - On a bossé quarante-huit heures. La chaîne est prête à tourner explique un ouvrier d'entretien. Un petit coup de peinture orange a même été donné pour le supplément d'âme. En revanche, les murs du local de la C.F.D.T. out été barbouillés de jaune et des piles de tracts renversées après l'évacuation dans la nuit de vendredi à samedi. - Saccage - s'indigne M. Jean-Pierre Noual, qui annonce son intention de porter plainte. • Et les 10 millions de dégâts dans le B.5 après l'incendie, ce n'est pas du saccage? >, maugrée un cadre entre ses dents. Dans les deux cas, les auteurs n'ont pas été retrouvés.

porte de l'usine.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(Publicité)

PROJET DE PLANTATIONS DE BOIS DE FEU

DANS LE SUD-BÉNIN

(accord de prêt nº CS/BN/AGR/82/10 du 16-02-83 entre le Fonds africain de

développement (FAD) et le Conseil exécutif national de la République populaire du Bénin)

Talbot ce n'est pas fini...

Dans les entreprises qui s'ouvrent aux technologies nouvelles la réduction du temps de travail peut permettre de maintenir des emplois à condition qu'elle s'accompagne d'un effort de formation

de l'usine de Poissy par la police n'a bot pose un problème spécifique en raison d'une importante maind'œuvre immigrée, le traitement social des restructurations industrielles à venir dans la sidérurgie, dans les chantiers navals, dans le charbon et... l'automobile, est à rechercher. Là où la productivité est insuffisante, où les outils de production sont inadaptés, où les emplois sont en surnombre, des solutions sont à trouver d'urgence. Si l'on veut éviter « du sang et des larmes », des conflits sociaux et des drames humains, le règlement de l'affaire Talbot ne pourra servir de référence car, après avoir trop attendu, on a agi avec précipitation sans réelle concertation avec l'ensemble des forces syndicales.

Les mutations sociales de demain sont liées tantôt au vieillissement des appareils industriels tantôt à la mise en œuvre progressive de nouvelles technologies. Elles inquiètent légitimement les salariés pour leur emploi et parfois les syndicats pour l'avenir de leur action, car, comme le sonligne Dimitri Weiss dans son très utile ouvrage les Relations du travail (1), « l'automatisation croissante des lieux de travail réduit la capacité des travailleurs organisés à déciencher des grèves essicaces. Les microprocesseurs et les robots ne font pas grève, et leur utilisation progressive permet aux directions d'entreprises de saire sace plus facilement en cas de mouvements ouverts». La concertation préalable à l'introduction de nouvelles technologies est indispensable, surrout à l'heure des lois Auroux. Négocier l'introduction de l'informatique ou de la robotique, écrit l'équipe de l'Arete (2) dans son hvre Négocier l'ordinateur » (2), c'est aussi intervenir et peser sur les stratégies d'entreprise, définir de nouveaux équilibres, réaliser une

réglé l'affaire Talbot». Si Tal- vités, préparer des plans de mobilité de la main-d'œuvre, provoquer des nécessités de réorganisation, pousser pour orienter l'évolution du travoil dans le sens d'un enrichisse-

Les 35 heures des postes

La question centrale est de savoir quelles incidences les restructurations. l'adaptation des entreprises au nouvel environnement international. l'introduction de la robotique ou de la productique vont avoir sur l'emploi. Comment faire face à une nécessité sans créer de nouveaux risques ? La réduction de la durée du travail n'est certes pas une panacée mais c'est encore une arme. Les trente-neuf heures ont créé peu d'emplois – on a parié d'un « effet *sur l'emploi »* de soixante-dix milie en 1982, mais il ne s'agissait pas de créations. Cependant là où ou a été plus audacieux dans le rythme de la réduction et dans la noncompensation salatiale intégrale, dans la réorganisation du travail. on a aussi sauvé, c'est-à-dire maintenu. de nombreux emplois menacés. Dans la chimie, où l'on est passé trente-huit heures, une enquête partielle de la fédération C.F.D.T. parie d' « environ trois mille emplois

créés ou maintenus ». S'exprimant le 21 septembre dernier devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Pierre Bérégovoy après avoir rappelé que dans les vingt-quatre pays de l'O.C.D.E. il faudrait créer ringt mille emplois par jour de 1984 à la fin 1989 pour stopper la montée du chomage, avait lancé : « La réduction du temps de travail est inséparable de la modernisation de nos entreprises ». Pourquoi après voir défendu de si fermes principes le gouvernement n'a-t-il pas saisi l'occasion de l'affaire Talbot pour en apporter la démonstration? Singulier onbli. Or ce n'est pas seulement l'usine de Poissy qui souffre de sureffectifs mais l'ensemble de l'industrie automobile française Renault inclus - avec environ cinquante milie emplois de trop. Attendra-t-on que le convercle de la marmite saute? De nouvelles possibilités vont être données prochainement. Selon l'ordonnance du 16 janvier 1982 la semaine de trente-cinq heures évaluée en moyenne annuelle s'applique depuis le 31 décembre 1983 pour - les salariés travaillant de façon permanente en équipes successives selon un cycle continu. Cent cinquante mille salariés, « trovailleurs postés en continu suivant un système d'équipes alternées», sont concernés. L'Agence nationale

on pouvait s'y attendre, l'évacuation technologies et les situations de travail (ANACT) vient d'éditer sociales, développer d'autres acti- une brochire sur cette obligalui parviennent semble inoutrer que nombre d'entreprises ne sont pas tout à fait préparées à cette

> L'application de cette disposition peut pourtant rendre opportune une réflexion plus générale sur la diminution du temps de travail. L'autre opportunité est européenne. Depuis le le janvier 1984, la France assume la présidence de la C.E.E. Le 9 janvier M. Mitterrand devrait recevoir une délégation de la Confédération européenne des syndicats. Une relance européenne centrée sur les secteurs en pleine restructuration ne serait-elle pas imaginable, souhaita--ble? Le-27 septembre dernier, PI.G. Metall ouest allemande - organisation qui, à elle seule, a plus d'adhérents que la C.G.T. et la C.F.D.T. réunies - la F.L.M. italienne, la C.F.D.T. et F.O. ont entamé unedémarche commine pour obtenir dans l'industrie automobile européenne non sculement les trente-cinq heures mais « la nécessité de négocier l'introduction de la robotisation et de l'automatisation et leurs conséquences en niveau et qualité d'emplois ». Seule l'IG Metail a mis ces revendications en discussion, avec difficulté. Sur ce terrain, et au moins dans l'industrie automobile. le gouvernement français a un rôle d'impulsion à jouer en France

Temps de travail et formation

comme en Europe.

Cependant ni les syndicats, ni le patronat, ni le gouvernement n'enviagent d'aborder la question de la durée du travail comme en 1981 et en 1982. L'idée d'une réduction générale uniforme par la loi a été abandonnée comme l'échéancier des trente-cinq heures. Chaque secteur industriel, chaque entreprise sont appelés à trouver leur propre rythme en fonction de leur situation économique. Un pas adapté ne peut être du sur-place. Il faut renégocier les rythmes et les modalités. En période de stagnation ou de baisse du pou voir d'achat il est difficile de faire admettre une non-compensation salariale intégrale à moins de faire apparaître clairement le bénéfice qui peut en résulter pour l'emploi. La réduction du temps de travail doit se faire en fonction de la crise et

des restructurations industrielles. Un tel contexte fait ressortir clairement la néceressité d'un lien étroit entre la diminution de la durée du travail et la formation. Un syndicaliste cadre confiait récemment en privé: « En fait, il faudrait revenir à la semaine de quarante-cinq heures en imposant dix heures de forma-

adéquation fine entre les nouvelles pour l'amélioration des conditions tion sur le temps de travail. » Boupour en préparer d'autres aux chantion (3). L'afflux de demandes qui gements technologiques, ne la semaine à trente-cinq heures, de consacrer les quatre heures de réduction du temps de travail à la formation? Certaines entreprises y réfléchissent déjà. M. Ralité luimême a imaginé que pendant une période relativement longue — deux ou trois ans - la réduction du temps de travail soit compensée en actions de formation aidées par l'État. La C.G.C. a lancé l'idée d'une diminution du temps de travail conçue comme une «épargne-temps » permettant le moment venu de pouvoir consacrer ce temps épargné à une formation de longue durée d'adaptation à l'évolution des industries et des entreprises ». Et la fédération de la métallurgie C.F.D.T. songe à des « contrats réduction du temps de travailformation professionnelle-emploi». Ceux-ci pourraient, peut-être permettre par exemple, dans la sidérurgie, dans l'automobile comme dans 'aéronautique' de réduire de deux heures à deux heures trepte la semaine de travail en payant le coût de cette diminution utilisée pour la formation professionnelle par les aides publiques des contrats de solidarité et par des fonds de formation.

Cette relation apparaît de plus en plus souhaitable si on veut, comme le recommande M. Rigout, ministre de la formation professionnelle, e définir préventivement des plans de formation » piutôt que subir des plans de licenciement. M. Pierre Manroy a fait savoir qu'il allait étudier, en concertation avec les organisations syndicales, de nouvelles mesures qui dans le cadre de la lutte contre le chômage pourraient effectivement associer réduction de la durée du travail et formation professionnelle. Telles qu'elles sont acmellement esquissées les restructurations industrielles risquent de se traduire en 1984 par des milliers de suppressions d'emplois. Pour éviter une telle perspective qui aggraverait le chômage et aviverait les tensions

sociales, il faut agir très vite. MICHEL NOBLECOURT.

(1) Dimitri Weist: les Relations du travail; employeurs, personnel, syndi-cats, Etat. Cinquième édition entièrement réécrite. «Dunod entreprise»

(2) Arete (Association pour la Négocier l'ordinateur? La concertation sur les nouvelles technologies dans l'entreprise. Informatisation et société. Le Documentation française ; 187 p. (3) ANACT: Les trente-cinq heures dans le travail posté continu; une échéance légale des choix d'organisation. ANACT 7, boulevard Romain-

Rolland 92128 Montrouge; 104 p. 50 F

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LE RECRUTEMENT

DE TROIS ASSISTANTS TECHNIQUES

La direction des Eaux, Forêts et Chasse lance un appel d'offres pour le recrutement :

- D'un ingénieur forestier, spécialiste en plantations domaniales.
- D'un ingénieur forestier, spécialiste en plantations
- rurales.
- D'un spécialiste en entretien et réparation des équipements agricoles et forestiers.

Les bureaux ou les experts individuels intéressés peuvent se procurer le dossier d'appel d'offres contre le paiement de cent mille francs (100 000):

- Auprès de la direction des Eaux, Forêts et Chasse, B.P. nº 393, Tél.: N 33-06-62, COTONOU (République populaire du Bénin).
- Auprès de l'ambassade de la République populaire du Bénin près de la République française à Paris, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS-8 (France). Rel. 500-9840.
- Auprès de l'ambassade de la République populaire du Bénin près de la République Fédérale d'Allemagne à BONN, Rudigerstrasse 10 5 300 BONN-MEHLEM. Tél. : (0228) 344 031/32.

Les propositions de soumission devront être adressées en dix exemplaires (10) en français.

- Au ministère des fermes d'État, de l'élevage at de la pêche, B.P. 03-2900. Tél.: N 30-04-96, COTONOU (République populaire du Bénin).
- Ou à la direction des Eaux, Forêts et Chasse, aux maximum quatre-vingt-dix (90) jours après la date de lancement de l'appel d'offres (le cachet de la poste faisant foi) et devront porter la mention suivante :

APPEL D'OFFRES POUR LE RECRUTEMENT DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS LE CADRE DU PROJET BAD (Bois de feu)

 Opel: fort accroissement des ventes en France. - La France est devenue en 1983 le premier marché à l'exportation d'Opel, avec une progression des ventes de 55 % en un an, précise un communiqué de la filiale ouest-allemande de General

LICENCEMENTS A TOULON

(De notre correspondant..) Toulon. - A La Seyne (Var) 237 employés de la S.V.D. (Société de ventes directes), sont au chômage à partir de ce lundi 2 janvier à la suite d'un licenciement collectif, annoncé par le syndic de faillitte en raison d'une trésorerie précaire et de commandes insuffisantes

Ayant succédé en juillet 1982 à la C.M.I.G. (Compagnie méditerranéenne d'informatique et de gestion), qui avait vu le jour en 1977, la S.V.D. en a hérité sa dépendance quasi totale (88 % des commandes) des éditions Beauval, qui l'avaient

Les éditions Beauval ayant été mise en liquidation judiciaire en septembre 1981, la S.V.D. dépose son bilan quinze mois après sa création.

Le groupe Roumenc Delouvrier est actuellement interessé par la reprise de la société, mais avec seulement 110 personnes. Ces nouveaux licenciements, refusés par le personnel, portent un coup à la ville de La Seyne qui, sur 58 200 personnes et 18 100 actifs, comptait déjà 3 400 chômeurs à la fin novembre (18,8 %, presque le double de la moyenne nationale). Aux licencies de la S.V.D., il faut ajouter ceux qui pourraient l'être (on parle de 1 200 personnes) dans le cadre du « plan de redressement » demandé par les pouvoirs publics aux C.N.M. (Chantiers du Nord et de la Méditerranée) en échange de l'aide exceptionnelle de 725 millions de francs octroyée en décembre.

Une gamme plus ou moins proche des modèles fabriqués sous in marque Peugeot

La gamma de voitures actuellement vendues sous la marque Taibot comprend les Samba, petites voitures à deux volumes fonctionnant à l'essence, lancées avec succès en 1981, aujourd'hui disponibles en sòc versions (LS, GL, GLS, cabriolet. Rallye, AS); les Horizon, des berlines dont la première apparition remonte à 1977, qui, selon les versions, peuvent fonctionner à l'essence ou en diesel (LS, GL, GLS, EX, Premium, LD, EXD), et les Solara, berlines à trois volumes (LS, GL, GLS, SX), fonc-

tionnant toutes à l'essence. Pour l'essentiel, les Samba emoruntent des éléments utilisés par les modèles de Peugeot (104 et 205). Les Horizon utilisent autant de pièces d'origine Peugeot que d'éléments créés autrefois par Chrysler Simca. Les Solara, quant à elles, sont essentiellement à base de motorisation et de pièces concues à l'origine

par les bureaux de Poissy. Outre les modèles cités, Talbot commercialise également la Murena, una voiture sportive de 2,2 litres à trois places de Taibot Matra. Elle était construite à Romorantin, dans les ateliers de Matra. Le groupe modèle Tagora, berline de haut de gamme aujourd'hui disparue. Enfin, la Rancho, modèle « tout chemin », montée voici encore quelques semaines, également à Romorantin, emprunte aussi un moteur conçu autrefois par Chrysler France.

Ces deux demiers véhicules ont vu leur production interrompue en fin d'année, à la suite de la non-reconduction des accords

entre Matra et Talbot. La reprise de la production à facilitée pour l'essentiel dans le cas des Sambe. If en est autrement pour les modèles construits aur des bases d'origne Chrysler.

Il reste maintenant à savoir si les acquéreurs de voitures Talbot ne craindront pas dans l'imméque interruption de fabrication. Pour les modèles de grande diffusion qui empruntent pour une très grande part des pièces Peugeot, aucune retombée n'est raisonnablement à craindre. Il reste que, entre une Peugeot et une Talbot, un automobilista sera tenté de choisir la première mayque. Le « cannibalisme » entre modèles, ce phénomène qui sacrifie une voiture au bénéfice d'une autre dans la même firme. l'a déjà démontré tant l'image de marque importe dana cette

Pour l'avenir, Poissy devrait progressivement fabriquer des 205, dont la demande est mes forte sur le marché. On sait que les syndicats craignent que Talbot n'en patisse. Un nouveau modèle de moyenne cylindrée ayant pour nom de code C 28. une berline bicorps qui devrait rempiacer à terme l'Horizon. était envisagée. Sa production devait être confiée à l'usine de Poissy. Qu'en sere-t-il ?



Il existe des choses sur lesquelles on peut toujours compter. Des choses qui, à travers les années, gardent leur qualité. On dit que ce sont des valeurs sûres et on est généralement très heureux et très fier de les posséder.

1 -71. Eg

. 212

The state of the s

- 1 m

Vous avez une Volkswagen? Alors, vous savez ce que c'est qu'une valeur sûre. Vous savez que vous pouvez compter sur sa méca-

nique fiable et robuste, sur sa technologie avancée, sur son moteur hautement performant.

Vous savez qu'elle est protégée par des garanties qui vous rassurent et par le service après-vente Volkswagen qui vous tranquillise.

Bien sûr les initiales VW qui ornent votre calandre ne sont pas taillées dans la pierre précieuse. Mais elles en ont le prestige et

la pérennité, même si elles ne coûtent pas le même prix, loin de là!

Elles prouvent que vous avez fait un bon investissement. Comme si vous aviez acheté un diamant blanc bleu.

Avec une différence appréciable : une Volkswagen roule beaucoup mieux que le plus beau solitaire!

VOLKSWAGEN, C'EST TOUJOURS POUR LONGTEMPS

LOGEMENT

Les hausses de loyers autorisées en 1984

Les décrets régissant les hausses de loyers en 1984 sont parus au Journal officiel du 29 décembre. Ils concernent les quatre secteurs définis par la loi Quilliot et s'appliquent, en cas de révision amuelle (à la date anxiversaire de la signature du contrat), de renouvellement du bail ou d'entrée d'un nouveau locataire. Les travaux effectués dans l'immeuble on dans l'appartement peuvent donner lieu à des bausses supplémentaires. L'indice de référence est l'indice trimestriel de la construction calculé par l'INSEE et publié au Journal officiel. Sa progression annuelle sert de base de calcul à la progression des loyers. Le derpier indice connu actuellement est celui du

denxième trimestre 1983, en hausse de 5.99 % par rapport à celui du deuxième trimestre 1982. La hausse applicable aux loyers sera donc de 4,8 % lorsqu'il s'agit de 80 % de l'indice. Celui du troisième trimestre sera comm au milieu du mois de janvier.

Ces décrets ne concernent pas les logements encore soumis à la loi de 1948, auxquels s'applique une hausse annuelle fixée par décret le 1ª juillet de chaque amée.

Le tableau ci-dessous résume les dispositions réglementaires applicables en 1984.

HAUSSE DU TABAC

ET DES PRODUITS PÉTROLIERS

vont intervenir en janvier : elles tou-

chent le tabac et les produits pétroliers.

relevés de 5 % la semaine prochaine

C'est la deuxième étape de la hausse

financer la Sécurité sociale.

celui du fuel de 0,9 centime.

ACTIF

1) OH et CRÉANCES SUR

L'ÉTRANGER

Or

Disponibilités à vue à

Tatranger

ECU

Avances au Fonds de sta-

hilisation des changes . . .

CRÉANCES SUR LE TRÉ-

\$08

Conceurs ou Trésor

public

D'OPERATIONS DE REFI-

NANCEMENT

Effets escomptés

4) OR ET AUTRES ACTIFS

PASSE

1) BILLETS EN CIRCULA-

2) COMPTES CRÉDITEURS

31 COMPTE COURANT DU

41 COMPTES CRÉDITEURS

TION

EXTÉRIEURS

TRÉSOR PUBLIC

DES AGENTS ÉCONOMI-

QUES ET FINANCIERS ...

Comptes courants des

établissements extreints

à la constitution des

FECOM

TION DES AVOIRS

PUBLICS EN OR

RÉSERVE

5) ECU A LIVRER AU

S) RÉSERVE DE RÉÉVALUA-

71 CAPITAL ET FONDS DE

81 DIVERS

DE RÉSERVE A RECE-

VOIR DU FECOM

3) CRÉANCES PROVENANT

vignette-tabac - décidée en 1983 pour

• PRODUITS PÉTROLIERS : la

taxe intérieure sur les produits pétro-

liers (T.L.P.P.), qui, depuis 1983, est

pratiquement indexée sur la hausse des

prix de détail, va être relevée le 11 jan-

vier. Le prix du super sera augmenté de

10 centimes, celui de l'essence de 9 cen-

times, celui da gasoii de 5 centimes,

BILAN HEBDOMADAIRE

DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation

len millions de francs)

Au 22-12-1983

380 769

11 257

Physieurs hausses de prix ou de tarifs

• TABAC : les prix vont être

	HÉVISION AVIOLUEILE	DE BALL	NOUVEAUX LOCATAINES	TRAVAUX (1)
BECTEUR I HLLAL (Z)	t= therier: + 3.2 % 1= acts : to resse jacqu'à 80 % de l'indice			★ Ser 12 mois. 10 % da coût réel des traces finaite supérieure : 4 000 francs, per logeum + 7 000 france per pièce principale (3)
SECTEUR II <u>S.E.M.,</u> Catana des dépôts, etc.	80 % de l'indice	80 % de l'indice	* 80 % de l'indice * Si travaux, pas de limitation pour leur répercussion * Loyera sous évaluis (4), + 4% si le loyer est inférieur à 60 % du loyer plafond + 2 % si le loyer ast compris extre 50 % et 60 % du loyer plafond (5)	* Au plus, 8 % du coût des travaux Limite appirieurs : 4 000 F per logemen +1 000 frants per plèce principale * Si accord collectil : 10 % du montant de des travaux
SECTEUR III Sociétés immobilières d'investitatements, sentranças, facques	20 % de l'indice	100 % de l'Indica	★ 100 % de Findice + 4 % de l'antien layer ★ Si travaux, pes de limitation pour leur répercussion	10 % du coût réel des treveux dans l limite de 200 F par mêtres carrés d surjece tabliquée
SECTEUR IV Propriémires privés	80 % de l'indice	80 % de l'indice	* 80 % de l'indice * Si travaux, pes de l'initation pour leur répercussion * Loyers sous-évaluée : le même que celui d'un logement comparable occupé de- pois trois ans. Information obligauire anns un mois par luttre recommandée avec A.R. å la Commission départementale des rep- ports locatifs.	★ Ampice, 8 % du coût des tresents Limite supérieure : 4 000 F per logemen + 1 000 france par pièce principale

(1) Par «travaux», on entend ceux qui «tendent à améliorer le confort, la sécurité, l'équipement, la qualité thermique et phonique ».

(2) Les décrets n'ont pas à préciser les hausses en cas de renouvellement de bail, puisque cette procédure n'existe pas dans les H.L.M., où le maintien dans les heux est de droit. En cas d'arrivée de nouveaux locataires, des règles précises, propres aux H.L.M., permettent de calculer le loyer.

fin de ceux-ci, dépasse 10 % du montant du loyer, le reliquat de la hausse ne doit être appliqué que le 1º janvier 1985. (4) Les logements construits grâce à des prêts du Crédit foncier de France ou

(3) Lorsque cette hausse pour travaux, applicable seulement un mois après la

de la Caisse centrale de coopération économique sont, pour la plupart, assortis d'un lover plafond. (5) Lorsque aucun loyer plafond n'existe, on prend pour base de comparaison

un loyer de référence égal à 20 F par mois au mêtre carré habitable.

DAFSA vient de publier dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

un ouvrage intitulé:

L'INDUSTRIE DU MATÉRIEL FERROVIAIRE **ROULANT DANS LE MONDE**

L'évolution mondiale du trafic ferroviaire a été, depuis le milieu des an-

 légèrement croissante pour le trafic-voyageurs : - déclinante en ce qui concerne le trafic-marchandises. La baisse de ce

dernier, de caractère structurel, s'est accélérée depuis 1980 à cause de la récession économique. L'analyse plus fine de l'évolution des trafics et des segments sectoriels et

géographiques de la demande mondiale permet de distinguer trois types de marchés du matériel ferroviaire : - celui des matériels destinés au transport urbain dont le marché potentiel est vaste et dont les progrès technologiques récents ont encore

élargi les possibilités de développement ; - celui des matériels destinés aux liaisons interurbaines à grande vitesse dont le marché se situe essentiellement dans les pays développés ; enfin, celui des matériels destinés au transport des marchandises dont l'importance dépend étroitement des moyens de financement des pays

L'objet de cette étude est la présentation des industries qui répondent aux appels d'offres internationaux. Les industries ferroviaires, surtout on Europe et au Japon, ne peuvent assurer un bon taux d'emploi de leurs capacités de production que par l'exportation. Les restructurations effectuées dans ces pays visent à constituer de grands pôles susceptibles de fournir un service complet (ingéniérie, travaux d'infrastructure, matériel de traction et matériel tracté) pour af-

fronter avec les meilleurs atouts la compétition internationale. L'étude apporte des informations sur les spécialisations des industries nationales, sur les structures par produits et par destination des exportations et sur les principales sociétés du secteur (activité, tiens financiers, analyse des

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA au 7, rue Bergère, 75009 PARIS (Tél.: (1) 523-19.19), au priz de 7 800 F H.T. -

(Publicité) ~



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL nº P 3428

La Compagnie des Phosphates de Gafsa, exploitant minier dans le Sud tunisien, se propose de louer le matériel suivant en deux variantes : Première variante :

- Un camion Dumper de 75 tonnes US;

 Une chargeuse sur pneus de 9 m3. Deuxième variante :

 Un camion Dumper de 120 tonnes US; - Une chargeuse sur pneus de 17 m3.

Les engins seront admis temporairement pour une période d'essai effective de l'ordre d'une à deux années, moyennant un paiement de location dans les normes des cahiers des charges tenus à la disposition des soumissionnaires aux bureaux de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume-d'Arabie-Saoudite, à Tunis (service général).

L'acquisition définitive pourra être prononcée après la période sus-indiquée et en cas d'essai concluant.

Les intéressés par cet avis d'appel d'offres pourront retirer un exemplaire des cahiers des charges contre paiement de 20 dinars.

L'ouverture des plis scellés contenant les offres et portant la mention - Ne pas ouvrir - A.O. nº P3428 - sera publique et aura lieu le 14 février 1984, à 9 heures, dans la salle des réunions de la direction des achars, 2130 Metlacui.

Les offres seront adressées au nom de M. le Directeur des achats de

LA MISE EN APPLICATION **DU CONTRAT DE 1982**

La France a reçu du gaz sibérien

Le gazoduc reliant la Sibérie à l'Europe de l'Ouest, dont la construction a soulevé tant de polémiques, est devenu opérationnel le Is janvier. Une première expédition de gaz naturel sibérien y a été pompée à destination de la France, a indiqué Radio-Moscou.

Long de 4 500 kilomètres, ce gazoduc ne sera acheve qu'au printemps, lorsque auront été montées les quarante et une stations de pompage. Actuellement quatre stations fonctionnent déjà et dix-huit autres sont sur le point d'être terminées, mais dans l'état actuel ce tuyan peut déjà transporter du gaz en faible capacité, selon la presse soviétique. C'est ainsi que la livraison de gaz à la France a pu commencer. A Paris, aucune confirmation n'a pu être obtenue car Gaz de France prolongeait le week-end du 1= janvier et ne rouvrira que le 3.

L'U.R.S.S. doit en principe livrer annuellement, de par les contrats de 1982, 32 milliards de mètres cubes de gaz à l'Europe occidentale, montant qui ne sera atteint qu'en 1986. Un tiers seulement de ce volume sera fourni en 1984. Outre la France, l'Allemagne fédérale, l'Autriche et la Suisse recevront du gaz sibérien. L'Italie, si elle a signé un accord de principe avec les Soviétiques, n'a pas encore conclu de contrat.

Pour la France, qui disposait déjà de 4 milliards de mètres cubes par an de gaz d'U.R.S.S., ces nouvelles fournitures arrivent alors qu'elle n'en a guère besoin. Elle reçoit en effet du gaz d'Algérie dont elle est maintenant un client essentiel (les Américains ont arrêté leurs enlèvements de gaz pour obtenir une baisse de prix, les Belges ont réduit leurs achats tout comme les Espagnois, qui prennent un tiers seulement des quantités contractuelles).

Sur un marché du gaz fort déprimé les livraisons soviétiques font aussi l'objet de renégociations. Français et Soviétiques out commencé à rediscuter des prix, comme cela est d'ailleurs prévu dans le contrat.

Enfin ce gaz va entrer en concurrence avec le charbon - pour la fabrication de vapeur, - ce qui devrait contraindre le gouvernement à faire des choix difficiles. - B. D.

LA FRANCE PRODUIRAIT **AVEC LE BRÉSIL DU CONCENTRÉ D'URANIUM** A PARTIR DE PHOSPHATES

brésilien doivent signer prochainement un accord de financement pour la construction d'une usine de concentré d'uranium à partir de phosphates dans l'Etat de Ceara. dans le Nord-Est brésilien. C'est ce qu'a indiqué le 1ª janvier le ministre des mines et de l'énergie, M. Cesar Cals. Il existe en effet un procédé Pechinev d'extraction d'uranium à partir de phosphates, et des négociations sont en cours avec le Maroc et le Brésil.

Les gouvernements français et

Mais cette coopération nucléaire de la France avec des Brésiliens qui se disent - décus - de leur collaboration avec les Allemands de l'Ouest bute actuellement sur la question de l'enrichissement de l'uranium. Le Brésil a en effet en chantier une usine d'enrichissement - sur procédé allemand - à laquelle il manque des compresseurs. Alors que l'Argentine voisine est entrée le 18 novembre dans le club fermé des nations capables d'enrichir l'uranium (le Monde du 22 novembre). le Brésil demande avec insistance à Paris qu'Alsthom-Atlantique lui fournisse ces compresseurs. Aucune décision n'a été prise par la France : sans parler des difficultés financières du Brésil, les intentions de ce pays ne paraissent pas très « pures ». Brasilia ne dispose d'aucun réacteur nucléaire en fonctionnement et n'a donc pas besoin de combustible.

• Pologne : redressement de l production de charbon. - En 1983 la Pologne a extrait de son sous-sol 191 millions de tonnes de de charbon, soit 1,7 million de tonnes de plus qu'en 1982 et en a exporté 35 millions de tonnes. En outre, le rendement des mineurs à augmenté. En 1979, la production de charbon avait atteint 200 millions de tonnes. Elle était tombée l'année suivante à 160 millions de tonnes du fait des <u>11 797</u> troubles politiques dans le pays, -701 742 (A.F.P.).

L'équipe S. I. E. I. adresse à ses nombreuses relations ses meilleurs vœux pour la nouvelle



Société Internationale dEtudes

5, Boulevard Magenta - 75010 PARIS Téléphone : (1) 240.67.36 & dimerventions Télex: 210.500 flash ext. 1753

ÉNERGIE ÉTRANGER

PAR DÉCISION DE LA JUSTICE ITALIENNE

Les biens des anciens administrateurs du Banco Ambrosiano ont été mis sous séquestre

lienne a mis sous séquestre pour 600 milliards de lires (352 millions de dollars) de biens appartenant à d'anciens administrateurs de l'ex-Banco Ambrosiano, la banque privée italienne à l'origine d'un scandale retentissant qui a eciadousse ie Vatican en 1982.

La presse italienne, qui rapporte cette information, indique que la décision de justice, d'une ampleur sans précédent en Italie, consiste en des hypothèques légales sur des biens immobiliers et la mise sons tutelle judiciaire de biens mobiliers. Les sceliés out ainsi été apposés sur des immeubles entiers, des complexes industriels, des terrains, des comptes en banque, diverses quantités de titres et d'actions, quelquez

L'action judiciaire a été décidée à titre préventif par le parquet de Milan, qui enquête sur l'endettement illégal de l'ancien premier institut de crédit privé italien. Le scandale avait été provoqué par la fuite à l'étranger, en 1982, du président du Banco Ambrosiano, Roberto Calvi, retrouvé pendu le 18 juin sous un pont enjambant la Tamise, à Londres. Les comptes de sa banque devaient révéler un «trou» de 1400 millions de dollars en prêts consentis par ses filiales étrangères à des sociétés fictives, domiciliées pour la plupart aux Caralbes.

L'Institut pour les œuvres de religion (I.O.R.), la banque du Vatican, est apparu impliqué, à hauteur de 1285 millions de dollars, selon le ministre italien du Trésor, M. Nino Andreatta, le Saint-Siège, pour sa

Milen (A.F.P.). - La justice ita- part, a toujours argué de sa bonne

Selon des sources qui parxissent concorder, le Vatican, par souci d'apaisement, serait cependant convenu de contribuer à couvrir le déficit, bien que ses experts divergent toujours avec coux de l'Etat italien sur la nature de sa responsabilité. Les chiffres avancés varient entre 200 et 300 millions de dollars (340 à 510 milliards de lires). Le régiement, estime-t-on généralement, pourrait intervenir prochainement, peut-être à l'occasion de la révision des accords de Latran (concordat), qui régissent depuis 1929 les rapports entre l'Italie et le Saint-

- Mary Staffer and

--

1. 2. 7

. n te- 1

P. 1989

--- .--

Sec. 75 85 1

.- :-- --

.

- - ---

. . . .

· 1-27

بلولازه بالراب بالمراب

- 4----

بروط الا

.

1 77

· Impelo

4. At 7. "

17.7

in Lower ter

S. F. B. Caller James

25 A 4531

- saling way

Carlo Carlo

Total Maria

water of a contract

Harristenson and and

Street Company

Sant Steel Comments of the Comments

The state of the s

4.65.5

1784

San Street

A 34 4

. . .

.....

4 Tag

Le séquestre judiciaire s'ajouterait en conséquence à la contribution vaticane, permettent aux parties lésées dans le scandale. notemment les gustre-vingt-huit banques étrangères, de récupérer une part importante de leurs créances, estime la presse italienne.

Une cinquagtaine de personnes, presque toutes celles inculpées pour banquerouse frauduleuse dans cette affaire, sont concernées par la décision du parquet de Milan. Il s'agit notamment de l'industriel Carlo Pesenti, de l'éditeur Angelo Rizzoli. des hommes d'affaires Umberto Ortolani, Flavio Carboni et Roberto Pazienza, des ex-administrateurs et dirigeants du Banco Ambrosiano. dont l'ex-vice-président Roberto Rosone, en prison depuis un mois. ainsi que de deux fonctionnaires italiens de l'I.O.R., Luigi Mennini et Pellegrino de Strobel.

Dans une interview au « Spiegel »

M= CRESSON CRITIQUE LE PROTECTIONNISME ALLEMAND

« La R.F.A. est le pays européen qui cause le plus de difficultés à la France dans le domaine des exportations en raison des normes de sécurité et d'hygiène qu'elle lui impose et derrière lesquelles elle s'abrite habilement pour protéger ses produits », déclare Me Édith Cresson, ministre du commerce extérieur, dans une interview à l'hebdomadaire ouest-allemand Der Spiegel

« Ces difficultés, précise M= Cresson, font que le déficit de la balance commerciale de la France vis-à-vis de la R.F.A. a atteint, en 1982, 38 milliards de

Parmi les nombreux produits bloqués aux frontières par les Allemands. M≈ Cresson cite notamment la bière et la charenterie. Elle indique que les exportations de bière française en R.F.A. - 170 000 hectolitres en 1974 - sont tombées à 7 000 hectolitres - en raison du protectionnisme pratiqué par l'intermédiaire de la loi sur la pureté de la bière. (...) Les Allemands exigent que ni le mais ni le riz n'entrent dans la fabrication de la bière, alors que la leur contient vingt-cinq produits chimiques ».

 Les exportateurs français ont du retard à rattraper et nos petites et moyennes entreprises doivent plus investir dans ce secteur », reconnaît cependant M= Cresson qui conclut : « Si nous nous heurtons à des obstacles lorsque nous voulons exporter vers la R.F.A. notre plus important partenaire commercial, nous ne pourrons pas réduire les tensions économiques qui règnent dans notre pays». -

PÉROU

Daniel Control of the Control of the

 Inflation-record. — An Péron. l'inflation a battu tous ses records, avec une hausse des prix de 125,1 % en 1983, indique l'Institut national des statistiques. (A.F.P.).

Au Brési LA PRODUCTION NATIONALE A BAISSÉ DE 6 % PAR HABITANT EN 1983

Le produit intérieur brut (P.I.B.) brésilien a baissé de 3.9 % en 1983 par repport 2 1982, selou une estimation de l'Institut d'économie de la Fondation Getilio-Vargas. Compte tenu d'une croissance démographique de 2,5 %, le P.I.B. par habitant sursit diminué de 6 % en 1983. Le P.I.B. du Brésil a ainsi atteint l'année dernière 170 milliards de dollars (1 360 dollars per tête).

La production industrielle, qui représente 31 % du P.I.B. a dississué de 7.9 %. Le secteur agricole (11 % du P.I.B.) a progressé de 2,1 % à la suite d'une récolte de casé meilleure que les précédentes.

La grave récession de 1983 est due, selon la Fondation Getulio-Vargas, aux mesures déguisées par le gouvernement du général Joso Figueiredo en matière monétaire, fiscale et salariale. Ces restrictions ont diminué la demande interne de biens de consommation et ont élevé les coût de production industrielle, dans le cadre du programme de réainstement de l'économie destiné à réduire l'inflation (211 % en 1983).

Selon la même source, les secteurs du commerce et celui des transports et des communications ont augmenté respectivement de 4.4 % et 0.4 %. - (A.F.P.)

• Coopération agresomique franco-indienne. - M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture, en visite officielle en Inde depuis le 27 décembre, et son homologue indien M. Rao Birendra Singh ont envisage une coopération entre les deux pays. Elle pourrait porter sur la culture de l'olivier, des pommes de terre, des pommes, des raisins, sur la transformation des produits initiers et des huiles, sur les technologies de la fermentation des produits solides, sur la pêche et l'aquaculture, la forêt. Plus précisément les deux pays coopéreront à des programmes de technologie agro-industrielle : pompes solaires et turbines pour l'irrigation, matériel agricole. (A.F.P.)

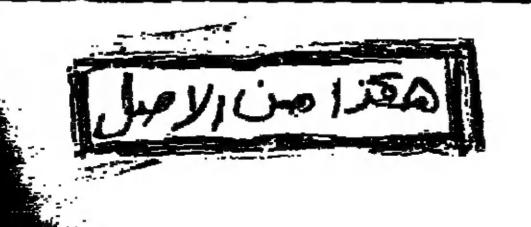
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ (C.G.E.)

Le Compagnie Générale d'Électricité a levé, à son échéance, l'option de vente portant sur noif cent mille actions de la Société Générale d'Entreprises-Sainrapt et Brice qui lui avait été consentie par la Compagnie de Saint-Gobain le 29 juillet

Du fait de cette opération, le groupe de la Compagnie Générale d'Électricité, qui détenuit antérieurement 53 % du capital de la Société Générale d'Entreprises-Sainrapt et Brice, en a transféré 24 % à la Compagnie de Saint-Gobain, dont la participation se trouve désormais portée à 25.7 %.

Les deux groupes actionnaires ont accordé à la Société Générale d'Entreprises-Sainrapt et Brice, chacun pour moitié, det prêts participatifs d'un montant total de 300 MF, marquant sinsi leur volonté de contribuer au renforcement de la situation financière de leur fibrale commune et de favoriser son développement.



31, avenue Parmentier. 75011 Paris.

1

·155

A Comment of the

2.

Mariages

- On nous prie d'annoncer le mariage W. Demei REUCHARD

célébré dans l'intimité le 27 décembre

Mª Miralle DARRHORT.

M. Pinliope Adenot et M., M. Bemard Adenot.

M. Bernard Jourdain et Mm. née Monique Adence.

Le liemenant-colonel Michel Adenot et M. sée Marguerite Grancher, M. André Adenot et M.

née Anne-France Hibon. M. Jean-Marc Adenot et Man. née Mario-Liesse Derica. M. Arnend Deries et Ma. née Anne-Marie Adence,

M. Giller Adenot et M. née Lydie Lamouille, Ses culants, Ses trente-six petits-enfants

Ses quatre arrière-petits-enfants, ant la douleur de faire part du décès de

M- Pierre ADENOT. née Elisabeth Mesnet.

survenu, le 31 décembre 1983, à l'âge de quatro-vingts ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Distré (Maine-et-Loire), le mercredi 4 janvier 1984, 2 14 h 30.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Martin de Mendon (Hauts-de-Seine), sa paroisse, le samedi 7 janvier

1984, à 10 houres, ` Ni fleurs ni consumes.

81, rue de la République,

92190 Meadon. M Alfred Serge Balachowsky.

son épouse, Mm Tationa Montel,

SR SCRUT.

M. et M= André Guyot. M. et M- Thierry Guyot et lears fils,

M. et M= Philippe Fangeras et lour file. M= Kemp

ct set enfants. ses bean-frère, belle-sœur, seveux, mièces, petits-neveux, petites-mièces,

Les familles de Ferondy, Neveux, Nicat, Angelergues,

leurs parents of amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alfred-Serge

BALACHOWSKY. membre de l'Institut, professeur honoraire an Muséum d'histoire naturelle. professeur hoporaire à l'institut Pasteur de Paris. commandeur de la Légion d'homeur,

croix de guerre 1939-1945 avec palmes, médaille de la Résistance française avec resette. King's Model for courage (Britannique),

Kruis Van Verdienste (hollandaise), ancien officier des Forces françaises combettantes réscan - Buckmaster-Prosper > F.F.L., déporté résistant (Dora, Buchenwald),

survenu à Paris le 24 décembre 1983, à l'age de quatre-vingt-deux ans. La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 4 janvier 1984, à 10 h 30, en

l'église Saint-Louis des Invalides. Cet avis tieut lieu de faire-part.

18, avenue de Versailles, 75016 Paris. (Le Monde du 28 décembre.)

Naissances : - Nous apprenons la mort de notre

Joseph DIEUDONNE, rédacteur en chef adjoint L'Est républicain,

décédé à Nancy, dans la nuit du 1ª jan-

de la Résistance, Jo Dieudonné oblique vers le journelliste où ses qualités d'homme d'action lui font franchir tous les échelons. Entré en 1950 à s l'Est républicain », il devient reporter régional en 1960, pais chef du reportage en 1974, avant d'être nommé rédactaux en chef adjoint, responsable des informatiques.

sable des informations. Conseiller manicipel de Villers-Be-Nancy, vice-président du district arbein de Nancy, Jo Dieudonpé était également chevalier de l'ordre de Mérite. Il est mort le jour où il était censé prendre se retraits, après deux mois d'une implecable malacie. — J.-L. B.]

 M. Raymond Fernand, Ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille.

fant part du décès de

M- Renée FERNAND, survenu dans sa cinquante-huitième

Les obsèques auront heu le mardi 3 janvier 1984, à 14 h 30, en l'église de Saint-Michel du Mont-Mesly de Créteil

(94000). Le présent avis tient lieu de faire-

 M= Renée Viers, M. ct M Camille Samson. M. et Ma Alain Barret.

Er tous ses amis de la Cité nouvelle. font part du décès de leur ami Marcel FREDOU,

qui s'est éteint doucement le 29 décem-Il a fait don de son corps à la méde-

M. et M Alain Barret. 39, rue Rouelle, 75015 Paris.

- Anne et Werner Kramer. Emmanuelle Castro et Bernard Ortion. Pierre et Catherine Gaillard.

Luc et Catherine Gaillard,

Roland et Catherine Gaillard. ses enfants. Pascal, Nathalie, Cécile, Julie, Nathalic, Agnès, Claire, Hélène,

Jérôme, Laure et François, Suivant le désir de la défunte, l'inhuses petits-enfants, Toute sa famille et ses amis.

ont la douleur de faire part du décès de M. Pol GAILLARD,

agrégé de l'Université. survenu, le 30 décembre 1983, en son domicile, à Paris, à l'âge de soixante-

Selon sa volonté, ses yenz ont été donnés à la banque des yeux et son corps au laboratoire d'anatomie René-Descartes. 11, rue du Docteur-Finlay,

75015 Paris. - Le professeur et M= Jean Jahier, Le doyen et M= Robert Ellrodt, née Suzanne Jahier,

lours enfants et leur famille, M= Catherine Barls, sa sœur,

Mª Arlette Rodenas, ont le regret de faire part du décès de M" Henri JAHIER,

née Isabelle Montoya, survenn à Dijon le 28 décembre 1983. L'inhumation a cu lieu dans l'intimité, à Beausoleil (Alpes-Maritimes), le 31 décembre 1983. Rue du Sachot, Cidex 16.

75014 Paris. - M= Ursula Vian Kübler. M. Olaf Kübler. La famille et leurs amis,

21910 Saulon-la-Chapelle.

15, rue Olivier-Noyer,

nat la douleur de faire part du décès de Arnold KUBLER. créateur et ancien rédacteur en chef de la revue internationale d'art Du, écrivain, journaliste, anteur dramatique

et artiste dessinateur.

Grand Prix de littérature de la ville de Zurich, leur père, parent et ami,

survenu, le 27 décembre 1983 à Zurich,

- Jacques Lory, Catherine Lory,

Mª Marcelle LORY, néo Bornefond.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 janvier 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Dominique, 20, rue de la

- M. et M= Arlen Papazian, M. et M Edouard Emirzian M. et Mas Christian Petrossian

6, rue Hallée, 75014 Paris.

7, rue Brézin, 75014 Paris.

ses enfants. M. et M= Vighen Papazian, M. et M= Aris Atamian, M. Aram Papazian. Eliane et Marianne Emirzian.

Tigrane et Stepan Petrossian, ses petits-enfants, M. ot M= Aram Mazhunian.

ses frère et bello-sæur. M™ Irène Petrossian, sa belie-sæm, M, et M= Mikaël Kotcharian.

Annick et Nadine Kotcharian M. et M= Armen Petrossian. M. ct M™ Retzepopoulos. M. et Ma Karen Petrossian. ses neveux et nièces,

Les familles Petrossian, Papazian, Kabadayan et Agadjaniantz,

out la profonde douleur de faire part du

M= Melkoum PETROSSIAN. née Chaké Mazbunian, survenu le 27 décembre 1983.

Suivant le désir de la défume, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte inti-

18. boulevard de La Tour-Manbourg, 75007 Paris.

- Le conseil d'administration. La direction générale,

La direction Et le personnel des sociétés Petrossian.

ont le regret de faire part du décès de M- Melkoum PETROSSIAN. née Chaké Mazhunian,

écouse de M. Melkoum Petrossian, Pun des deux frères fandateurs des sociétés Petrossian.

mation a en lieu dans la plus stricte inti-

18, boulevard de La Tour-Manbourg, 75007 Paris.

- Marie-Thérèse Pierre, son épouse,

Didier, Bertrand et Rémy Pierre. M. et M= Raymond Pierre,

ses parents, Michel et Geneviève Pierre et leurs enfants. ses frère, belle-sœur, neveux et nièce, Mª Pierre Magnaval,

sa bello-mère, Pierre et Françoise Cauchois et leurs enfants. Mª Jenne Neuville,

Sa famille et ses amis. ont la douleur de faire part du décès de

Claude PIERRE, ingénieur général de l'armement.

le 29 décembre 1983, à l'âge de cinquanto-deux ans.

Le service religieux sera célébré le mercredi 4 janvier 1984, à 14 heures, en l'église Saint-Rémy de Gif-sur-Yvette (Essoure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

8. allée de l'Etane.

91190 Gif-sur-Yvette.

I MAY DIRECTION OF STATE **SOLDES ANNUELS**

à tous nos rayons

62 rue St André-des-Arts 6 Tel: 329.44.10 PARKING ATTENANT A NOS MAGASINS dans sa quatre-vingt-quatorzième aunée.

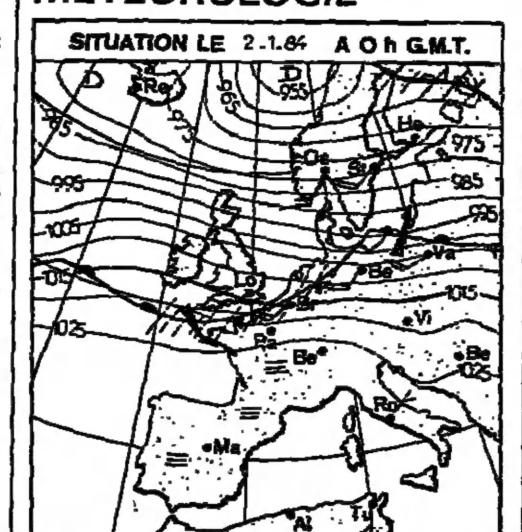
jusqu a épuisement des stocks

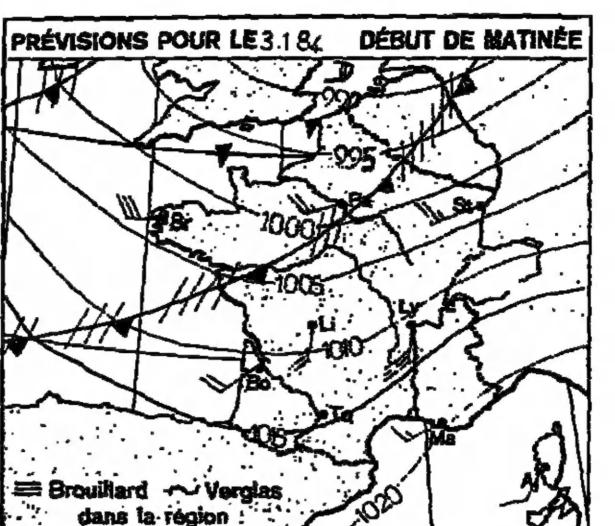


Place de la Madeleine, Piurs Pour ceux qui savent choisir

LE CARNET DU Monde INFORMATIONS «SERVICES»

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France estre le landi 2 janvier à 0 heure et le

mardi 3 janvier à minuit. Les conditions anticycloniques qui protègent actuellement la plus grande partie du pays des perturbations océaniques feront place mercredi à un flux evelonique de nord-ouest associé à une

forte advection d'air froid. Mardi en matinée, les régions médi-terranéennes bénéficieront d'un temps très ensoleillée. Des éclaircies se déveopperont également du Sud-Ouest au Massif Central et aux Alpes ainsi que sur les régions côtières de la Manche. Il pleuvra de la Vendée et des Charentes au Bassin parisien, aux Ardennes et à la Lorraine. En cours de journée, cette zone de philes (neige an-dessus de 1800 à 2000 mètres) se décalera vers le Sud-Est et atteindra la Corse en soirée. Elle sera suivie d'un temps frais et très instable : succession d'éclaircies et d'averses, parfois de grêle, de neige en montagne

qu'an voisinage des versants nord et ouest des massifs montagneux. Les températures subiront une baisse sensible : le maximum variera de 5 à 10 degrés du nord au sud du pays, sauf sur le Midi méditerranéen, où la douceur persistera. Le vent soufflera fort de sud-ouest puis de nord-ouest au nord de la Loire; une tempéte aura d'ailleurs eu lien sur les côtes de la Manche et de la Bretagne dans la nuit de hundi à mardi. Mistral et tramontane se lèveront en fin

an-dessus de 600 à 800 mètres. Ces

averses seront fréquentes près du littoral

de la Manche et de l'Atlantique ainsi

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 2 janvier à 7 heures de 1020,9 millibars, soit 765,7 millimètres de mercure.

MOTS CROISÉS

123456789

HORIZONTALEMENT

la belle Yvette. - IL Met du feu

dans le regard. Copulative. -

III. Sur l'écu ou sur le dos. - IV. N

(Néant). - V. Un ancien valet royal

en adressa une au monarque. Per-

sonnel. - VI. Poussée de masse. A

besoin d'une directrice pour sa for-

mation. - VII. Même cruelle, elle

n'en reste pas moins humaine. -

VIII. Peut être cassée pour vice de

forme. - IX. Bien qu'amateur de

son, il ne veut rien entendre. Note.

X. Siège de Béotiens coroplastes.

- XI. Bonne, elle fait la meilleure

VERTICALEMENT

grossit. Bonne adresse pour un pou-

Let. - 2. Met aussi du feu dans le

regard. Sous produit de la ferme. -

3. Son meilleur atout, c'est le car-

reau. Le menu fretin. - 4. Les nus y

QUALITÉ DE LA VIE

PAPIERS RECYCLÉS. - Le secréta-

riat d'Etat à l'environnement et à

la qualité de la vie publie un Guide

de l'echeteur de papiers recyclés.

Edité sur papier recyclé - logique

oblige, - il donne la définition de

ce type de papier; ses caractéristi-

ques d'emploi, son prix de revient

et les normes Afnor qui régissent

SALONS

ART DE VIVRE ET DÉCORATION.

- La dixième Maison des interna-

tionaux créateurs est le point de

rencontre des professionnels du

cadeau, de l'objet et de la décora-

tion, et se tiendre du 12 au

17 janvier, 24, quai d'Austerlitz, à

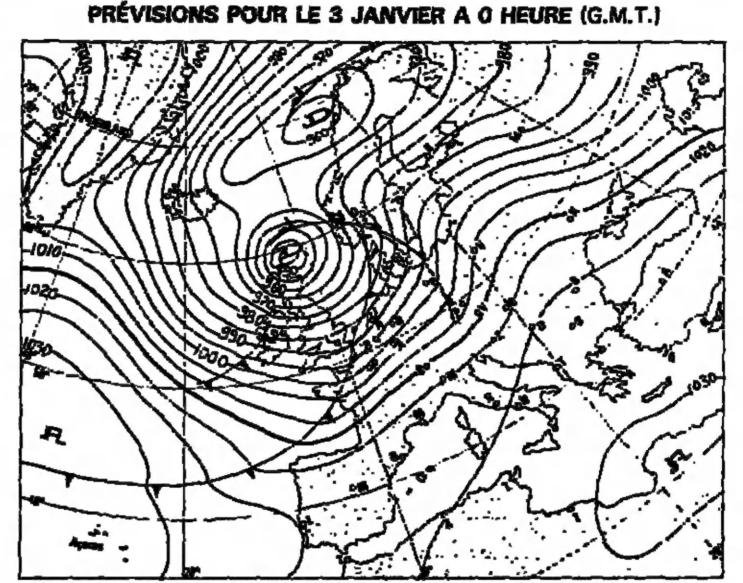
Paris (13°).

1. Change de régime quand elle

des perles. Voyelles mouillées.

L. Eventuels compagnons de lit de

de journée.



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du le janvier; le second, le minimum de la muit du 1ª au 2 janvier) : Ajaccio, 16 et 8 degrés; Biarritz, 8 et 6; Bordeaux, 6 et 4; Bourges, 3 et 2; Brest, 10 et 11; Caen, 9 et 9; Cherbourg, 10 et 8; Clermont-Ferrand, 9 et -5; Dijon, 2 et -1; Grenoble, 10 et - 3; Lille, 9 et 7; Lyon, 3 et -1;

Marseille-Marignane, 14 et 6; Nancy, 2 et 0; Nantes, 9 et 8; Nice-Côte d'Azur, 15 et 8; Paris-Le Bourget, 7 et 7; Paris-Montsouris, 8 et 7; Pau, 7 et 5; Perpignan, 16 et 1; Rennes, 9 et 9; Strasbourg, 8 et -3: Tours, 6 et 6: Toulouse,

sont plus fréquents que les « nues »

con, deux fois pour Tartarin. -

5. Muser avec les muses. Note.

court. Irrationnel. Donnait l'heure à

Louxor. - 9. Précède le nom du

patron. Ne flotte pas très longtemps.

Sa jugeote ne fut pas à la mesure de

Solution du problème nº 3614

Horizontalement

bule, Uns. - UI. CU. Embonpoint.

- IV. Epi. Iule. Prouve. - V. Ninas.

Parer. - VI. Sialom. Harem. Sa. -

VII. Ton. Tondaison. - VIII. Intes-

tats. Onc. - IX. Rues. Euripide. -

X. En. Bigleuse. As. - XI. Der. Sta-

lag. - XII. Touraine, Bâter. -

XIII. Ob. Ivre. Belge. - XIV. Rui-

née. Irréclie. - XV. Este. Salue.

Verticalement

Nue. Obus. - 3. Oc. Inattendu. IT.

- 4. Utc. Aloès. Erine. - 5. Tami-

sons, Brave. - 6. Imbu. Toj. Ires. -

7. Eboli. Ta. Géne. - 8. Rune.

Hôiel. Il. - 9. L.P. (Louis-

Philippe). Pansues. Bru. - 10. Léo-

pard. Rut. Ere. - 11. Irréalisable. -

12. Noémi. Pelages. - 13. Futur.

GUY BROUTY.

Soi. Atèle. - 14. R.N. Sondage. Li.

PARIS EN VISITES

enfants », 15 heures, 10, bonlevard

Montmartre (Arts et Curiosités de

« Palais de justice », 14 h 30,

« L'Opéra », 13 h 45, entrée (Con-

· Le palais du Luxembourg ·

De la place Dauphine au Couvent

15 henres, 20, rue de Tournon (P.-Y.

10, place Daupkine (M. Czarny).

naissance d'ici et d'ailleurs).

- 15. Espérances. Rien.

Saint-Antoine, Ma Holot.

de-Médecine, Mas Pennec.

Paris)

que et insolite).

1. Encensoir, Store. - 2. Goupil.

I. Egoutier. Liffré. - II. Noctam-

son estomaç.

Points de parcours dans une disci-

7 ct. 4: Pointe-à-Pitre, 22 et 19.

PROBLÈME Nº 3615

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 4 degrés: Amsterdam, 10 et 6; Athènes, 16 et 5; Berlin, 9 et 5; Bonn, 8 et 7; Bruxelles, 8 et 7; Le Caire, 20 et 12; fies Canaries, 20 et 17; Copenhague, 9 et 4; Dakar, 22 et 17; Djerba, 15 et 7; Genève, 3 et - 3; Jérusalem, 11 et 7; Lisbonne, 8 et 5; Londres, 12 et 4; Luxembourg, 2 et 2; Madrid, 6 et 2; Moscou, 0 et 0; Nairobi, 27 et 16; New-York, 0 et - 4; Palma-de-Majorque, 17 et 4; Rome, 15 et 5; Stockholm, 9 et 2;

Tozeur, 15 et 7; Tunis, 15 et 8. (Document établi

avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

AUTOMOBILE ---L'OPEL CORSA SR:

variables.

UNE MODESTE SPORTIVE Annoncée pour prochaine voici un

pline sportive. Une fois pour Tarasan, la livraison d'une Corsa musclée est désormais réalité. Opel propose maintenant trois types de moteur Négation. - 6. Catalyseur. Exécuta (1 000 cm3, 1 200 cm3, 1 300 cm3) un travail pressant. - 7. Sans effets pour ses petites voitures fabriquées et en état d'en produire beaucoup. en Espagne à Saragosse avec deux Quand elle faiblit, le soleil se coutypes de carrosserie et des finitions che. - 8. Tranchant et coupant

> Pour la General Motors, dont Opel est la filiale allemande, la Corsa SR doit prendre sa place dans le marché des mini-sportives où l'on trouve aussi bien des modèles très rapides, comme la Visa Chrono de Citroën par exemple ou la Metro MG Turbo, que des voitures plus modestes en performance, comme la Uno 70 super de Fiat ou la Samba GLS de Talbot. A l'usage, la SR nouvelle s'apparente plus aux deuxièmes références qu'aux premières. Le 1 297 cm3 à arbre à cames en tête, que l'on connaît puisqu'il est monté sur la Kadett SR, développe 70 CV à son maximum de puissance, bien que le véhicule ait été doté d'une boîte à cinq vitesses avec rapports courts et que les performances chronométrées sur route sermée ait relevé plus de 165 km/h. Il manque à l'ensemble un peu de nerf. En revanche, son comportement routier est bon, à

peine plus dur en suspension que sur les autres versions moins sportives. Un certain nombre de détails marquent le modèle essayé - spoiler avant et becquet arrière, encadre-

ment des vitres noir, jantes larges. Le prix fixé, 50 000 F, est l'autre avantage du modèle avec sa conduite aisée en tout itinéraire.

MERCREDI 4 JANVIER « Notre-Dame de Paris », 15 heures, portail central, M. Guillier.

JOURNAL OFFICIEL « Hôtel de Sally », 15 heures, 62, rue « Histoire de la médecine », Sont publiés au Journal officiel 15 heures, 12, rue de l'Écoledu dimanche 1= janvier 1984 :

DES DÉCRETS « Le Louvre », 15 heures, mêtro Louvre, M= Saint-Girons (Caisse Du 30 décembre 1983 portant nationale des monuments historiques). répartition des crédits ouverts par la

« Le musée Gréviu pour les loi de finances pour 1984; · Portant modification de certaines dispositions du code de la

route. DES ARRÊTÉS

· Portant autorisation de l'émission d'emprunts permanents «C.A.E.C.L.-Régions de France» émis par la Caisse d'aide à l'équipe-

ment des collectivités locales. • Relatif au brevet d'Etat d'édudes Grands-Augustins », 14 h 30, Pont-Neuf, statue Henri-IV (Paris pittorescateur sportif du premier degré de l'option ski nordique de fond.

sa fabrication, ainsi qu'une liste (à Vêtements et accessoires pour hommes compléter) des fabricants et transformateurs-distributeurs. * 14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex, tel : 758-12-12.

Shuitz, le 18 janvier prochain à

vier), à l'occasion de la conférence

sur le désarmement en Europe, Mais

elle a regretté, dans un commentaire

publié samedi 31 décembre, que le

département d'Etat ait . fair une

déclaration publicitaire » sur cette

rencontre. - Ni la conférence de

Stockholm, ajoute Tass, ni les entre-

tiens bilatéraux ne peuvent se subs-

tituer aux entretiens de Genève

sur les euromissiles, interrompus, le

23 novembre dernier, à l'initiative

de Moscou, après le début des tra-

fusées de l'OTAN.

vaux d'implantation des premières

Dans un entretien accordé au

iournal iaponais Yomuri, et que

M. Tikhonov, premier ministre

soviétique, renouvelle les accusa-

tions traditionnellement portées par

le Kremlin contre les Etats-Unis et

- les dirigeants de certains autres

pays qui, en dépit de la volonté de

leurs propres peuples, ont donné

leur accord - an déploiement des

euromissiles. Il ajoute cependant

· La conjoncture est effectivement

complexe, mais la direction soviéti-

que (...) ne voudrait pas la considé-

Au cours de la conférence de

Stockholm, a-t-on par ailleurs appris

à Bonn, M. Gromyko s'entretiendra

également en tête à tête avec son

collègue ouest-allemand, M. Gen-

A Londres, le ministère de la

défense a annoncé dimanche que les

premiers missiles de croisière ins-

tallés en Grande-Bretagne en appli-

cation de la double décision de

l'OTAN étaient désormais opéra-

tionnels. Il s'agit de seize fusées se

trouvant sur la base de Greenham

Common, à environ 80 kilomètres de

ont, de leur côté, adressé une lettre

commune à MM. Reagan et Andro-

pov pour leur demander l'arrêt du

déploiement des missiles nucléaires

en Europe de l'Est et de l'Ouest, a

indiqué samedi à Athènes un porte-

parole officiel. Dans leur message, le

premier ministre grec et le président

roumain appellent notamment Mos-

cou et Washington à reprendre les

pourparlers de Genève. - (A.F.P.,

MM. Papandréou et Ceausescu

rer comme irréversible. »

reproduit ce lundi la Pravaa,

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « Les richesses de la société de communication », par André Danzin. — Lu : le Gouvernement de la France sous la Ve République, de Jean-Louis Quermonne: Chroniques constitutionnelles françaisas, de Pierre Avril et Jean Gicquel. Lettres au Monde.

ÉTRANGER

3. LE COUP D'ÉTAT AU NIGÉRIA. 4. LA SITUATION AU LIBAN.

5. EUROPE - BELGIQUE : violentes manifestations

aux Fourens. 5. AMÉRIQUES

5. ASIE - BRUNEI : l'indépendance de l'ancien protectorat britannique.

POLITIQUE

6. Les vœux du président de la Républi-

POINT DE VUE : « La décision du Conseil constitutionnel sur les perquisitions fiscales a, par Olivier Duha-

SOCIÉTÉ

7. Sécurité renforcée après les attentats

du week-end. 8. Une loi pour réglementer l'expérimenration des médicaments sur l'homme. - « Il feut à la France deux ou trois enfants par famille », déclare M. Mitterrand au cours de la visite d'une ma-

9. SPORTS : le Rallye Paris-Dakar. RÉGIONS

8. Qui profitera du développement des activités tertiaires ?

> LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

15 à 18. LES MARCHES FINANCIERS EN 1983 : « L'Europe favorite », dossier établi par François Renard, André Dessot at Serge Marti.

CULTURE

19. RENCONTRE : Robin Renucci. DANSE: vidéo au Centre Pompidou. MUSIQUE : le Trio à cordes de Paris en liberté. 21. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

26. L'ÉVACUATION DE L'USINE TALBOT

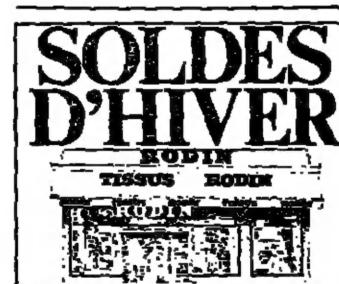
DE POISSY. 28. LOGEMENT : les hausses de loyers

- ÉNERGIE : la France a reçu du gaz si-

RADIO-TÉLÉVISION (21) INFORMATIONS < SERVICES > (29) : Météorologie ; Mots croisés. Autonces ciassées (22 à 25) Carnet (29); Programmes des

spectacles (20).

Le numéro du « Monde » daté 1"-2 janvier 1984 a été tiré à 412826 exemplaires



le bazar à tissus. le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

> TISSUS "COUTURE"

"DECORATION" 36. Champs-Élysées - Paris

VOUS êtes intéressé par l'ordinateur personnel

Magazine

vous informe

en vente en kiosque Pour yous abonner, 256,31,02

CDEF

d'ELF-Aquitaine ainsi que trois membres du gouvernement, MM. Charles Herny (défense), Robert Badinter (justice) et Henri Emmanuelli (secrétaire d'Etat au budget), le premier

sident de la République.

Au terme de cas consultations, le premier ministre a estimé que les Français, pris à témoin aussi bien par MM. Giscard d'Estaing et Barre que par le gouvernement actuel, devaient pouvoir juger sur pièces. Cet argument l'a emporté sur toutes les autres considérations, notamment celles d'ordre juridique, formulées à la Cour des comptes.

M. Pierre Mauroy devait rendre

public, lundi 2 janvier, au cours d'une

conférence de presse, le contenu du

rapport de la Cour des comptes sur

l'affaire des « avions renifieurs).

Après avoir consulté M. André Chan-

demagor, premier président de la

ministre s'est entretenu samedi

après-midi 31 décembre avec le pré-

L'intention de M. Mauroy était, au cours de cette conférence de presse. de montrer que les plus hauts dirigeants de l'Etat d'avant mai 1981 ont fait en sorte que leurs successeurs ignorent tout de cette affaire. Le premier ministre devait également situer, tel qu'il le conçoit, le degré de responsabilité des uns et des autres,

MOSCOU CONFIRME LA PRO-L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS » D'ELF-ERAP CHAINE RENCONTRE ENTRE M. Mauroy annonce la publication ML SHULTZ ET ML GROMYKO L'agence Tass a confirmé, samedi

du rapport de la Cour des comptes 31 décembre, que M. Gromyko, ministre soviétique des affaires faire la part de celles qui incombent aux politiques et de celles qui revienétrangères, rencontrerait bien le nent aux dirigeants d'ELF-ERAP de secrétaire d'Etat américain, George l'époque (1976-1979). Stockholm (le Monde daté 1=2 jan-

Selon M. Mauroy, ces personnelités ont été abusées, ont fait preuve de légèraté et se sont efforcées de dissimuler ces faiblesses et ces er-

Le document de la Cour des comptes qui devait être publié retrace tous les aspects financiers de l'affaire. Mais on sait que l'enquête de M. Giquel s'est arrêtée aux portes de banques suisses, première destination du milliard de france investi par la compagnie pétrolière dans le projet controversé, et dont 500 millions ont disparu. Le rapporteur suggérait, en janvier 1981, que des investigations soient menées hors des frontières. Cette recommandation était restée sans effet lors de la remise du rapport à M. Raymond Barre. Quant à M. Maurov il devait. au contraire, annoncer que le gouver-

nement y donnerait suite. Le premier ministre envisageeit d'autre part, avant sa conférence de presse, d'éventuels prolongements judiciaires aux fait révélés par ce rapport et à la destruction, par l'ancien premier président de la Cour des comptes, en 1982, des trois exemplaires du document qu'il détenait.

APRÈS LES ATTENTATS TAIN-L'HERMITAGE ET DE MARSEILLE

communiste. >

Les réactions des milieux politiques . M. GASTON DEFFERRE.

ministre de l'intérieur, maire de Marseille, a qualifié l'attentat de Marseille d'- odieux, marqué par une grande cruauté ». • Encore un attentat qui frappe malheureusement des victimes innocentes, ce qui le rend encore plus inqualifiable », a ajouté M. Defferre. « Cet acte prend un caractère d'autant plus odieux qu'il a été perpétré le soir même de cette fin d'année où des familles et des amis étaient réunis dans la joie pour l'année nouvelle. Je puis assurer que tout sera mis en œuvre pour découvrir les coupables et les livrer à la justice. »

• M. CHARLES FITERMAN ministre des transports, a déciaré · Le gouvernement partage la douleur des familles frappées, l'indignation et le dégoût que suscite un tel crime. Le gouvernement mettra tout en œuvre pour retrouver les coupables et les frapper. Si quelqu'un s'imagine que de tels attentats peuvent intimider notre pays, il se trompe. »

. M. CHARLES HERNU, ministre de la désense, a qualifié dimanche à N'Djamena (Tchad), d' . odieux - les deux attentats, ajoutant que les auteurs étaiem . condamnés d'avance ».

 M. JACQUES CHIRAC, président du R.P.R., a fait savoir J'ai appris avec une profonde émotion les nouveaux attentats terroristes qui ont frappé des innocents au moment où chacun s'apprétait à seter la nouvelle année. J'adresse mes condoléances aux familles des victimes et sorme des vœux de rétablissement aux blessés. Je souhaite que l'action de nos services de sécurité permette de découvrir rapidement les coupables et qu'alors la justice puisse les châtier de manière exemplaire.

• M. JEAN-MARIE LE PEN président du Front national, a déclaré : « Trop de complicité, de complaisance, de laxisme, ont habitué à admettre l'inadmissible, à tolérer l'intolérable. Le Front natio-

M. MITTERRAND: la crise rend ses lettres de noblesse à l'entreprise

M. François Mitterrand déclare, dans une interview publiée par le magazine Challenge : « La crise a ce mérite de redonner ses lettres de noblesse à l'entreprise ». « Les Français commencent à comprendre, ajoute-t-il, que c'est l'entreprise qui crée la richesse, l'entreprise qui crée l'emploi, l'entreprise qui détermine notre niveau de vie et notre place dans la hiérarchie mondiale - Le chef de l'Etat déclare aussi: - On peut comprendre que ceux qui n'ont pas part au capital et peu aux bénéfices aient lutté, doivent lutter. pour que soient reconnus et défendus leurs droits. Cette évolution nous l'avons souhaitée et nous l'avons accélérée. -

A propos de l'éducation, M. Mitterrand affirme: . Ce que nous voulons, c'est donner à tous les mêmes chances au départ. Ne pas faire cet effort de prospection serait un gaspillage immense. (...) Mais qu'après, les meilleurs se dégagent. parfait. Que les élites se distinguent, tant mieux. Les élites, se sont ceux et celles qui font progresser la col-lectivité nationale. (...) Leur point commun c'est la volonté de créer, le goût de réussir, le désir de marquer leur domaine d'action 5'il fallait faire de la France je ne sais quel pays grisaille, ne comptez pas sur

nal est le seul mouvement à avoir toujours condamné tous les terrorismes sans exception, et exige. pour les terroristes, la peine de mort. Mais le terrorisme (...) tient aussi à l'irresponsabilité et à la faiblesse de ceux qui sont chargés de défendre l'ordre public et la sécurité des citoyens : c'est-à-dire le gouvernement socialo-

• M. JEAN-CLAUDE GAU-DIN, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale et député des Bouches-du-Rhone, a exprimé sa consternation et son indignation estimant que de « tels agissements devaient être punis ». « Dans la ville du ministre de l'intérieur, j'observe avec regret que la sécurité n'est pas assurée », a-t-il déclaré.

A.P., Reuter, Tass. Au Tchad

Londres.

M. Hissène Habré s'attend à une attaque de ses adversaires dans l'Est du pays

M. Charles Hernu, qui avait auparavant passé la nuit de la Saim-Sylvestre en compagnie d'un détachement français à Biltine et à Arada, dans l'est tchadien, a été reçu, dimanche 1ª janvier, à N'Djamena, par le président Hissène Habré. Après cet entretien de deux heures, le ministre français de la défense a qualifié d' « excellents » les rapports franco-tchadiens. Il a également déclaré que le contingent français stationné au Tchad avait - un moral d'acier -. M. Hernu a regagné la France lundi matin 2 jan-

De son côté, recevant samedi le corps diplomatique à l'occasion des fêtes de fin d'année, M. Hissène Habré a déclaré que ses adversaires s'apprêtaient à engager des < moyens importants - dans une attaque contre Iriba, une localité défendue par quelque cent soixante gouvernementaux et qui se trouve à proximité de Biltine et à 130 km de la frontière soudanaise. De source militaire informée, on confirme qu'une colonne de partisans de M. Goukouni Oueddel, équipés de véhicules Toyota munis d'orgues de Staline, fait actuellement marche sur Iriba. Un coup de main des « goukounistes » contre cette garnison tchadienne, que les Français considèrent sur la « ligne rouge », ne serait pas exclu, à la veille de la * table ronde > entre Tchadiens convoquée en début de semaine prochaine, à Addis-Abeba, siège de l'Organisation de l'unité africaine.

Les mêmes sources indiquent également que les troupes françaises au Tehad ont pris des dispositions de protection identiques à celles adoptées par le contingent français à Revrouth, à la suite de renseigne ments selon lesquels des - terro- la ville.

ristes irandens .. venant du territoire camerounais, auraient franchi le Chari et pénétré au Tchad dans la zone où se trouvent les garnisons françaises. Une liste de ces « terroristes » aurait même été établie.

Enfin, à propos de la rencontre d'Addis-Abeba, le président Hissène Habré a exprimé, dans un message de Nouvel An, son « désir ardent » et sa · volonté constamment réaffirmée » de la voir aboutir à des « résultats heureux ». Evoquant cette - table ronde » - entre le gouvernement tchadien et les différentes personnalités de l'opposition », le chef de l'Etat tchadien a toutesois ajouté : « Qu'on ne s'y méprenne pas, il n'est pas question pour nous de retomber dans le système odieux des tendances. »

En Tunisie

LA HAUSSE DU PRIX DU PAIN A PROVOQUÉ DES ÉMEUTES Tonis (Reuter). - Des émentes on

éciaté dissauche 1ª justier dans la ville de Kasserine, à 200 kilomètres su sudbausse du stix du paix amoucée la semaine dernière par le gouvernement, a-t-on appris lumis à Tunis, de source Des témoirs, contactés par télé-

phone, out rapporté que la police et des unités de l'armée étaient intervenues pour mettre fin aux troubles qui out fait des victimes dont on ignorait le nombre kandi en fin de matinée, Tonjours selon ces témeius, les violences out commencé dans la matinée de dimanche, i la suite d'une manifestation contre la hansse de 70 % du prix du painceutrée en vigneur le 1" jauvier. Les forces de l'ordre sout lutervenues après la mise à



-Sur le vif

Bonnes résolutions

ment la chienlit. J'avais pourtant bien démerré l'année. J'avais pris plein de bonnes résolutions. Et, pour commencer, plus de tabac, plus d'aicool, plus de chocolat. La gym cinq fois par semaine su lieu de trois. Le coilfeur, terminé : trop cher, trop loin, trop bêta. Je me laverai les cheveux chez moi. Les poubelles bon. O.K., ce n'est pas parce que je suis une femme que je dois systématiquement refuser de les descendre. Ca fait retro, ca fait M.L.F. atterdé, je veux bien.

idem pour les tasses et les verres sales au journal. Personne n'a été engagé pour laver la vaisselle, c'est viai. Je ne ferei plus semblant de n'avoir pas de quoi payer la tournée au tabac du coin à la place d'un radin obstiné à ne jeter dans la soucoupe que des regards absents et distraits. Et je ne rouspèterai plus chaque fois que mon chef, en relisant ma copie, barrers ∉ par contre » pour écrire e en revenche », c'est promis.

Là-dessus, ce matin i étais en retard, je fonce dans l'escalier sans prendre le temps d'alfumer la minuterie et le m'étale sur un énorme sac poubelle, posé là à mon intention, devant la porte, sur le palier, mai ficelé, dégoûtant, débordant de restes de réveillon écosurants et de pots de

yacust dégoufinants. D'accord pour prendre mon tour, mais je n'ai pas dit que ce serait le preThe second second

. ---

.

10 # mark 1 - 20 11

Carried Contract of the

the same of the same of the same

Type of the second

Section in the second

the season of a

A STATE OF S

water to be a second

garage and the

The second of the second

Service Committee of

142 1 11 11

galleria The Fr

The second of

THE MEN TO 1 .-- .

7 4 May 2011

有物 : ** - 31 - 31 ** - 4 **

Transfer to a value of the

A THE RESERVE OF THE SECOND

and the state of t

Maria 1

\$ 300 · 10

The same of the same

4000

The state of the state of

Land Age : And :

The second second

· Barange

- 1

7. 3

The Mary State of

The second secon

Ang.

3. 7 8. P. W. C.

May Tall . Mr.

-

.

- Table 1

- --

A W

-. 158-54

et. .p.

. . .

J'anive au bureau, ma place de parking est déjà prise. Il y en s vraiment qui ne vous font pas de cadeaux. Demain, croyez-moi, si ce salaud me refait le coup, le lui crève un paeu, ce n'est pas compliqué. Au café, ma meilleure copine « oublie » de me soulatirer le bonne année. Allez, c'est. décidé, l'appelle Yvette pour un brushing. Ca me coûters ce due ça me coûters, mais j'eurai su moins droit à un peu d'affection

et d'amitié. Ensuite, quant mon chef in a réclamé sur un ton sec les justificatifs de ma note de frais, je n'ai pas pipé, je tiens à le signaler, is me suis écrasée.

Per contre - je dis bien e per contre », qu'il essaye un peu de me faire dire 4 en ravanche ». -l'ai poussé une énorme guestame contre la gerçon d'étaga qui feuillette, à chaque fois c'est pered, le Herald Tribune avant de me le donner. Non, mais il se crost tout permis ?

il a bien raison. Moi sussi. A midi, il y avait un pot au second. chez les standardistes, j'ai pris un double whisky.

CLAUDE SARRAUTE.

TREMBLEMENTS DE TERRE **AU PAKISTAN ET AU JAPON**

Le violent tremblement de terre qui a seconé, samedi 31 décembre, la frontière pakistano-afghane a fait selon les dernières estimations, une quinzaine de morts et plusieurs dizaines de blessés.

Le seisme, dont l'épicentre est situé sur les montagnes de l'Hindou Kouch (an nord dn Pakistan), a été ressenti à 650 kilomètres de là chraniant Tachkent en Union soviétique, Chandigargh, en Inde, et Kaboul, en Aighanistan.

D'autre part, au Japon, la ville de Tokyo et ses environs ont aussi &£ ébranlés, dimanche le janvier, par une secousse d'une magnitude de 7.5 sur l'échelle de Richter.

En Guinée, enfin, le président Sekon Touré a apropoé samedi oue le tremblement de terre qui s'était produit le 22 décembre dans la région de Gaoual, dans le nord-ouest du pays, a fait 275 morts, 1 500 blessés et 20 000 sans-abri.

. Un évêque et son vicaire condamnés en Chine à diz aux de prison - L'évêque catholique de Baoding (environs de Pékin). Mgr Pierre Joseph Fan, ainsi que son vicaire, le Père Fok Pan-Cheung, ont été récemment condamnés à dix ans de prison pour avoir conservé des relations avec le Vatican, a-t-on appris, lundi 2 janvier à Hongkong de source occlésiestique. Les deux prêtres out été accusés d'avoir refusé d'adhérer à I'-Association patriotique catholique chinoise». Mer Fan, agé de soixante-seize ans, a en outre été accusé d'avoir procédé à des ordinations et d'avoir rece de l'argent de l'étranger, - (A.F.P.)

 Deux policiers tués à Madrid. - Deux policiers ont été més ce kındî 2 janvier à Madrid dans le premier attentat de l'amée en Espagne. Un incomm a onvert le sen à la mitraillette sur une voitare de police qui circulait en banliene, tuant sur le coup l'un des deux occupants et blessant grièvement l'autre.



tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui "n'a pas inventé la poudre", et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tache; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser? La société dans laquelle nous vivons? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous?

Vous le savez : la plupart d'entre. nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre memoire. Ou bien nous sommes paralysės par une timiditė qui nous condamne à végéter. Et nous nous encroûtons dans nos tabous.

nos habitudes de pensée désuètes. nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquerit la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonte robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux on celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg: "Les Lois Éternelles du Succès".

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue W.R. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout age et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

W.R. Borg, dpt. 352, chez Aubanet - 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex.

	The state of the s
et a retoumer a : W.K	L Borg, dept. 352, chez AUBANEL, 6, ptac
	ignon Cedex, pour recevoir sans engagemen
de votre part et sous p	li fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».
NOM	DECNOS
NON	FRENUM
	PRENOM
NºRUE	

Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

BON GRATUIT

